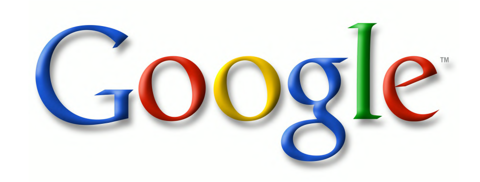



GIFT OF
JANE K. SATHER
SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



LA RÉVOLUTION RUSSE

DU MÊME AUTEUR

Voyage idéal en Italie.
Petite ville.
Les Bergeries.
La Perse en automobile.
Notes sur l'Amour.

CLAUDE ANET

LA RÉVOLUTION RUSSE

A PETROGRAD
ET
AUX ARMÉES



(Mars-Mai 1917)



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1917

Voici un livre sur les premiers mois de la Révolution en Russie. Un livre ? Non, un recueil de pages griffonnées chaque soir, dans la fièvre des journées prodigieuses que nous avons vécues, et envoyées toutes fraîches à Paris pour être imprimées. Ce grand drame, d'un intérêt humain que rien ne peut surpasser, j'en ai été le témoin au jour le jour à Pétrograd. On trouvera ici beaucoup de choses vues et peu de réflexions. Je n'ai pu pourtant m'interdire ces dernières. Lorsque je voyais telles mesures prises par le Conseil des députés ouvriers et soldats, comment ne pas prévoir l'effet qu'elles produiraient, et dans le pays, et à l'armée ? Il n'était pas nécessaire d'être clairvoyant pour escompter les résultats du fameux Prikase aux soldats. « *Qui sème le vent récolte la tempête.* » *A l'heure où j'écris cette préface, la débandade de l'armée, la perte de la Galicie et de la Bukovine, la Roumanie menacée, montrent, hélas ! que ce que j'écrivais, il y a trois et quatre mois, était fondé...*

Ai-je été un témoin impartial de la Révolution russe ?

Non, nous sommes tous « parties » dans le drame pathétique où se débat la Russie. C'est à cause de la Russie que nous sommes entrés dans la guerre qui déchire l'Europe. Puis-je être témoin impartial d'un événement tragique qui modifie, à notre désavantage, la balance des forces engagées dans un conflit où nous luttons pour les biens les plus sacrés de l'humanité ?

J'ai été un spectateur sincère, mais passionné.

Que mes amis révolutionnaires russes pardonnent l'âpreté de certaines de ces pages écrites dans la tourmente révolutionnaire. Tandis qu'emportés par l'ardeur de détruire un régime détesté, ils ne pensaient qu'à la Révolution, je pensais aussi à la guerre.

10 août 1917.

LA RÉVOLUTION RUSSE
A PETROGRAD ET AUX ARMÉES

Petrograd, jeudi 23 février/7 mars.

Depuis plusieurs jours, par suite de la crise des transports qui est aiguë, le charbon n'arrive pas en quantité suffisante ; des usines travaillant pour la défense nationale ont dû, ou ralentir leur production, ou fermer ; des milliers d'ouvriers sont sur le pavé.

La farine manque aussi. Au petit jour, dans l'aube glacée, ma cuisinière a attendu quatre heures pour avoir deux petits pains. Ces jours derniers, les queues sont interminables à la porte des boulangeries. On entend des cris, des protestations monter de la foule, dont la patience est pourtant admirable ; les femmes tremblent de froid, des enfants s'évanouissent.

Le thermomètre est encore à — 15° après deux mois de l'hiver le plus rude, où le mercure a varié entre — 15° et — 40°.

Aujourd'hui, la séance est tumultueuse à la Douma où, depuis plusieurs jours, on discute les

questions de ravitaillement. Chingaref somme les ministres, s'ils ne peuvent remplir leur devoir, de s'en aller. Skobelef, socialiste-révolutionnaire, ose dire qu'en France le peuple en colère avait balayé jusqu'au trône des rois. Kerenski, du même parti, parle avec force de l'incapacité du gouvernement, qui ne peut ravitailler Petrograd, et demande que l'on prenne des mesures immédiates. Sur les bancs du gouvernement, personne. Il en est toujours ainsi lorsque les membres de la Douma interpellent. Le gouvernement montre le mépris qu'il a pour l'assemblée et le peu de cas qu'il fait des questions qu'elle lui pose, en s'abstenant d'assister à la séance...

*
* *

Dans l'après-midi, par un temps magnifique d'hiver, la ville commence à être agitée. Je vais sur la Perspective Nevski. Il y a foule ; beaucoup d'ouvriers, beaucoup de curieux. Des pelotons de cosaques font leur apparition, lance au poing, le bonnet de fourrure sur l'oreille, une mèche de cheveux bouffants sur la tempe. Ils ont la *nagaïka* dans la main droite ; leurs petits chevaux caracolent sur la neige durcie. La foule les regarde et se promène de bonne humeur. Les tramways passent plus rarement. J'apprends que

dans Souvorovski Prospect le peuple les arrête et casse les vitres de ceux qui continuent à marcher. On dit que, dans les quartiers ouvriers, il y a des émeutes.

Les ouvriers en chômage sont payés, mais la cause de l'agitation est dans la difficulté qu'ils trouvent à se nourrir. L'ouvrier doit faire queue quatre heures pour avoir une livre de pain, et souvent, avant que son tour arrive, la boulangerie ferme et accroche une pancarte : « Pas de pain. »

Vendredi 24 février/8 mars.

Pendant la nuit, le gouvernement fait afficher dans Petrograd une déclaration disant que le stock de farine est normal, les arrivages considérables, et que chacun aura le nécessaire.

Le mouvement gréviste augmente. Dans Nevski, la foule est énorme, mais, entre deux et trois heures, je n'y vois pas de manifestations organisées. Des pelotons de cosaques font circuler les passants. Par moment, ils montent même sur les trottoirs ; mais ils manient leurs petits chevaux avec tant d'adresse qu'ils ne touchent personne. Ces cosaques sont de grands enfants, blonds et souriants. La police est indifférente, inactive.

Pour l'instant, rien de grave. Mais on sent l'inquiétude grandir. Les *dworniks* tiennent les portes à moitié fermées. Je cours au palais de Tauride, où siège la Douma. Les couloirs sont houleux. Maklakof et Chingaref me disent qu'il faudra une ou deux semaines avant que charbon et minerai arrivent en quantité suffisante pour permettre la reprise du travail. D'ici là, que se passera-t-il?

Vers quatre heures, les choses commencent à se gâter sur Nevski. Des cortèges d'ouvriers font leur apparition avec drapeau rouge en tête. La police doit avoir reçu l'ordre de laisser faire, car nulle part je ne vois qu'on les disperse. A cinq heures, on établit des barrages; les gendarmes à cheval occupent le pont de la police sur le canal de la Moïka; devant la cathédrale de Kazan, autre barrage. Et, tout le temps, les gais cosaques cavalcadent sur la neige. La circulation dans « la ville aux distances infinies » devient très difficile. Plus un tramway, et les *izwostchiks* rentrent à l'écurie. Je fais quinze verstes à pied dans la journée.

Les journaux, par ordre, ne disent pas un mot des troubles, mais les éditions du soir annoncent que, sur l'initiative de Rodzianko, président de la Douma, le gouvernement réunit d'urgence une commission pour étudier la question du ravitaillement de Petrograd.

Samedi 25 février/9 mars.

Les journaux continuent à ne pas souffler mot des désordres d'hier. Le gouvernement est plus apte à faire régner l'ordre dans la presse que dans la rue. Petrograd ne se pose qu'une question : « Est-ce une émeute? Est-ce une révolution ? » Et les journaux, organes de l'opinion publique, paraissent sans un mot qui réponde aux préoccupations de tous.

Dans les rues, peu de monde, mais sur Nevski, une foule mêlée, curieuse, ouvriers, femmes, qui se promènent par la plus belle, la plus claire, la plus froide journée d'hiver. A trois heures, pas de barrages. Je passe partout. Je vois de grandes forces de soldats sur la place Nicolas, devant la gare, à la cathédrale de Kazan, sur la place du Palais d'hiver. Des détachements de troupes passent armés. En tête d'une section, on compte trois officiers, l'air grave, et on comprend qu'ils ne sont pas à la parade. La police et les cosaques continuent à faire preuve de grande patience envers les manifestants. Des cortèges d'ouvriers défilent, drapeau rouge en tête, sous l'œil indifférent des autorités, criant : « A bas le gouvernement ! » et d'autres, — peut-être des provocateurs? — « A bas la guerre ! »

Mais, d'une minute à l'autre, la situation peut changer et devenir grave.

Une femme, devant moi, a crié aux cosaques :

— Est-ce que vous me tuerez parce que je n'ai pas de pain ?

Je vais jusqu'au télégraphe central envoyer des nouvelles au *Petit Parisien*. Mais que laisse-t-on passer?

Quand je reviens à cinq heures dans Nevski, l'orage commence à gronder. Partout, des barrages; la cavalerie et les forces de police occupent la chaussée. Une moitié des cavaliers est descendue de cheval. Je ne puis traverser devant Kazan; je passe par le canal Catherine et par Italianskaïa. Et voilà que, lorsque j'arrive sur la place Michel, au coin de l'hôtel de l'Europe, j'entends les coups grêles des fusils à quelques centaines de pas de moi, sur Nevski. Puis, aussitôt, débouchant par la rue Michel, une trombe de gens et de traîneaux fuyant la Perspective. Les cochers fouettent leurs chevaux à tour de bras; au milieu de la cohue, une voiture de la cour avec un cocher à bicorne; un traîneau verse au tournant. La foule des fuyards me bouscule. Toutes les portes, cochères et autres, sont aussitôt, et comme par miracle, fermées. Avec peine je remonte le flot et traverse la rue Michel. Elle est vide. Un escadron de cavalerie en occupe l'extrémité.

Dans une maison voisine, où je me réfugie un

instant, j'apprends ce qui s'est passé. A la hauteur du palais Anitchkof, où habite, sur Nevski, l'impératrice mère, un barrage de cavalerie. Cent cinquante manifestants arrivent, drapeau rouge en tête avec l'inscription : « A bas la guerre ! ». L'officier qui commande le peloton est assisté d'un commissaire de police qui, trois fois, fait les sommations. Les ouvriers refusant de se disperser, l'officier commande le feu. Une trentaine de soldats tirent, beaucoup lâchent leur coup en l'air ; mais quelques balles sifflent et ricochent sur la neige gelée. Au commandement de « feu » les ouvriers sont tombés à terre. Ils se relèvent et filent. La foule s'enfuit, éperdue. Il y a des blessés. Un étudiant a été touché au bras. Une jeune femme, qui l'accompagne, le soutient. Par un prodigieux hasard, un *izwostchik* est là, indifférent au milieu de cette scène tragique. La jeune femme installe dans le traîneau l'étudiant horriblement pâle, et dont le sang dégoutte sur la pelisse ; puis, au lieu d'aller vers le bas de Nevski, qui s'est vidé en un instant, elle dirige le cocher vers la haie de soldats qui s'entrouvre pour son passage. Passant au milieu d'eux, et, montrant l'étudiant blessé à son côté, elle leur crie :

— Comment, frères, vous tirez sur les vôtres !

Au coin des rues, les étudiants se mêlent aux groupes et font une propagande active. Ils disent aux ouvriers :

— Restez chez vous, camarades. Il ne faut pas de désordre pendant la guerre. Si nous nous battons chez nous, l'Allemand sera notre maître. Attendons la fin et nous règlerons ensemble les comptes de notre gouvernement.

Le soir, la fusillade est vive sur Souvorovski Prospect et sur la place devant la gare Nicolas. La foule gronde. Des orateurs montent sur l'affreuse statue équestre d'Alexandre III. Je vais jusqu'à Nevski, au coin de Litheini. Ici, fort peu de monde ; la chaussée est vide ; des patrouilles de gendarmes à cheval circulent. Au milieu de la rue, un cheval tué dans la journée est resté sur la neige. La police me fait rebrousser chemin. Je rentre à pied, toujours à pied...

Dimanche 26 février/10 mars.

Journée admirable de grand soleil qui réchauffe un peu la température, laquelle tombe la nuit à — 15°. Dans Litheini, une foule se dirige vers Nevski, dont la police et les troupes empêchent l'accès du mieux qu'elles peuvent. A trois heures, on commence à tirer. Panique dans la foule, mais aujourd'hui le nombre des révolutionnaires est considérable et ils résistent. Sur Souvorovski, une guerre de siège s'organise. La police fait, elle-même, une barricade pour empêcher les

émeutiers de passer. Partout, dans la foule, on dit que seule la police tire et que les soldats lâchent leur coup en l'air. On dit aussi que le gouvernement a habillé des agents de police en soldats. Une jeune fille me raconte que, sur Nevski, un officier de cosaques a donné ordre à ses hommes de charger sur les manifestants. Mais, au commandement : « En avant ! » il est parti seul et n'a pas été suivi. J'ai, par hasard, la confirmation de ce fait par trois ouvriers qui causent derrière moi.

L'un d'eux dit à ses compagnons :

— Tu as vu ce qui vient de se passer ? L'officier de cosaques a commandé : « En avant ! » mais les soldats ne l'ont pas suivi. Il faudra, maintenant, que le gouvernement compte avec nous, puisque même les cosaques sont de notre côté.

C'est le mot le plus chargé de sens que je récolte dans la journée. On se bat tout l'après-midi. Les autos sanitaires passent sans cesse. Dans un seul hôpital, on reçoit trois cents blessés.

Que fait le gouvernement ? Où se cache-t-il ?

Au soir, tout s'apaise. Les troupes de police, les gendarmes, l'armée restent maîtres du champ de bataille. Entre dix et onze heures du soir, je me promène près de Nevski. La ville est déserte, lugubre, à peine éclairée. Peu de passants, rasant les murs ; pas un *izwostchik*. Nulle part, je ne

peux traverser la Perspective. Des cordons de troupes arrêtent la circulation. On n'entend plus un coup de feu. Les révolutionnaires n'ont pas gagné la journée et sont rentrés chez eux.

Je regagne mon appartement en passant par la Mokhovaia. Devant l'hôtel de la présidence du Conseil, sept ou huit automobiles. Elles étaient là quand j'ai passé il y a une heure et demie. Elles sont là encore. Le Conseil des ministres est assemblé. Quels sont les hommes qui ont le sort de la Russie entre leurs mains ? Des faibles, des incapables ! Et l'empereur est à Moghilew, à vingt heures de train d'ici ! Que sait-il de ce qui se passe dans sa capitale, à un moment où chaque minute compte ?

La journée de la révolution...

Lundi 27 février/12 mars.

Hier soir, les journaux n'ont pas paru. Ce matin, ils ne paraissent pas non plus. L'absence de nouvelles ajoute au tragique de la situation. Ma cuisinière revient du marché, les mains vides. Les boulangeries sont fermées ; il n'y a pas de pain.

Je téléphone à un confrère russe. Il me transmet le grave renseignement suivant : en face de chez lui, dans la caserne du régiment de Volhynie, les soldats se mutinent, tirent sur leurs officiers et sortent en désordre dans la rue avec leurs armes. Il n'a pas vu tirer sur les officiers, mais, dans la cour de la caserne, on entend des coups de feu.

Près de la cathédrale Isaac, des soldats font l'exercice. Sur Nevski, tout est calme (autre renseignement téléphonique).

A onze heures, je sors de chez moi ; j'habite au coin de Furschtadskaia et de Litheini, à côté de l'Arsenal, où est la direction de l'artillerie et une usine militaire. Dans le vestibule de la maison, le suisse et des locataires m'arrêtent. La porte vitrée est fermée. On tire dans Litheini, où passent un grand nombre de soldats. Je sors. Quel spectacle !

Tout le régiment Préobrajenski, le premier régiment de la garde, défile en désordre, sans officiers. Les soldats tirent en l'air. C'est une fusillade incessante. La foule les acclame, agite des mouchoirs. Des soldats mettent leur casquette sur la baïonnette.

Ma première impression est de détresse. Une révolution à cette heure ! Peut-être une guerre civile ! Au mieux, de longs mois d'anarchie, alors que ce pays a besoin de toutes ses forces pour lutter contre l'ennemi extérieur ! Je pense à

— Mais, tu as autre chose dans tes poches ?

— Rien !

— Tu mens.

Et toujours les baïonnettes sur la poitrine et l'étudiante qui vomit des injures.

— Je suis Français et journaliste. Voulez-vous voir mes papiers ?

Ils essaient d'ouvrir l'appareil. Je le reprends et l'ouvre.

— Prenez les pellicules et laissez-moi l'appareil. Je suis votre allié.

— Il a raison ! Il a raison ! crient des voix dans la foule où les hommes sont pour moi.

Mais l'étudiante, pâle, continue à exciter les soldats.

Il faudrait tout de même que cette scène ridicule finît.

Un grand bougre, qui a jeté sur ses vêtements civils un manteau militaire, y met un terme. Il bondit, m'arrache l'appareil, l'emporte. Mes trois soldats relèvent leurs fusils et la foule se disperse.

Mais je perds ainsi un objectif Goerz que je ne remplacerai pas aisément. Ironie des choses ! J'ai été deux fois en danger pendant la guerre. Au début, sous l'uniforme, la seule balle qui a sifflé à mes oreilles était une balle française, tirée par mégarde. Aujourd'hui, ce sont trois baïonnettes russes qui se sont appuyées sur ma poitrine.

Jusqu'à midi et demi, les soldats défilent. Je les vois donner des fusils aux ouvriers. Des émeutiers passent avec des ceinturons et des sabres d'officiers. Un cosaque galope, brandissant un revolver. On continue à tirer sans fin.

Les soldats organisent deux postes au coin de la rue ; mais un grand désordre règne. Les gens fuient. Les soldats ne laissent passer personne. La police a disparu ; on ne voit plus un officier. Je remonte chez moi. Me voici enfermé dans mon appartement. Le téléphone, pendant une demi-heure, ne marche pas.

Vers une heure, je puis avoir l'attaché militaire français. Je lui transmets les nouvelles. Lui-même, traversant en auto la place du Palais, s'est vu arrêter par les soldats mutinés. Il est descendu, il a causé avec les soldats qui, finalement, lui ont dit :

— Vous pouvez continuer, mais à pied. Nous avons besoin de votre auto.

Un soldat dit à ma secrétaire :

— Nous attendions ce jour. Aujourd'hui seulement nous avions les fusils et les cartouches : aujourd'hui seulement nous pouvions passer au peuple.

A partir de deux heures, la situation dans mon quartier est la suivante : les soldats mutinés sont maîtres de l'arsenal ; ils ont ouvert les portes de la grande prison politique de la Schpalernaïa, à côté de chez moi, libéré tous les détenus. Les

quinze ouvriers du Comité central arrêtés par Protopopof, il y a un mois, sont libres. D'après ce que me rapportent mes domestiques, qui ont essayé d'aller aux provisions, la rue suivante au sud, la Kirochnaia, est occupée par le régiment de Siméonovski, le vieux, le plus solide, celui qui a maté la révolution de 1905. Sur Litheini, des mitrailleuses ; les officiers sont avec leurs soldats ; personne ne tire. Le cercle « Armée et Flotte » est occupé par la police. A cent mètres plus loin, au coin de ma rue, des soldats et ouvriers armés. Je descends et, par la porte vitrée, qui est fermée, je vois des automobiles arriver pleines d'émeutiers. Ils ont sans doute pillé un dépôt d'alcool ; ils tendent de l'alcool aux soldats. Un soldat passe à cheval, le revolver au poing, et tire sans raison. On tire, du reste, beaucoup, mais en l'air.

Par téléphone, on me dit que de l'autre côté des casernes de Préobrajenski, à Souvorovski-Prospect, la lutte est violente et que la fusillade ne cesse pas.

Par téléphone aussi, un témoin oculaire m'apprend qu'au coin de la rue de l'Hôpital, les soldats ont pillé les dépôts de cartouches et d'obus. A quatre heures, j'apprends que trois régiments ont passé à l'émeute : le Préobrajenski que j'ai vu, le régiment de Moscou, celui de Paul. Le régiment de Moscou est sorti de ses casernes avec des camions automobiles chargés de fusils

que les soldats ont distribués aux ouvriers.

A cinq heures, on me téléphone qu'une grande nouvelle court la ville. Ce soir même, un nouveau gouvernement serait nommé avec, comme chef, le général Alexeief.

Si cette nouvelle se vérifie, le calme aussitôt se rétablira, car la personnalité du général en chef est unanimement respectée. Sinon, où allons-nous ? Je téléphone à la Douma. Un chef des huissiers me donne les renseignements suivants : la Douma est envahie par une foule d'émeutiers civils et soldats. Ils s'y conduisent avec ordre. On attend le résultat des délibérations de la Douma. Là aussi, on dit qu'Alexeief va prendre la direction d'un nouveau gouvernement et on juge que, si la chose est vraie, la situation est sauvée.

On m'apprend qu'hier le gouvernement a prorogé la Douma et l'a ajournée après les vacances de Pâques. Cela montre le sens politique du gouvernement, l'intuition qu'il a de l'âme des foules et des raisons profondes qui ont amené ce que déjà on ne peut plus appeler des troubles, mais une révolution.

A côté de chez moi, les forces opposées se sont organisées.

La rue au sud, la Kirotchnaia, est occupée par le régiment Siméonovski, qui ne se montre pas sur Litheini.

La rue au nord, la Serguiewskaia, est aux mains

des émeutiers : ils ont l'Arsenal, qui fait le bloc entre Litheini, Serguiewskaia et Schapalernaia. Ils ont fait une barricade de bois et de caisses qui barre Litheini et sur laquelle flotte le drapeau rouge. Ils ont des autos en quantité ; on leur apporte des vivres, du bois pour un grand feu qui flambe. Il y a dix degrés de froid. Ils ont brûlé le palais de Justice, dont les fenêtres vomissent des flammes à côté de chez moi. La fusillade ne cesse pas, mais elle est molle. Des flaques de sang au coin de la rue rougissent la neige.

Douze commissariats de police sont en feu, juste vengeance du peuple qui détruit les bureaux de la toute-puissante police d'où lui venaient tant de tracas.

A sept heures, un étudiant échappé de la Douma téléphone qu'il a la liste du Comité d'ordre public nommé par la Douma. En tête : Rodzianko, Lvof, Milioukof, Tchkeidzé, Kerenski, Chidlovski, Chingaref, etc. Est-ce un gouvernement provisoire ?

Il dit qu'on a amené à la Douma, les mains liées, Cheglovitof, président du Conseil de l'empire, et qu'on envoie prendre Protopopof.

Le Comité et la Douma ont demandé aux ouvriers de désigner leurs représentants à la séance du soir, et aux soldats un délégué de chaque régiment passé au peuple.

Il se confirme que la Douma avait été dissoute

hier par un dernier acte de folie du gouvernement.

On a cherché Protopopof partout. Il a fui. Les révolutionnaires ont pillé son appartement où ils ont trouvé beaucoup de champagne. On en boit à ma porte dans Litheini.

Le premier journal de la révolution.

A deux heures du matin, on m'apporte le journal édité par la révolution sous le titre : *Nouvelles*. C'est une grande feuille imprimée sur un seul côté.

Elle dit en tête :

27 février (12 mars).

« *Les journaux ne paraissent pas, les événements vont trop vite, le peuple doit savoir ce qui se passe.* »

Suit le communiqué du grand quartier. Le bulletin anglais annonçant la prise de Bagdad. Puis le décret de l'empereur prorogeant la Douma jusqu'après les vacances de Pâques, daté de samedi 25 février, à la Statka. Au-dessous :

« Décision de la Douma. Le Conseil des Anciens, s'étant réuni d'urgence et ayant pris connaissance du décret de prorogation, déclare :

« La Douma impériale ne se dissoudra pas. Tous les députés restent à leur place. »

Puis la révolte des troupes, racontée ci-dessus. L'arrivée d'une délégation des troupes révolutionnaires à la Douma, où Rodzianko leur communique la décision prise par le Conseil des anciens et le texte des télégrammes envoyés à l'empereur et aux trois commandants de groupes d'armées sur le front.

Ces télégrammes disaient :

« Situation sérieuse dans capitale où anarchie règne. Mécontentement général s'accroît. Dans les rues fusillade ininterrompue et une partie des troupes tire sur l'autre. Il est nécessaire de nommer sans retard une personne ayant la confiance du peuple et qui formerait un nouveau gouvernement, attendre est impossible. Je prie Dieu qu'en cette heure la responsabilité ne retombe pas sur la couronne. »

Suit, sous le titre : « La 1re armée révolutionnaire à la Douma impériale », cette note :

« Les détachements des régiments passés au peuple sont arrivés à la Douma et ont été reçus

par Tchkeidzé, Kerenski, Skobelef, etc. (socialistes). »

Puis, réunion de la Douma.

Elle ne s'est pas réunie dans la salle des séances, soucieuse, même à cette heure, de la légalité, et n'oubliant pas que l'empereur l'a prorogée. Mais elle a tenu séance dans la salle Catherine ou salle des Pas-Perdus. La foule y était énorme et mêlée. Beaucoup de soldats révoltés. Rodzianko a décidé de réunir le Conseil des anciens dans un cabinet. Et le Conseil a nommé un *Comité pour établir l'ordre dans Petrograd et pour entrer en relations avec les corps constitués et les personnes.* Membres :

1. Rodzianko ; 2. Nekrassof ; 3. Konovalof ; 4. Dmitrioukof ; 5. Kerenski ; 6. Tchkeidzé ; 7. Choulguine ; 8. Chidlovski ; 9. Milioukof ; 10. Karaoulof ; 11. Lvof ; 12. Rjewski.

On annonce la destruction de l'*Okhrana* (Sûreté et police secrète).

Puis un appel des députés ouvriers que voici :

« Citoyens ! Les représentants des ouvriers, soldats et population, en séance à la Douma, déclarent que la première séance de leurs représentants aura lieu aujourd'hui, à sept heures du soir, à la Douma impériale. Que tous les soldats qui sont passés du côté du peuple choisissent sans retard leurs représentants : un par chaque

compagnie ; que les usines choisissent leurs députés : un par chaque mille. Les usines qui ont moins de mille ouvriers envoient un député. »

Comité exécutif temporaire
du Conseil des députés ouvriers.

Et ensuite celle-ci :

« Citoyens !

« Les soldats qui sont passés du côté du peuple sont dans la rue dès le matin et ont faim. Le Conseil des députés ouvriers et soldats et la population font tous leurs efforts pour nourrir les soldats. Mais il est difficile d'organiser immédiatement le ravitaillement. Le Conseil s'adresse à vous, citoyens, avec la prière de nourrir les soldats pour autant que chacun peut le faire. »

Comité exécutif temporaire
du Conseil des députés ouvriers.

Le journal est signé : « *Comité des journalistes de Petrograd.* »

***

La révolution gagne du terrain et tout Petrograd est entre ses mains. La forteresse Pierre

et Paul est aux révolutionnaires. Les cosaques ont passé au peuple et se sont battus avec un régiment de Lithuaniens resté fidèle au gouvernement. Les régiments qui ont pris le parti de la révolution ont avec eux beaucoup de leurs officiers. Ils ont canons, munitions, automobiles, projecteurs et les ordres arrivent régulièrement aux postes de soldats qui sont placés partout sur la voie publique. Les étudiantes de l'Université organisent des services de Croix-Rouge sur des traîneaux de paysans.

Du gouvernement, aucune nouvelle. Ce néant de gouvernement était poussière et est retourné à la poussière.

Si le grand-duc Dimitri était à Petrograd, il serait demain empereur de Russie, car les milliers de coups de feu qui se sont tirés ces jours-ci à Petrograd répondent, à deux mois de distance, aux cinq coups de revolver qui ont abattu Raspoutine devant la petite porte mystérieuse du palais Youssoupof.

Partout, joie extraordinaire, les gens s'embrassent ; les soldats sont gais et triomphants. A la Douma, enthousiasme ; les comités siègent en chambres des commissions. Les nouvelles arrivent de partout. La ville entière est gagnée à la Révolution.

Galitzine — ô comble ! — a adressé sa démission. A qui ? A Rodzianko.

Un joyeux et intelligent soldat me dit :

— Vous voyez tout ce que nous avons fait en un jour. Nous avons le télégraphe. Moscou est avec nous.

La nouvelle la plus significative est celle-ci, Broussilof et Russki ont envoyé au tsar le télégramme demandé par Rodzianko !

Russki a répondu :

« J'ai fait ce que vous m'avez demandé. »

Broussilof a dit :

« J'ai reçu votre télégramme. J'ai accompli mon devoir envers la patrie et envers l'empereur. »

Les gestes des plus hauts chefs de l'armée répondent aux cris des soldats entendus ce matin dans Litheini.

A la Douma.

Mardi 28 février/13 mars.

Ce matin, Nastia a trouvé du pain à la boulangerie. C'est un miracle dont va bénéficier la révolution. Pourtant, comme le disait quelques minutes plus tard à l'ambassadeur de France le brave Pokrovski, ex-ministre des Affaires étrangères, qui occupe encore son cabinet au

ministère des Affaires étrangères : « Ce pain, c'est nous qui l'avons fait venir. »

Vers onze heures et demie, je vais à la Douma. La rue est animée. Temps toujours splendide. Des groupes de soldats débraillés, des ouvriers armés, des passants, des femmes du peuple. Des autos arrivent pleines de soldats, dont les fusils passent, menaçants, par les portières. Où il y a place pour quatre personnes, douze s'entassent. Sur les garde-crotte, de chaque côté, un soldat est allongé, la baïonnette au fusil, tendue devant lui. Il semble ainsi une personnification toute moderne de la victoire. Sur Litheini, le palais de justice continue à brûler. Les flammes jaillissent par les fenêtres.

— Ce sont les archives de la justice qui brûlent, crie un soldat.

— Hurrah! répond la foule.

Dans Furchtadskaia, le commissariat brûle aussi. On jette par la fenêtre tous les dossiers de police dont on a fait un grand feu au milieu de la rue. Ainsi disparaît en cendres qu'emporte le vent le tableau dressé patiemment par la police de la vie de chaque habitant du quartier.

Plus j'approche du palais de Tauride, plus la foule devient dense. A chaque instant passent de petits groupes ou un civil, pâle, marche, entouré de soldats, baïonnette au canon, et suivi d'autres soldats, sabres ou coutelas dressés en l'air. C'est un agent de police, c'est un commissaire de

police qu'on a découvert et qu'on emmène au palais de Tauride...

Dans la rue, devant le palais, des autos-camions chargés de trente soldats farouches, des autos blindées, des canons en batterie sur lesquels s'amusent des enfants, des patrouilles de cavalerie; des étudiants sont à cheval, on les appelle les « hussards noirs ». Voici une escouade de *junkers* aspirants officiers, de l'école Michel, qui défilent en ordre parfait dans leurs longs manteaux. La foule les acclame; mais un soldat crie:

— Oh! Ceux-là, ils ne sont pas venus d'eux-mêmes; il a fallu leur envoyer une invitation spéciale.

Près de l'entrée de la cour, la foule est si serrée que je puis à peine passer. Mais elle est bonne enfant et, quand je dis que je dois entrer à la Douma, on me fait place. A la grille, soldats, baïonnette au fusil. Je décline ma qualité de correspondant de la Douma.

— Passez.

La cour est pleine de camions et de soldats. A la porte même, c'est à désespérer d'entrer tant la bousculade est grande. Un étudiant entouré de soldats armés ferme la porte. Je profite de l'arrivée d'un prisonnier escorté pour me glisser à sa suite.

Me voilà dans le magnifique palais de Tauride, centre de la révolution russe. Partout des soldats armés, quelques civils, quelques femmes

dans la salle circulaire ; par terre, des boîtes de conserves vides, des boîtes de cigarettes, les débris de la nuit passée là par deux mille hommes. Dans la superbe salle Catherine, une foule énorme de soldats autour d'une estrade où parle Kerenski, pâle, tendu.

Il recommande aux soldats une stricte discipline; et cet appel peut paraître ironique, adressé à ces hommes qui se sont révoltés contre leurs chefs, en ont tué un certain nombre et ne saluent même plus ceux qui ont passé avec eux à l'émeute.

Je trouve Chingaref. Il est fatigué, les traits tirés. Il me dit que, pour l'instant, je ne puis télégraphier à mon journal, mais je lui fais comprendre la nécessité qu'il y aura, lorsque le télégraphe sera rouvert, de me laisser télégraphier librement dans un sens rassurant. Je lui montre nos hommes, depuis trois ans dans les tranchées, apprenant par des pancartes sur les tranchées allemandes que l'armée russe s'est révoltée.

— « Il faut, lui dis-je, que je puisse télégraphier que c'est pour se défaire à jamais du parti allemand que le peuple et l'armée se sont soulevés, et que la guerre contre l'Allemagne reprendra plus ardente que jamais. Il faut que je puisse le dire, monsieur, et il faut que cela soit vrai. »

Sturmer...

Je le quitte. J'arrive dans la salle circulaire. Un prodigieux spectacle m'y attend. La foule court.

— On amène Sturmer ! crie-t-on.

Et voilà, en effet, l'ancien président du Conseil, la créature de Raspoutine. Il est entouré de soldats qui tiennent des revolvers braqués sur lui. D'autres le suivent, le coutelas au poing.

Le vieillard, toque à la main, est enveloppé d'un grand manteau Nicolas, au col de fourrure, tombant jusqu'aux pieds. Sa face est aussi blanche que sa longue barbe ; ses yeux bleu-pâle sont sans expression ; il paraît ne pas voir, être retombé dans l'enfance. Il s'avance insensible, en titubant.

Un ordre est entendu :

— Baissez les revolvers !

Les revolvers s'abaissent. Et on pousse dans une chambre à gauche celui qui fut premier ministre de l'empereur et autocrate de toutes les Russies.

Et quelques minutes plus tard, sensation !

Voici une autre créature de Raspoutine, le métropolite Pytirime. On l'a pris à la Lavra d'Alexandre Newski, où il se cachait derrière une colonne.

Il est en robe noire, avec la croix épiscopale en or sur la poitrine. Il est coiffé d'une mitre blanche avec croix noire. Effaré, la bouche entr'ouverte, les yeux perdus, il semble un condamné qu'on mène à l'échafaud. Deux soldats sont obligés de le soutenir sous les bras.

On lui crie des injures :

— Ami de Grischka Raspoutine !

— Consolateur de la cour ! Tu veux voir Nicolas !

— Tout à l'heure, on va t'envoyer Sacha (diminutif d'Alexandra, impératrice) dans ta chambre !

Et toujours les revolvers levés, les coutelas tirés. Le groupe disparaît.

J'étouffe. J'ai la poitrine serrée. J'ai hâte d'être à l'air. Je sors. Par la Spalernaia, avec peine, je gagne le quai Français et l'ambassade où je déjeune.

L'ambassadeur revient du ministère des Affaires étrangères où il a trouvé dans son cabinet l'excellent et digne M. Pokrowski qui fut — et qui est encore — ministre des Affaires étrangères. Il est là, isolé, sans communication avec qui que ce soit, sans nouvelles... Il a été arrêté,

enfermé la nuit au palais Marie, puis, comme il a l'estime de tous, on l'a relâché et il est revenu occuper son cabinet.

Selon lui, l'empereur, qui arrive à Tsarskoié-Selo, s'il le peut, dans l'après-midi, est très exactement renseigné sur ce qui s'est passé. D'après ce que l'on sait, et la chose n'a rien de surprenant pour qui le connaît, il est disposé à lutter et ne veut pas céder un pouce de ses droits, qu'il qualifie de divins. Il a nommé l'ancien général en chef du front du Sud, Ivanof, président du Conseil, avec pouvoirs dictatoriaux. Ivanov arriverait à Tsarskoié d'urgence.

L'impératrice n'a pas quitté Tsarskoié. Ses filles ont la rougeole. La famille impériale est seule. Les grands-ducs, qui la détestent, ne sont pas venus se ranger autour du trône. L'empereur a, à Tsarskoié, six ou huit mille hommes de troupes sur lesquelles il compte.

Politiquement, la position est celle-ci :

Il n'y a aucun gouvernement. L'ancien s'est évanoui ; le nouveau n'est pas créé. La Douma hésite à prendre des pouvoirs qu'elle n'a pas tant que l'empereur est sur le trône. Le Comité exécutif vit au jour le jour, parant au plus pressé à Petrograd, sans pouvoir légal, ne pouvant donner un ordre, ayant la responsabilité d'administrer sans police la capitale d'un empire de cent soixante-dix millions d'âmes, et de composer avec cent mille soldats mutinés qui se promè-

nent en armes dans les rues et envahissent le palais de Tauride. Là-bas, un empereur têtu, peu intelligent, enfermé dans le mysticisme, raidi de droit divin, incapable d'écouter un conseil et la voix de la raison. Si aujourd'hui, il nommait le prince Lvof président du Conseil, avec ministère responsable et solidaire, peut-être la dynastie serait-elle sauvée et l'ordre rétabli. Mais il n'y a pas l'ombre d'une chance pour que l'empereur prenne ce parti. Alors la lutte ? l'abdication ? la déchéance ? la mort ?... Et ici le désordre ! un long désordre ! Et cependant les Allemands sont sur la Bérésina et en Champagne !

A la Douma, on sent déjà que les partis modérés sont dépassés et bousculés, les Rodzianko, Lvof, Milioukof, Choulguine, que sont-ils auprès des Tchkeidzé, Skobelef, Kerenski, Bogdanof, ces chefs hier obscurs du parti socialiste qui aujourd'hui sont poussés en avant par le flot populaire ! Les anciens leaders de la Douma, les cadets, sont tous, avec nuances, des hommes d'ordre qui s'accommoderaient d'une monarchie libérale avec régime parlementaire. Rodzianko est un ancien officier. Il doit souffrir au plus vif de son âme quand il voit des soldats oublier les règles de la discipline. A ce sujet, voici un petit fait qui en dit long sur l'état d'esprit des soldats :

On annonce dans le cabinet de Rodzianko que

les soldats amènent de l'hôtel Astoria le général Adrianof fait prisonnier.

Le général entre avec deux soldats en armes. Rodzianko dit aux soldats :

— Sortez, je vais interroger le général.

Les soldats, avec simplicité :

— Non, nous ne sortirons pas.

Et ils restent.

Pendant toute la journée, les députations n'ont cessé d'affluer au palais de Tauride : détachements de troupes qui passent à la révolution, officiers en tête, écoles spéciales. Les plus importants sont :

Un corps d'élite, les grenadiers de la garde, avec commandant et officiers. Ils font le salut régulier à Rodzianko qui vient à leur rencontre, le fameux : « Nous souhaitons la santé à Votre Haute Excellence » qui éclate comme un crépitement de mitrailleuse.

Rodzianko, à tous les détachements militaires, fait un discours de vieil officier, remercie les troupes de venir soutenir l'ordre nouveau, parle de la nécessité d'observer la discipline, sans quoi l'armée n'est qu'une foule sans force ; il ne manque jamais de dire, et cette parole paraît étrange à l'heure où nous sommes, où tous les esprits sont tendus vers la révolution :

— N'oubliez pas vos frères dans les tranchées.

Mais, en ce moment, qui est-ce qui pense aux frères dans les tranchées ?

*
* *

Vers le milieu de l'après-midi, grande sensation ! Arrive de Tsarskoié-Selo le quatrième régiment des tirailleurs de Sa Majesté qui passe au peuple.

Le second numéro des *Nouvelles* donne les appels suivants, publiés tard dans la nuit (27 février/ 12 mars, 28 février/ 13 mars).

Le premier appel demande à la révolution « de ne pas verser inutilement le sang, de ne point piller, de respecter les établissements, les stations électriques, les tramways, etc. Leur destruction n'est utile à personne et peut avoir des suites funestes. Gardez les usines ».

Le deuxième dit :

« Dans des conditions très difficiles, le comité temporaire a pris la tâche lourde de réorganiser l'ordre social et gouvernemental. Comprenant la responsabilité de sa décision, le comité est sûr que le peuple et l'armée l'aideront à créer

un nouveau gouvernement conforme aux désirs de la population.

« 27 février 1917.

« Le président de la Douma impériale,
« RODZIANKO. »

Le Conseil des députés ouvriers et soldats publie les lignes suivantes :

« L'ancien pouvoir nous a menés à la famine et à la ruine. La population, mécontente, sortie dans la rue, fut rencontrée par les balles. Au lieu de pain, le gouvernement donna au peuple du plomb. Les soldats refusèrent de tirer sur le peuple et se sont soulevés contre le gouvernement ; avec le peuple, ils ont pris les armes ; les ministères, la banque, la forteresse, l'arsenal sont entre leurs mains. La lutte continue : menons-la jusqu'au bout. L'ancien pouvoir doit être renversé et remplacé par le gouvernement du peuple. Là est le salut de la Russie. Pour atteindre le but et dans les intérêts de la démocratie, le peuple doit organiser le pouvoir. Le Conseil des députés ouvriers veut organiser les forces populaires pour assurer la liberté politique et le pouvoir populaire en Russie. On a nommé des commissaires de quartiers pour organiser le pouvoir populaire dans les quartiers de Petrograd. Nous invitons toute la population de la capitale à se

grouper auprès du Conseil, à créer des comités locaux dans les quartiers et prendre en leurs mains la direction de toutes les affaires locales.

« Avec toutes nos forces réunies nous lutterons pour la destruction finale de l'ancien régime et l'appel d'une Constituante, élue sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret. »

« CONSEIL DES DÉPUTÉS OUVRIERS. »

Sur la proposition du comité exécutif de la Douma impériale, le colonel du quartier général, Engelhart, membre de la Douma, est nommé commandant de la garnison de Petrograd. Il a pris possession de son poste à minuit.

Le comité temporaire a désigné le membre de la Douma Boubikof pour surveiller les chemins de fer.

Voici la liste des personnages politiques arrêtés à ce jour :

Sturmer, ancien président du Conseil des ministres ;

Général Kourlof, ancien adjoint de Protopopof ;

Reyn, ex-ministre de la Santé publique ;

Chirinski-Chahmatof, membre du Conseil impérial ;

Komissarof, remplaçant de Kourlof ;

Borissof, adjoint du ministres des Voies et Communications ;

Bogachef, chef de la direction des chemins de fer ;

Général Balk, préfet de Petrograd ;

Makaveef, chef de l'Académie de médecine militaire ;

Zabeline, chef de la direction des écoles militaires ;

Vice-amiral Karsof, amiral Hirs et beaucoup d'autres.

On ne mentionne pas le métropolite Pytirime.

La station de téléphone a été abandonnée par les troupes du gouvernement chargées de la défendre. Les téléphonistes avaient fui. Les mécaniciens envoyés par le Comité organisent le service.

Les armées révolutionnaires ont occupé le ministères des Voies et Communications.

Après deux heures, arrive à la Douma un lieutenant-colonel du quartier général apportant, de la part du chef du quartier général, un paquet adressé au président du Comité exécutif, Rodzianko.

Maklakof, avec des soldats, occupe le palais de justice.

L'Académie de médecine militaire, au complet, arrive vers quatre heures.

A deux heures le membre de la Douma, prêtre Popof second, bénit les troupes révolutionnaires.

Les bruit les plus divers circulent. Les per-

quisitions faites dans les appartements des ministres n'ont pas donné de résultats.

Les régiments de Sibérie.

Ce matin sont arrivés par la gare Nicolas deux régiments sibériens qui se sont mis à la dispositions de la Douma.

Calme sur les chemins de fer.

Le communiqué officiel déclare qu'entre Moscou et Petrograd les communications se font normalement.

Les Banques.

Le conseil des banques a décidé, en vue de la tranquillité rétablie, de rouvrir les banques.

On a confié au membre de la Douma de ville, Krijanovski, le soin d'organiser la milice. Les étudiants sont priés de s'inscrire.

Le comité militaire technique publie l'appel suivant :

« Citoyens,

« Il est très important d'avoir l'ordre dans la rue. Aidez à créer et soutenir l'ordre. Soumettez-vous aux patrouilles.

« En tête des patrouilles sont les chefs avec bande blanche au bras gauche.

« Chaque heure, une auto à drapeau blanc passe prendre le rapport du chef de la patrouille. Les résultats sont communiqués au bureau. Les chefs sont remplacés toutes les deux heures. Les chefs doivent veiller à ce que :

« 1° La patrouille reste sur place et armée ;

« 2° Il n'y ait pas d'ivrognerie ;

« 3° On ne tire pas sans ordre ;

« 4° Il n'y ait ni pillage ni incendie. »

Appel aux étudiants :

« Camarades,

« Il faut une organisation pour soutenir l'ordre ; inscrivez-vous.

« Signe : brassard blanc au bras gauche.

« Obligations :

« 1° Empêcher le tir désordonné ;

« 2° Enlever les armes aux mineurs et aux gens ivres ;

« 3° Empêcher le pillage ;

« 4° Surveiller l'ordre général dans les rues, endroits publics, etc. En cas de nécessité, recourir à la force, c'est-à-dire s'adresser aux patrouilles. »

*
* *

Je sors encore au crépuscule. La ville est loin d'être calme. On entend sans fin des coups

de feu. Je me promène le long de Fontanka, dans cet endroit charmant qui, du Jardin d'été, va jusqu'au second pont de Fontanka. On tire de l'un à l'autre côté du canal. On tire avec suite et on entend les balles taper sur les murs. Et, ô surprise ! voilà le crépitement d'une mitrailleuse sur l'autre rive du canal. Je m'aperçois que je suis tout seul sur le quai. Je continue à avancer, quand, au coin du jardin, je tombe sur trois soldats couchés dans la neige, qui visent les toits de la rive opposée et me crient :

— On ne passe pas !

Je rebrousse chemin sans comprendre contre quels ennemis invisibles se battent ces soldats à qui la ville appartient, ni qui manie cette mitrailleuse cachée. J'essaie de rentrer par Mokhovaia : un officier m'arrête :

— Impossible de passer. On tire du numéro 27.

Je regagne Litheini. Là aussi on tire, mais au hasard.

— Provocation, disent les gens.

Dans tout le quartier, et jusqu'à Souvorowski, la fusillade est plus vive que jamais. On assure que des agents de la police secrète ont des fusils et des mitrailleuses, qu'ils montent dans les maisons et, du toit, tirent dans la foule et sur les soldats pour créer des paniques. Il est certain qu'ils causent un énervement général et

que, ce soir, il est fort dangereux de sortir de chez soi.

Les soldats, méthodiquement, fouillent maison après maison, jusqu'aux greniers. Ils viennent aussi chez moi.

Est-il vraisemblable que des agents de l'ancien pouvoir, sans ordres, sans chefs, aient l'héroïsme de risquer leur vie pour un régime déchu ?

Mais que l'on tire des maisons, et même à mitrailleuse, il n'y a pas à en douter, j'en suis témoin.

*
* *

Je fais quelques visites. Je trouve des gens atterrés au fond de leurs appartements, nerveux, inquiets, troublés, sursautant au moindre bruit. On s'embrasse comme si l'on venait de traverser de grands dangers.

L'incertitude du moment présent est lourdement angoissante. Où allons-nous ? Que se passera-t-il demain ? Verrons-nous arriver une armée régulière du front pour s'emparer de la capitale ? La neige de ces rues sera-t-elle rougie de sang ? La dynastie va-t-elle sombrer dans la tourmente ? L'empereur, comme certains le croient qui le connaissent, se prépare-t-il à la mort, préférable à ses yeux à des concessions humiliantes ? Un gouvernement nommé à Petro-

grad sera-t-il accepté par la Russie ? Saura-t-il rétablir l'ordre ? Ces milliers de soldats qui ont arraché les épaulettes de leurs officiers, comment les fera-t-on rentrer dans les casernes ? Quelle autorité accepteront-ils ? Si les vivres, comme c'est probable, viennent à manquer, ne se mettront-ils pas à piller ? Et qui les arrêterait dans une ville où toute autorité a été anéantie, où la police n'existe plus ? Et rester chez soi, les bras croisés ! Attendre, rien n'est plus dur !

Chez les Français que je vois, comme chez moi-même, la grande question, la terrible question est celle-ci : — Et la guerre, quelle influence aura cette révolution sur la guerre ? Comment nos camarades sur le front apprendront-ils que les régiments de la garde se sont révoltés et que la capitale est dans la plus complète anarchie ? — Le moins mauvais que l'on puisse espérer est un retard de deux ou trois semaines dans la fabrication des munitions de guerre et dans les envois sur le front. Mais ne verrons-nous pas une longue période d'anarchie avec désordres chroniques ? Et nous pensons aux illuminations à Berlin qui n'attendait que cette heure, son seul salut, et nous pensons à tous ceux qui veillent, de la Manche à l'Alsace, en face des lignes allemandes.

*
* *

Au centre de la ville, à l'Astoria, transformé en hôtel militaire à la disposition des officiers et de leurs femmes, il y a eu de grands désordres. On a fait courir le bruit — qui ? — que l'on avait tiré des fenêtres. Les soldats sont arrivés avec mitrailleuses, autos blindées. En peu de temps, toutes les grandes baies glacées de l'hôtel ont été fracassées. Les soldats ont pris l'hôtel d'assaut ; les femmes criaient et s'enfuyaient. On a pillé beaucoup. La cave a été forcée, mais, — chose curieuse et digne d'être notée, — les soldats ont eux-mêmes brisé la plupart des bouteilles pour éviter que leurs camarades s'enivrent. Cela est un geste d'une rare beauté et tel qu'on n'en trouve guère dans l'histoire de nos révolutions.

*
* *

Soukhomlinof, l'ancien ministre de la Guerre, a été arrêté et amené au Palais de Tauride. Son arrivée a excité la colère des soldats. Les membres du Comité l'ont, avec grande peine, défendu contre ces furieux qui lui ont arraché ses épaulettes et auraient voulu le mettre en pièces. Le vieux Soukhomlinof, au milieu de ce tumulte, n'a pas faibli et a montré qu'il était un homme.

Un des membres socialistes du Comité des ouvriers, qui était présent, me raconte ce trait significatif de la présence d'esprit de l'ancien ministre. Entouré de gardes, revolvers et coutelas au poing, comme il passait dans la salle Catherine, un soldat se jeta sur lui, la baïonnette en avant. Sans broncher, Soukhomlinov le menaça du doigt, comme l'on fait à un enfant pas sage... Et le soldat recula...

Mercredi 1/14 mars.

On me téléphone que les deux autres régiments de tirailleurs de Sa Majesté qui gardaient Tsarskoié-Selo passent au peuple. Que reste-t-il à l'empereur? On me dit que des troupes et de l'artillerie marchent de Petrograd sur Tsarskoié. La journée sera décisive.

Une émotion incompréhensible dans Litheini. Nastia, morte de peur, remonte en pleurant, annonçant mille nouvelles absurdes. D'autre part, on me téléphone que, dans la ville, tout est plus calme qu'hier.

Il se vérifie qu'en plusieurs endroits des policiers ont tiré des toits avec des mitrailleuses. On en a arrêté quelques-uns, dont ceux qui avaient tiré sur la foule devant le palais de Tauride.

Le froid continue à être intense : — 15° cette nuit ; — 10° à l'heure où j'écris; il neige ; le ciel est gris, triste.

Protopopov s'est rendu la nuit dernière. Il est descendu dans la rue, a abordé un étudiant, s'est nommé et lui a demandé de le conduire à la Douma.

Le plus heureux des relâchés des prisons, c'est Manassevitch-Manouilof. Il n'a fait qu'un bond quand on a ouvert la porte, et cette fripouille s'est écriée joyeusement :

— Je vais à la maison !

Le banquier Rubinstein est aussi un des libérés de la révolution.

Les garodovoïs...

On a arrêté, dans une maison devant la Douma, et au numéro 11 de Litheini, en face de chez moi, des agents de police qui, armés de fusils, tiraient dans la foule et sur les soldats. Cette nouvelle que je vérifie moi-même est surprenante. Quoi ! Voilà des hommes appartenant à une classe sociale méprisée en Russie qui, dans l'heure tragique où nous vivons, alors que

grands-ducs, hauts fonctionnaires, généraux viennent s'incliner devant le pouvoir naissant et oublient le serment prêté à l'empereur, voilà des *garodovoïs* dans l'âme obscure desquels subsiste seul le sentiment du devoir ! Ils ont été nommés par le gouvernement et l'empereur. Ils n'ont plus de chefs, plus d'organisation; ils sont débandés ; ils agissent isolément, sans ordres, et, avec les armes qu'ils ont cachées, avec les munitions qui leurs restent, ils mènent, seuls, sans lien, perdus dans la ville immense, sans un endroit où se réunir, une guerre de partisans et, sacrifiant leur vie, courent sur les toits pour tirer sur les révolutionnaires. Ils savent que la révolution est triomphante, ils voient les régiments passer, acclamés par le peuple ; ils n'ont plus rien à attendre ; ils continuent à servir l'empereur sans l'ombre d'espoir.

Voilà vraiment une chose prodigieuse et qui fait rêver.

Chaque jour, on en arrête quelques-uns et souvent la foule (les soldats sur lesquels ils viennent de tirer et qui les ont pris les armes à la main) est si débonnaire qu'elle se contente de les désarmer et, au lieu de les fusiller sur le trottoir, les mène sans même les bousculer à la Douma.

A trois heures, je sors. On ne tire pas. Je vois passer un des régiments de Novgorod envoyés ce matin. Ce sont des soldats de l'armée, en tenue de campagne. Ils ont leurs officiers en

tête et je constate avec bien grand plaisir que les officiers ont gardé leurs épaulettes. Je traverse tout le centre de la ville pour me rendre à la rue Gogol, près de la cathédrale d'Isaac. Peu de monde, très peu de monde dans Nevski.

Tous les magasins sont fermés et les banques ; beaucoup de vitres brisées par les balles ; beaucoup de fermetures provisoires en planches. Au coin des rues, les gens s'attroupent pour écouter la lecture du journal qui vient de paraître.

On lit aussi les placards affichés, ou par le gouvernement ou par le chef de la milice. Un de ces placards défend le pillage des magasins et donne les indications nécessaires pour appeler, en cas de troubles, la milice et les postes de soldats chargés d'assurer l'ordre.

Je vais au bureau militaire, rue Gogol. On y est sans nouvelles de la Stafka et de France. On assure que l'empereur est à Bologoié, station à peu près à égale distance de Moscou et de Petrograd. Il est là, ne sachant que faire, où se diriger, abandonné de tous, seul avec quelques généraux de sa suite.

L'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Lavergne va, pour la première fois, à la Douma en automobile sur laquelle flotte un fanion français. Il m'accepte comme compagnon. Vers quatre heures, nous arrivons à la Schpalernaia, encombrée par une foule énorme ; un escadron de cosaques est là, colonel en tête.

Avec mille peines, nous passons. Le titre de l'attaché militaire français nous ouvre toutes les barrières, car l'on n'a vu encore aucun représentant officiel du gouvernement français au Palais de Tauride. Bousculade à la porte, où deux cosaques à cheval bouchent l'entrée.

Un petit étudiant juif nous reçoit dans la salle circulaire. Nous nous nommons et demandons M. Rodzianko. On nous conseille de voir le colonel Engelhart, qui est chargé des affaires militaires. Dans la salle circulaire, amoncellement de sacs de farine, de caisses de provisions, de grands pains noirs. A travers des couloirs interminables, on nous mène au premier étage, au bureau du colonel. Tout le long des couloirs, des haies de soldats en armes ; à chaque porte, une bousculade. On marche sur une couche de boue épaisse de deux pouces, et glissante. A chaque porte, on demande le laissez-passer. En somme, il y a plus d'ordre qu'hier, un semblant d'organisation, moins de monde dans la salle circulaire. Mais, dans la grande salle Catherine passent toujours les détachements de troupes qui se rendent et qui viennent se faire haranguer par un des membres du Comité exécutif. Partout, chaleur étouffante, odeur qui vous prend à la gorge de tous ces hommes entassés là depuis quatre jours. Au buffet, on distribue de la nourriture aux soldats et aux gens présents. Ce sont des étudiantes et des étudiants, ces der-

niers la plupart juifs, qui organisent le service.

Près du bureau du colonel Engelhart, encombrement. Nous passons un barrage et arrivons devant sa porte.

Un officier nous prie d'attendre un instant, car le colonel est dans son bureau, où il reçoit le grand-duc Cyrille Vladimirovitch, le premier des grands-ducs à se rendre à la Douma. Un détachement s'est présenté au palais du grand-duc, qui est descendu pour le recevoir sur le perron. Il a déclaré, aux acclamations de tous, qu'il était avec le peuple et la Douma. Puis, il est venu au Palais de la Tauride.

Par la porte ouverte, j'aperçois la foule dans le cabinet, des fusiliers marins, baïonnette au canon et, au milieu d'eux, le profil aigu du grand-duc. Je me souviens de la dernière fois que je l'ai vu, au château de Chambly. Il était entouré de femmes décolletées, brillants et perles. Aujourd'hui l'odeur forte de la salle, la boue sur les parquets, la cohue, le désordre, et les soldats révolutionnaires, baïonnette au canon.

On nous fait passer dans la cuisine, où une cuisinière, à son fourneau, prépare de ses mains propres le dîner.

Le colonel Engelhart, chef militaire du Comité exécutif vient à nous. C'est un colonel d'état-major, maigre, nerveux, blond, intelligent, la figure creusée. L'attaché français lui expose ce

qu'il a à lui demander. Le colonel prend note, puis nous parle de la situation.

— Nous appartenons, dit-il avec un sourire, à un parti malheureux. Nous sommes les Girondins. Dans le désordre, nous tâchons de faire de l'ordre, de faire rentrer cette masse énorme de soldats dans les casernes, de les faire obéir à leurs officiers, de rétablir la discipline. Déjà, nous avons des résultats. Mais la tâche est immense. Ici, nous recréons une organisation. Mais nous ne sommes pas seuls. Là-bas, à la gare de Finlande, il y a le Comité des ouvriers socialistes révolutionnaires. Jusqu'à présent, entre eux et nous, cela va... mais demain ? Nous causerons de tout cela avec plus de loisir dans un autre moment. Aujourd'hui, je reçois le grand-duc. Excusez-moi.

J'ai tout de même le temps de lui exposer la nécessité de me laisser télégraphier à mon journal. Les radios allemands annoncent la révolution au monde entier. Les amis de la Russie pourront-ils faire entendre leurs voix à la France ?

— Oui, oui, vous avez raison. Je vais en parler à Goutchkof. Revenez demain, nous vous arrangerons cela.

Et il disparaît.

De nouveau, interminable voyage dans les couloirs étroits où on se bouscule et où flotte une odeur âcre. La phrase de Laforgue me re-

vient à la mémoire : « Les capitaines vainqueurs ont une odeur forte. »

Nous arrivons au rez-de-chaussée, chez Chingaref. Je lui présente notre attaché militaire. Il lui serre la main.

— Je suis bien heureux, colonel, de vous voir chez nous.

Et sa figure, fine, claire, sympathique, où la fatigue et la tension nerveuse ont creusé des rides, s'éclaire d'un sourire. Il me dit que l'impératrice et l'héritier sont prisonniers au palais de Tsarskoié ; l'empereur, à Bologne, sur la ligne de Moscou. D'ici demain soir, la question politique sera résolue. Déjà la question de la dynastie ne se pose plus. L'empereur quittera le trône... Comment ? L'avenir le dira. Mais il faut que demain il y ait un gouvernement régulier devant lequel chacun s'incline.

Nous le quittons. Des officiers reconnaissent notre attaché militaire. On nous conduit dans la salle du Comité exécutif. Au coin d'une longue table, Chidlovski, sans fin, signe des papiers. Orlof-Davidof, joufflu, passe. Des députés causent sur les canapés. Des soldats passent, amenant des prisonniers. Longues discussions dans les groupes. Je suis frappé de la quantité de généraux que je vois. Aujourd'hui, ils sont tous venus offrir leurs services. C'est la journée des généraux.

Et, là-bas, dans une salle d'attente de la sta-

tion de Bologoié, l'empereur et autocrate de toutes les Russies est à peu près seul à attendre son destin...

2/15 mars.

Le froid est intense : — 20°. Un vent violent vous glace jusqu'aux moelles. Queues interminables devant les boulangeries. Mais, ô surprise ! on distribue en face de chez moi cinq livres de farine par personne. Mes deux domestiques, avec un peu de ruse, finissent pas en avoir quinze livres. Nous voilà riches !

Je traverse la moitié de la ville à pied pour me rendre au télégraphe central. Les distances sont énormes. Je suis à plus de deux kilomètres de la Douma, qui est à l'est, et à cinq kilomètres du télégraphe central, à l'ouest. Pas une voiture, pas un tramway ; à l'aller et au retour, quatorze kilomètres et, avec les courses supplémentaires, on arrive vite à vingt et vingt-cinq. Si la révolution dure, je vais me faire des jambes de facteur rural... La ville est calme ; je n'entends plus tirer. Grande animation encore dans Litheini. Des troupes nouvelles arrivent. Qu'en va-t-on faire ? Nous avons déjà trop de soldats à Petrograd. Chacun, civil et militaire, porte un ruban rouge, qui à la poitrine, qui au chapeau, qui

autour du bras. On reconnaît les réactionnaires d'hier à la dimension exagérée de leur ruban.

Au télégraphe, la censure laisse tout passer. Je prie les dieux pour que mes confrères journalistes fassent leur censure eux-mêmes. Ils sont de frairie aujourd'hui. Jamais ils n'ont été à telle fête. Des événements sensationnels et pas de censure ! Le télégraphe gémit sous le poids des feuillets de copie qui s'abattent sur lui.

Pas un magasin ouvert. Pas de journaux. Quand la vie reprendra-t-elle ? Les socialistes en profitent pour lancer une feuille violente au nom du Comité des ouvriers et des soldats et attaquer « les partis bourgeois » de la Douma. Et ce sont des proclamations, lancées dans la foule et des manifestes affichés aux murs. On y lit que les « bourgeois » n'oseront pas aller jusqu'au bout, qu'il s'arrêteront à mi-chemin, que les ouvriers conscients doivent achever l'œuvre commencée ; que la république socialiste doit diriger la Russie. On dit aux soldats qu'ils ne doivent le salut aux officiers qu'en service. Déjà des forcenés crient : « A bas Rodzianko ! » Voilà le grand danger. Si, au plus tard, aujourd'hui, un gouvernement d'ordre ne s'impose, demain il sera trop tard.

*
* *

L'après-midi nous apporte une grande nouvelle. Après de longs débats entre le parti modéré et le comité ouvrier à la Douma, on se serait mis d'accord sur les questions essentielles : formation d'un ministère avec président le prince Lvof, qui prend l'Intérieur ; Milioukof, Affaires étrangères ; Goutchkof, Guerre et Marine ; Terestchenko, Finances ; Chingaref, Agriculture ; Manouilof, Instruction publique ; Nekrassof, Transports ; Kerenski (socialiste-révolutionnaire), Justice.

L'empereur abdiquerait en faveur de son fils. Son frère, le grand-duc Michel-Alexandrovich, serait nommé régent.

Si cela se confirme, on pourra, je crois, faire accepter le nouvel ordre de choses, même à Petrograd. Demain nous le dira.

Mais les difficultés sont immenses. Plus de cent mille hommes de troupes révolutionnaires chez lesquels la discipline est abolie ; près de trois cent mille ouvriers en grève et dont un grand nombre sont armés. Faire rentrer les premiers à la caserne, les seconds à l'usine, voilà la tâche presque impossible qu'a devant lui le nouveau gouvernement.

Par un phénomène singulier que je ne m'explique pas, le beurre, qui hier était à 3 roubles 60

la livre (400 gr.), est aujourd'hui à 0 roubles 80; les œufs à 4 kopeks pièce, venant de 20 à 25. Aussi des queues sans fin se forment devant les crémeries.

Chacun dit :

— Si c'est cela la révolution, vive la révolution !

Dans la nuit, rentrant chez moi, je vois passer un bataillon chantant la *Marseillaise* sur paroles russes qui m'échappent.

On publie le télégramme suivant du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch envoyé à Rodzianko :

—

« D'accord avec le général Alexeief je me suis adressé à l'empereur avec une prière très humble, pour le salut de la Russie et la fin victorieuse de la guerre, d'accepter la décision que vous avez considérée comme la seule issue à la situation actuelle. »

Un décret du conseil des ouvriers et soldats.

Les *Nouvelles* du Conseil des députés ouvriers et soldats publient le *Prikase* (décret) suivant, adressé à l'armée de Petrograd :

« A tous les soldats de la garde, armée, artillerie et flotte, pour être appliqué tout de suite, et strictement, et aux ouvriers de Petrograd pour qu'ils en prennent connaissance :

« Le conseil des députés ouvriers et soldats a résolu :

« 1° Dans toutes les compagnies, bataillons, régiments, parcs, batteries, escadrons et groupes séparés de différents services militaires et sur les bateaux de la flotte de guerre, qu'on élise sans retard des comités de soldats ;

« 2° Dans tous les groupes militaires qui n'ont pas encore élu leurs représentants au conseil des députés ouvriers, élire un représentant de chacune des compagnies qui doivent arriver à la Douma avec leur pouvoir le 2/15 mars.

« 3° Dans tous ses actes politiques, le groupe militaire est soumis au conseil des députés ouvriers et soldats et à ses comités ;

« 4° Les ordres de la commission militaire de la Douma impériale doivent être appliqués, excepté ceux qui contredisent les arrêtés du conseil des ouvriers et soldats ;

« 5° Toutes sortes d'armes, fusils, mitrailleuses, autos blindées et autres doivent se trouver à la disposition et sous le contrôle du comité de la compagnie ou du bataillon et en aucun cas ne doivent être donnés aux officiers, même s'ils l'exigent ;

« 6° Pendant le service, les soldats doivent observer la discipline militaire la plus sévère ; mais, en dehors des heures de service dans la vie politique sociale et privée, les soldats ont les droits de chaque citoyen. En particulier, le salut affecté aux généraux et le salut ordinaire obligatoire sont abolis ;

« 7° De la même façon sont abolies les dénominations anciennes : Votre Noblesse, Votre Excellence, etc., et sont remplacées par M. le général, M. le colonel, etc.

« Une façon grossière d'apostropher les soldats, et en particulier le tutoiement sont défendus et, chaque fois que cette défense sera violée, et en général, chaque fois qu'il s'élèvera un malentendu entre officiers et soldats, ces derniers doivent s'adresser au comité de leurs groupes.

« Ce décret doit être lu dans chaque groupe actif ou non.

« Signé : *Conseil de Petrograd des députés ouvriers et soldats.* »

Si l'esprit de ce *Prikase* est celui dans lequel le Conseil entend organiser l'armée. révolutionnaire, nous pouvons saluer l'armée russe. Elle a vécu.

Le gouvernement provisoire.

3/16 mars.

Le gouvernement nommé par le comité exécutif de la Douma est officiellement installé depuis hier. Le numéro 2 des *Nouvelles*, paru après minuit, dans la nuit du 2 au 3, l'annonce. La liste des membres est la suivante : prince Lvof, président et ministre de l'Intérieur ; Milioukof, Affaires étrangères ; Kerenski (membre du comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats), ministre de la Justice ; Chingaref, agriculture ; Goutchkof, la guerre et temporairement la marine ; Nekrassof, voies et communications ; Konovalof, commerce ; Manouilof, instruction publique ; Terestchenko, grand raffineur à Kiev, aux Finances ; Godnef, contrôleur impérial ; Lvof, haut procureur du Saint Synode, et Roditchef, ministre pour la Finlande.

Ce gouvernement est appelé le nouveau gouvernement et le prince Lvof président du Conseil des ministres. Il est nommé par le Comité exécutif de la Douma après entente avec le Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers.

Le premier acte du gouvernement a été de de-

mander à l'empereur d'abdiquer en faveur de son fils et de nommer son frère Michel régent. Jusqu'à présent, on ne sait qu'une chose, le refus de l'empereur. Où se passent les négociations ? Qui en est chargé par le gouvernement provisoire ? On ne le dit pas.

Aujourd'hui nous sommes en pleine crise politique. A peine né, le gouvernement provisoire a à prendre des décisions graves, sur les questions de la plus haute importance. Le gouvernement doit sa naissance à un acte révolutionnaire du Comité exécutif de la Douma et du Comité exécutif des députés ouvriers et soldats.

Quel va être son programme ?

Il faut, d'abord, qu'il se prononce sur la forme de gouvernement, ensuite qu'il fixe les buts de son activité. Ces décisions, il n'est pas seul à les prendre.

Dans le palais de Tauride où il siège, il a autour de lui la foule bruyante des soldats; les baïonnettes l'entourent ; des orateurs socialistes haranguent les troupes dans la salle Catherine. Une atmosphère surchauffée règne dans le palais ; la tension est extrême. Il faudrait aux ministres un grand calme, un long recueillement, et le tumulte de la révolution les entoure. Ils ne sont pas seuls. Dans une chambre non éloignée, siège le Comité exécutif des députés ouvriers et soldats. Ceux-là ne sont pas le gouvernement, mais, au moindre appel, les milliers de soldats qui em-

plissent le palais accourent pour les soutenir.

Heures tragiques ! Toute la journée, toute la soirée, la discussion se poursuit âpre, violente, entre le conseil des ministres et le Comité exécutif. Deux fois au cours de cette journée, on croit la rupture inévitable, et s'il y a rupture, c'est le Comité qui l'emporte, car c'est lui seul qui a la force. Les heures passent. Kerenski fait des efforts surhumains pour amener une transaction.

La grande question à décider, et sur laquelle ni le gouvernement, ni le Comité exécutif ne veulent céder, est celle-ci ; le Comité veut que le gouvernement provisoire proclame immédiatement la République. Le conseil des ministres propose de se constituer en gouvernement provisoire jusqu'à l'élection d'une Constituante qui, élue au suffrage universel, aura le pouvoir de fixer la forme du gouvernement ; les élections se feraient une fois la guerre finie. Sur ce dernier point, le Comité exécutif demande qu'on fixe les élections à la Constituante dans le plus bref délai, dans trois mois au plus tard. La proposition du conseil des ministres aurait le grand avantage de ne pas soulever à cette heure des questions qui pourraient agiter le pays et, qui sait? amener la guerre civile. Mais le Comité, qui sent la force qu'il doit à l'heure présente, et les baïonnettes qu'il a à son service dans le palais de Tauride, veut profiter de l'instant.

Dans la journée que nous venons de traverser,

la lutte entre Comité et gouvernement a été sur ce point d'une ardeur extrême. Finalement, j'apprends que le conseil des ministres l'emporte et se constitue en gouvernement provisoire, sans se prononcer sur la question république ou monarchie. Ce point décidé, reste le programme.

Tard, dans la soirée, il est publié; les membres du gouvernement ont disparu, exténués de fatigue.

Le programme du nouveau ministère est le suivant :

« 1° Amnistie complète et immédiate pour toute affaire politique, religieuse, émeute militaire, crimes agraires, etc. ;

« 2° Liberté de parole, de presse, de réunion, de meeting, accordée même aux soldats, autant que le permettent les conditions du moment ;

« 3° Annulation de toutes les limites de caste, de religion et de nationalité ;

« 4° Préparation immédiate pour l'appel d'une Constituante élue par le suffrage universel, égal et secret, laquelle décidera de la forme du gouvernement et de la constitution ;

« 5° La police sera remplacée par la milice avec chefs élus qui seront sous l'autorité des pouvoirs de quartier ;

« 6° Les élections pour les pouvoirs de quartier se feront aussi au suffrage universel égal et secret ;

« 7° Ni ne désarmer, ni ne renvoyer de Petrograd les troupes qui ont pris part à la révolution ;

« 8° Aux heures de service, discipline très sévère pour les soldats ; en dehors des heures de service, égalité des soldats avec les citoyens.

Le gouvernement temporaire croit de son devoir d'ajouter qu'il n'entend pas profiter des circonstances de guerre pour retarder la réalisation des mesures et réformes énumérées ci-dessus.

Cet acte est signé, d'abord, par Rodzianko, président de la Douma et par le prince Lvof, puis par les ministres. On voit tout de suite, à la lecture de ce programme, ce qui vient du Comité exécutif du conseil des ouvriers et soldats, et où les discussions entre gouvernement et comité ont été les plus vives. On voit aussi sans peine la puissance que prend le Comité et la faiblesse organique du gouvernement. Tout ce qui touche aux troupes vient du comité exécutif. Les soldats de la révolution ne seront plus que cela ; ils ne reverront pas les Allemands. Mais qu'allons-nous faire de ces troupes indisciplinées dans la capitale? Elles seront au service du Comité exécutif, garderont — et de très près — le gouvernement provisoire.

Ainsi se termine la première grande journée politique de la Russie nouvelle. Les germes du conflit entre gouvernement provisoire et Conseil des députés ouvriers et soldats sont semés. Nous verrons s'ils se développent ; mais, à chaque jour suffit sa peine et, tout de même, le gouvernement a remporté la victoire.

Pendant cette journée, je vais trois fois à la Douma, où l'anxiété est grande. Les visages sont tendus, tirés ; les membres de la Douma n'essaient pas de cacher leur angoisse. Et, dans la salle Catherine, on continue à haranguer les soldats qui défilent et dont les hurrahs sonores font trembler les murs du palais élevé pour le favori de la grande Catherine.

Dans la ville, on arrache partout les enseignes impériales sur les devantures des magasins de la Cour et on en fait des feux de joie.

Au palais de Tauride arrive, parmi les détachements de troupes, la garde cosaque personnelle de l'empereur qui l'a quitté à Bologoë.

L'héritier a la rougeole avec complication, 39° de fièvre.

D'accord avec le général Alexeiet, le gouvernement provisoire appelle à Petrograd, comme commandant en chef des troupes de la capitale, le fameux général Kornilof, ancien commandant de la 48e division.

3/16 mars.

A midi, dans la grande salle des séances de la Douma impériale, première réunion du Conseil des ouvriers et soldats. Le portrait de l'empereur est enlevé. L'avocat Sokolof, membre du

Comité exécutif du conseil, préside. Les soldats, qui composent les deux tiers de l'assemblée, sont à droite, les ouvriers à gauche.

C'est un désordre, un tohu-bohu, une pétaudière. En vain les orateurs montent à la tribune et parlent. Le tapage est tel que l'on n'entend pas un mot ; chacun parle ou crie de sa place. Des soldats s'élancent du fond de la salle.

— Je demande la parole avant mon tour.

Un autre :

— Seulement quelques mots, camarade président !

Un troisième :

— Personne ne m'empêchera de dire mon opinion de ma place !

Un quatrième, debout sur son siège, prononce un véritable discours, en s'interrompant pour mordre dans un gros pain noir. Ça ne gêne du reste personne, car il n'est pas un mot de lui qui porte à plus de cinq pas. On voit qu'aucun de ces braves soldats n'a de sa vie assisté à une réunion publique. Les ouvriers observent une meilleure discipline.

Le président, debout, les adjure de se tenir tranquilles, disant que chacun pourra parler à son tour, que, sans ordre, il n'y a pas d'assemblée possible.

— Bien, bien, crient tous ces grands enfants, nous serons sages, citoyen président.

L'orateur, à la tribune, reprend et place

quelques mots. Aussitôt les interruptions et le tapage recommencent.

Quand un soldat parle, tous les soldats l'applaudissent et les ouvriers l'interrompent. Quand un ouvrier est à la tribune, les soldats ne veulent pas l'écouter et se moquent de lui.

Le coup d'œil est vraiment curieux. Au milieu des bancs on fait circuler de grandes cruches en cuivre qui brillent et l'on verse de l'eau à ces altérés.

La cohue de la salle Catherine.

La question qui se débat — si j'ose dire — au milieu de ce tumulte est celle des rapports entre officiers et soldats. Il s'agit, en outre, de savoir comment le soldat défendra ses droits de citoyen.

Comme il est impossible d'entendre un mot, je vais dans les couloirs et me dirige jusqu'à la belle salle Catherine, où il y a une cohue inimaginable. Je me mêle aux groupes, je regarde et j'écoute.

Voici un géant de six pieds et demi de haut, coiffé d'un grand bonnet caucasien aux poils

longs, qui lui forme une étrange chevelure. Il a la figure osseuse, brunie, sèche, l'air sauvage. Au comble de l'excitation, il brandit son fusil, le tient à deux mains au-dessus de sa tête — dire que les centaines de fusils qui sont maniés dans cette salle sont chargés et que nous ne sommes pas morts ! — frappe du pied et explique avec véhémence sa façon de penser :

— Je suis revenu du front voilà deux jours. C'est Dieu qui m'a envoyé ici à temps pour faire la révolution... Sur le front on n'attendait que cela... Ce qu'ils vont être contents, les nôtres !... Oui, oui, nous battrons les Allemands, mais il faut d'abord en finir avec l'ancien régime.

Et il regarde farouchement autour de lui, cherchant un partisan du vieux régime à dévorer. Il n'y en a pas là. Alors, il se tourne vers une jeune étudiante, frêle, délicate, distinguée, qui l'écoute :

— Et toi, camarade, dit-il avec un joyeux sourire, tu es avec nous. Toutes les femmes seront avec nous, grâce à Dieu, et nous vaincrons !

Sa large main s'abat amicalement sur l'épaule de l'étudiante qui plie sous le coup et manque de s'abattre à terre.

Un petit officier passe à quelques pas de nous.

— Nous n'avons pas besoin de ces types-là !... C'est nous qui nous battons ! Nous sortirons bien l'Allemand de Russie sans lui. Attendez un peu que je lui parle...

Heureusement, l'officier est hors d'atteinte et

le soldat, entouré par la foule, ne peut bouger. Il continue :

— Qu'est-ce qu'ils font sur le front, je vous le demande ! On voit un officier arriver dans un village, il a une carte dans un étui brillant qui lui tape sur le cul. Il prend sa carte, la déploie, l'étudie, il promène ses doigts partout, regarde à droite, à gauche, et, finalement, me demande : « Dans quel village sommes-nous ? » Hein !... Moi, je n'ai pas besoin de traîner un meuble sur mon cul pour en savoir autant que lui. Je m'adresse à une femme tout simplement, et je lui dis : « Eh bien, ma petite colombe, dis-moi, je te prie, comment s'appelle le village » et je la prends par la taille. C'est bien plus simple, comme vous voyez.

Un étudiant passe, faisant de la propagande :

— Sous le nouveau régime, avec la république démocratique, nous aurons la terre.

Le grand sauvage le regarde de haut en bas et ne comprend pas. La foule s'amasse autour de l'étudiant. Le soldat reste seul.

Pour son malheur, le petit officier passe à nouveau. Le soldat bondit sur sa proie. Il la joint et, brandissant son fusil, poitrine à poitrine, il lui crie :

— Donne-moi ta photo !... Où est ta photo ?

Le petit officier est tout jeune, charmant, blond et rose, un enfant. Du coup, il en devient bègue :

— Ma pho... ma pho... ma photo ? Quelle photo ?...

Le géant :

— C'est mon opinion !... Chaque officier doit avoir sa photo sur une carte pour prouver que son régiment l'accepte comme officier... Et il doit la montrer à tout soldat qui la demande pour qu'on sache à qui on a affaire, une fois pour toutes... Et ne me dis pas — crie-t-il avec fureur au petit officier tremblant — ne me dis pas que tu n'as pas eu le temps de te faire tirer. En vingt-quatre heures, sur Nevski, on te fait ta gueule... Si tu n'as pas ta photo, reste chez toi, et ne f... pas les pieds ici...

Un second soldat se mêle à la discussion. C'est un colosse aussi, avec un gros ventre. Il crie plus fort encore que le premier, mais il hésite un peu devant les mots difficiles et s'embrouille.

— Oui, dit-il à l'officier, prouve-nous que tu as été choisi par ton régiment !... Qui sait si tu n'es pas venu ici pour faire de la « pourgagande » ?...

— Moi !... Moi !... balbutie le petit officier.

L'autre le tient par les épaules.

— Oui, pourquoi... pourquoi... pirporgandes-tu le tsarisme ?

— Moi ? Jamais !...

— Je le vois bien, tu es pour l'ancien « gérime » !...

Un émoi dans la salle ! On amène un officier supérieur entre plusieurs soldats, baïonnette au canon, sabre à la main. Tout le monde se jette au-devant de lui.

Les deux soldats y courent :

— Encore un traître !

Le petit officier, blême, s'échappe et disparaît dans la foule.

Devant un groupe de soldats passe le triste héros d'un récent et célèbre procès, le gros comte Orlof-Davidof, les pieds plats, les joues puissantes, l'œil bouffi. Un soldat s'écrie : « Voilà le comte Orlof-Davidof ! Il a deux mille dessiatines de terre (il a beaucoup plus que cela)... C'est nous qui labourons pour lui ! Et ce gros cochon ne peut pas même vivre dans sa patrie !... Il a cinq palais à Paris, vingt maîtresses ; moi, je n'en ai pas une !... Et il fait la fête dans les différents Montié Carlié ! »

Un autre court vers la porte de la salle des séances. C'est un petit rat blafard et agité.

— Il faut que j'entre !... il faut que j'entre !... Je voulais déjà leur dire aux députés ! Vous comprenez, quand on parle là-dedans, on est troublé, énervé. Alors, il se peut qu'on oublie quelque chose d'important !... Laissez-moi entrer ! il faut que je leur parle... Si je ne leur dis pas ce que je pense, ça peut avoir les suites les plus funestes pour la Russie... Laissez-moi entrer ! laissez-moi entrer !...

Et, de son nez allongé, il cherche à se glisser dans la porte entre-baillée de la salle des séances.

L'abdication de Nicolas II.

Au soir, les *Nouvelles* apportent enfin des documents décisifs pour l'histoire des jours que nous vivons. Elles donnent le manifeste d'abdication de l'empereur, sur qui depuis plusieurs jours couraient les bruits les plus contradictoires et dont on savait seulement qu'il était quelque part, à peu près seul, dans le train impérial courant au hasard entre Mohilew, Moscou, Petrograd et Dwinsk. Cette page historique est donnée sans commentaire. Même les esprits les plus enfiévrés par le succès de la révolution en reconnaissent la noblesse et la grandeur du ton.

Elle porte la date suivante :

Pskoff, 2/5 mars, 15 heures, 1917.

« Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, empereur de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., à tous nos fidèles sujets nous faisons savoir :

« Aux jours de la grande lutte contre l'ennemi

extérieur qui s'efforce, depuis trois ans, d'asservir notre patrie, Dieu a voulu envoyer à la Russie une nouvelle et pénible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d'avoir une répercussion fatale pour la marche ultérieure de la guerre tenace. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre armée héroïque, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie veulent que la guerre soit menée à tout prix jusqu'à une fin victorieuse.

« Notre cruel ennemi fait ses derniers efforts et proche est le moment où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux alliés, abattra définitivement l'ennemi.

« En ces jours décisifs pour la vie de la Russie, nous avons cru devoir à notre conscience de faciliter à notre peuple unc étroite union et l'organisation de toutes ses forces pour la réalisation rapide de la victoire.

« C'est pourquoi, d'accord avec la Douma d'Empire, nous avons reconnu pour bien d'abdiquer la couronne de l'Etat et de déposer le pouvoir suprême.

« Ne pouvant pas nous séparer de notre fils aimé, nous léguons notre héritage à notre frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch, le bénissant de son avènement au trône de l'Etat russe. Nous léguons à notre frère de gouverner en pleine union avec les représentants de la nation siégeant aux institutions législatives et de leur

prêter un serment inviolable au nom de la patrie bien-aimée.

« Nous faisons appel à tous les fidèles fils de la Patrie, leur demandant de remplir leur devoir sacré et patriotique en obéissant au Tsar dans ce pénible moment d'épreuves nationales, et de l'aider avec les représentants de la nation à conduire l'Etat russe dans la voie de la prospérité et de la gloire.

« Que Dieu aide la Russie ! »

Tout au-dessous, c'est le manifeste de Michel Alexandrovitch, renonçant au trône que lui offre son frère :

« Une tâche bien difficile m'a été imposée par mon frère en me transmettant le trône impérial de la Russie dans une année de guerre sans exemple et de troubles intérieurs.

« Inspiré ainsi que tout le peuple par l'idée que le plus important est le bonheur de la patrie, j'ai pris la ferme décision de prendre le pouvoir suprême seulement si telle est la volonté de notre grand peuple qui doit, par le suffrage universel, par ses représentants à la Constituante, décider du régime et des nouvelles lois fondamentales de la Russie.

« Invoquant la bénédiction de Dieu, je prie tous les citoyens de la Russie de se soumettre au gouvernement provisoire, issu de la Douma,

et qui a tout le pouvoir jusqu'à ce que la Constituante, convoquée dans le plus bref délai, par le suffrage universel, direct, égal et secret, par sa décision sur le régime, manifeste la volonté du peuple.

« 3/16 mars 1917, Petrograd.

« Signé : MICHEL. »

La dynastie des Romanof a disparu dans la tourmente. Un coup de vent s'est élevé. Elle n'a trouvé personne pour la défendre. Elle s'est écroulée, comme si toute vie s'était éteinte en elle. L'autocrate, qui régnait hier sur cent soixante millions de sujets, n'a pas vu un homme se lever pour sa cause. Ni la famille impériale, ni la noblesse, ni l'armée, ni le peuple ne sont allés à lui dans l'heure du danger. Seuls les obscurs « garodovoïs » de Petrograd ont prolongé pendant quelques jours une lutte sans espoir.

4/17 mars.

Les journaux ne paraissent toujours pas. La raison en est curieuse. Les ouvriers typographes appartiennent au parti social-démocrate, dont ils forment le groupe le plus intelligent et aussi le plus avancé. Pendant les jours que nous vivons,

le parti fait une propagande active dans la rue, dans les meetings, à la Douma, dans les casernes. Ce ne sont que placards révolutionnaires affichés sur les murs, distribués aux passants. Le Comité des députés ouvriers et soldats fait paraître un journal sur quatre pages, et la feuille officieuse même, publiée sous le titre *Nouvelles* par le comité des journalistes de Petrograd, et qui donne les nouvelles du gouvernement, est fortement sous leur influence. Le numéro 6/7, sur dix arrêtés officiels, en donne huit du ministre socialiste.

Aussi les ouvriers typographes, sentant combien facilement ils peuvent répandre leurs idées dans le silence de la grande presse, ont résolu de retarder le plus possible la réapparition des journaux.

Sur la façade du palais Youssoupof, Moika 94, une grande pancarte est affichée, portant en lettres rouges : « Hôtel du prince Youssoupof ». On peut dire que c'est de l'hôtel Youssoupof qu'est partie la révolution. L'assassinat de Raspoutine a été le choc initial qui a cristallisé les énergies endormies et les a fait passer de la pensée à l'action. Aux cinq coups de revolver qui ont abattu Raspoutine ont répondu, dans Petrograd, les milliers de coups de fusil qui ont renversé la dynastie des Romanof.

*
* *

La vie reprend. La foule est grande dans Nevski. Presque chacun arbore un ruban rouge. Les soldats ont un nœud rouge à leur fusil ; les détachements, un fanion rouge. Partout on décroche et on brûle les aigles impériales fixées sur les enseignes des fournisseurs de la cour. On enlève un ou deux cadavres de chevaux, restés dans les rues qui avoisinent Nevski. Plusieurs *izvostchiks* font leur apparition. On les prend à prix d'or. Les *lamovois* (camionneurs) chargent sur leurs grands traîneaux où l'on transportait charbon, bois, farine, des voyageurs hétéroclites. On voit ainsi, côte à côte, un étudiant, un général, un soldat, un ouvrier qui profitent de cet unique moyen de transport pour abréger les distances immenses de cette ville sans fin.

Deux fois, je rencontre des bataillons, musique en tête et drapeaux rouges, commandés par leurs officiers. La musique joue la *Marseillaise* qui est en passe de remplacer le *Bojé Tsaria Krani* et de devenir l'hymne national russe. Très peu de magasins ouverts encore. On espère une réouverture générale pour lundi. On espère aussi que le travail reprendra ce jour-là dans les usines et que les journaux paraîtront. On annonce que les tramways commencent leur ser-

vice mardi. Pendant dix jours j'ai fait en moyenne vingt-cinq kilomètres à pied dans la neige. Aujourd'hui, tempête de neige, par ouragan de vent nord-nord-est et 15° de froid.

*
* *

On apprend qu'avant l'abdication, l'empereur avait nommé le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, commandant en chef des armées. A la Douma, je rencontre Vladimir Mitrofanovitch Pourischkevitch. Je ne l'ai pas revu depuis l'assassinat de Raspoutine, où il était l'un des trois participants, et d'où les histoires futures dateront le commencement de la révolution russe. Pourischkevitch se félicite du succès rapide de la révolution, du pas immense franchi avec si peu de sang versé.

— Mais je reste monarchiste, me dit-il, il nous faut pour l'immense Russie un souverain avec une constitution libérale parlementaire.

J'apprends — pas par lui — que Pourischkevitch fait une propagande active dans les casernes pour le rétablissement de la discipline. L'immense popularité de cet homme, son passé pendant la guerre, les services rendus sur le front, le fait qu'il est connu personnellement par des centaines de milliers de soldats qu'il a vêtus et nourris dans ses « points de ravitail-

lement » le rendent merveilleusement propre à cette tâche, peut-être la plus nécessaire, la plus immédiate de toutes les tâches à remplir aujourd'hui : ramener l'ordre parmi les soldats révoltés.

A ce sujet, j'apprends que la situation dans les casernes est déplorable. Un grand nombre de soldats se sont débandés et ne rentrent pas. Beaucoup ont regagné leur village. Chez ceux qui restent, c'est le désordre et l'anarchie d'esprit. On discute la question de l'élection de l'officier par les soldats : la réorganisation de l'armée ; le salut ne se doit plus aux officiers qu'en service ; le soldat veut des terres après la guerre.

Il faut noter ici que nous n'avons pas à Petrograd les régiments de la garde, mais les dépôts de ces régiments, riches, chacun, de dix à quinze mille hommes, à peine encadrés et commandés par des officiers de dépôt, assez médiocres et en nombre insuffisant. Cela explique beaucoup de choses. Aussi la garnison de Petrograd — près de cent cinquante mille hommes — est, aujourd'hui, en pleine anarchie.

Une réunion des députés soldats.

J'ai assisté cet après-midi à la séance, à la Douma, des députés-soldats, où était traitée la question de la réorganisation de l'armée. Dans la grande salle des séances, environ cinq cents soldats, sous la présidence du *praporchtchik* Outkine, socialiste révolutionnaire, assisté par le socialiste démocrate bien connu Bogdanof.

Dans la salle, un ordre relatif ; quelques ouvriers sont installés dans la tribune des journalistes ; deux soldats occupent la loge impériale, et, accoudés à la balustrade, bâillent et regardent.

Les questions à l'ordre du jour sont les suivantes :

1° Réorganisera-t-on seulement la garnison de Petrograd ?

2° Réorganisera-t-on toute l'armée à l'arrière, laissant intacte l'armée sur le front, jusqu'à soixante-dix verstes des lignes ?

2° Réorganisera-t-on l'armée entière ?

Je n'essayerai pas de donner une idée de la confusion de ce débat, de l'absurdité des propos

qu'on y tient, de l'incompréhension des plus simples questions que montrent la plupart des orateurs. Ces grands soldats sont incapables de suivre une idée, d'écouter un raisonnement, d'en comprendre la portée. Par contre, ils sont prodigieusement impressionnables. Si l'on s'adresse à leurs sentiments, on les fait tourner dans tous les sens, comme girouettes au vent.

Le début de la séance est orageux. On ne sait de quoi il est question. On vote tout de même à mains levées. Ceux qui n'ont pas levé la main bondissent sur leurs camarades et les injurient.

Un soldat arrive à la tribune et, malgré le président, prend la parole.

— Camarades, dit-il, j'admets tous les ministères, sauf le ministère de la Guerre. Comment ! nous aurions un nouveau chef ! Sachons bien que nous sommes l'armée du peuple et que nous nous dirigeons nous-mêmes !...

Hourras enthousiastes !

Un autre le remplace :

— Je vais plus loin, camarades, je n'admets aucun ministère !

Délire de joie dans la salle.

— Revenons à la question, hurle le président, je mets aux voix la première question.

L'assemblée, à l'unanimité, adopte la première question.

— Je mets aux voix la seconde question.

Elle est acceptée avec le même ensemble ; la troisième est votée du même élan, si vite que personne n'a eu le temps de s'apercevoir que chacune de ces décisions exclut l'adoption des deux autres.

Des discussions éclatent dans la salle. On entend des cris, des hurlements ; on voit des poings se lever. Le président ne peut rétablir l'ordre et, pour un quart d'heure, sans quitter la salle, interrompt la séance.

Quand il la rouvre, la tribune est prise d'assaut. Une grappe de guerriers s'accroche à la tribune ; on y grimpe à la courte échelle. Un sous-officier s'empare de la citadelle et parvient à s'y maintenir.

— Citoyens-soldats, s'écrie-t-il, organisons suivant la liberté la garnison de Petrograd. C'est elle qui l'a gagnée : c'est elle qui doit la défendre... Faisons régner ici l'égalité ! Renvoyons nos officiers ! Elisons ceux qui nous paraissent dignes de nous commander. Nos officiers seront nos égaux ; ils ne nous tutoieront plus ; nous ne les saluerons plus !... A bas les dénominations de l'ancien régime : « Votre haute Noblesse, votre Noblesse, votre Excellence, votre haute Excellence ! » Dorénavant, ils seront : « monsieur le général, monsieur le capitaine. »

Ces paroles soulèvent des tonnerres d'applaudissements. Près de moi, un ouvrier pleure de

joie. L'orateur continue et ses propos sont asssz raisonnables.

— Voilà notre tâche d'aujourd'hui. Demain, nous l'achèverons pour l'armée entière ; demain, quand la guerre sera finie. Mais, pour l'instant, ne touchons pas à l'armée sur le front ! L'organisation de l'armée nationale demande du temps. Avons-nous le temps de nous organiser pendant que nous nous battons ? (Cris : Non, non, bravo !) Les Allemands, citoyens soldats, font une attaque ; le canon tonne, des obus éclatent. Crierons-nous aux Allemands : « Attendez, attendez, nous n'avons pas encore de commandant !... Laissez-nous nommer au suffrage universel et secret le commandant des troupes libres que vous attaquez à l'improviste ! »

L'orateur tombe épuisé. La salle lui fait une ovation. C'est un tonnerre d'applaudissements.

Mais un autre soldat arrive à la tribune. Il est gros, court de souffle, en sueur. Le manteau jeté sur l'épaule, il agite sa casquette en l'air :

— Notre camarade a bien parlé ; c'est un homme intelligent... Mais, citoyens soldats, écoutez-moi à mon tour... Nous réorganisons Petrograd seulement, et voilà que moi, soldat libre et citoyen, j'arrive sur le front... Et qui est-ce que je retrouve dans ma compagnie ?... Un ami ancien du village, le parrain de mon fils, Foma Ivanovitch... L'armée est restée sous l'ancien régime. Foma Ivanovitch salue les officiers

qui le tutoient ; il parle comme une machine, il est comme un esclave, et il me voit à côté de lui, moi, soldat réorganisé, libre, l'égal de ces officiers qui le malmènent... Alors son cœur se gonfle de tristesse, son foie est plein d'amertume, et il me dit : « Piotre Vassilievitch, comment as-tu agi ?... Je vois bien que tu as oublié le parrain de ton fils ! Quand tu as fait la révolution, tu n'as pensé qu'à toi... Regarde, tu t'es fait libre, mais moi, je suis encore un animal ! »

Une émotion prodigieuse emplit le cœur des soldats qui écoutent, bouche bée. Ils ne peuvent supporter la pensée du triste sort de Foma Ivanovitch. Des yeux s'humectent de pleurs.

— La réforme générale, crie-t-on ; la liberté pour tous !

Tumulte indescriptible. Le président se tient la tête à deux mains et décide de renvoyer la séance à demain, dimanche. Mais, auparavant, il dit aux députés soldats :

— Vous êtes trop nombreux pour discuter utilement. Rentrez chez vous. Nommez un d'entre vous sur dix et, demain, vos élus reprendront l'étude de la question.

— Et nous ? et nous ? que ferons-nous ? crient tous les soldats ; nous voulons tous revenir, tous !

Le président, avec adresse, leur dit :

— Le conseil que vous nommerez sera une sorte de comité exécutif. Ainsi, vous voyez, vous aurez déjà votre organisation.

La présentation de ce nouveau jouet, « un comité exécutif », séduit ces enfants.

Le président :

— Eh bien ! rentrez chez vous, nommez-le et envoyez-le ici demain à midi. Et dans quelques jours, je vous convoquerai tous.

Les soldats :

— Mais nous, que ferons-nous jusqu'à ce qu'on nous rappelle ici ?

Et le président finit cette séance en humoriste profond :

— Vous penserez, citoyens-soldats.

Il faut expulser de force les députés-soldats de la salle des séances.

Le comité du téléphone.

Dans le palais de Tauride les étudiants, en majorité juifs, et les étudiantes organisent les services, reçoivent les visiteurs, les conduisent à ceux qu'ils désirent voir, s'occupent du ravitaillement, distribuent la nourriture aux soldats et le thé aux députés. En somme, ils se rendent utiles.

Dans ce milieu exalté, dans l'odeur chaude

de la sueur du peuple, les cerveaux se montent et se grisent. Chacun a ses idées, chacun veut agir. Des femmes font de la propagande pour la question féministe.

Une femme charmante, jolie, élégante, veut absolument entrer dans la grande salle des séances, où siègent des députés-soldats, pour leur faire un discours sur le droit de la femme et demander le vote des femmes pour la Constituante. On a toutes les peines du monde à l'empêcher de passer. Elle se venge en adressant des revendications à ceux qui la retiennent.

Je vais au téléphone. Trois femmes en gardent l'accès.

— On ne téléphone pas.

— Et pourquoi ?

— Nous gardons le téléphone pour les affaires publiques.

— Mais qui êtes-vous ?

— Le comité du téléphone.

— Et qui vous a nommées ?

— Nous nous sommes nommées nous-mêmes.

Sur quoi, les écartant avec douceur, je passe et téléphone.

5/18 mars, dimanche.

Pour la première fois, les journaux paraissent et sans censure. Le *Rietch* a un article sur la grandeur de l'œuvre accomplie et sur l'immensité de celle qui reste à faire. Appel à l'union. Un deuxième article montre que l'ancien régime ne pouvait être l'ennemi véritable de l'Allemagne. Russie et Allemagne, étant les deux centres de la réaction, ne pouvaient se passer l'un de l'autre. Conclusion : faisons la guerre, maintenant, avec nos alliés libéraux, au militarisme prussien. Le *Dien* est dans l'opposition. Il faut chercher avec attention, dans son leader, un mot disant que, tout de même, la guerre doit être continuée.

Le premier article du *Novoïé Vrémia* note avec surprise et joie que la France et l'Angleterre sont entrées en relations diplomatiques avec le nouvel ordre de choses — il n'y avait même pas de gouvernement — dès le mardi 13 (erreur d'un jour, comme on a pu le voir ci-dessus).

Toujours le grand froid, 20° au-dessous de zéro ; soleil splendide. Tout Petrograd est dans la rue. Les figures sont joyeuses, mais on ne se félicite plus. On a déjà l'habitude de la victoire.

Et dire que, dimanche dernier, partout on se battait et que l'ancien régime avait encore le dessus! En une semaine, il a été balayé comme poussière par le vent.

La police est organisée par les étudiants qui portent au bras gauche une bande blanche avec les lettres G. M. (milice de ville). Ils ont sous leurs ordres des piquets de soldats.

Des commissariats ont été improvisés dans chaque quartier, avec peloton de soldats et permanence d'étudiants. On peut y téléphoner, en cas de besoin. Beaucoup de soldats passent en sections, bien alignés et commandés par un sous-officier. Ils portent toujours le drapeau rouge qui, du reste, flotte sur les toits blancs de neige du palais d'Hiver. Un grand nombre de soldats se promènent isolément ou en petits groupes Pendant près d'une demi-heure, j'ai marché sur Nevski, dans Morskaïa, sur la place Isaac, en compagnie du prince Lieven, premier lieutenant du régiment le plus aristocratique, celui des chevaliers-gardes. Beaucoup de soldats que nous avons rencontrés ont fait le salut militaire.

— Chaque jour il y a progrès, dit-il ; hier on saluait plus qu'avant-hier et, aujourd'hui, vous voyez vous-même.

A une heure et demie, je suis au ministère des Affaires étrangères, où Milioukof a bien voulu m'accorder quelques minutes d'un temps occupé comme l'on pense.

Je suis seul dans les grands salons d'attente qui donnent sur la place du Palais. Les murs rouges du palais d'Hiver s'élèvent devant moi. Pour la première fois, depuis qu'il est construit, il n'y a pas d'empereur en Russie et dans ce ministère où je suis, un chef nouveau, hier professeur, poursuivi devant les tribunaux par Sturmer, son prédécesseur d'il y a trois mois, va me recevoir.

Je trouve Milioukof presque sans voix. La semaine qu'il vient de traverser a exigé une tension nerveuse incroyable. Combien de harangues a-t-il prononcées ? Combien de nuits se sont passées dans de chaudes discussions?

Nous parlons des grands problèmes de l'heure — de ceux qui sont immédiats : du rétablissement de la discipline dans la garnison de Petrograd, de la rentrée des ouvriers dans les usines ; de ceux qui sont de demain : l'appel de la Constituante, la liste électorale. Je sors de ce court entretien avec une déclaration destinée aux lecteurs du *Petit Parisien* et assez propre à rassurer les esprits en France.

A la Douma, séance du Conseil des ouvriers et des soldats, cinq cents personnes discutent la question de la reprise du travail. L'ordre est beaucoup plus grand qu'hier. Le nombre des orateurs pour et contre est limité. Chacun ne peut parler que trois minutes. Tous les soldats sont pour que les ouvriers reprennent le travail.

Parmi les orateurs ouvriers, je constate avec peine qu'un seul donne comme raison de recommencer à travailler la nécessité de fournir des munitions à l'armée et de battre les Allemands. Pour tous les autres, dans l'ivresse de la victoire, la guerre semble ne pas exister. Ils veulent travailler huit heures, se plaignent de la dureté de leur tâche, etc., etc... Finalement la reprise du travail est votée. Les députés socialistes démocrates ont employé toute leur influence dans ce sens.

On vote aussi l'enterrement civil des victimes de la révolution, ouvriers et soldats, sur la place du Palais-d'Hiver, dans lequel siègera la Constituante. Un monument leur sera élevé. L'enterrement est fixé au 9/22 mars, « le premier jour du printemps et d'une ère nouvelle de vie », a dit un orateur, Vladimirof, de Moscou, qui a été aux travaux forcés après 1905.

*
* *

5/18 mars.

A la réunion des députés, des ouvriers et des soldats, ce matin, arrive un de mes amis du bureau militaire français, en officier. On l'acclame ; on l'appelle à la tribune. Et voilà un sous-lieutenant français prononçant un discours

en russe, à la tribune de la salle des séances de la Douma, qui fut impériale. Il parle clairement et dit bien ce qu'il veut dire ; il explique à son auditoire qu'il appartient à un pays depuis longtemps libre et qui a beaucoup souffert pour gagner sa liberté ; que la République française a une armée, que la discipline et l'ordre y règnent, que les soldats y ont légitimement confiance dans leurs officiers ; que nous soutenons, avec la Russie, aujourd'hui libre, une guerre cruelle contre un ennemi très puissant et que nous n'aurons raison de lui qu'à force d'ordre, de volonté, de discipline et de travail.

Le petit discours de mon ami est écouté avec la plus grande attention et applaudi longuement. Il a dit à ses auditeurs qui, dans l'ivresse de la lutte politique, oublient la guerre nationale, des vérités fort propres à ramener leurs cerveaux enflammés à une vue plus claire de la réalité. Mais, hélas ! tenez-leur un discours pacifiste, ils l'acclameront avec le même enthousiasme.

6/19 mars.

On me raconte un mot charmant de la comtesse Kleinmichel. Cette vieille femme de soixante-quinze ans a vu arriver chez elle cinq vigoureux soldats.

— Eh quoi, dit-elle, mes amis, vous vous êtes mis à cinq pour venir m'arrêter !... Un seul aurait suffi pour une vieille femme comme moi ! Les quatre autres devraient être sur le front !...

Elle rencontre Maklakof à la Douma, où on la mène. Il a souvent dîné chez elle.

— Comment êtes-vous ici, comtesse ?

— J'allais vous le demander, mon cher ami.

Les journaux ne paraissent pas ce matin. Les ouvriers de la typographie ont inscrit à leur programme quarante-huit heures de repos, du samedi soir au lundi après-midi. Les journaux socialistes poussent comme champignons après la pluie : le *Social-Démocrate*, le *Peuple*, la *Liberté*, la *Vérité* ou *Pravda*, l'ancien organe des maximalistes. La *Rousskaïa-Volia*, fondée par Protopopof, paraît avec une grande manchette : « Vive la République ! » On voit réapparaître la vieille devise révolutionnaire russe : « La terre et la liberté. »

L'Université et les écoles supérieures restent fermées. Les étudiants et étudiantes qui ne travaillent pas ici sont envoyés en province par les comités politiques pour faire de la propagande auprès des paysans en faveur de la république. Huit sur dix sont juifs et socialistes-révolutionnaires ou démocrates. Le mot d'ordre est celui-ci : *la terre aux paysans*. Déjà, il y a eu quelques troubles agraires dans les gouvernements

voisins de Petrograd. Des paysans ont brûlé les fermes des propriétaires. On envoie des délégués du Comité pour les calmer et ramener l'ordre.

Dernières heures de règne de Nicolas II.

Un reporter est arrivé, sur une locomotive de Vichéra à la station Staraia-Roussa, dans la nuit du 13 au 14 mars, à 4 h. 20 du matin. Staraia-Roussa est une gare de jonction sur la ligne qui va de Pskov à Bologoié, coupant, à Dno, la ligne Moghilev-Vitebsk-Tsarskoïé-Célo-Petrograd, et arrivant à Bologoié où elle retrouve la magistrale Moscou-Petrograd. De Staraia-Roussa, une ligne part sur Novgorod et Petrograd. Toutes ces lignes, sauf celle de Vitebsk, arrivent à la gare Nicolas à Petrograd. La ligne de Vitebsk a, comme terminus à Petrograd, la gare de Tsarskoïé-Célo et passe dans cette petite ville, résidence impériale, 22 kilomètres avant la capitale.

A Staraia-Roussa étaient les deux trains impériaux. Le premier, le train B, emmenait la garde de l'empereur et était commandé par le général Zabel, chef du régiment des chemins de

fer, qui avait, sous ses ordres, une compagnie du régiment des chemins de fer et vingt hommes seulement du régiment *svodni;* les autres s'étaient enfuis. Le train A portait l'empereur et sa suite.

Comment ces deux trains étaient-ils arrivés à Staraia-Roussa ? On ne le sait. A la suite de quels télégrammes avait-on changé leur direction et, au lieu d'aller directement sur Tsarskoïé-Célo, avaient-ils quitté la ligne directe à Dno et avaient-ils pris la transversale sur Bologoié ? Le fait est qu'ils se trouvaient, dans la nuit du 13 au 14, arrêtés dans cette petite gare de jonction. Ils avaient quitté Moghilef, le 12, dans la nuit, sur un télégramme venu de l'impératrice. Depuis, ils avaient erré sur les voies, comme au hasard, et sans but.

A Dno, le 13, de grand matin, ils avaient filé sur Bologoié. L'empereur voulait-il tenter de gagner Moscou, si Petrograd lui était interdit ? A Bologoié, attente, indécision, pendant la journée du 13. A Petrograd, le bruit se répand, déjà, que l'empereur est à Bologoié. Dans la nuit, les trains prennent la route de Petrograd. A Vichéra, ils s'arrêtent. On ne passe plus. L'empereur dort. Sa suite personnelle, le vieux comte Frederichs, âgé de près de quatre-vingts ans, et qui depuis vingt-cinq ans n'a pas quitté l'empereur, le général Vaiéikof, son gendre, l'amiral Nilof lui ont caché du mieux qu'ils ont pu la gravité des nouvelles qu'ils ont apprises en chemin.

On a bu beaucoup de vodka dans le train impérial.

Vers deux heures du matin, le général Zabel, indigné du silence gardé par la suite de l'empereur, déclare à Vaiéikof qu'il était de son devoir d'avertir l'empereur et qu'il était résolu à pénétrer auprès de Sa Majesté.

Vaiéikof se rendit près de Nicolas II, le réveilla et lui dit que les troubles à Petrograd devenaient plus graves, que la Douma était aux mains de « bandits et de jeunes soldats ». Il ajouta qu'il suffirait de quatre compagnies de bons soldats bien encadrés pour les disperser, que sept cents chevaliers de Saint-Georges arrivaient sur la ligne de Vitebsk, commandés par le général Ivanof, pour présenter à l'empereur la croix de Saint-Georges de troisième classe, et qu'à la tête de ces troupes superbes et de la garnison de Tsarskoïé restée fidèle, l'empereur reprendrait sa capitale.

A ce moment, Zabel entra :

— Sire, dit-il, on vous trompe. Les troupes de Votre Majesté à Petrograd ont passé au peuple. Un comité temporaire est nommé par la Douma et la capitale entière lui obéit. Voici un télégramme du lieutenant Grekof, commandant la gare Nicolas, enjoignant de retenir le train à Vichera et de l'empêcher de gagner Tsarkoïé.

L'empereur sursauta.

— Qui est ce lieutenant Grekof qui commande la gare Nicolas ?

Zabel répondit :

— Le comité de la Douma a nommé le député Boublikof pour la direction des voies ferrées. Le lieutenant Grekof est sous ses ordres. Le train ne peut avancer.

L'empereur, toujours si calme, maître de lui au point que tous les témoins qui l'ont vu dans les derniers jours de son règne et en pleine crise, déclarent qu'il paraissait frappé de stupeur et insensible aux coups effroyables du destin, eut un mouvement de colère, le seul que l'on ait noté au cours de la révolution.

— Pourquoi ne m'a-t-on pas prévenu ? cria-t-il. Pourquoi parle-t-on aujourd'hui, alors que tout est perdu ?

Puis, il reprit son calme, et, comme avec indifférence, il ajouta :

— Eh ! bien, tant mieux ! Si le peuple l'exige j'abdiquerai. J'irai vivre à Livadia, dans mon beau jardin ; j'aime tant les fleurs !

Vaiéikof voulut tenter encore une fois de forcer le chemin de Petrograd et donna l'ordre de mettre en marche. Mais les hommes d'équipe avaient abîmé une locomotive. A l'aide de quinze hommes de l'escorte, on attela une seconde locomotive. Entre temps, on avait renoncé à gagner Petrograd et on s'était décidé à se rendre directement à Tsarskoié par Dno. A l'aube du jour du 14 mars, le train recula sur Bologoié pour arriver, coûte que coûte, à Tsarskoié par

Dno. Près de Dno, on reçut un télégramme apprenant que la garnison de Tsarskoié-Selo avait passé au peuple et que l'impératrice demandait à Rodzianko de protéger la famille impériale.

— Moscou est-il fidèle ? demanda l'empereur.

— Moscou est tout entier pour le nouveau gouvernement.

Le train impérial allait, de çà, de là, de Bologoié à Dno et retour, ne sachant où se diriger.

A Dno, arriva le train du général Ivanof avec ses chevaliers de Saint-Georges.

— Le seul salut, dit le général, est d'aller à l'armée.

A quatre heures du matin, le reporter vit l'empereur à la station Staraia-Roussa ; il portait un manteau de colonel et était coiffé d'une papakha repoussée en arrière. Il passa plusieurs fois la main sur son front ; il était très pâle. A côté de lui, Nylof, tout à fait ivre, chantonnait confusément.

Le train partit pour Pskov, où eut lieu l'abdication. Les délégués du gouvernement étaient Goutchkof et Choulguine.

8/21 mars.

Le soleil de la liberté fait sortir chaque jour le nouvelle floraison de journaux, si j'ose dire.

Toutes ces feuilles sont socialistes. Sous le tsarisme, seuls paraissaient les grands organes de la bourgeoisie et des classes dirigeantes. Le prolétariat était sans organe et sans voix. Dix journaux aujourd'hui clament ses revendications. J'ai noté déjà le *Social-Démocrate*, le *Peuple*, la *Liberté*, la *Pravda*. Voici, maintenant, ma récolte d'aujourd'hui : la *Gazette ouvrière*, sur quatre petites pages, 4 kopecks. Articles : « C'est arrivé » ; puis : « De Michel Ier à Michel dernier ». Un second journal exprime les aspirations des âmes républicaines qui se trouvent dans le corps des officiers, sous le titre : « L'Armée nationale », avec un sous-titre interminable qui aurait fait mourir Flaubert de désespoir par l'accumulation des : « de », « Organe du conseil de l'Union des officiers républicains de l'armée nationale ». Impartialement, il donne, en première page, le manifeste du gouvernement provisoire et l'arrêté n° 2 du Comité des ouvriers et des soldats. Premier article : « L'Armée nationale ». Il arrive à cette belle formule : « La soumission intérieure remplace l'esclavage extérieur. »

Je parcours tous les journaux ; ils ont entre eux une grande ressemblance et se servent du même vocabulaire. On y retrouve à chaque ligne les couples de mots balancés : tsarisme-prolétariat, réaction-liberté, capitalisme-communisme. Tout cela est fort connu ; je passe.

J'y cherche en vain un article, un seul, dont

l'auteur paraisse se souvenir de l'heure présente, de l'ennemi en Russie, de la guerre mondiale, de la nécessité de battre l'Allemand. Je cherche, je cherche, en vain.

Ah! voici enfin l'article que j'attends : « La guerre n'est pas finie ; organisez-vous. » Je lis... O déception ! L'organisation dont il s'agit n'est pas pour défaire l'ennemi du dehors, mais celui du dedans. C'est le bourgeois qu'il faut battre, et non l'Allemand.

8/21 mars.

Hier, des soldats et sous-officiers français, parlant bien le russe, ont été invités par leurs camarades à venir faire des causeries dans les casernes sur l'armée républicaine française. Goutchkof les y a autorisés et, je crois bien, est enchanté de cette idée inattendue pour ramener un peu de bon sens dans les cervelles des héros de la révolution.

Je rencontre un de nos soldats, au sortir d'une de ces conférences. Il a été reçu à la caserne par un comité. Partout, on avait placardé l'annonce de sa venue. Dans une chambrée, sept cents soldats se pressaient, s'accrochaient aux poutres pour mieux entendre. Une tribune était préparée. Notre camarade a dit aux soldats

russes ce qu'on imagine sur la nécessité de la discipline dans toute l'armée, même la plus démocratique ; il a montré la liberté plus grande dont jouissait le soldat en France. Les auditeurs lui posaient des questions ; il répondait et ils applaudissaient.

Ces conférences-causeries vont se multiplier. Espérons que le bon grain semé germera dans quelques cerveaux.

Par ailleurs, j'ai de mauvaises nouvelles de l'armée :

Des agitateurs de Petrograd sont arrivés jusqu'au front de Dwinsk et ont commencé à soulever les soldats, parmi lesquels des émeutes ont éclaté...

Le public a eu vent de l'affaire. Une lettre du général Rousski avait éveillé l'attention. Il demandait que toute personne envoyée pour la propagande à l'armée par le Comité des ouvriers et soldats se présentât d'abord, comme il est naturel, à son quartier général, à Pskof. Boutchbrouiévitch, au nom du Comité, lui répondit par une lettre, dont on donne le texte aujourd'hui seulement, par laquelle il déclare fort cavalièrement au général que, depuis la révolution, la parole est libre en Russie.

Si l'armée sur le front se désorganise, on peut prévoir l'avenir. Nous mettrons les Allemands hors de France et de Belgique, mais ils se paieront sur la Russie, qui verra trop tard à quel

prix elle achètera quelques mois de liberté, — ou mieux d'anarchie.

Le prince Lvof, qui me reçoit à 4 heures, me dit que tout est calme à l'armée. Je ne puis m'empêcher de penser que, sur ce point, il a l'optimisme facile. Sur d'autres points, le prince triomphe plus aisément. Il m'explique que, grâce à l'organisation des *zemstvos* dans chaque gouvernement, et à l'œuvre immense de ces *zemstvos* pendant la guerre, qui avaient pris en fait la place des gouverneurs pour l'organisation de l'aide à l'armée et du ravitaillement, le gouvernement provisoire a trouvé là un personnel d'élite qui, en une heure, a pu remplacer les gouverneurs et vice-gouverneurs de l'ancien régime qui ont tous été chassés. Ainsi la grande machine administrative de l'empire russe ne s'est pas arrêtée un jour. Le prince a un bien beau mot sur le peu de sacrifices de vies humaines qu'a coûtées un changement si prodigieux :

— Cela ne peut s'expliquer, me dit-il, que par l'inépuisable bonté du cœur russe.

Le prince voit chaque jour un progrès dans l'ordre et le travail général.

Nous avons vingt degrés de froid. Jamais on n'a vu rigueur pareille du temps en telle saison. Aujourd'hui, premier jour du printemps, ma cuisinière me dit :

— C'est Dieu qui nous punit. Voyez, barine, il nous refuse le printemps.

Ma cuisinière était, naguère, fort révolutionnaire et déclarait qu'après la guerre, elle descendrait dans la rue et conduirait les étudiants chez les généraux pour les pendre. Mais le fameux lundi où on s'est si fort battu au coin de ma maison, Nastia voulut aller dans la rue, l'après-midi. A peine arriva-t-elle au coin de la maison, les balles sifflaient autour d'elle ; elle recula, effrayée. La porte était déjà fermée. Morte de peur, elle attendit cinq minutes dans le recoin de la porte cochère ; puis, elle put remonter. Elle éclata en sanglots retentissants dans sa cuisine. Ses cris remplissaient l'appartement. Depuis, elle est pour l'ordre et la discipline.

Déjà, je surprends la même rapide volte-face chez beaucoup de gens plus élevés dans l'échelle sociale que ma brave cuisinière.

Cyrille Vladimirovitch a arboré le drapeau rouge sur son palais. Il a été le premier des grands-ducs à se rendre à la Douma. Il donne des interviews révolutionnaires à la *Russkaïa Volïa*. Le grand-duc Cyrille, qui a épousé une Anglaise, me paraît préparer de loin son élection au trône impérial. Mais il en fait trop et parle de l'empereur de façon à donner le dégoût.

Le numéro 9 des *Nouvelles du Comité des ouvriers et soldats* dit : « Les journaux extra-

droite, *Zemstchina*, la *Voix russe*, la *Cloche*, sont interdits par le Comité exécutif. Pour le *Novoié Vremia*, comme ce journal a négligé de demander au comité l'autorisation de paraître, il est suspendu jusqu'à nouvel ordre. »

Toutes publications hebdomadaires et mensuelles sont interdites sans permission du Comité.

Vive la liberté !

Une lueur d'espoir. Aujourd'hui des pelotons de soldats font l'exercice dans les rues sous le commandement de leurs anciens sous-officiers.

9/22 mars.

Le travail dans les usines ne reprend pas sérieusement. Poutilof — 35.000 ouvriers — ne travaille pas. Les ouvriers ont abîmé plusieurs pièces. Leurs exigences sont extrêmes. Ils veulent la journée de huit heures — ce qu'on leur accorderait malgré le temps de guerre — mais ils veulent aussi nommer leurs contremaîtres, les ingénieurs, les directeurs. En fait, ils ne tiennent pas à travailler ; chez eux, peu de patriotisme. Ils ont touché leur salaire, chaque jour, sans rien faire. Pourquoi se remettraient-ils à la besogne ?

Le Comité des ouvriers et des soldats prend

de plus en plus d'importance. Il sent sa force : celle des baïonnettes. Bientôt, il deviendra insolent. Aujourd'hui, déjà, on a réuni presque tout un régiment dans la salle Catherine. Les orateurs ont exposé qu'il y avait divergence de vues entre le gouvernement et le Comité au sujet de l'empereur que le gouvernement veut envoyer en Angleterre, tandis que le Comité a décidé de le garder en état d'arrestation à Tsarskoïé. Ils ont dit :

— Le Comité a le devoir de surveiller le gouvernement. Camarades, vous avez vos baïonnettes en mains. Soutenez le gouvernement tant qu'il réalise les désirs du Comité, mais, s'il s'y oppose, baïonnettes en mains, défendez le Comité.

Nous sommes à l'aurore de la liberté. Mais déjà on voit poindre et grandir le conflit qui jettera l'un contre l'autre le gouvernement, intelligence sans force, et le Comité, qui a plus de force que d'intelligence.

Je sais que Kerenski déploie une activité, une énergie, une intelligence, un patriotisme sans pareils à faire entendre la voix de la raison au Comité et à éviter un conflit qui semble fatal. La personnalité de Kerenski grandit chaque jour. C'est l'homme que la révolution a fait sortir du rang. C'est vraisemblablement son discours à la Douma, le jeudi avant la révolution, qui a décidé le gouvernement à proroger la

Douma et a ainsi précipité les événements. Il est exténué de fatigue. Hier, à Moscou, il s'est évanoui au milieu d'un discours dans lequel il a dit :

— Non, je ne serai pas le Marat de la révolution !

Combien de semaines se passeront avant qu'on ne le traite de vendu et de renégat ?

L'empereur, arrivé à 11 h. 1/2 à la gare de Tsarskoïé, pâle comme la mort, est monté, sans escorte, avec son aide de camp Dolgorouki, en automobile et a gagné le palais, où il est gardé sous arrêts, ainsi que l'impératrice. La dernière des grandes-duchesses vient à son tour d'attraper la rougeole. Le désir du gouvernement provisoire serait d'expédier au plus vite la famille impériale en Angleterre. Comme on l'a vu plus haut, le gouvernement, sur ce point, devra compter avec l'opinion du Comité des députés ouvriers et soldats.

Je rencontre un *praporchtchik*, brave entre les braves, qui, bien qu'appartenant à une grande famille et riche, s'est engagé dès le début de la guerre dans la *Division sauvage*, comme simple soldat, a gagné trois croix de Saint-Georges sur le champ de bataille et a été blessé deux fois. En convalescence à Petrograd, il a été surpris par la révolution et a dû faire comme tous ses camarades : se soumettre. Il en est malade, il

en a maigri. Il me jette ce cri qu'il ne peut retenir.

— Je m'en vais ! Je vais servir en France... La Russie n'est plus faite pour des hommes comme moi. Aujourd'hui, ce sont les officiers qui obéissent aux soldats. Regardez, ils ne me saluent même plus ; ils me rient au nez. Il n'y a plus d'honneur ici ! Il n'y a plus d'armée !... J'étouffe ; je m'en vais...

Je remarque qu'il ne porte plus ses croix magnifiques.

— Où sont-elles ? lui demandai-je.

— Comment les porter, aujourd'hui, me dit-il avec désespoir. Regardez, je ne peux plus porter mon sabre. Alors, comment défendrai-je mes décorations, si on les insulte. Je les ai enlevées... Je ne les remettrai plus...

Le cri de cet homme brave m'a été à l'âme. Je venais de voir ces jours derniers, à la Douma, hier même, chez le prince Lvof, les puissants d'hier, les courtisans de l'ancien régime s'incliner devant le pouvoir naissant. La douleur de cet officier, malade du serment violé et de tout ce qu'il voit autour de lui, après une vie menée selon l'honneur, a quelque chose de rafraîchissant et de sain.

— Allez en France, lui dis-je. Mais vous reviendrez. La Russie aura toujours besoin d'hommes comme vous.

. . . .

*
* *

Les journaux révolutionnaires redoublent de violence. La *Pravda*, aujourd'hui, a un article abominable où l'on dit aux soldats de sortir des tranchées et de se rendre aux tranchées des « frères allemands ». D'une façon générale, les partis extrêmes font une furieuse propagande pour la paix. Quelle paix? Ils ne le disent pas. Mais on voit la paix que l'Allemagne victorieuse imposerait à la Russie anarchique. Les fous, les inconscients, les illuminés de l'extrême gauche n'écoutent rien. Leur cri est « à bas la guerre ». Le gouvernement ne peut leur imposer silence. Il se borne à publier aujourd'hui de grands appels aux citoyens et soldats en leur montrant le danger allemand. Une attaque allemande sur les lignes de Dwinsk ; la flotte allemande prenant Petrograd au printemps, voilà ce que le gouvernement nous met sous les yeux, ce matin. La dernière menace ne paraît, hélas ! que trop justifiée. On a massacré un grand nombre d'officiers de la flotte de la Baltique. Que vaut la flotte de la Baltique aujourd'hui, seule défense de Petrograd contre la puissante et intacte flotte allemande ?

Ces appels sont entendus par les gens de bon sens. Qui les écoute parmi les soldats révoltés et les ouvriers ? Personne. Et un acte, un seul

du gouvernement provisoire, arrêtant cette propagande abominable de la presse révolutionnaire, ferait plus que mille paroles. Mais cet acte, le gouvernement ne peut le faire. A Petrograd, il n'a où s'appuyer. Et, du reste, les braves gens qui nous gouvernent sont des rêveurs aussi; ils croient à la vertu mystique de la liberté ; au fond d'eux-mêmes, ils sont plus près qu'ils ne le pensent de Tolstoï et de sa philosophie de la non-résistance au mal ; ils imaginent que la vérité par sa force propre l'emportera. Ils laissent faire... On ne leur en sait, à l'extrême-gauche, aucun gré. Déjà, les révolutionnaires et anarchistes le traitent de suspect. On propose un nouveau gouvernement ayant la confiance du prolétariat et on donne des noms absolument inconnus.

Le rôle des agitateurs allemands et agents provocateurs de l'ancien gouvernement est certain. Ils surexcitent les masses ouvrières et les soldats en leur montrant qu'ils n'ont qu'à faire sentir leur force pour toucher aux paradis rêvés du communisme et de la paix universelle. Ils trouvent un auditoire vite convaincu chez ces inconscients qui ont pu en vingt-quatre heures détruire un régime pourri, mais ne savent pas au prix de quelles dures et longues expériences se gagne la liberté. Voici le terrible danger qui nous menace. La propagande pour la paix se développe chaque jour.

Le gouvernement ne bouge pas. Il n'est assez fort, ni pour faire la paix, ni pour faire la guerre.

Jamais, depuis les premières semaines de la guerre, nous n'avons été accablés par des soucis plus lourds. L'œuvre immense des alliés, soutenue à travers tant de périls, achetée par tant de sacrifices, tant de sang versé ; le travail de peuples entiers tendus vers la victoire que nous croyons toucher enfin, tout cela près de s'écrouler si la Russie, à la dernière minute, faillit à sa tâche et se déshonore.

Au milieu de notre angoisse, une nouvelle me parvient, une lueur d'espoir. Des délégués de Moscou sont arrivés pour rappeler leurs camarades de Petrograd au devoir national. Moscou a repris le travail pour la guerre, les usines sont rouvertes ; dans les casernes, l'ordre ; les soldats obéissent aux officiers. Mais ici !... Moscou est mécontent de Petrograd. Moscou pense à la guerre qu'il faut finir, qu'il faut gagner. Moscou supporte mal l'agitation stérile de Petrograd, le régime de la surenchère, l'anarchie de la caserne, l'oisiveté des ouvriers. Ses délégués parlent sévèrement, ils menacent même d'affamer Petrograd, si Petrograd ne travaille pas, et de couper le chemin de fer. Espérons que les Moscovites arriveront à se faire entendre.

J'ai des renseignements sur les revendications des ouvriers dans une des meilleures usines de

Petrograd, une de celles où les rapports entre ouvriers et patrons ont toujours été excellents.

Les ouvriers demandent huit heures de travail : on est obligé de les accorder. Mais la diminution n'est pas de 20 % car l'ouvrier russe est très lent à se mettre au travail ; il lui faut une heure pour se mettre en train. Donc, la production sera diminuée de plus de 20 %.

Il faut payer les huit heures comme les dix.

Augmentation des salaires de 30 %. Il y a des ouvriers, monteurs et spécialistes, qui gagnaient à l'ancien tarif de douze à quinze roubles.

Ils se plaignent de la nécessité de faire queue pour les provisions. Le directeur leur propose un économat qui leur vendra, au prix de la taxe, les denrées et objets de première nécessité. Ils refusent, sans discussion. Si ennuyeuse que soit la « queue », il est encore plus agréable de faire queue que de travailler.

Ils demandent à nommer les contremaîtres eux-mêmes, voire les ingénieurs.

Ils demandent, enfin, une chose impossible matériellement dans l'usine dont je parle : rajouter des lits à l'infirmerie qui a toujours suffi pleinement aux besoins de l'usine. Ils savent eux-mêmes la chose inutile et irréalisable. En réalité, ils ne veulent pas travailler, ou le plus tard et le moins possible ; et ces ouvriers composent un personnel de choix parmi les ouvriers de Petrograd !

*
* *

Dix jours ont passé. La révolution est faite. Lorsqu'on se tourne en arrière, on est stupéfait de voir avec quelle prodigieuse rapidité elle s'est accomplie. Deux ou trois jours de désordres, en somme, peu graves ; puis, dans une seule journée, celle du 12 mars, l'édifice ancien, élevé par les Romanof, s'est écroulé d'un seul coup.

Il avait duré trois siècles. Les Romanof avaient mené la Russie à un état social et économique extrêmement avancé. Aucun pays dans l'histoire du monde n'a connu un développement aussi rapide. La Russie, qui n'était presque que la Moscovie sous Michel Ier, était, sous Nicolas II, le plus grand empire du monde, s'étendait de la Prusse jusqu'à l'océan Pacifique, de la mer Glaciale jusqu'à l'Elbrouz et comprenait cent populations diverses, hier hostiles, vivant aujourd'hui dans la paix impériale. Il a suffi de quelques régiments passant au peuple, dans la capitale, pour que les maîtres de cet empire colossal rentrassent dans l'ombre. Et telle est la placidité, l'indifférence russe, qu'on a accepté la révolution sur toute l'étendue du pays, sans que pas une province se soulève pour dire : « Ce changement, nous ne l'avons pas voulu. »

La bureaucratie était l'armature de ce corps immense. Qu'elle ait eu de grandes qualités, on

n'en peut douter, puisque le pouvoir central a presque toujours été faible et que c'est, en somme, la bureaucratie qui faisait de ces cent peuples hétérogènes une nation tout de même policée, administrée, régulière et forte. Elle était l'œuvre patiente du pouvoir. Des générations d'hommes d'Etat avaient contribué à la créer, à arranger les milliers et les milliers de rouages qui, bien ou mal, faisaient marcher la machine administrative jusque dans les plus petits villages de l'Empire. Le fonctionnaire était, le plus souvent, mauvais ; il volait, mais il travaillait tout de même et faisait sa tâche nécessaire. Plus j'ai voyagé en Russie, plus j'ai été stupéfait de la somme énorme de travail fourni par l'administration, qui canalisait, régularisait, ordonnait la puissance créatrice presque sans bornes du peuple russe. Les observateurs superficiels, arrivant de l'Occident, disaient : « Comme la Russie est en retard ! »

Mais moi, voyant la vertigineuse rapidité avec laquelle la Russie a passé du chaos et de la quasi-barbarie à une civilisation en partie aussi avancée que celle des États-Unis d'Amérique, je me disais, au contraire : « Il n'est pas un pays en Europe qui se soit développé en un temps si court et ait demandé si peu de siècles pour arriver à constituer un Etat moderne, riche et puissant. »

Le nom des Romanof sera associé par l'his-

toire à celui de la constitution quasi miraculeuse de l'Etat russe.

Et voilà, les Romanof ne sont plus. Si les citations latines n'étaient pas surannées j'écrirais: *Novus rerum nascitur ordo.* Que sera ce nouvel ordre des choses, nous et nos fils le verront. Les parties encore mal soudées de cet empire trop vaste vont-elles se séparer du corps? L'Etat va-t-il se dissocier? Déjà, mille signes indiquent un réveil d'activité particulariste dans les provinces. Les nationalités diverses réclament leur autonomie. La Pologne a gagné sa partie. La Lithuanie, l'Esthonie, la Courlande s'agitent, et l'Ukraine qui compte plus de vingt millions d'habitants. Nous verrons la Bessarabie, les Cosaques, le Caucase, l'Arménie, le Turkestan demander leur vie indépendante et autonome. Déjà, les politiciens entrevoient une fédération d'Etats indépendants. Le lien qui les unira sera faible, faible. La Russie ne sera plus qu'une poussière d'états, sans force, sans unité, incapable de défendre les intérêts impériaux.

La bureaucratie représentait le pouvoir impérial jusqu'au fond des campagnes. Le fonctionnaire était malhonnête et détesté. Lorsque la révolution est arrivée, on a vu partout la chute d'un tyranneau cupide et tracassier et, partout, on a poussé des cris de joie à saluer la fin de son règne.

Autre source d'étonnement. La révolution

a-t-elle été voulue, préparée, organisée par un parti politique? Non. Sans doute, depuis longtemps en Russie, chacun prédisait la révolution pour l'année prochaine. Mais, à force de l'annoncer, on finissait par n'y plus croire. En tout cas, pendant la guerre actuelle, aucuns des grands partis politiques n'avait prémédité la déchéance de l'empereur et la proclamation de la République. La République, qui y croyait? Quelques douzaines de révolutionnaires, et pas plus. L'immense majorité des politiciens se serait déclarée satisfaite par l'établissement d'une monarchie constitutionnelle avec régime parlementaire. Et, voilà qu'en quelques heures, on passe du despotisme à la République, qu'un immense parti veut déjà démocratique et non pas bourgeoise, comme notre République française.

Encore une fois, qui a voulu cela? Personne.

Dans le mécontentement général des esprits, dans l'énervement produit par deux ans et demi de guerre, dans les souffrances causées à Petrograd par un ravitaillement détestable, souffrances rendues plus vives par la rigueur d'un hiver comme, de mémoire d'homme, on n'en a vu, il a suffi de quelques usines fermées, de quelques milliers d'ouvriers sur le pavé se promenant sur la Perspective Nevski, de mesures de police maladroites et insuffisantes, de l'emploi sans raison de la troupe, troupe composée

non de soldats de l'active, bien encadrés, mais de réserves, innombrables et mal entraînées, des régiments de la garde, pour amener un conflit qui, soudainement, en une heure, par le passage de ces troupes au peuple, est devenu une révolution triomphante, acclamée de tous et forte assez pour renverser l'empereur et pour détruire l'empire.

Dans cette révolution, on chercherait en vain un plan, une préméditation. Chacun a été surpris. Le mouvement a été si rapide que personne, à aucun moment, n'a pu l'arrêter. Le flot passait par-dessus toutes les digues. Une solution, bonne à dix heures, ne valait plus rien à midi. La monarchie constitutionnelle, peut-être encore possible le lundi matin, était inadmissible à minuit. Que l'on n'ait pas proclamé la République le mercredi est un miracle incompréhensible aujourd'hui. Et nous voilà avec un gouvernement provisoire honnête, intelligent, sans l'ombre d'autorité; un conseil des députés ouvriers et soldats de trois mille membres, avec comité exécutif en apparence tout-puissant; cent cinquante mille soldats qui n'obéissent plus à leurs chefs, même à ceux qu'ils ont nommés, et un prolétariat de trois à quatre cent mille ouvriers pas organisés, masse amorphe, sur laquelle on sent déjà que le Comité n'a pas de prise.

Cela, c'est Petrograd, le siège du gouvernement, la ville de la révolution, et, autour de

nous, l'immense Russie, inconnue, mystérieuse, inerte.

Et, sur les frontières ouest de l'Empire, de la Baltique à la mer Noire, des milliers de canons et deux millions d'ennemis qui nous guettent et attendent leur heure.

La révolution, jusqu'ici, n'a pas été sanglante; la bataille dans les rues se chiffre par quelques milliers de victimes. Mais le peuple et l'armée triomphants ne se sont pas jetés au pillage des banques, des magasins et des maisons des riches. Ces ouvriers armés et ces soldats débandés n'ont ni brûlé les usines, ni pendu les aristocrates. Tout s'est passé dans un calme admirable, stupéfiant, comme si ce peuple était sans colère et sans rancune.

Et, si la cause lointaine de cet ordre dans l'anarchie, de ce respect de la propriété et de la vie humaine au milieu du déchaînement des passions, il faut la chercher, comme me le disait le prince Lvof, dans l' « inépuisable bonté du cœur russe », — la cause prochaine, on la trouve dans l'absence d'alcool.

Ce sont des ouvriers et des soldats sobres qui ont fait la révolution pacifique.

Mais à qui doit-on la suppression de l'alcool? Qui a fait de ce peuple alcoolique un peuple sobre? Qui a, du jour au lendemain, réalisé ce miracle devant lequel toutes les démocraties du monde sont impuissantes?

C'est Nicolas II, c'est l'empereur détrôné, qui garde, malgré ses fautes, l'honneur d'avoir réalisé la plus grande réforme intérieure qui ait été accomplie dans les pays en guerre aujourd'hui : la suppression de l'alcoolisme.

*
* *

On annonce que le grand-duc Nicolaievitch, nommé généralissime par l'empereur avant son abdication, a quitté Tiflis et arrive à Petrograd. Il est déjà certain que le gouvernement provisoire ne confirmera pas la nomination faite par l'empereur. Le grand-duc avait une réelle popularité dans l'armée, et de l'autorité. Mais l'heure des Romanof est passée.

11/24 mars.

Chez Kerenski, le matin, au ministère : un homme tout jeune, figure longue, exsangue, l'œil extraordinairement bleu et clair, clignotant. Une fatigue indicible se lit sur ses traits. Pendant les quinze jours que nous venons de traverser, Kerenski a été sur la brèche, à chaque minute du jour et de la nuit, haranguant soldats et ouvriers, fournissant un travail intensif dans les commissions et les conseils du gouvernement,

membre à la fois, et seul, du gouvernement provisoire et du Comité des députés ouvriers et soldats, poussant en avant le premier, modérant l'ardeur fougueuse du second. Nature généreuse, Kerenski a attaché son nom à la première réforme du code criminel : l'abolition de la peine de mort. Et nous aurons une révolution sans guillotine ! Je serais curieux de savoir combien de vies humaines coûtera à la Russie la suppression de la peine de mort.

Il me dit :

— Il y a encore de grands dangers, mais, à mon sens, l'heure la plus critique est passée. Tout ce que vous voudrez savoir, nous vous le dirons. Ce que nous ferons, nous vous en préviendrons. Venez ici à votre gré. Nous n'aurons pas de secrets. Nous voulons agir, enfin, en plein jour, à la grande lumière.

Question des rapports entre comité et gouvernement :

— Le Comité reconnaît le gouvernement comme seul gouvernement. Et le gouvernement est heureux d'être en contact avec le peuple et les soldats par l'intermédiaire du comité.

Tout de même, je pense qu'ici Kerenski prend les choses avec optimisme. Je sais que, ce même jour, le Comité des ouvriers et soldats a voté une résolution contraire à celle du gouvernement sur la question de l'envoi de la famille impériale en Angleterre. Le Comité a décidé que

la famille impériale resterait à Tsarskoié et, le soir même, au théâtre Michel, en assemblée général, il a décidé qu'une commission élue par le Comité serait envoyée à Tsarskoié pour assurer la garde de l'empereur et qu'un peloton de soldats de choix l'accompagnerait.

Voilà une mesure révolutionnaire au premier chef. Et le gouvernement ne dit rien et ne peut rien dire.

Kerenski, sur le vote des femmes, me répond que la question sera soumise à la Constituante. Pour les prochaines élections, on n'a ni le temps, ni les moyens, d'organiser un changement si vaste dans un temps si limité.

La République sortira, sans l'ombre d'un doute, de la Constituante.

*
* *

Quittant Kerenski, je vais chez le général Kornilof, qui a la tâche la plus lourde, la plus délicate devant lui. Il a été nommé, par le gouvernement provisoire, commandant de l'arrondissement militaire de Petrograd et environs ; il a cent cinquante mille soldats révoltés à ramener à l'ordre et à la discipline.

Qui est Kornilof? D'abord un héros!

Chef de la quarante-huitième division, dite de Souvarof, il l'a rendue si célèbre dans les dix premiers mois de guerre qu'on l'appelle main-

tenant la division de Kornilof. Il a protégé la retraite des Carpathes et, à la tête d'un bataillon, à l'extrême arrière-garde, il a été entouré et après un long combat, grièvement blessé et fait prisonnier. Interné en Autriche, il y passa quatorze mois. Il s'échappa lors de la déclaration de guerre de la Roumanie, et gagna seul, à pied, crevant de faim, marchant la nuit, se cachant le jour, la frontière roumaine où il arriva en septembre 1916.

Il prit le commandement d'un corps d'armée.

C'est un homme de quarante-sept ans, de taille moyenne, brun. Il a le type mongol très accusé, un mélange curieux et bien russe d'héroïsme et de finesse. La ruse asiatique lui sera plus utile cent fois que la bravoure, pour manœuvrer au milieu de ces cent cinquante mille soldats, armés de baïonnettes et grisés par leur facile victoire. S'il réussit dans sa tâche, l'instinct le servira plus que le courage, car il faudra biaiser, louvoyer, tourner les difficultés où on se casserait la tête à les aborder de front.

Kornilof est enfin — faut-il le dire ? — un patriote. Un Français qui sent l'enjeu immense de la partie qui se joue aujourd'hui n'a pas besoin de cacher ses angoisses. Le général les comprend et les partage. Il travaille pour la gloire et l'honneur de la Russie dans la lutte où nous sommes tous engagés.

Voici les points qu'il me fixe :

1° Les officiers sont, seulement, désignés par les soldats, mais c'est lui, Kornilof, qui les nomme. Il est naturel, du reste, dit-il, que les soldats n'aient confiance que dans les officiers qui ont été avec eux aux heures difficiles du début, quand les risques étaient grands ;

2° Kornilof a, déjà, nommé des commandants de garnison dans les environs et des officiers qui ont été acceptés par les soldats ;

3° Il est entendu avec les soldats que des détachements partiront sur le front ; ceci en contradiction complète avec ce que l'on dit dans la ville, que les soldals ont décidé de ne pas retourner sur le front ;

4° Kornilof trouve possible et même parfois facile de causer avec le Comité du conseil des députés ouvriers et soldats. On peut discuter, on peut leur faire entendre raison ;

5° Kornilof va chaque jour dans les casernes, cause avec les soldats et les officiers, passe des revues.

Il me dit enfin que les progrès de la discipline et de l'esprit militaire sont certains et qu'il constate une amélioration sur l'état des casernes il y a une semaine.

Il me donne son numéro de téléphone au commandement militaire et au ministère, les heures où j'ai chance de le trouver, et me dit :

— Dites à votre attaché militaire de venir me voir. Je l'emmènerai dans les casernes avec moi.

12/25 mars.

Le gouvernement jette un cri d'alarme. L'ennemi menace la capitale. Il masse des soldats sur le front Riga-Dvinsk ; il prépare la flotte pour une attaque par le golfe de Finlande. Petrograd est en danger. Le gouvernement espère sans doute ramener ouvriers et soldats aux usines et dans les casernes.

Le seul effet de la proclamation est de semer la panique chez les bourgeois qui assiègent les gares. Une queue de deux mille personnes se déroule chaque jour devant la station de ville où on distribue les billets.

Chingaref, ministre de l'Agriculture, prépare un vaste projet de monopole du blé. Le gouvernement achèterait ce qui reste de la récolte 1916 et l'entière récolte 1917.

Un ingénieur me donne d'intéressants renseignements sur la situation dans les usines. Sur trente usines de Petrograd, une seule travaille normalement.

Partout, les députés ouvriers agissent dans un sens modérateur. Mais ils n'ont d'autorité que lorsqu'ils sont présents. Dès qu'ils ont tourné le

dos, les influences anarchiques reprennent le dessus. Souvent les ouvriers renvoient ingénieurs et directeurs. Dans la grande fabrique d'Okhta, ils ont chassé le comité de direction. Puis, ils sont arrivés dans les bureaux. Ils ont vu sur les tables des dossiers préparés, des piles de lettres à répondre, des commandes à faire. Ils se sont arrêtés, interdits, ne sachant par quel bout prendre la besogne. Un délégué du Comité est arrivé, a renvoyé ces pauvres gens à leurs établis et rappelé la direction.

On a décidé la journée de huit heures : parfois, avec heures supplémentaires payées ; parfois, avec trois équipes. En moyenne, les ouvriers travaillent quarante-cinq heures par semaine.

Dans l'usine Aiwaz, quartier de Viborg, cinq mille ouvriers font des fusées. Les manœuvres travaillent à la journée ; les spécialistes, aux pièces ; ils touchent jusqu'à vingt roubles par jour. Des femmes même gagnent jusqu'à huit et dix roubles.

On apprend par la publication des listes de l'*Okhrana* que l'ancien rédacteur en chef de la *Pravda*, journal des extrémistes, émargeait aux fonds secrets. Cela est fort désagréable pour le journal d'aujourd'hui, mais, pour qui est renseigné, n'apporte aucune surprise, car ce n'est pas la première fois que l'on constate des rela-

tions suivies entre la police secrète et le parti des maximalistes.

*
* *

L'après-midi, parade dans la ville du régiment de Volhynie, le premier qui ait passé au peuple. Il défile en ordre, avec musique en tête et officiers. Les soldats portent de grandes pancartes où on lit, avec plaisir, les inscriptions suivantes : « Ouvriers, travaillez pour la défense nationale ! » — « Non, nous ne quitterons pas les tranchées ! » « Nous mènerons la guerre jusqu'à la victoire finale ! » J'y vois le fruit de l'œuvre adroite et persévérante du général Kornilof.

On entend de beaux appels qui nous viennent de régiments sur le front. Les soldats et officiers du 116e demandent que le pouvoir reste dans des mains honnêtes : « Une fin de guerre déshonorante couvrirait de honte à jamais la Russie. Qu'on n'entende pas ici le cri : « A bas la guerre ! » Ne touchez pas à l'armée à l'heure actuelle ! Nos véritables ennemis sont les Allemands et les provocateurs. »

Un ami intime du prince Lvof me donne le chiffre des victimes de la révolution qui monterait à sept mille pour Petrograd ; ce chiffre comprend tous les blessés soignés dans les hôpitaux et ambulances, et les morts. Il faut y ajouter un

millier de blessés soignés à domicile. Le nombre des morts est entre douze et quinze cents. On s'est battu le vendredi, samedi, dimanche et lundi, et les *garadovois* ont continué, trois jours encore, à tirer du haut des toits, avec mitrailleuses et fusils.

15/28 mars.

A dix heures, les membres du gouvernement provisoire prêtent serment au Sénat. Je m'y rends par une belle matinée rayonnante de soleil sur la neige et sur la glace. Dieu continue à nous refuser le printemps et nous maintient à douze degrés de froid! Derrière la statue de Pierre le Grand, de Falconnet, hardi et léger cavalier de bronze, dont le cheval s'enlève au haut d'un rocher artificiel, en face de la Néva, le palais du Saint-Synode et du Sénat, de style russe, — colonnes blanches sur murs jaune-orangé pâle dont le ton s'avive et chante entre la neige des toits et celle qui couvre la terre. Personne, ou presque personne au Sénat, à part une quarantaine de sénateurs en petite tenue — ce qui implique encore pas mal d'or se relevant en bosse sur leurs uniformes. Une vingtaine de curieux, femmes, amis, parents des ministres sont venus.

Kerenski passe, affairé, donnant des ordres. Il

est de couleur cendre ; ses yeux clignotent de fatigue plus encore que de myopie ; il a une petite veste noire, à col relevé, avec pattelette dans le dos. Les sénateurs s'asseoient au haut d'une longue table en fer à cheval, très étroite, et le groupe des dix ministres entre. Les uns sont en redingote, les autres en veston. Ils se tiennent debout devant le président qui prend le texte du serment. Les ministres lèvent la main. Le président lit le serment, phrase par phrase. Le groupe des ministres répète la phrase ; mais, comme il est naturel, avec confusion et de la façon la plus indistincte ; seul, un vague murmure est entendu. On attrape, parfois, quelques mots qui se perdent vite dans le brouhaha des voix. Lorsque le serment est terminé, le prince Lvof fait le signe de la croix. Puis, la traditionnelle photographie, et chacun s'en va chez soi, après cette courte cérémonie, unique dans l'histoire de la Russie, qui aurait exigé peut-être une mise en scène tant soit peu plus pompeuse. Mais les Russes sont des gens simples ; ils ignorent la belle ordonnance et la majesté réglée de nos cérémonies républicaines.

A onze heures, tout est fini et je vais chez Goutchkof, qui m'a donné rendez-vous au ministère de la Guerre à Moika. Bien que ce ne soit pas l'heure de réception, l'antichambre du ministre est pleine de généraux qui apportent leurs rapports.

L'ancien président du comité des industries de guerre est un des hommes marquants de la Russie. Il représente au gouvernement provisoire l'élément le plus modéré, le plus monarchique, Goutchkof est un homme d'autorité. Et c'est d'autorité qu'on a le plus besoin à l'heure actuelle. Mais est-il possible pour un membre du gouvernement provisoire de faire preuve d'autorité ? Goutchkof dans un instant me dira son sentiment sur ce point. Il commence par me parler de sa visite sur le front nord, d'où il arrive le matin même.

Il faut ici faire la part de l'optimisme nécessaise et de la réserve imposés à un ministre de la Guerre. M. Goutchkof m'a fait l'honneur, après l'interview officiel, de me parler, d'homme à homme, de la situation actuelle. Je ne puis reproduire dans ces pages que j'envoie toutes fraîches à Paris pour être imprimées ce que le ministre ne destine pas à la publication.

— Je suis parti, dit-il, très pessimiste. Je reviens avec plus de confiance, après avoir vu la situation par mes yeux. La vague révolutionnaire est arrivée jusque sur le front et a ébranlé l'armée. L'édifice lentement construit de la discipline ancienne s'écroule. Un ordre nouveau doit s'établir. Il n'est pas possible que, dans ce passage du régime ancien et autoritaire à l'état nouveau et démocratique, quelques troubles ne se produisent pas. Il se sont produits, en effet, mais

j'espère qu'ils vont s'apaiser et les bruits de grands désordres qui ont couru sont faux... Je pense, du reste, que ce que nous avons perdu du côté de la discipline sera plus que compensé par l'enthousiasme qui remplit l'armée et dont, si Dieu donne, nous pouvons attendre beaucoup.

— Et les déserteurs, demandai-je. En avez-vous beaucoup et quelles mesures prend-on à l'arrière pour les renvoyer au front ?

— Les déserteurs sont surtout nombreux dans les dépôts, à l'arrière, et dans les convois. Toutes mesures sont prises pour les renvoyer sur le front. En outre, les soldats sont furieux contre les camarades qui quittent leurs postes et ont organisé eux-mêmes une police sévère pour les arrêter. Nous les reprenons dans les trains, dans les stations. On a institué des comités de discipline composés de soldats et de marins ; ils ont édicté les peines eux-mêmes, et vous serez surpris d'apprendre que, dans plusieurs cas, les peines qu'ils ont fixées sont plus élevées que celle de l'ancien code.

Et le ministre me tend un télégramme reçu le matin de Revel, qui montre, en effet, que les marins ont rédigé un code assez sévère.

— Quant aux officiers, continue le ministre, la Révolution a mis fin au régime de faveur sous lequel nous vivions et qui encombrait les hauts postes de généraux médiocres et même nuls, mais bien en cour. J'en ai mis déjà plusieurs

à la retraite et l'épuration va continuer. Nous avons, dans le corps des officiers, des forces jeunes et intelligentes qui vont enfin trouver la possibilité de montrer ce dont ils sont capables. Maintenant, entre les officiers, régnera une saine émulation qui produira de grands résultats. Dans cette année de guerre, que je veux croire dernière, il faut mettre tous ses atouts sur la table. L'armée russe sera mieux commandée qu'elle ne l'a jamais été.

18/31 mars.

Ce matin, le pain manque. Malgré quatre heures de queue sous la neige qui tombe à gros flocons, ma cuisinière rentre les mains vides, désespérée, prête à pleurer.

Quand je sors, je vois des queues immenses à la porte des boulangeries. Sur la devanture de beaucoup d'entre elles est affiché: « Pas de pain. »

Si le pain n'arrive pas, où allons-nous? Combien de temps le peuple, le patient peuple russe, fera-t-il crédit au nouveau gouvernement, s'il ne lui donne pas de pain?

Ce soir, les journaux annoncent qu'on va avoir du pain blanc. En attendant la brioche promise, le pain noir manque.

A la Douma, où je me rends, continuent à dé-

filer les régiments qui viennent se faire haranguer. Le régiment de la garde, dit de Moscou, encombre la rue de Tauride où je passe pour arriver à l'entrée des députés. Les soldats se rangent pour me laisser passer. Il n'y a pas un cri, pas un mot contre mon traîneau de louage et son énorme cocher tout gonflé, comme il convient à un cocher de grande allure. Bien mieux, le traîneau se prend dans les rails de tramway. Quatre grands soldats arrivent, empoignent le traîneau, nous soulèvent doucement et nous posent sur la neige. En France j'aurais « pris » quelque chose.

Ces gens sont bons et simples ; pas l'ombre de jalousie, d'envie chez eux. Il y a, là aussi, un régiment des équipages de la flotte qui attend son tour d'entrée à la terre promise, au palais de Tauride.

J'ai tout le loisir de regarder les écriteaux que soldats et marins promènent à travers la ville. Il y a huit jours seulement dominaient les inscriptions suivantes : « Vive la République démocratique » ; « La terre et la liberté » ; « Vive le Conseil des députés ouvriers et soldats ». Ces pancartes n'ont pas disparu, mais j'en vois avec plaisir un grand nombre sur lesquelles je lis : « Soyons unis » ; « Ayons confiance dans le gouvernement provisoire et le conseil des députés ouvriers et soldats » ; « Ouvriers, travaillez pour la défense nationale » ; « N'oublions pas nos frè-

res dans les tranchées » ; « La guerre jusqu'à la victoire finale ». Et celle-ci, qui, dans une forme lapidaire, donne le programme nécessaire de l'heure présente : « Les ouvriers aux usines, les soldats sur le front. » Dieu donne ! comme disent les Russes.

Hier, comme je longeais la cour des immenses casernes Préobrajenski, les soldats faisaient l'exercice sous le commandement de sous-officiers. Et, soudain, j'ai entendu un sous-officier engueuler d'une voix de tonnerre un soldat maladroit. Je ne puis dire le flot de joie qui m'a envahi à entendre ce brave sous-officier adresser les vieux et sonores termes de caserne à ce soldat citoyen conscient. Et je me suis dit : « Tout n'est pas mort. »

19 mars/1er avril.

L'indépendance de la Pologne est annoncée par le gouvernement, de la Pologne unie, libre, maîtresse d'elle-même et de ses destinées.

Les Polonais à qui je téléphone sont au septième ciel. Toutefois, une remarque : la Pologne industrielle qui est riche, qui est grande, qui est forte, ne vit que du marché russe.

De Lodz, les industriels ont un marché ouvert de 15 kilomètres en longueur. Une fois que

la Pologne sera royaume ou république indépendante, les Russes élèveront une barrière de douanes à ses frontières. Les industriels de Moscou diront : « Enfin, nous pouvons nous défendre contre les Polonais. Protégeons l'industrie russe. » Et la Pologne industrielle, outillée pour travailler pour 150 millions de clients et réduite à un marché de 15 millions, sera ruinée.

20 mars/2 avril.

Pendant la moitié de la journée, les troupes ont défilé dans les rues, toujours portant leurs écriteaux variés. Mais, déjà, on voit les effets de l'anarchie dans les casernes ; les soldats, ces magnifiques soldats, qu'autrefois on ne pouvait qu'admirer et dont le défilé donnait l'impression d'une force puissante et réglée, marchent maintenant avec mollesse et abandon, mal alignés, sans garder la cadence longuement apprise. Depuis un mois, ils ne travaillent plus ; l'exercice militaire n'est pas fait pour des citoyens-soldats. Ces troupes ne sont-elles plus bonnes que pour des parades médiocres, avec pancartes et grosse caisse, dans les rues de la capitale ? On finit par regarder avec dégoût ces interminables promenades de troupes qui s'exhibent devant le peuple de Petrograd.

Quand ils ne font pas des processions dans les rues, les soldats flânent à travers la ville. Ne sachant comment tuer le temps, ils s'offrent des ballades en tramways, dans ces tramways de Petrograd qui ne suffisent déjà pas — et de loin — à assurer la circulation des habitants de la capitale. Avant la Révolution, on était obligé d'avoir une milice de cinq ou six mille soldats pour la police des tramways, de façon à empêcher les soldats de monter dans les voitures. La Révolution a aboli ces défenses surannées et a donné aux soldats-citoyens le libre parcours sur toutes les lignes. Aussi les soldats occupent en maîtres les voitures, et peuple et bourgeois vont à pied.

La situation des officiers à Petrograd est horrible. Les soldats n'obéissent pas. Les soldats tutoient leurs officiers et exigent d'être vousoyés. Il n'y a plus aucune instruction militaire. Les soldats découchent librement. J'ai vu vingt-cinq officiers qui m'ont parlé de la même façon.

Un colonel de la garde me dit ce mot :

— Sur le front, la situation est encore bonne. Mais que sera-t-elle demain ?

21 mars/3 avril.

Jamais les queues à la porte des boulangeries n'ont été plus longues. C'est un spectacle dé-

sespérant que de voir ces centaines et centaines de personnes, vieillards, femmes, enfants sous la neige qui tombe à gros flocons. Les soldats ont le droit de priorité. Rien n'irrite plus le peuple que de voir les soldats, qui sont nourris à la caserne, passer devant cent ou deux cents personnes, en queue depuis quatre heures, et prendre le pain restant. On m'assure que, dans Gagarinskaia, il y a eu ainsi des rixes et qu'un soldat a tiré.

Déjà, parmi les femmes du peuple, on entend des propos de ce genre :

— Ah ! quand nous avions le tsar, il ne nous laissait manquer de rien.

Le gouvernement fait un appel demandant aux gens de ne prendre strictement que ce qui leur est nécessaire, étant donné l'extrême difficulté de ravitailler Petrograd.

On nous a donné des cartes de pain. Une livre par jour et par personne. Une livre trois quarts pour ceux qui travaillent physiquement. La distribution commence le 24 mars/6 avril.

22 mars/4 avril.

Le gouvernement donne tout ce qu'on lui demande.

— Nous voulons une Pologne libre, unie, intégrale.

— Vous aurez une Pologne libre, unie, intégrale.

Les femmes disent :

— Nous voulons le droit de vote.

— Vous aurez le droit de vote.

Les allogènes s'agitent :

— Egalité de toutes les races, de toutes les religions, accession de chacun à tous les emplois, abolition de toutes les restrictions.

Et le gouvernement :

— Nous décidons l'égalité, etc...

A l'aube de la liberté, le gouvernement ne refuse rien. Tous les désirs sont comblés, tous les vœux exaucés. Demandez la lune, il vous l'accordera par décret. Mais j'incline à penser que le gouvernement sait bien ce qu'il fait ; il connaît l'âme russe qui a besoin de belles promesses ; et, au fond, que lui donne-t-il ? Des promesses à tour de bras, et, cependant, le temps passe, et il appartiendra à la Constituante de remettre de l'ordre dans tout cela, de voir ce qui est immédiatement réalisable et ce qui ne l'est pas, ce qui est chimérique et ce qui est suivant la raison. Le gouvernement gagne du temps : le vote des femmes à la Constituante recule les élections de trois à six mois, au moins. Déjà, l'élection par les hommes paraissait impossible avant une grande demi-année ; nous arriverons ainsi, d'impossibilité matérielle en impossibilité matérielle, à ajourner après la guerre ces élec-

tions, et c'est la seule solution raisonnable.

La question du vote de l'armée avait montré clairement l'absurdité de la thèse soutenue par le Conseil qui veut des élections immédiates et exige, en même temps, que l'armée prenne part au vote. Ce vote de l'armée est chose assez bouffonne. Il est évident qu'une division ou un corps ne peut nommer un député. Les soldats, en trois ans, changent et on se demande qui se trouverait représenter le député élu par l'électeur-soldat. D'autre part, on ne peut envoyer pour les élections les six ou huit millions de soldats dans leurs foyers. Alors, reste le vote par correspondance. Mais ici encore les difficultés sont de taille. Il faudra que, dans une circonscription électorale, les candidats aient la liste et l'adresse de tous les soldats-électeurs éparpillés sur le front entier ; les lettres, en beaucoup de cas, iront dans les dépôts ; combien se perdront avant d'arriver aux mains de l'électeur-soldat ? Enfin, chaque candidat envoie son programme à chaque électeur. A trois candidats par circonscription et huit millions de soldats, vingt-quatre millions d'enveloppes s'envoleront ainsi et arriveront (ou n'arriveront pas) à destination. Le soldat reçoit, en outre, son bulletin de vote; nous voici à trente-deux millions d'enveloppes. Il le renvoie au jour fixé, sous double enveloppe: quarante-huit millions. Mais ce pays est vaste : un paysan de Kharbine, en Mandchourie, est à

Galatz ; combien de semaines ou de mois faut-il pour qu'il reçoive les programmes, le bulletin de vote et qu'il le retourne ?... Enfin, c'est fait, mais il y a ballottage et tout est à recommencer, et la correspondance reprend entre Kharbine-Galatz et Galatz-Kharbine. La guerre sera finie avant que la correspondance ne soit dépouillée.

A toutes ces difficultés, le gouvernement, d'un trait de plume, ajoute celle, plus grosse encore, du vote des femmes. Il n'y a aucune liste électorale de ces illettrées. MMmes les Kalmouckes, Turcomanes, Khirgises, Tatares, Iacoutes, Tcherkesses, Lesghiennes et Ossètes réclament leur bulletin de vote. Il y aura 120.000.000 d'électeurs, tant mâles que femelles.

Le gouvernement est adroit ; j'admire le gouvernement. Les élections me paraissent remises aux calendes grecques. En Russie comme en France, le provisoire est fait pour durer. Avouons que le gouvernement joue, avec finesse, une jolie partie. Il est impuissant contre les partis extrêmes. Alors, il leur accorde tout ce qu'ils demandent. L'absurdité de leurs exigences contradictoires amènera finalement la prolongation du *statu quo*, et le gouvernement, devant cette situation impossible, fera bien ce qu'il voudra, sans s'être jamais heurté de front au Caliban redoutable. Et cela me paraît asiatique et louable.

Oui, mais à Petrograd la situation ne s'améliore pas ; elle empire. J'ai voulu avoir des renseignements précis sur la constitution et le fonctionnement du fameux Conseil des députés ouvriers et soldats. Rien de plus difficile : les membres du Comité exécutif sont peu désireux de donner des éclaircissements ; ils éludent les questions directes. Longtemps, ils n'ont pas voulu donner les noms des membres du Comité exécutif. Voici ce que je sais avec un peu de certitude. Le nombre des députés enfle chaque jour. Comment ? Cela est encore inexpliqué. Mais enfin, ils sont aujourd'hui trois mille, dont deux tiers des soldats. Cette masse amorphe et chaotique se refuse à tout essai de s'organiser. Comment manœuvrer trois mille députés ? Le Comité exécutif a fait un plan. Les trois mille députés nommeraient un petit conseil de cinq cents membres, auquel le Comité rapporterait les affaires, qui discuterait et voterait. Mais les députés voient que deux mille cinq cents d'entre eux ne siégeraient plus. Comment l'admettre ? Comment la Russie se passera-t-elle d'eux ? Ils ont repoussé le plan du Comité. Ils sont les maîtres ; ils entendent rester tels.

J'ai l'impression que, déjà, le Comité exécutif n'est plus écouté et qu'il est impuissant. Les tendances anarchiques de la masse des ouvriers l'emportent. Chacun veut agir à sa tête. Personne ne trouve digne d'un citoyen conscient de

suivre un chef, même élu. Dans chaque usine, les ouvriers veulent être les maîtres. En vain, le Comité multiplie les appels. J'en ai noté plusieurs. Il rappelle les ouvriers au travail ; il parle de la défense nationale ; il dit que, sans ordre, on va à la ruine ; que le temps est passé des manifestations. Vaines objurgations ! L'ouvrier ne fait bien que ce qu'il veut. Et le Comité n'est déjà plus qu'une tête sans corps. Demain, il sera aussi bourgeois que le gouvernement. En attendant, plusieurs usines sont décidées à fermer. Des milliers d'ouvriers seront sur le pavé.

Et la guerre ? L'armée du sud-ouest a eu hier un échec avec pertes lourdes. Mais parmi les soldats et ouvriers de Petrograd qui lit les communiqués ?

Un officier anglais me disait avec humour :

— Au train dont nous allons, vous et nous, en France je nous vois assez bien prendre l'Allemagne. L'Allemagne, elle, prendra la Russie, et nous signerons la paix.

23 mars/5 avril.

Aujourd'hui, premier jour férié de la Russie libre : enterrement solennel des victimes de la Révolution au Champ de Mars. Gouvernement et Comité exécutif du conseil ont pris des pré-

cautions extraordinaires pour éviter des désordres, car on imagine que près d'un million de personnes assisteront aux obsèques. J'habite maintenant à Aptekarski Peréoulok, dans une vaste maison qui a cour commune avec la maison portant le numéro 5 du Champ de Mars et qui est louée au fameux banquier Rubinstein, emprisonné à Pskov par l'ancien régime et que la Révolution, ouvrant les prisons, a mis en liberté. Mais il n'habite pas Petrograd, dont il trouve, momentanément, le climat malsain. Dès hier soir, les soldats gardent le grand escalier et l'escalier de service de ma maison pour empêcher que des provocateurs ne montent sur les toits et ne tirent sur la foule.

Vers onze heures, je me faufile par l'escalier de service et je sonne à la porte de l'appartement de M. Rubinstein. Il n'y a là que des domestiques. Je me nomme, j'explique qui je suis ; et un grand larbin, à visage mal rasé, m'introduit dans un beau salon donnant sur le Champ de Mars, juste en face de l'emplacement préparé pour les victimes.

Voici ce que je vois :

Le Champ de Mars est vide ; une immense étendue blanche de neige ; en face, les arbres aux branches noires et grêles du Jardin d'Eté ; un ciel gris, plein de nuages lourds de pluie. Au centre du Champ de Mars, une grande tache jaune : la terre remuée pour les fosses, un empla-

cement entouré par des cordes ; des drapeaux noirs et blancs, au haut des mâts, ondoient au vent; de grandes pancartes rouges avec inscriptions garnissent le pourtour de l'emplacement réservé. Il y a là fort peu de civils ; une centaine tout au plus ; quelques centaines de soldats et une double file ininterrompue de soldats sur toute la longueur du Champ de Mars, de l'entrée qui se trouve en face du pont sur la Sadovaia, à la sortie sur la place Souvarof, au bout du pont Troitski. Les cortèges arrivent par la Sadovaia, défilent sans s'arrêter, déposent leurs morts et sortent par la place Souvarof, traversant ainsi en diagonale la longue place blanche sous la neige qui commence à fondre.

Les cortèges sont formés du peuple entier de Petrograd. Ils vont en ordre parfait, par doubles rangées, de huit personnes, sur seize en profondeur et sur environ vingt-cinq files en longueur. Chaque groupe est commandé par un chef qui porte un drapeau blanc. Quand le drapeau s'abaisse, le groupe s'arrête. Entre les groupes, un intervalle d'une trentaine de pas. D'innombrables bannières rouges flottent au vent, avec inscriptions les plus diverses en l'honneur des morts, de la liberté, de la république démocratique etc., etc. Ces groupes sont diversement composés. Voici les élèves d'une école ; voici des étudiants ; voici des miliciens, brassard blanc au bras, fusil sur l'épaule ; voici des bourgeois, —

pas très nombreux, — voici des soldats. Mais la foule innombrable, ce sont les ouvriers et les ouvrières ; celles-ci passent, le fichu de laine entourant la tête, suivant la mode des femmes du peuple. Ouvriers et ouvrières marchent d'un pas lourd et lent, mais avec ordre, bien rangés, disciplinés, obéissant au signal des chefs. Par moment, ils chantent, un chant triste que je ne connais pas, sans accent, sans rythme, sans force. Des musiques militaires jouent la *Marseillaise*. D'où je suis, je ne vois pas les cercueils qui doivent être peu nombreux. Un officier me dit qu'on a préparé l'emplacement pour cent soixante bières. Ce flot de manifestants coule lentement sans à-coups, avec de brefs arrêts, d'un coin à l'autre du Champ de Mars, et leurs silhouettes noires se détachent en masse sombre sur le blanc de la neige. Le flot a commencé vers les dix heures du matin ; l'après-midi entière, il continue à rouler entre les deux haies de soldats ; les bannières font des taches rouges, de place en place. Le soir vient, les cortèges défilent encore ; encore la *Marseillaise ;* encore le canon de Pierre-et-Paul, et, jusque dans la nuit, le peuple de Petrograd passe, se tenant par le bras, en groupes serrés, qui disparaissent dans l'obscurité, à travers la grande place vide.

*
* *

Les maisons de Petrograd sont gardées, nettoyées, administrées par une armée d'hommes. Il y a, à chaque porte d'entrée, un suisse; dans la cour, quatre ou cinq *dvorniks* qui surveillent la porte cochère, montent le bois, enlèvent la neige, balaient les trottoirs et les escaliers. Au-dessus d'eux tous, le *dvornik* supérieur préside la république des suisses et des *dvorniks* et, jusqu'ici, représentait la police dans la maison; il tenait pour elle le livre des locataires et on devait passer par lui pour les mille et une petites formalités de la vie administrative. Ces humbles serviteurs ont jugé qu'ils devaient profiter des bienfaits de la Révolution. Ils se sont rendus en corps à la Douma et ils ont obtenu de n'être plus à l'avenir des *dvorniks*. Ils feront, il est vrai, le même service, mais le supérieur sera « l'intendant de la maison » ; les *dvorniks* deviennent « les assistants » de l'intendant. Seuls, les suisses resteront suisses.

24 mars/ 6 avril.

Je vais voir Bourtzeff. On connaît l'histoire récente de ce révolutionnaire patriote qui, réfu-

gié en France, au moment où la guerre éclata, appela éloquemment ses frères socialistes à la défense de la patrie et à la guerre contre l'Allemagne. Il fit mieux : il demanda l'autorisation de rentrer dans son pays pour s'engager, bien que ses cheveux soient blancs et que l'âge pèse sur ses épaules. Tacitement, au moins, il obtint ce qu'il demandait et arriva en Russie. A peine débarqué à Petrograd, l'imbécile gouvernement de l'empereur le fit arrêter. Il fut enfermé à Pierre-et-Paul, puis envoyé en Sibérie. Depuis un an, il avait la permission de vivre à Petrograd.

Je le trouve dans un hôtel près de la gare Nicolas. C'est un homme petit, maigre, myope, barbe rare en pointe et cheveux blancs. Il est au septième ciel; il nage dans le bonheur; il a, enfin, la Russie qu'il avait rêvée. Pourtant, il ne se fait pas d'illusion sur l'état des esprits dans les milieux socialistes de Petrograd ; il voit, comme moi, les soldats débandés et les ouvriers dans l'anarchie. Mais il est persuadé — je voudrais le croire — que, sur le front, l'état des troupes est admirable et qu'elles vont voler à la victoire.

— A Petrograd, il nous faut travailler pour la guerre, pour le travail, pour la discipline. Mais vous verrez, vous verrez, tout s'arrangera...

Il me donne les articles qu'il a écrits sur la nécessité de faire la guerre, de battre les Allemands. Mais Bourtzeff est un isolé. Son action

est très limitée. Il n'appartient à aucun parti.
Pour l'instant, il dépouille les suggestives archives de l'*Okhrana*. Chaque jour révèle le nom d'un agent provocateur parmi les révolutionnaires, les étudiants, les journalistes avancés.
Il y aurait là, pour un ministre adroit et sachant manœuvrer, un moyen de gouvernement. Mais avons-nous, parmi les braves gens du gouvernement provisoire, un homme politique, connaissant les hommes et sachant en jouer?...

Ni annexions ni contributions.

26 mars/8 avril.

La situation politique est, de nouveau, tendue à l'extrême. Depuis quatre ou cinq jours, la crise est aiguë. A chaque instant, on peut craindre une rupture entre le gouvernement et le Comité exécutif; s'il y a rupture, ce sera au profit du Comité qui a les baïonnettes de Petrograd pour lui. Je tiens d'un membre du gouvernement que les exigences du Comité deviennent intolérables. Il me dit que le gouvernement doit décider, sans retard, des questions d'une extrême urgence, mais que le Comité ne le laisse pas libre. La

pression exercée par le Comité augmente chaque jour.

Le point aigu de la crise actuelle est le suivant : le Comité veut que le gouvernement fasse une immédiate déclaration sur les buts de guerre : « Pas d'annexions, pas de contributions ». Il y a peu de jours, Milioukof a dit, dans une réunion publique, que la Russie démocratique avait, en somme, les mêmes buts de guerre que la Russie impérialiste. Kerenski, présent, a envoyé une lettre à la presse spécifiant que Milioukof avait exprimé son opinion personnelle. Le Comité a vu le dissentiment au sein du gouvernement et a jugé que le terrain était favorable pour attaquer. En outre, et surtout, le Comité a trouvé une occasion excellente pour exposer les vues de la démocratie russe sur la guerre. Il a pris une formule négative : « Pas d'annexions, pas de contributions. » Cela, en attendant mieux. Il faut ainsi renoncer à libérer la Pologne ; il faut ainsi renoncer à Constantinople et aux détroits, à Constantinople qui, à elle seule, payait tous les sacrifices consentis au cours de cette guerre, les vies innombrables fauchées sur les champs de bataille. L'accès à la mer libre, le rêve de la Russie depuis deux cents ans !

Le gouvernement résiste, mais il va céder : cela est certain. Je ne lui donne pas trois jours.

Alors, une fois la déclaration arrachée, pourquoi continuer à se battre ? Quel but à la guerre ? La

Pologne ? Elle n'est déjà plus à la Russie. La Lithuanie ? Elle demandera aussi son autonomie, comme la Courlande, comme l'Esthonie, comme l'Ukraine. Pourquoi verser maintenant le sang d'un seul soldat russe ? Le Comité ne pense qu'à la paix. La paix ? Comment l'obtenir et à quel prix ? Ces naïfs se sont imaginé qu'il leur suffirait de s'adresser à leurs frères allemands pour qu'aussitôt ceux-ci fissent, à leur exemple, une révolution et déposassent leurs armes. Ils ont envoyé un appel à Berlin ; ils attendent la réponse. Cependant ils vivent dans leur rêve.

Et, comme ils entrevoient des négociations, la nécessité de garder un contact permanent avec les camarades d'outre-Vistule, ils ont imaginé le plan suivant, dont à l'exposé seulement on comprendra le machiavélisme et le danger. L'organe du Comité, les *Nouvelles du conseil des députés ouvriers et soldats* nous apprend ingénument, il y a trois jours, que le Comité a décidé de fonder une *Section des relations internationales* et d'organiser une agence à Stockholm. Cette agence sera, en apparence, une agence de renseignements. Mais, en fait, voici, d'après les *Nouvelles*, comment elle fonctionnera. Le Comité de Petrograd lui transmettra toutes les nouvelles sur l'organisation et la politique du parti. Le Comité obtiendra que lettres et télégrammes passent par l'agence, sans être soumis à la censure ordinaire. L'agence de Stockholm aura le

même privilège pour communiquer avec le parti à Petrograd. En outre, des délégués circuleront librement entre Petrograd et Stockholm et leurs plis ne passeront plus à la censure. Enfin, il est évident, mais on ne le dit pas, que le parti installera, à l'agence de Stockholm, des délégués chargés de causer avec les camarades de tous pays, mais particulièrement avec les délégués que l'Allemagne ne manquera pas d'y envoyer.

Tel sera le fonctionnement de l'agence de Stockholm. On imagine dans quel sens travaillera la Section des relations internationales du conseil, qui veut ainsi avoir son personnel diplomatique et appliquer ses vues sur la politique étrangère.

Voilà la dernière grande idée du Comité. Elle se passe de commentaires, et je n'en ferai pas.

Conversation avec Branting.

Je vois Branting, le chef du parti socialiste suédois, venu passer quelques jours à Petrograd. Il m'avait reçu chez lui, à Stockholm, lors de mon dernier séjour dans cette ville.

Il me dit que, depuis la révolution russe, la

Suède est débarrassée de l'inquiétude de voir, un jour, la Russie l'attaquer et qu'ainsi un grand pas est fait pour l'établissement de relations amicales entre les deux pays, qu'en outre, la chute du cabinet Hammerskiold a détruit les dernières chances d'une entente plus complète de la Suède avec l'Allemagne.

Je l'interroge sur la révolution russe.

Il a exprimé clairement sa façon de voir aux socialistes du Comité, leur a assuré qu'il était vain d'attendre un résultat quelconque de leur appel aux socialistes allemands et que leur espoir de voir une révolution en Allemagne était tout à fait chimérique.

Il voit la situation, ici, avec optimisme, bien qu'il se rende compte des dangers possibles.

— Les socialistes, me dit-il, sont, pour l'instant, grisés par leur facile victoire. Du jour au lendemain, les voilà au pouvoir ; mais ils n'ont encore qu'une expérience politique très limitée ; ils croient que toute la Russie a les mêmes façons de sentir et de raisonner que les cercles ouvriers de Petrograd. Il y aura des excès, mais je pense que des éléments raisonnables l'emporteront, que toutes les forces nouvelles resteront unies, que l'on évitera une rupture entre gouvernement et conseil.

Le ravitaillement difficile.

Sur la question ravitaillement, j'apprends au ministère de l'Agriculture que la situation donne de graves inquiétudes. Comme Chingareff l'a dit à la Douma de ville, le mois d'avril sera très difficile. Le dégel vient compliquer une situation déjà mauvaise. Les chemins, dans tout le centre de la Russie, seront impraticables pendant plusieurs semaines ; on ne pourra pas transporter le blé et la farine aux stations de chemins de fer. Le ravitaillement de Petrograd sera diminué. Celui de l'armée sera plus mal assuré encore.

Je vois, du reste, dans mon ménage, que l'on ne trouve presque plus de pain. Mon ingénieuse Nastia, qui a plus d'un tour dans son sac, va pleurnicher à la caserne voisine ; elle raconte aux soldats qu'elle a dix enfants et qu'elle ne peut les nourrir. Finalement, elle revient triomphante, avec un immense pain noir qu'elle a payé soixante kopecks.

28 mars/10 avril.

Le gouvernement n'a pas résisté longtemps à la pression du Comité. Il publie aujourd'hui un appel aux citoyens dans lequel il déclare nettement que la Russie libre renonce à toute conquête et ne fera aucune annexion. Le mot « pas de contributions » n'est pas prononcé.

Le Comité l'emporte.

On a dit depuis longtemps que chaque Etat a la politique extérieure qu'il peut avoir. S'il est fort, il a une politique extérieure forte. La Russie libre et démocratique sent sa faiblesse. Elle a la seule politique extérieure qui convienne à un Etat faible — celle du renoncement.

Le comité exécutif en séance.

28 mars/10 avril.

Au palais de Tauride, la grande salle Catherine retentit des accents de la *Marseillaise* que déchaîne une musique militaire. Puis, Skobelef, blond, ardent, jeune, membre du Comité exécu-

tif, harangue je ne sais quels soldats assemblés là.

Je m'enfuis et vais à la salle 15, salle redoutable où siège le tout puissant Comité exécutif. Des soldats en gardent l'entrée. J'arrive tout de même à passer dans l'antichambre qui précède la salle du Comité. C'est une pièce minuscule, demi-circulaire, basse de plafond, qui faisait partie des petits appartements du palais. Les murs, peints en style pompéien, sont divisés en panneaux, dont les bordures sont fleuries. Là, une grande table sur laquelle est encore une vaste marmite de soldats, vide du *schtchi* que viennent de manger les membres du Comité. Une très vieille étudiante en cheveux fait des tartines de pain noir que l'on passe dans la salle voisine. On apporte aussi du thé dans de grandes cruches en cuivre. Un camarade étudiant est de service. Il prend les noms des gens qui viennent et les passe aux membres du Comité. Il ne pénètre du reste dans cette chambre que des personnes qui ont des papiers à faire signer.

C'est un défilé incessant. Les membres du Comité sortent et entrent. Ils sont plus de vingt là-dedans, assemblés, me dit l'étudiant, pour discuter la plus grave des questions. Ils ont commencé hier; ils continuent aujourd'hui. Et cela menace de durer.

L'étudiant finit par me dire quelle est la question qui passionne nos maîtres d'aujourd'hui. Ce

n'est rien moins que la question de la guerre et de la paix.

Par la porte entr'ouverte, quelques bouts de phrase m'arrivent.

— Cette guerre n'est pas notre guerre. Elle est un legs du Tsarisme que nous ne devons pas accepter. Pour qui nous battre, du reste, pour les impérialistes, anglais et français ?...

La porte se referme. Si ces gens du Comité l'emportent, nous n'aurons qu'à plier bagage.

J'attends longtemps. L'avocat Stieklof, que je dois voir, me fait dire qu'il ne peut quitter la discussion, tant elle est sérieuse. Je le crois sans peine.

J'attends tout de même, car le spectacle est curieux. Je regarde les membres du Comité qui passent et repassent, enfiévrés. Il y en a qui sont trop chauves ; il y en a qui sont trop chevelus. Toujours des extrêmes ! Il en est de vieux, il en est de jeunes. Ils sont tous également pénétrés de leur importance. Je ne vois point de sourires ; la bonhomie russe, à laquelle je suis habitué me paraît absente de cette petite salle, où les députés viennent échanger quelques mots avec ceux qui ont à les voir. Ces gens croient que, dans cette salle basse, de style antique, qui sait, peut-être, la chambre à coucher de Potemkine, ils décident du sort du monde et que l'humanité attend la direction nouvelle vers laquelle ils vont l'orienter. Ils vont prononcer sur

la guerre et sur la paix. Hélas ! je sens trop le mal irréparable que ces idéalistes enivrés de leurs chimères peuvent nous faire, à nous et à tous ceux qui luttent avec nous depuis trois ans !

Le soldat téléphoniste.

L'atmosphère est lourde dans cette petite salle. Sur une table, le téléphone, dont la sonnette, à chaque instant, retentit. Un épais et joyeux soldat, au visage brûlé de soleil, dans lequel brillent deux rangées de dents blanches comme lait, répond au téléphone. C'est la première fois de sa vie qu'il se sert du téléphone ; et cette nouveauté, à la fois, le plonge dans le ravissement et le torture. Il en transpire et s'essuie le front d'un revers de bras. Notre soldat est un Géorgien et, pour ajouter au comique de la scène, parle fort mal le russe. Alors, c'est un dialogue de ce genre :

— J'écoute.

— ....

— Le délégat Serebrenikof ? le délégat ?...

Il se tourne vers les gens qui sont là, en riant.

— Le délégat ! Le délégat !... Quel drôle de mot !... Chaque fois qu'on s'approche du télé-

phone, on apprend un mot nouveau... Est-ce que nous avons des délégats ici, camarade Anton? demande-t-il à l'étudiant qui s'appelle Antonof.

Il reprend le cornet qu'il avait lâché.

— Ah! mademoiselle, tu écoutes? quel nom dis-tu, camarade, dans le téléphone?

— ....

— Serebenikous!

A l'assemblée :

— Est-ce qu'il y a un Serebenikous chez nous?

Sans attendre une réponse, il dit hardiment :

— Non, camarade, grâce à Dieu, nous n'avons pas ce Sereb... Comment dis-tu?... enfin, ce délégat... Tu veux donner ton numéro de téléphone?... Bien, ne te gêne pas... Oui, oui, je vais le noter.

Il nous cligne de l'œil, d'un air malin.

— J'écris. — Il n'a ni crayon ni papier et ne se retient pas de pouffer de rire. — 177-42... Bien, camarade, salut; le délégat te téléphonera, sois tranquille, mademoiselle camarade.

Et il raccroche triomphalement le téléphone.

— Maintenant, je n'ai plus qu'à oublier le numéro qu'on m'a donné. Heureusement, il est plus facile de l'oublier que de s'en souvenir!... 160-22... 122-70... 124-17. Ah! j'en sais des numéros de téléphone... Ce sera un de ceux-là... Mais lequel?... Bah! au bout du téléphone, quel que soit le numéro qu'on demande, il y a toujours quelqu'un...

30 mars/12 avril.

Je cherche aujourd'hui la « grand'mère de la Révolution », Brechko-Brechkovskaia, arrivée hier de Sibérie, reçue en grande pompe à la Douma et portée en triomphe par Kerenski et d'autres députés. Cette vieille femme de plus de soixante-dix ans a commencé jeune sa vie de dévotion au peuple; dans les années soixante, soixante-dix, elle a suivi le grand mouvement qui a mené tant d'intellectuels « au peuple ». D'excellente famille, elle s'est habillée en paysanne et allait de village en village. Traquée par la police, les paysans, qui l'aimaient, la cachaient. Elle fut prise, enfin. On fut dur pour elle. Cinq ans à la forteresse Pierre-et-Paul; puis, les travaux forcés en Sibérie. A soixante-dix ans passés, la révolution la délivre. Elle revient de Minoussinsk, acclamée sur la route. Et, maintenant, elle peut s'écrier, comme le vieux Siméon : *Et nunc, dimittis tuum servum, Domine!*

Sur la route elle s'est arrêtée; partout elle a parlé; elle a dit des choses excellentes : que la démocratie russe n'était pas prête à diriger la Russie, qu'il fallait travailler beaucoup. Elle a dit aussi que, pendant la guerre, il ne fallait penser qu'à la guerre, et qu'on ne devait pas

avoir d'autre but que de renverser Guillaume.

Sur une dépêche de Paris, je la cherche aujourd'hui pour lui demander ses *Mémoires* pour notre journal. Je la cherche, mais je ne la trouve pas. A la Douma, où je me rends, aucune des personnes que j'interroge ne connaît son adresse. Cinquante lettres l'attendent. Un entrefilet dans un journal dit que Kerenski, pour éviter à la vieille dame des fatigues inutiles, a donné ordre de tenir son adresse secrète et l'a mise à l'abri des importuns.

La chance m'aidant, je me rends au ministère de la Justice, à l'appartement du ministre. J'arrive dans une antichambre où un huissier amène me dit :

— La *babouchka* est là.

Et lui porte ma carte.

Et me voici dans un vaste salon où la *babouchka* est assise avec deux jeunes femmes. Elle vient à moi et m'adresse la parole en français qu'elle parle purement.

C'est une femme plutôt petite et assez forte, le visage plein, l'œil bleu, les cheveux rares et blancs. Elle a une cravate rouge nouée autour du cou.

Je ne puis dire combien cette vieille femme inspire de respect par l'oubli total de soi-même qu'on lit sur sa figure, d'où la dignité, la droiture, la simplicité et, surtout, une extrême bonté rayonnent et lui font comme une auréole.

Je lui demande si elle écrit ses *Mémoires*.

Elle me dit :

— A Pierre-et-Paul j'ai beaucoup écrit, mais pas mes *Mémoires* qui auraient compromis nos amis, car on voyait tout ce que j'écrivais. On m'a pris mes notes et on les a gardées. Mais les retrouverai-je?... En Sibérie, j'ai vécu avec des femmes admirables qui étaient condamnées comme moi. Leur caractère, la sainteté de leur vie, m'ont profondément émue. J'ai voulu qu'on sache qui elles étaient. Il faut que les enfants russes apprennent à les connaître. Elles sont mortes, car elles n'ont pu supporter des épreuves si dures... Leur vie, je l'ai écrite pour sauver de l'oubli ces âmes magnifiques. Je compte publier ces pages dès qu'elles me parviendront, car j'étais obligée de les cacher en Sibérie. Quand je les aurai, je vous les donnerai pour qu'elles paraissent en France en même temps qu'ici.

Je vais la quitter, car des amis à elle arrivent. Elle ajoute :

— Si vous écrivez à Paris, dites bien haut que je respecte les Français; ils sont de grands patriotes.

Dans la petite antichambre qui précède la salle où se réunit le Comité exécutif et où j'ai attendu si longtemps avant-hier, je finis par mettre la main sur un des membres du comité. Plusieurs se refusent à un interview, Gvosdef

accepte de me donner quelques minutes d'entretien. Il est le chef des quinze ouvriers du Comité central pour les industries de guerre qui furent arrêtés, si sottement, sur l'ordre de Protopopof, cinq ou six semaines avant la révolution. Les soldats, forçant les portes de la prison de la Schpalernaïa, les libérèrent le lundi 27 février-12 mars.

Voici les questions que je pose sur la composition et le fonctionnement du Conseil des ouvriers et des soldats qui joue, depuis le premier jour de la révolution, un rôle sans cesse grandissant dans le développement de la vie politique russe.

D. — Combien de députés comptez-vous aujourd'hui ?

R. — Plus de trois mille, en grande majorité soldats.

D. — Comment sont-ils élus?

R. — Un ouvrier sur mille ou par petite usine au-dessous de mille ouvriers. Un soldat, par compagnie ou par groupe.

D. — Le Conseil n'est pas exclusivement nommé par Petrograd, car il n'y a pas deux mille compagnies ou groupes différents dans la garnison.

R. — Nous avons des députés de beaucoup de points du front.

D. — De partout, au hasard?

R. — Oui.

D. — Comment les a-t-on choisis? Pourquoi ceux-ci et pas ceux-là?

R. — Il n'y a pas eu de règle. Cela s'est fait comme ça est venu. Maintenant, sur tout le front on organise des conseils locaux et nous ne prenons plus de délégués.

D. — Comment pouvez-vous manier une assemblée aussi énorme? Trois mille personnes; cela me paraît rendre le travail de l'assemblée impossible. Où trouver une salle?

R. — Nous nous réunissons dans une salle de théâtre. Nous aurons une réunion au *Narodni Dome* (Maison du Peuple).

D. — En somme, les réunions plénières sont, de ce fait, rares et, ainsi, le Comité exécutif me paraît avoir un pouvoir beaucoup plus actif, beaucoup plus autocratique. N'avez-vous pas songé à faire nommer, par ces trois mille députés, un conseil moins nombreux avec lequel les discussions seraient possibles?

R. — Nous avons ici des assemblées locales. Ainsi, les délégués du quartier de Viborg forment un conseil qui vote et nous transmet ses résolutions.

D. — La réunion d'hier des délégués des conseils de province s'est passée avec calme?

R. — Il y a eu une discussion chaude, comme il est naturel, mais je suis sûr que la résolution proposée par le Comité exécutif sera approuvée à une grosse majorité. Le Conseil de Petrograd,

par le rôle qu'il a joué dans la révolution, par le fait que Petrograd est capitale et siège du gouvernement, est, en quelque sorte, un organe central et directeur pour la Russie entière.

D. — S'est-il manifesté, hier, dans la réunion, une divergence de vues entre la province et Petrograd ?

R. — Pas l'ombre.

Tels sont les points précis que j'ai éclaircis dans ma conversation avec le citoyen Gvosdef.

Il ressort de ceci que Petrograd a ce rare privilège de nommer un député soldat sur deux cent cinquante électeurs et un député ouvrier sur mille ou moins de mille ouvriers. J'ai calculé qu'à la Constituante chaque député serait l'élu d'environ trois cent mille électeurs. Je retiens aussi que le conseil de Petrograd a été formé au hasard. Arbitraire et vague, il représente Petrograd et quelques groupes du front.

Il est évident que trois mille députés ne peuvent, ni se réunir souvent, ni délibérer utilement. De plus en plus, les assemblées plénières seront rares et sans efficacité. De plus en plus, aussi, grandit le rôle du Comité exécutif de quarante-quatre membres qui, lui, siège en permanence et qui, à chaque heure, est amené à décider, par lui-même et sans contrôle, la politique du parti et à prendre les résolutions les plus graves. Il paraît évident qu'il n'est pas dans l'intérêt du Comité de réformer le conseil et d'ar-

river à constituer une véritable assemblée délibérante des députés qui exigerait le contrôle de toutes les questions importantes. Grâce à la constitution actuelle du Conseil, le Comité devient tout puissant, autocratique et maître de la politique du parti. Et voilà, de nouveau, un pouvoir immense, sans responsabilité et presque sans contrôle.

Les vues du Comité sur la guerre, nous les avons apprises par le manifeste du gouvernement provisoire, car le membre du comité Tseretelli, chargé de soumettre la résolution du Comité au vote des représentants des Conseils de toute la Russie, ne nous a pas laissé ignorer que le comité avait fait une forte pression sur le gouvernement pour lui faire adopter, ou plutôt pour lui imposer ses idées. Nous nous en doutions, du reste.

Le même rapporteur nous a révélé que le Comité pesait actuellement sur le gouvernement pour l'amener à demander aux gouvernements des alliés de se rallier à cette fameuse formule, fruit des veilles et des peines de qui ?... Du Comité exécutif et irresponsable du Conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd, qui doit sa naissance à l'arbitraire qu'on vient de voir. Mais cet enfant vigoureux et qui ne doute pas de lui, a l'ambition d'imposer ses vues à la France et à l'Angleterre.

Sur la question des déserteurs, un journal du

soir imprime un chiffre bien inquiétant. Dans le seul rayon de Lutzk et dans la seule semaine qui vient de s'écouler, le chiffres des déserteurs revenant à l'armée a été de vingt-cinq mille. Si vingt-cinq mille sont rentrés, combien sont restés chez eux ? Et si on étend les mêmes chiffres au reste du front, on arriverait à ce total énorme de trois cent mille déserteurs que je repoussais lorsqu'il me fut donné pour la première fois.

Un officier de l'armée de Dvinsk, à qui je demande comment est l'armée, me dit :

— Dvinsk reflète Petrograd. Quand Petrograd est agité, nous ne sommes pas calmes. Il faudrait que l'on ne nous envoyât plus d'agitateurs. Les officiers, malheureusement, sont découragés. Ils sentent que leurs soldats leur échappent. Peut-être, à force de patience et d'habileté, pourraient-ils les ramener, car le soldat n'est pas mauvais ; il est sans rancune. Mais il faut avouer que cette tâche est difficile et rebutante. Bien peu d'officiers ont le courage de l'entreprendre. Il faudrait être un saint pour être, ici, égal à son devoir. Un officier va dans les tranchées le soir. Il s'aperçoit qu'une sentinelle a quitté son poste. Il la cherche et la trouve en train de boire du thé avec ses camarades ; le cas est sérieux, il faut punir. Mais les soldats couvrent leur camarade et disent à l'officier :

— Allez donc passer quelques jours chez vous, à l'arrière. Cela vaudra mieux.

Veille de Pâques.

Un temps de printemps, doux et mou. Je vois à quatre heures des amis russes. Un capitaine des cosaques de la garde arrive du front. Il me dit :

— Nous avons des agitateurs à l'armée, des délégués de l'arrière. Ils propagandent les idées nouvelles. Ce qu'en comprennent mes cosaques, je ne le sais. Ils sont venus à moi et m'ont dit : « Votre Noblesse ! (ils continuent à m'appeler ainsi), pour Dieu, délivrez-nous de ces agitateurs et renvoyez-les à l'arrière. Ils nous racontent des histoires du matin jusqu'au milieu de la nuit. Ils nous fatiguent ; nous n'en pouvons plus à force de les écouter. Dites-leur qu'ils nous laissent en paix et rentrent chez eux. » Mes soldats ont élus un Comité ; ils ne sont pas méchants, mais ils n'obéissent plus et nous ne nous risquons plus à donner des ordres...

Je le pousse un peu et il finit par me confier à demi-voix :

— Pour nous, la guerre est finie !

Je repète ici, une fois encore, que je ne prétends pas à des vérités absolues. A l'heure où

j'écris, qui peut lire l'avenir ? Je donne des impressions sincères et je les donne à l'heure même où je les recueille. Si l'armée russe est encore capable d'un grand effort, comme je le souhaite et l'espère, nul ne sera plus heureux de s'être trompé que mon brave capitaine de cosaques.

Dans le même milieu cultivé et intelligent, on me dit :

— Que ferons-nous après la paix, monsieur Anet ? Où oserons-nous nous montrer, nous Russes, si nous ne tenons pas nos engagements ? La France nous sera interdite, et l'Angleterre. Nous serons obligés de nous cacher et de vivre dans l'ombre, dans la honte d'avoir manqué à l'honneur. Non ! non ! il ne faut pas que cela arrive.

Le soir, je vais me promener devant les églises. C'est le plus grand jour de fête russe. Le peuple visite les églises et assiste au service de minuit. Je constate que, devant la cathédrale de Kazan, il n'y a pas la moitié de la foule que j'y voyais l'an dernier. Beaucoup sont partis, qui pour la province, qui pour l'étranger. Et beaucoup ont peur et restent enfermés chez eux.

D'un groupe de soldats, un grand gaillard se détache et vient à moi. Sur un ton net, il me demande de l'argent, à l'occasion de la fête. Je reste interloqué, tant la demande est surprenante. Que faire ? Je tire cinquante kopecks de

ma poche et les lui donne. Les refuser eût été fort imprudent.

Voilà un petit fait assez significatif. Les temps nouveaux !

*
* *

Hier soir, sont arrivés les députés socialistes français et anglais et Plekhanof. Ils ont été accueillis par le président du Comité exécutif et les représentants des partis. Ils viennent s'efforcer de faire comprendre à leurs camarades russes qu'il n'est pas de nécessité plus urgente que celle de faire la guerre à outrance et d'abattre l'Allemagne. Plekhanof emploïera toute son influence dans le même sens.

2/16 avril (jour de Pâques).

Je vois nos députés, Cachin, Moutet, Lafont. Ils ont vingt-quatre heures de Petrograd et sont à pied d'œuvre. Ils me font l'effet d'une équipe d'ouvriers fort intelligents qui ont devant eux un ouvrage difficile à entreprendre et cherchent les moyens de mettre leur travail en train. Ce sont des hommes politiques et le problème qui se pose devant eux est peu simple. Encore n'en voient-ils pas toute la complexité. Mais déjà ils

font leur plan et espèrent pouvoir manœuvrer...

Ils ont l'esprit clair, précis de notre race, la vive intelligence des situations. Ici, ils vont se trouver en face d'esprits habiles au jeu de la dialectique, mais chimériques, devant des rêveurs entêtés et rusés qui tiennent à leurs idées comme un croyant aux dogmes de sa religion. Et puis, il y a dans ce Comité des éléments douteux, irréductibles... Chez ceux qui sont de bonne foi, une idée avant tout domine : celle de la paix, de la paix nécessaire à la révolution... Et j'ai bien peur, enfin, que les mêmes mots habillent, pour eux et pour leurs camarades russes, des réalités différentes. En somme, ils vont combattre sur un terrain mouvant qui s'effondrera, sans cesse, sous leurs pieds.

En outre, chez les socialistes russes, comme, je crois bien, chez tous les Russes, il y a un amour-propre qui ne cède pas. Avant la révolution, quels obstacles n'ont pas rencontrés, dans les milieux officiels de l'armée, nos officiers spécialistes qui venaient faire des obus ou donner des conseils techniques ? Au fond de cette résistance, l'idée nette : « Que viennent nous apprendre ces Français ? N'en savons-nous pas autant qu'eux ? » Et les socialistes ont ce même sentiment. Ils se disent : « Nous autres, socialistes russes, nous allons montrer au monde entier comment on fait une révolution. Au fond, toutes les révolutions en Occident ont avorté.

Mais nous ferons une révolution comme on n'en a jamais vu, extraordinaire, inouïe, totale et sans retouches, « à la russe », enfin. Et nous ferons régner dans le monde les principes de la social-démocratie. »

Et ces rêveurs imaginent que le monde les a attendus pour réaliser l'évangile selon Karl Marx.

Nos camarades sont intelligents et ardents au travail. Nous verrons le résultat. Aujourd'hui, ils sont reçus au Comité exécutif ; accueil assez froid ; puis, au congrès des délégués des conseils de province. Là, accueil enthousiaste. Du reste, la scène est théâtrale ; les démocraties des trois grands pays se tendent la main. Spectacle émouvant. Comment un Russe y résisterait-il ?

4/17 avril.

Un premier pétard éclate dans les jambes de nos délégués. Un groupe de socialos-démocrates réfugiés en Suisse publie dans le *Politiken* de Stockholm un article sensationnel, avec manchette immense : *Grave accusation contre les délégués socialistes français.* L'article est fort habile. On les accuse de vouloir étouffer la révolution russe ; on rappelle les pressions exercées par le parti socialiste français sur les

socialistes russes ; télégramme de Guesde, télégramme du parti socialiste unifié, etc. Les délégués sont envoyés pour obliger la Russie à continuer la guerre ; ils représentent les intérêts des partis bourgeois français, créanciers de la Russie ; ils viennent réclamer l'argent. Du reste, depuis la guerre, les partis socialistes anglais et français sont souillés d'impérialisme ; ils ont fait alliance avec les exploiteurs. Voilà le thème de l'article. On voit à qui il profite et on est tout étonné, au-dessous des noms des socialistes russes, de ne pas lire quelques signatures allemandes.

Cet article a été écrit sous forme de lettre à Tcheidzé, président du Comité exécutif. Tcheidzé avait la lettre dans sa poche, hier, quand nos délégués ont été reçus au Comité exécutif, mais il n'en a soufflé mot.

Et voilà une des raisons — une simplement — du froid accueil qu'on leur a fait.

Et ce même jour nous apporte une autre nouvelle, non moins désagréable.

Le fameux social-démocrate Lenine est arrivé hier soir à Petrograd, de Suisse, où il résidait. C'est le plus rouge des rouges. Et quel chemin, lui et ses camarades qui l'escortent, ont-ils pris pour regagner leur patrie, si j'ose employer un mot aussi dénué de sens en parlant du lieu qui a vu naître ces social-démocrates ? Ils ont passé, simplement, à travers l'Allemagne qui, comme

on le pense, a ouvert ses portes toutes grandes à ces funestes compagnons. Ah ! l'Allemagne n'a fait aucune difficulté pour transiter Lenine et ses amis. Elle sait ce qu'elle nous envoie et la cause que ces camarades serviront ici. Elle n'aura pas de meilleurs alliés qu'eux ; elle introduit l'ennemi dans la place. Bien joué.

Mais, chose surprenante, ces hommes, retour d'Allemagne, sont fort bien accueillis ici. Personne n'a l'air de leur chercher querelle sur la voie de retour qu'ils ont suivie. Je ne parle pas, cela va sans dire, des extrémistes. Mais un Kerenski, ministre, dit : « Il était difficile de les empêcher de passer par l'Allemagne. Nous ne pouvions guère nous y opposer. »... Mais un V..., membre du Conseil de l'empire, professeur à l'Université, n'est pas autrement choqué de cela qui nous révolte. En France, à défaut des hommes, s'ils eussent manqué à leur devoir, les femmes auraient écharpé ces sans-patrie, retour d'Allemagne ! Ici, on ne s'indigne pas. Ce peuple manquerait-il de patriotisme ? Faut-il finir par croire tant de Russes qui, depuis des années, n'ont cessé de me l'affirmer ?

Ce Lenine est ce qu'on appelle, dans l'horrible jargon socialiste, un « défaitiste », c'est-à-dire un de ceux qui préfèrent la défaite à la guerre. Il veut la paix, la paix à tout prix, et sans retard, et quelle qu'elle soit. Voilà la thèse

qu'il vient défendre dans l'affreuse confusion de l'heure présente en Russie.

Or, Lenine et ses acolytes ont été reçus à la gare de Finlande avec le même enthousiasme et par les mêmes délégués du Comité que Plekhanof et les socialistes anglais et français. Discours émus. Aujourd'hui grandes manifestations dans les rues, bannières rouges, et le citoyen Lenine prononce, à l'heure où j'écris, un discours à la Douma.

Nos amis socialistes français sont fort dégoûtés. Ils commencent à comprendre dans quelle anarchie prodigieuse nous vivons ici, anarchie politique, anarchie militaire, anarchie administrative et économique, qui a, comme fondement, l'anarchie des esprits...

5/18 avril.

Lenine n'a pas triomphé, hier soir, au congrès des différentes fractions du parti social-démocrate. Il a dit que le gouvernement était détestable, que le Comité exécutif n'était pas bon, qu'il fallait jeter dehors le gouvernement et que le parti social démocrate devait organiser une Commune et prendre le pouvoir. La guerre civile et la force ! Les partis socialistes anglais et français sont pourris d'impérialisme.

Il appartient à la social-démocratie russe, supérieure à toutes les autres, — l'essayer c'est l'adopter, — de faire régner sur le monde les principes du communisme. Ici, seulement, les hommes sont purs. Les socialistes anglais et français sont des bourgeois. La paix, il l'exige immédiate et sans conditions. Tout, plutôt que la guerre. La Russie, en outre, doit l'autonomie à tous les peuples divers qui la composent : autonomes la Géorgie, l'Arménie, le Daghestan, le Turkestan, la Pologne, l'Ukraine, la Lithuanie, Courlande, Esthonie, Bessarabie, que sais-je encore ? La Russie sera réduite à la Grande-Moscovie. Voilà l'avenir que prépare Lenine à son pays. A l'intérieur, pas d'union entre fractions socialistes : « A bas la concorde ! La lutte à outrance et la victoire des extrémistes ! »

Lenine a été mal accueilli. Cet illuminé, qui prêche la guerre à l'intérieur et la paix avec l'ennemi du dehors, a réussi, aujourd'hui, à faire l'union... contre lui.

D'Allemagne, nous vient la dernière pensée du gouvernement en réponse à la déclaration du gouvernement provisoire sur les buts de la guerre. Avec une adresse infinie, l'Allemagne fait savoir à la Russie qu'elle ne lui veut pas de mal, qu'elle ne songe pas à troubler le cours harmonieux de sa révolution, qu'elle n'emploiera pas les moyens brutaux et ne tournera pas ses

armes contre elle. L'affaire du Stockhod (plus de vingt mille hommes tués ou faits prisonniers en quelques heures !), une méprise, une erreur. On ne voulait pas pousser les choses si loin. On s'excuse et on ne recommencera pas. Voilà le sens de l'article.

En attendant, nous savons que l'Allemagne enlève des divisions du front russe pour les amener sur le front français. Qu'aurait-elle à craindre ici, si elle n'attaque pas ?

Le danger, le grand danger, est que ce perfide article ne rassure l'opinion russe, tremblante à l'idée d'une attaque sur Dvinsk et Petrograd, et que les demi-pacifistes — ils sont légion — ne se disent :

— Restons sur la défensive. Ne sortons pas des tranchées. Ainsi aurons-nous le temps d'arranger nos affaires à l'intérieur.

Il est à craindre que cette doctrine ne fasse un grand chemin dans les esprits et n'amène un gouvernement faible à renoncer à l'offensive promise, à l'offensive qui doit suivre de près la nôtre, à l'offensive sans laquelle notre effort sanglant est condamné à rester stérile. Ce serait une trahison sur le champ de bataille, en pleine lutte.

*
* *

Vers la fin de l'après-midi, je vois nos délégués socialistes : ils sortent de leur conférence avec le Comité exécutif. Ils ont fait une expérience de plus, et intéressante.

Ils se sont trouvés en face d'augures tremblants à l'idée de se compromettre. Ils n'ont pu leur tirer une déclaration claire, obtenir une réponse précise aux questions posées.

Ce comité est muet, mystérieux, secret. On y a peur de la lumière ; on veut l'ombre, le mystère ; on n'y respire que dans l'obscurité. Pas une parole allant d'homme à homme. Des réticences, des silences, des remises sur les points où Anglais et Français parlent net et clair. Et, au contraire, d'eux à nos délégués, une série de questions insidieuses, de traquenards, d'embûches.

— Et les Indes ? Que pensez-vous des Indes ? Et l'Irlande ? Et le Maroc ? Et l'Algérie ?... Et pourquoi n'avez-vous pas avec vous, au moins un minoritaire ? Et pourquoi avez-vous fait tant de concessions pendant la guerre ? etc., etc...

Et, sur tous ces points, ils reçoivent des réponses précises, qui mettent les points sur les i et leur démontrent l'ignorance où ils sont des questions qu'ils soulèvent et aussi leur incapa-

cité à hausser leurs âmes d'agitateurs internationalistes au point de vue patriotique.

Sur la question « pas de contributions », nos délégués vont droit au but.

— Pas de contributions, soit. Mais la réparation des dommages causés ? Et la Belgique, neutre, que l'Allemagne a ruinée ? Et le Nord de la France ? Et la Pologne ? Et la Serbie ? A combien de milliards chiffrerons-nous les ruines faites par l'Allemagne conquérante ? Ces milliards, n'aurons-nous pas le droit de les réclamer à la puissance qui a déchaîné la guerre sur l'Europe ?... Il y a plus. L'Allemagne a enlevé l'outillage des riches usines de la Belgique et du Nord de la France. Elle l'a transporté en Allemagne. Au lendemain de la paix, grâce à nos machines qu'elle a volées, elle concurrencera notre industrie et la ruinera. Est-ce le prolétariat belge et français qui doit payer pendant des années pour les vols commis par les Allemands ?

Question embarrassante. Tcheidzé, fuyant, ambigu, gêné, les yeux baissés, répond pendant une demi-heure, sans dire ni oui ni non.

Et voilà le Comité exécutif qui tient le gouvernement sous sa coupe, qui veut être le maître de la Russie et du monde entier !

Finalement, le Comité, qui a éludé toutes les questions, décide qu'il nommera une commis-

sion de quelques membres pour causer avec nos délégués.

Je termine cette longue journée en voyant un ingénieur optimiste. Il me dit :

— Dans mon usine, nous travaillons normalement. Il est vrai que nous sommes privilégiés. Chez nous, les rapports entre ouvriers, ingénieurs et directeurs sont meilleurs qu'avant la révolution. La discipline est plus ferme ; les ouvriers la font eux-mêmes. Ils ferment la porte de l'usine à 8 h. 10 et tant pis pour les absents. Ailleurs, il est certain que la production a baissé de 30 °/₀, mais cela reprendra. Nos ouvriers sont patriotes. Soyez sûr que c'est la guerre et le sentiment du devoir patriotique qui ont empêché tout excès. La révolution eût-elle éclaté en temps de paix, nos usines étaient brûlées. Et il n'y a eu aucun sabotage. C'est la guerre qui nous a sauvés... Et, à l'armée, vous verrez que le nouveau sentiment d'indépendance et d'égalité rendra nos troupes plus fortes qu'elles ne l'ont jamais été. Les conseils de soldats exercent une discipline souvent plus stricte que l'ancienne. Ils sont sévères pour les punitions : ils veillent, maintenant, pour prévenir les désertions. Ils savent pourquoi ils se battent, ils se battront mieux... L'ancienne armée était une machine qui se détraquait chaque jour. En haut, un affreux favoritisme. Alexeïef le disait à qui voulait l'entendre : « L'impératrice arrivait à la

Stafka avec des listes de généraux incapables et des recommandations de Raspoutine. Contre cela nous étions impuissants. Aujourd'hui, tout est changé. Le jour des officiers de valeur est venu. Avec l'ancienne armée, nous ne pouvions obtenir la victoire. Avec l'armée nouvelle, nous pouvons en nourrir, au moins, l'espoir, malgré l'ébranlement causé dans le rang des soldats par une si prodigieuse nouveauté... » Voilà l'opinion d'Alexeïef et tout ce que j'entends de l'armée me montre qu'il voit juste.

Ainsi parle mon ingénieur, optimiste...

8/21 avril.

A Minsk, s'est ouvert le congrès général des armées du centre. Roditchef et Rodzianko y ont été invités. Tcheidzé et Skobelef y représentent le comité exécutif de Petrograd ; le général Gourko, commandant en chef des armées du Centre, y assiste. L'impression générale qui se dégage des premières séances est bonne, mais encore faut-il admettre qu'on laisse à de simples soldats ignorants et à des ouvriers de décider des questions les plus graves, les plus vitales, de celles qui engagent la vie de l'Europe pour des dizaines d'années à venir.

*
* *

Vers onze heures du soir, par une belle nuit claire, je me rends à la gare de Finlande pour saluer, à son arrivée, mon ami Savinkof, qui rentre de France après un long exil. On l'attend à la gare ; il revient avec plusieurs réfugiés politiques. Sur la place, foule et bannières ; dans la gare, bannières et foule. Aucun service d'ordre n'est organisé. Ouvriers, soldats, marins, femmes du peuple, socialistes et révolutionnaires de tout acabit, se pressent et se bousculent sur les quais. Je ne puis approcher à trois cents pas de la voie où le train est attendu. Je reste quelques instants à regarder cette cohue chantante, car on chante... Il me faut plusieurs minutes pour reconnaître l'air que la foule répète inlassablement, un air triste, sans accent, qui se traîne monotone et sans rythme. Et tout de même, je ne puis m'y tromper, c'est la *Marseillaise !*

Qu'est-ce que le peuple russe, qu'est-ce que les *babas* ont fait de notre farouche chant de guerre révolutionnaire ? Où sont ses appels déchirants, sa flamme, son ardeur à vaincre ? On le transforme, ici, en une litanie sombre, plaintive. Au final, on ajoute trois notes redoublées : *Abreuve nos sillons, lons, lons, lons.* On modifie par places l'air lui-même. Mais la transforma-

tion du rythme est ce qu'il y a de plus caractéristique et de plus russe. Ce peuple est triste, il crée une *Marseillaise* triste. Laissons-le travailler un an encore sur ce thème ; il le rendra tout à fait méconnaissable. Tant mieux !

Ce sont les femmes qui sont les plus acharnées à l'entonner. Et une fois qu'elles ont commencé, elles ne savent plus s'arrêter. A peine arrivées à la fin du couplet, on entend des voix grêles et plaintives reprendre, timidement et comme une prière : *Aux armes, citoyens*, et toujours : *Formez vos bataillons, lons, lons, lons :* et *Abreuve nos sillons, lons, lons, lons*. Au bout d'un quart d'heure de cette triste mélopée, je sens mes nerfs à bout et je m'enfuis, sans attendre les réfugiés et mon ami Savinkof.

Je rentre chez moi par les quais. La Néva immense, à moitié gelée, les palais endormis sur ses bords, les ponts qui la franchissent, la masse sombre de Pierre-et-Paul et la flèche aiguë qui la domine, les milliers de reverbères qui se reflètent dans les eaux du fleuve et s'y confondent avec les étoiles qui s'y baignent, composent dans la nuit, claire de la seule clarté des étoiles, un admirable et calme paysage d'une grandeur qui apaise l'âme et lui verse, au milieu de la tempête où nous sommes, quelques instants d'oubli et de repos.

Dimanche 9/22 avril.

Nos braves camarades socialistes se sont rendus hier, pour la troisième fois, au Comité exécutif. Ils en sont revenus sans avoir obtenu une seule réponse aux questions précises qu'ils ont posées. Cette fois-ci, on leur a dit que Tchkeidzé et Skobelef étant à Minsk et Tseretelli malade, il convenait d'attendre leur retour pour que le Comité donne une réponse doctrinale aux questions posées. Ces compagnons du Comité sont passés maîtres dans l'art d'éluder les questions difficiles. Nos amis se rembarqueront pour la France et pour l'Angleterre sans avoir rien obtenu et rentreront gros Jean comme devant.

Albert Thomas, arrive ce soir. J'imagine que celui-là ne se laissera pas jouer et exigera des précisions.

Pendant cette journée de dimanche, Nevski est agité. Des orateurs font des meetings au coin des rues. Ce sont des anarchistes qui convient au pillage des banques. Comme la révolution a donné la liberté de parole, on les laisse prêcher en paix la guerre civile. Dans la Ligovskaïa, rixe entre soldats armés et qui tirent : plusieurs tués. Et, à Kamenoostrovski prospect, du haut du balcon de la Kchessinskaïa, le com-

muniste Lenine continue à haranguer le peuple et à l'inciter à la révolte.

Lenine, cherchant un logement, a été simplement s'installer dans le palais de la fameuse danseuse Kchessinskaïa, notoire, jadis, pour ses relations avec l'empereur, et, naguère, avec quelques grands-ducs. Ainsi Lenine qui recommande les expropriations prêche d'exemple et vit dans un luxe impérial. L'avocat de la danseuse, pour mettre fin à cet intolérable état de choses, s'est adressé au Gouvernement provisoire, lequel s'est déclaré impuissant et l'a renvoyé au Comité exécutif. A son tour, le Comité a décliné toute responsabilité. Finalement, l'avocat s'est adressé aux tribunaux pour obtenir un arrêt d'expulsion en règle contre le proconsul des maximalistes.

13/26 avril.

Les députés ouvriers du conseil sont réunis pour discuter la réorganisation du conseil et du Comité exécutif. Soldats et ouvriers sont d'accord pour réformer le conseil de trois mille membres qui, à cause du nombre des députés, ne peut plus fonctionner. La thèse des modérés à la réunion est la suivante : le conseil actuel nommera un petit conseil de cinq cents membres qui se divisera en autant de sections qu'il

y a de ministères, chaque section surveillant l'activité d'un ministère. Les modérés se défendent de vouloir diriger, mais ils réclament un droit de contrôle effectif. Les extrémistes répondent qu'un petit conseil nommé dans ces conditions serait un Parlement élu au second degré, ce qui est contraire aux principes de l'élection directe. Ils proposent qu'un nouveau conseil soit élu, représentant exactement le prolétariat de Petrograd et sur les bases suivantes : un député par mille ouvriers, un député par mille soldats. Ils comptent qu'ouvriers et petits employés sont au nombre de quatre cent cinquante mille et les soldats de cent cinquante. Ainsi le conseil nouveau compterait six cents membres, et prolétariat et armée y auraient les représentants auxquels ils ont droit.

On voit ainsi que les ouvriers reprendraient la majorité qui, aujourd'hui, appartient aux soldats.

Pendant la discussion qui, comme toujours, est interminable et confuse, je cause, dans la tribune des journalistes, avec un sous-officier. J'apprends que ce sous-officier est un des dix-neuf membres récemment élus au Comité exécutif et il me donne des détails intéressants sur cette nouvelle fournée de membres élus et sur le fonctionnement du Comité.

— Ce Comité, dit-il, nous n'en voulons plus et, sur ce point, tout le monde est d'accord. Qui

a nommé le Comité ? Personne. Seul. Tchkeidzé a été régulièrement élu président du conseil. Les autres sont venus d'eux-mêmes, sans être choisis, et ont dit : « Nous sommes membres du Comité » et se sont installés. Et puis, ils s'attribuent cinq cents roubles par mois [1], les ouvriers, cela s'entend, ou mieux leurs représentants, qui pour la plupart ne sont pas ouvriers, mais des avocats, des politiciens, tandis que nous, membres soldats, nous avons nos cinq kopecks par jour. Je comprends que la vie est chère et qu'il faut vivre, mais, puisqu'ils avaient besoin d'être payés, ils devaient porter la question devant le Conseil et nous aurions voté leur salaire. Ils ont pris la place et, maintenant, ils veulent la garder pour eux. Nous venons d'être nommés par nos camarades, régulièrement. Mais, quand nous sommes arrivés au Comité, on nous a fait grise mine. On aurait bien voulu ne pas nous recevoir. On a dû nous accepter, mais on ne nous donne aucun travail ; nous ne voyons pas un rapport, pas un papier. Nous ne pouvons rien faire. Il faut réformer tout cela.

Il m'apprend encore qu'une commission de cent quatre-vingts membres a été élue le 9/22 mars. Elle s'est partagée en sections qui étudient les différentes questions, ravitaillement, transports,

1. Je ne garantis pas l'exactitude de ce renseignement que je n'ai pu vérifier.

discipline, etc., et dépose des rapports au Comité.

C'est la première fois que j'entends parler de l'activité de cette commission.

Une discussion s'engage avec un ouvrier assis près de nous et qui écoute les discours prononcés à la tribune en manifestant de la mauvaise humeur. Le camarade est partisan de Lenine. Le sous-officier l'attaque avec force et netteté :

— Camarade, avant tout, il faudrait que tu m'expliques pourquoi l'Allemagne nous a envoyé Lenine, tandis qu'elle a coulé les autres révolutionnaires ?

Le compagnon ne peut parer ce coup droit et ergote sur la nécessité de finir la guerre d'accord avec toutes les démocraties, en donnant à chaque pays sa liberté.

— Et si l'Allemagne ne veut pas de cette paix-là ?

— L'Allemagne ne peut pas faire la paix avec Goutchkof et Milioukof. Donc, il nous faut les renverser. Une fois que nous aurons une vraie démocratie, les socialistes allemands mettront en bas Guillaume et s'entendront avec nous.

— Les socialistes allemands ont jusqu'à présent soutenu l'empereur dans la guerre, parce qu'ils y voient une guerre victorieuse et la puissance que l'Allemagne gagnera sur le monde entier. Quand Lenine aura fait le désordre com-

plet en Russie, rien ne sera plus facile aux Allemands que de nous battre. Alors, les Allemands auront la paix qu'ils veulent et non pas celle que tu espères.

Le leniniste n'est pas convaincu et dit :

— Je ne veux pas faire une guerre à laquelle je ne comprends rien. J'exige qu'on me montre les traités secrets entre la Russie, la France et l'Angleterre.

Mais le sous-officier :

— C'est ça, pour que l'Allemagne en profite !

Le leniniste, sentant le terrain manquer sous ses pieds, se réfugie dans la question des classes :

— Qui est-ce qui nous dirige ? Des bourgeois ! Ce Chingaref est un monarchiste. Nous devons prendre le pouvoir !

— Mon vieux, répond le sous-officier, j'ai un grand respect pour Chingaref. Regarde ce qu'il a fait. Hier, nous n'avions pas de pain. Aujourd'hui, en manques-tu ? Pense seulement où nous en étions, il y a deux mois, et à quel état de misère le tsarisme nous avait réduits. Ce Chingaref est un homme qui sait travailler. Si c'était toi ou moi qui étions chargés de ravitailler la Russie, nous crèverions bien vite de faim.

Le compagnon s'en va, de plus en plus grognon.

Le sous-officier se retourne vers moi :

— Qu'est-ce qu'ils viennent faire ici, ces gens ? Voilà, nous avons la révolution ; l'ancien régime

est par terre; nous sommes heureux, nous sommes libres, et il faut que ce Lénine de malheur vienne créer du désordre. Ah! non!... Je vous dirai que nous autres, soldats, nous n'en voulons pas. Nous avions décidé d'aller cueillir ce compagnon qui agite le peuple... Oui, nous partions à deux compagnies... Mais nos chefs nous ont retenus, en nous expliquant que, jusqu'à présent, il n'avait fait que parler, et qu'on avait le droit de parler, même pour dire des absurdités. Mais qu'il fasse attention à lui!... Nous le tenons à l'œil! Qu'il essaie de bouger et nous le mettrons à l'ombre... Et ça ne traînera pas!

15/28 avril.

Il faut rire, aussi.

Voici trois nouvelles que m'apportent les journaux de ces derniers jours et que j'enregistre sans commentaires.

Les sourds-muets, socialistes démocrates de Petrograd, ont décidé de fonder un club où ils se rencontreront et discuteront, à leur manière, qui est, sans doute, la bonne, c'est-à-dire sans bruit, les questions à l'ordre du jour. Les séances de ce club nous reposeront des conférences et meetings qui se tiennent dans toutes les salles et à chaque coin de rue de la ville.

Messieurs les déserteurs ont eu leur congrès à Odessa. Le comité a parcouru la ville en automobile, donnant rendez-vous aux déserteurs, à trois heures, dans le parc de la ville, qui s'est trouvé trop petit pour la foule des camarades accourus à l'appel de leurs chefs. Je n'ai pas l'ordre du jour voté par l'assemblée et je le regrette. Les déserteurs ont discuté la question du retour au front et, sans doute, ont décidé de profiter du délai d'un mois que leur offre encore le gouvernement et de goûter les bienfaits de la liberté jusqu'au 28 mai prochain.

L'intéressante corporation des prisonniers de guerre en Russie, qui vivent à peu près libres, a été agitée par le grand souffle de la Révolution. Réunis en congrès, à Kief, les Bosniaques, Croates, Tchèques, Dalmates, Serbes et autres Iougo-Slaves, employés aux travaux de voirie municipale et sur les chemins de fer, ont voté une résolution par laquelle ils demandent à être admis au bénéfice de la journée de huit heures.

Il faudrait ne rien connaître de l'âme russe pour ne pas être certain que leur légitime revendication sera favorablement accueillie.

Et voilà !

La guerre...

Nous revenons, toujours et malgré nous, à la question de la guerre.

La Russie en effervescence que nous voyons, est-elle capable de vouloir la guerre? Un immense parti, le parti social-démocrate, qui représente à peu près tout ce qui est organisé dans le prolétariat, est pour la paix. Et je suis certain qu'au fond de presque toutes les âmes le désir de la paix est puissant. Quelques-uns seulement se rendent compte de ce que la Russie perdra à une paix hâtive et mauvaise. Chez les autres, la pensée de la guerre est effacée par les préoccupations immédiates des grands problèmes qui se posent devant la Russie nouvelle. Le travail à l'intérieur est si vaste, si pressant, qu'il suffit à absorber l'esprit de tous. Questions agraires, questions ouvrières, questions sociales, questions politiques, questions financières, un monde à créer ! Comment trouver le temps de s'occuper de la guerre ? Même pour ceux qui voient la guerre nécessaire, quel soulagement si on venait leur dire : « Faisons la paix ! » Quels sacrifices ne consentiraient-ils pas pour la paix !

Voilà un mauvais état d'esprit pour mener la guerre, la guerre à outrance.

Et, même si le gouvernement et l'armée avaient la volonté de contraindre le pays à la guerre, comment faire la guerre ? Que vaut l'armée aujourd'hui ?

J'entends qu'on va épurer le haut commandement et mettre à la retraite nombre d'officiers supérieurs incapables, imposés par l'ancien régime et les influences de Cour. Je sais la bonne volonté et le travail des chefs suprêmes et du ministre de la Guerre. Cela suffit-il ? Que valent de bons chefs, s'ils ne sont pas suivis ? Que vaut le soldat tel que l'a fait le coup de baguette magique de la Révolution ?

Le soldat russe est un être simple et naïf, instinctif et rusé. Il ne raisonne pas beaucoup ; il réfléchit le moins possible, avec lenteur et suivant le cours caché d'une pensée obscure qui nous échappe. Il est soumis et méfiant ; au fond, il obéit avec plaisir ; il aime à se dévouer, non pour une idée abstraite qu'il comprend avec peine, mais pour un chef qu'il connaît et qui sait lui parler. L'éducation ancienne lui avait appris, à force de temps et de patience, à se tenir droit, la tête haute, les épaules effacées, à lever les jambes en cadence en balançant les bras, à évoluer mécaniquement, suivant les règles compliquées de l'école de compagnie et de bataillon. Il savait répondre, en mots brefs et précis, à

l'officier ; et, surtout, — triomphe de l'entraînement! — il saluait, d'une longue phrase saccadée qui éclatait comme le crépitement d'une mitrailleuse et qui sortait, en un seul cri, de trois mille poitrines, l'arrivée d'un supérieur sur le terrain de manœuvres. Cela, après un an ou deux de régiment, avec huit heures de travail par jour, il le savait admirablement. Pas de plus beau soldat au monde que ce soldat automatique et respectueux. Il avait besoin d'être solidement encadré. Bien entraîné et conduit, il était héroïque. Laissé à lui-même, il se rendait avec la même simplicité qu'il aurait mise à mourir, si on l'avait mené au feu. Le nombre des prisonniers — près de deux millions — le prouve. L'officier, pour lui, était un être d'une caste supérieure auquel il ne s'adressait que suivant les formes rituelles, prescrites par le règlement. Souvent, il ne le respectait guère et ne l'estimait pas: mais il obéissait.

Et voilà qu'on vient dire à ce brave soldat :

— Tu es libre, tu es un citoyen, l'égal de ton officier. Tu ne le salueras plus ; il n'a plus le droit de te punir. C'est toi-même qui nommeras les comités de soldats qui auront à faire respecter la discipline, ta discipline, celle que tu voudras bien admettre. Tu peux t'associer à d'autres soldats, former des groupes et des organisations, défendre tes opinions politiques, si tu en as. La Révolution te donne tout cela. En plus, elle va

partager les terres et tu auras ta part, celle du propriétaire.

Le soldat a écouté ce beau discours. Les plus intelligents d'entre eux, après longue réflexion, sont arrivés à ce simple raisonnement :

— Il paraît que je suis libre. La liberté, c'est faire ce que l'on veut. Se battre est peu agréable ; on risque d'attraper un mauvais coup. Je me battrai le moins possible. Monter la garde est sans agrément ; je supprimerai quelques heures de garde, la nuit par exemple, quand il fait triste près des tranchées... La liberté, c'est aussi aller où l'on veut. Je vais faire un tour au village, d'autant qu'on va partager les terres. Il faut que je sois là, sans quoi on m'oubliera, peut-être....

Et il est parti.

Il est déserteur ? Non, c'est un permissionnaire-volontaire.

Dans les premières semaines de la Révolution le nombre de ces permissionnaires-volontaires a été effarant. On n'ose pas dire un chiffre. En est-il parti un million ou quinze cent mille ? Qui sait ?

Le fait est que cette ruée de soldats ont pris d'assaut les trains, ont expulsé les voyageurs, ont fait crever sous leur poids le toit des wagons, sont arrivés jusqu'aux points les plus retirés de la Russie. Ils ont été maîtres et seigneurs des voies ferrées. Dans beaucoup de régions, ils

le sont encore. Ils ont dirigé les trains à leur fantaisie, les ont menés où ils avaient besoin d'aller. Les cris des chefs de gare remplissent les journaux. Les voyageurs civils font de dures expériences. Aller de Petrograd à Moscou est un acte quasi héroïque.

Les appels des régiments à leurs déserteurs sont donnés chaque jour; les chefs de l'armée publient des ordres ; le ministre de la Guerre les supplie de rentrer. Mais ce qui montre au vif la gravité de l'affaire est un appel du gouvernemant provisoire qui leur ordonne de regagner l'armée et fixe la date de leur retour au front. Et la date, quelle est la date ? L'arrêté est du 1/14 avril et le retour au régiment est fixé au 15/28 mai ! Six semaines ! C'est une prime à la désertion. Que diront les soldats restés au front, en voyant leurs camarades déserteurs avoir six semaines de congé régulier ?

Petrograd, en plus des cent cinquante mille hommes de sa garnison, est plein de permissionnaires-volontaires. Ils flânent dans les rues, visitent leurs connaissances et les monuments. Le soir, entre cinq et sept heures, on les voit gagner isolément, mais par centaines, la gare Nicolas, où ils s'installeront dans un train, à la place des voyageurs, pour continuer leur tournée à l'intérieur. A Bologoié, station-jonction, ils étaient si nombreux qu'ils ont couché les wagons sur la voie pour arrêter le rapide de

Moscou, dont ils se sont emparés. Entre Moscou et Voronèje, ils ont pris d'assaut un train d'étudiants et d'étudiantes parmi lesquelles j'avais une amie, les ont fait descendre dans une petite gare et ont ordonné au mécanicien de les emmener vers Saratof.

Sur le front, on prend des mesures pour arrêter l'exode des soldats. Dans les grandes gares, la consigne est sévère. Mais les permissionnaires-volontaires en sont quittes pour gagner à pied une petite station où la garde n'est pas établie.

J'ai lu sur ce sujet dans les *Rouskia Viédomosti*, de Moscou, un article de Pétrichtchef. Il est optimiste, mais il contient une part d'observation juste. En voici la traduction :

Les soldats libres.

— Vous partez ? Je vous plains... Vous apprendrez à vos dépens ce qu'est la « liberté des soldats ». Prenez le billet que vous voulez : de votre place disposeront les soldats, et vous, avec vos bagages, resterez dans le corridor et peut-être même sur la plate-forme... Savez-vous ce qui est arrivé à X... ? Le chef de station a dit avec simplicité :

— Les wagons de 1re et 2e sont occupés par les soldats, je ne puis vendre aucun billet...

Les voyageurs envoyèrent une députation aux soldats. Les soldats, après délibération, résolurent de renoncer à un certain confort, de se serrer un peu et permirent de vendre dix billets de 1re et dix de 2e classe.

Ainsi me parlait mon ami, homme d'opinions plutôt avancées, la veille de mon départ de Moscou. Et il n'était pas le seul à tenir de tels propos. Que de légendes, rumeurs, conversations sur la « liberté du soldat ! » Même, si tout ce qu'on dit est vrai, il faut faire quelques réserves. La « liberté des soldats » a commencé bien avant la révolution, mais, pendant la guerre actuelle, elle n'a pas été aussi violente que pendant la guerre russo-japonaise. Alors, des villes entières, Smolensk, par exemple, étaient au pouvoir d'une foule de soldats ivres, que craignaient et fuyaient les autorités militaires et civiles. Maintenant, grâce à Dieu, on ne voit rien de pareil... Mais, pendant la guerre, avant la révolution, l'organisation militaire impériale n'était déjà pas capable de faire régner l'ordre dans la masse des millions de recrutés. Les chefs mêmes étaient souvent négligents et incapables. Des détachements de soldats étaient inutilement menés de place en place ; d'autres étaient oubliés pour des semaines, même des mois, sans travail, sans asile ; d'autres soldats, arrachés de leur foyer

pour défendre la patrie, servaient de domestiques à des femmes oisives d'officiers... En outre, à côté du soldat régulier, on voyait déjà apparaître le soldat errant qui, s'il n'était pas déserteur, était tout de même le soldat sans papiers, ou avec papiers fort douteux.

Avant la révolution, encore, on pouvait déjà noter un changement dans les mœurs du soldat-déserteur. Tant qu'il était seul dans un village, il se cachait. Mais, dès qu'ils étaient une dizaine de déserteurs, ils vivaient chez eux ouvertement. La population, ennemie de tout ce qui venait du gouvernement autocrate, les supportait. La police n'intervenait pas, comprenant qu'un déserteur saurait se venger.

Et, de même, dans les stations, un seul soldat sans papiers se mêlait à la foule des permissionnaires, et tant qu'il n'y avait que dix, quinze « déserteurs », les signes extérieurs de discipline subsistaient. Mais que se passait-il dès qu'ils étaient cent ou cent cinquante ? Ils prenaient d'assaut les wagons de troisième classe. Quant aux conducteurs, gendarmes et chefs de station, ils se cachaient ou faisaient semblant de ne rien remarquer. Les « soldats libres » s'emparaient des wagons de troisième classe, et combien de fois ai-je vu moi-même comme ils refusaient les petits wagons d'été qu'on mettait à leur disposition !

Mais le nombre de « déserteurs » augmentait

et les wagons de troisième classe ne pouvaient suffire. Les deux derniers mois avant la révolution, on voyait de plus en plus de soldats dans les couloirs et water-closets des wagons de première et de deuxième classe. Le personnel du train, contrôleur en tête, passait silencieusement à côté d'eux. Personne ne leur demandait leurs papiers et leurs permissions. Les officiers aussi préféraient se tenir cois. Dans mon dernier voyage avant la révolution entre Moscou et Briansk, le 20 février, je remarquai que les « libres soldats » montraient le désir de prendre les coupés de première classe.

— Comment cela finira-t-il? demandai-je à mon compagnon de route, un médecin militaire.

— De la même façon que pendant la campagne de Mandchourie, répondit-il. Les soldats prendront ces wagons et chasseront les généraux et officiers dans les wagons froids. En 1905, c'est arrivé après la paix, pendant l'évacuation. Il me semble que, cette fois, cela arrivera avant la paix, au printemps, sans doute, et même, sûrement, en été...

Il en était ainsi, je le répète, avant la révolution. Et quelle que soit la « liberté des soldats » maintenant, il est impossible d'en accuser uniquement la révolution. La révolution n'a fait qu'accélérer le mouvement. Des soldats de l'arrière du front sont partis « volontairement » chez eux et sont devenus temporairement déserteurs.

Au contraire, les anciens fuyards ont été pris d'un accès de patriotisme et une partie d'entre eux s'est dirigée vers le front. Et cela arrive au moment des congés de Pâques. Et voilà une surcharge extraordinaire des voies alors que les trains sont moins nombreux.

. . . .

A la gare, tout est plein de soldats. Ils sont nombreux aussi dans la salle des voyageurs de première classe. Mais on ne discerne pas une particulière « liberté ». De çà, de là, des groupes de soldats avec officiers, disposés par terre, les uns sur des valises et des paquets, prennent du thé, causent, rigolent. On n'a jamais vu en Russie, ces rapports de camarades entre soldats et officiers. Mais c'est la vrai liberté : la liberté et l'égalité, et pas la licence. On appelle pour les trains du soir : un train à quatre classes, un train de voyageurs et un rapide.

On ne laisse pas passer les voyageurs : « Vos billets ? » Les soldats « poussent » et on ne les retient pas. Ils remplissent vite les wagons et les voilà déjà sur les toits. Nous, les passagers, nous attendons et regardons... Sans doute, le pouvoir nouveau ordonne assez mal, ou bien n'a pas la possibilité d'ordonner mieux. Mais, de nouveau, pourquoi accuser de tout ce qui se passe « la liberté des soldats » ?

Je rencontre à la gare un « koupietz » (marchand) que je connais. Nous décidons de voya-

ger ensemble. Il a un billet de wagon-lit dans le rapide ; je n'ai pu avoir qu'un billet pour le train de passagers. Nous nous revîmes en province. Je lui demandai comment s'était passé son voyage. Il me répondit :

— Les soldats occupaient les places; les passagers avec *platz-carte* étaient debout, dans les corridors. Il faut ajouter que les soldats avaient établi un « service de jour » ; un à un, ils sortaient des coupés et proposaient aux passagers :

— Allez vous asseoir, nous resterons debout. Dans un peu de temps, citoyens, nous changerons de place.

Dans un wagon de première, où je voyageais, « l'ordre » était autre. Nous étions quatre-vingts voyageurs et vingt soldats. Avant la révolution, « les officiers libres » disposaient des wagons; ils voyageaient confortablement dans les coupés et les passagers s'arrangeaient comme ils pouvaient. Cette fois-ci, « l'ordre » était organisé par un soldat qui avait un nœud énorme rouge sur la poitrine et un marchand juif qui se dirigeait, de Moscou, dans le gouvernement de Volhynie. Ils exigèrent d'abord que chaque coupé à quatre places fût occupé par douze personnes (quatre sur chaque divan en bas et deux par couchette en haut). Ensuite, la place du *provodnik,* qu'on chassa, fut réquisitionnée : on y installa trois blessés. Les officiers furent priés de déménager dans un wagon de deuxième, spé-

cial pour officiers. Le résultat : tous les coupés furent occupés par nous; les soldats s'arrangèrent dans les couloirs, sur les plateformes. Les voyageurs sans place les rejoignirent. Les deux organisateurs ne prirent pas de siège ; le soldat au gros nœud passa la nuit par terre et le marchand juif dans le corridor, près de moi, assis sur sa valise.

— Autrefois, que de personnes seraient restées sur le quai ! lui dis-je.

— Vous avez raison, répondit-il vivement; sans « liberté » il aurait fallu, ici, trois ou quatre wagons. Maintenant, un seul suffit; on est serré, mais on est parti; c'est l'important... Avant la révolution, on passait prudemment, en silence, près de la « liberté des soldats ». Maintenant, on leur parle à cœur ouvert : « Nous avons payé et vous êtes ici en « lapin » sans billet, donc, vous devez comprendre... » Ils répondirent vivement, mais un juif leur fit entendre raison.

— A Moscou, continue-t-il, on ne sait encore que faire. J'arrive de Vologda; sur les voies du Nord, un ordre parfait règne. A chaque train, la patrouille et la milice. Ce sont elles qui dirigent les soldats et les voyageurs :

— Assieds-toi selon ton billet. Tu as de l'argent ? Tu peux prendre le rapide.

— Et nous ? Parce que nous n'avons pas d'argent, il faut nous traîner en « Maxime Gorki », répliquaient les soldats.

— Ce n'est pas nous qui donnons les ordres, répondit le juif. La patrouille est envoyée par le Comité des députés ouvriers et soldats ; la milice, par le pouvoir civil... Vous ne voulez donc pas reconnaître le pouvoir du peuple, non plus ? Alors, quel ordre existera ?

A un tel argument, ils ne trouvèrent aucune réponse. Ils consentirent à admettre qu'on ne vit pas sans pouvoir et que l'ordre doit être établi.

En automne, nous avions parlé des horreurs qui menaçaient la Russie après la paix. L'armée ne voudra pas attendre une évacuation lente et régulière. Elle sera pressée de rentrer, elle se jettera sur les wagons. Comme d'habitude, les chefs se cacheront et l'arrière sera inondé de « soldats libres » affamés. Ils exigeront du pain et les habitants eux-mêmes n'en auront pas. Les pires catastrophes nous semblaient inévitables.

— Eh bien, qu'arrivera-t-il maintenant, après la paix, lui demandai-je ?

— Maintenant — il se mit à rire — le Conseil des députés ouvriers et soldats enverra des patrouilles ; chacun restera sur place et attendra patiemment son tour. Vous savez, nos soldats sont des « étatistes » extraordinaires. L'idée de l'ordre est sacrée pour eux. Mais ils détestaient et méprisaient l'ancien pouvoir. Le nouveau pouvoir, le leur, ils l'estiment. Et ce pouvoir-là ne se cachera pas. Ses bras sont un peu plus longs que ceux de l'ancien. Grâce à Dieu, la « liberté

des soldats » touche à sa fin. Que de malheurs elle aurait causés sans la révolution !

Est-ce vrai ? La réponse dépend du nouveau pouvoir et, surtout, du peuple lui-même. Avant la révolution, il ne pouvait rien ; il était condamné à la passivité. Maintenant, il peut, il doit et, je pense, il saura arrêter la « liberté des soldats. »

*
* *

Souhaitons-le !

Mais que vaut aujourd'hui l'armée où règne « la liberté du soldat ? Et même — ce qui est optimiste et il faut un acte de foi — si l'ordre se rétablit, combien de temps sera nécessaire pour instaurer une discipline nouvelle, égale à l'ancienne ? Et ce temps, l'aurons-nous ? Nous sommes déjà loin dans la guerre. Il faudrait un grand effort pour la finir comme nous l'espérions. Pouvons-nous attendre cet effort de la Russie nouvelle et de l'armée de la Révolution ? Telles sont les pensées qui, sans cesse, nous assiègent et nous tourmentent.

16/29 avril (dimanche).

Aujourd'hui, la plus émouvante des manifestations...

Les mutilés de la guerre se sont réunis, à dix heures, sur la place de Kazan, pour se rendre en cortège au palais de Tauride.

Ils étaient là plusieurs milliers, tous ceux qui ont perdu un bras, une jambe, un œil, au service de la patrie ; tous ceux dont la guerre a fait des invalides, des pauvres rebuts d'humanité. On en voyait des centaines se traîner lentement, le long de Nevski, sur une jambe et deux béquilles ; des centaines d'autres n'avaient qu'un bras ; plusieurs étaient sans jambes, en voiture, ou en camion. D'autres, les plus pitoyables, étaient les aveugles que guidaient les sœurs de charité et qui allaient se donnant le bras, marchant avec hésitation, et fierté pourtant, dans l'héroïque cortège. Des hôpitaux entiers avaient déversé dans la rue leurs blessés et passaient, médecins en tête, infirmiers et sœurs de charité ; les plus malades étaient en automobiles. Des officiers étaient mêlés aux soldats ; ici, un général manchot était entouré de soldats qui n'avaient plus qu'une jambe. La plupart des visages de ces jeunes gens étaient affreusement pâles, mais,

dans leurs yeux, quelle flamme ! quelle fierté ! Sur presque toutes les poitrines scintillait la croix des braves. Des orchestres militaires les précédaient et ces mutilés portaient des bannières où se lisaient les plus nobles inscriptions : « La patrie est en danger ! » « Pour la Russie nous donnerons la dernière goutte de notre sang », « Sans victoire, point de liberté », « Avec nos jambes de bois, s'il le faut, nous recommencerons la lutte ! », « Guerre pour la liberté avec nos alliés », « Gloire éternelle à ceux qui sont morts pour la patrie », « A bas les partisans de la paix », « Tout pour la victoire, même ce qui reste de nous ! » « Salut jusqu'à terre à nos frères dans les tranchées », « Vous qui êtes en bonne santé, remplacez-nous dans les tranchées ». Et la plus belle de toutes : « Regardez-nous, nos blessures exigent la victoire. » Toute une série de placards crient vengeance contre Lenine et les défaitistes. Pendant plus d'une heure cet héroïque cortège a défilé lentement. Sur son passage, les têtes se découvraient, les femmes faisaient le signe de la croix et tous les yeux se remplissaient de larmes.

Au palais de Tauride, les mutilés ont interrompu vivement Skobelef qui défendait le droit de parler appartenant à Lenine, comme à chaque citoyen, et l'ont obligé à prononcer un discours patriotique en faveur de la guerre. Il s'est exécuté.

A la sortie du palais de Tauride, des compagnons léninistes ont eu le triste courage de se jeter sur les invalides et les malades et de leur arracher, à force de coups, leurs héroïques bannières.

18 avril/1er mai.

Le premier mai de la Russie nouvelle, le premier jour de fête de la Révolution ! Et la Russie révolutionnaire devient, du coup, internationale par l'adoption du nouveau calendrier et l'abandon du vieux style russe. Le 1er mai est au 18 avril du calendrier russe et, aujourd'hui, la Russie fête le 1er mai.

Je me suis promené, le jour durant, dans la ville, m'attardant longtemps sur le Champ de Mars, centre de la fête populaire, passant sur la place du Palais, sur Nevski, sur le pont Troïtzki, devant le palais de la Kchessinskaïa, aujourd'hui repaire du célèbre et redoutable Lenine. Je me suis mêlé au peuple, j'ai été coudoyé par soldats et citoyens conscients, j'ai écouté les orateurs et voici ce que j'ai vu :

Sur le Champ de Mars, à onze heures, une foule immense. C'est une mer humaine, au-dessus des flots de laquelle s'agitent des centaines de bannières rouges aux inscriptions dorées que

le vent fouette et dont les lettres d'or brillent, un instant, au soleil. En vingt endroits, des plates-formes, camions-automobiles, charrettes entourées de drapeaux rouges, et sur lesquelles surgissent des orateurs. La foule s'assemble autour d'eux. Ici, c'est un étudiant qui parle, là, un ouvrier, là un soldat : les ouvriers sont en grande majorité ; des rubans rouges fleurissent leurs poitrines de prolétaires ; ils s'agitent, ils font de grands gestes, et le vent vif et froid emporte leurs paroles en lambeaux à travers la foule qui les écoute, bouche bée. Vingt musiques militaires déchaînent sur le peuple leurs accents cuivrés.

Au milieu de cette foule circulent de grands cortèges qui arrivent des centres ouvriers et dessinent des courants plus sombres et réguliers sur les flots agités et houleux de la mer humaine qui couvre cette vaste plaine. L'ordre de ces cortèges est étonnant. La foule qui les entoure s'écarte d'elle-même à l'appel des chefs. Mille personnes auraient pu être écrasées, au milieu de cette cohue ; je ne pense pas qu'il y ait eu un accident, tant il y a de bonhomie chez chacun, de bienveillance naturelle, je dirai même de cordialité. Je fais de la photographie ; je suis vêtu comme un bourgeois ; manifestement, je ne suis pas un prolétaire. Les gens se rangent pour ne pas me gêner, me regardent travailler avec intérêt. Pas un regard méchant, pas une

revendication criée jalousement, mais de bons sourires... Je passe une heure et demie à aller de groupe en groupe, à écouter sinon les orateurs que l'on entend mal, du moins les conversations particulières qui sont bruyantes, animées, sans fin. Chose surprenante ! Quelle que soit la distance qui sépare les points de vue des interlocuteurs, les discussions se poursuivent sur un ton égal ; on n'en arrive jamais aux injures. Quant à passer aux coups, personne n'en a l'idée. Ce peuple n'a pas de nerfs. Il ne se monte pas, Il ne se fâche pas. Il aime les discussions, il supporte sans fin des bavardages interminables. Les siècles passés l'ont doué d'une patience dont il est loin d'avoir épuisé les riches réserves.

Je vais à la place du Palais. La foule y est moins dense, mais le coup d'œil des meetings et des cortèges se détachant sur les murs rouges du Palais d'Hiver est plein d'agrément. Je vois ainsi passer, défilant avec musique et bannières, les fonctionnaires des ministères en uniforme et l'on imagine s'il y en a des milliers dans cette ville, siège de la bureaucratie impériale, des postiers et télégraphistes, des étudiants, des marins, des soldats, des ouvriers et les ouvrières coiffées de fichus clairs, puis les enfants des écoles, des gosses de huit à dix ans, filles et garçons, se tenant par la main, les gens de maison avec une bannière proclamant l'émancipation de la femme de chambre, de la cuisinière et du

valet de pied, les garçons de restaurant et encore des ouvriers et des ouvrières. Sans fin, tout ce monde défile. Beaucoup chantent l'étrange *Marseillaise* que le peuple russe a accommodée à sa façon, qui n'est pas la bonne ! Et les orateurs haranguent la foule ! Et les musiques militaires couvrent leurs voix ! Et les applaudissements éclatent ! Et cela dure, cela dure !...

Sur Nevski, les cortèges se croisent. Du haut en bas de la Perspective, sur trois kilomètres, c'est un moutonnement de têtes que dominent des milliers de bannières rouges que le vent agite. Pas un cri discordant ! Pas un geste de colère !

La milice est absente. Cette foule fait sa discipline elle-même. Un vieil employé près de moi, me dit :

— Quel ordre ! Est-il un peuple au monde capable de se tenir ainsi ?

Il a raison. Les qualités et les défauts du peuple russe le servent également aujourd'hui. Il est patient et sans haine, bon et apathique, il n'a pas de nerfs, il est mou, changeant, docile. Et il a ceci de plus : il est si fier d'avoir gagné sa liberté qu'il veut s'en montrer digne. Il tient à montrer qu'il peut se passer de police et que sans *garodovois* il sait se tenir.

L'après-midi, le spectacle change un peu. Il n'y a plus de cortèges. Mais une foule toujours

diverse, remuante et placide emplit places et rues. Sur le Champ de Mars, cent meetings. Vers le soir, c'est l'heure des extrémistes. Les partisans de Lenine s'emparent des plates-formes et règnent dans les groupes. Ils y rencontrent des contradicteurs, mais je constate que l'on ne parle plus du tout de la guerre sur le Champ de Mars, sinon pour en demander la fin immédiate, et le bourgeois que je suis est moins bien accueilli. Pourtant, pas un mot violent, mais on me dit tranquillement :

— Vous n'êtes pas des nôtres. Vous portez des gants.

Devant le palais de la Kchessinskaïa, meeting. D'une « pergola » en plein air, les citoyens anarchistes haranguent une foule débonnaire qui ne s'émeut pas. La plupart des gens y sont venus, comme moi, par curiosité, pour entendre rugir le lion. Mais Lenine se cache et laisse travailler ses lieutenants.

Et je rentre, harassé, par l'interminable pont Troïtzki qu'encombrent des milliers de passants. Sous nous, la Néva immense charrie les glaces du lac Ladoga. Le froid de ces derniers jours a gelé la surface de l'eau et la vaste banquise descend, lentement, emportée, d'un seul morceau, vers la mer, par le courant invisible et puissant du fleuve.

20 avril/3 mai.

Ce matin, les journaux apportent une grande nouvelle. Le gouvernement envoie aux alliés la fameuse proclamation du 27 mars/9 avril aux citoyens sur « les buts de guerre », qui peut se résumer dans cette simple et négative formule : « Pas d'annexions, pas de contributions. » Comme on sait, cette proclamation a été imposée par le Comité exécutif, car la grande pensée du Comité est d'arriver à une paix prochaine par une pression de toutes les démocraties sur les gouvernements qui sont, un et chacun, à ses yeux, bourgeois et impérialistes. Le gouvernement n'avait pas communiqué aux alliés ladite proclamation. Le Comité a exercé une nouvelle pression sur lui pour l'y amener. Le gouvernement s'exécute et accompagne la proclamation d'une note explicative. Cette note est vague et confuse dans ses deux premières parties. Dans le dernier paragraphe on lit quelque chose qui semble avoir un sens plus précis. Le voici :

« ... La tendance de tout le peuple à mener cette guerre mondiale à une fin victorieuse, s'est développée parce que chacun a compris sa responsabilité. Cette tendance est devenue agis-

sante et s'est concentrée sur le problème actuel : rejeter l'ennemi qui a fait invasion dans notre patrie. Comme il est dit dans le document communiqué, le gouvernement provisoire, défendant les droits de notre patrie, restera fidèle à ses engagements envers ses alliés. Etant certain de la fin victorieuse de la guerre, uni avec nos alliés, il est sûr aussi que les questions soulevées par cette guerre seront résolues dans le sens de la réalisation d'une paix solide et durable et que les démocraties avancées, inspirées par les mêmes désirs, trouveront le moyen d'arriver à des sanctions et garanties nécessaires pour éviter dorénavant de nouveaux conflits sanglants. »

Les mots « victoire », « sanctions » et « garanties » mettent le feu aux poudres. Les socialistes ne peuvent les entendre de sang-froid ; leurs journaux poussent un cri de guerre. Le haineux journal de Maxime Gorki termine son premier article en écrivant en capitales :

« Nous espérons que le Conseil des députés ouvriers et soldats va prendre des mesures immédiates pour rendre Milioukof inoffensif. » La *Pravda*, de Lenine, publie un court article : *Krach !* disant que la note a produit l'effet d'une bombe explosive au sein du Comité et que c'est la banqueroute de la politique d'union entre Comité et gouvernement.

L'organe officiel du Conseil des députés ou-

vriers et soldats imprime en première page et en grandes lettres, que le Conseil se réunira en assemblée générale, le même soir, à six heures.

J'apprends bientôt que le Comité a siégé luimême, dès minuit, heure à laquelle la note a paru, jusqu'à 3 h. 1/2 du matin, que son bureau se réunit à 11 heures ce matin, et, à midi, que le Comité exécutif a séance. On me donne un peu plus tard le renseignement sûr, que, dès 5 h. 1/2 du matin, des agitateurs sont allés dans les casernes.

Nous voici en guerre. Il n'est pas douteux que le Comité a l'intention de livrer une grande bataille, d'ameuter soldats et ouvriers, de faire pression sur le gouvernement, de l'obliger à capituler, à retirer sa note, pourtant bien inoffensive, ou, s'il résiste, à donner sa démission.

Dans l'après-midi, par une belle journée de printemps, tiède et claire, foule sur Nevski, partout des meetings : mille orateurs s'adressent à la foule aux coins des rues. Le gouvernement a ses partisans. Je vois des bannières en son honneur et pour Milioukof. Mais les cris : « A bas Milioukof ! » sont les plus nombreux.

Vers cinq heures, le gouvernement a conseil au palais Marie. Il accepte la lutte. Il se déclare solidaire et responsable dans son entier, pour la note du ministre des Affaires étrangères. A ce moment, se produit une manifestation de caractère grave. Les soldats des dépôts de quatre

régiments, des pires, le Pavlovsk, le 180e, le Finlandais, celui de Moscou, arrivent en rangs devant le palais et crie : « A bas Milioukof ! » Ils sont près de vingt mille hommes. Que va-t-il se passer ? Vont-ils pénétrer dans le palais, s'emparer des membres du gouvernement ? Allons-nous entrer dans l'anarchie et voir la Commune à Petrograd ?

Le général Kornilof, qui est là, descend au milieu des soldats ameutés, leur parle, les calme, Ils se dispersent. Un seul régiment remonte la Perspective Nevski en se livrant à la plus scandaleuse des manifestations contre la guerre.

J'apprends que le Comité exécutif a demandé au gouvernement de paraître, de comparaître, devrais-je dire, à la séance plénière du Conseil. Le gouvernement a refusé et a répondu qu'il recevait dans la soirée le Comité exécutif.

Vers 8 h. 1/2, je prends une voiture pour me rendre à la lointaine île de Basile, où siège le Conseil de trois mille membres qui prétend décider, ce soir, du sort de la Russie, de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique. J'ai un vieux et brave cocher, plein à la fois de raison et de superstition, qui, à la mode de Petrograd, se met, de son siège, à causer avec moi.

— Je suis bien content de vous avoir trouvé, barine, me dit-il. A nous deux, nous allons voir

ce qui se passe. Tout seul, c'est lugubre, vous savez, aujourd'hui... Dans Nevski, on ne circule pas. Les soldats manifestent... Ce peuple est fou, barine. Il veut nous brouiller avec les alliés, avec tout ce qu'il y a de mieux au monde, avec nos vrais amis... Et alors, nous les aurons tous contre nous et, avec nous, nous aurons Guillaume... Ils sont fous, je vous dis, ils ne savent rien...

Et, tandis que j'admire la sagesse de mon vieil *izvostchik,* nous passons sur les quais de la Néva. Derrière les bâtiments rouge et blanc du Corps des pages, le ciel, au couchant, est magnifique. Un seul petit nuage flotte dans l'azur lumineux.

Mon cocher regarde et me le montre du fouet :

— Un nuage isolé !... C'est mauvais présage, barine... il y aura du sang !

Sur le pont Nicolas, manifestations contre le gouvernement avec bannières. Des ouvriers et des ouvrières défilent en criant. Un camion chargé de trente hommes nous dépasse. Dans la nuit, je vois qu'ils sont tous armés. C'est la fameuse « garde rouge », les compagnons anarchistes qui arrivent des faubourgs. Sur le quai de l'île, je descends et vais à pied vers le lieu de la réunion. Mon vieil *izvostchik*, qui ne veut pas me quitter, m'attend près d'un réverbère.

Des soldats et des ouvriers me croisent, nombreux. Je m'informe. J'apprends que le Conseil,

réuni à sept heures, s'est ajourné au lendemain, après quelques discours, pour permettre au Comité exécutif de se rendre au palais Marie où le gouvernement l'attend.

— Voilà déjà un bon signe, pensé-je. La fermeté du gouvernement a eu un effet immédiat. Le Comité n'ose plus brusquer les choses.

Et mon *izvostchik*, enchanté de cette nouvelle course, m'emmène au palais Marie.

20 avril/3 mai.

Quand j'y arrive, j'assiste à un spectacle magnifique. Le palais est illuminé. Sur la place, des milliers de personnes sont assemblées et, du perron élevé du palais, des orateurs les haranguent. Milioukof a parlé, paraît-il, disant : « Je suis le premier qui ait accusé Sturmer de trahison et d'avoir voulu livrer la Russie à l'Allemagne. Aujourd'hui, je ne me rendrai pas coupable d'une trahison semblable... Tout pour la guerre avec nos alliés, tout pour la défaite de l'Allemagne. » On l'acclame. J'entends le loyal Rodzianko adresser un appel ému au peuple russe, parler de ceux qui sont morts pour la patrie. Des ovations saluent son discours. Dans les groupes, on discute sans fin. Mais les partisans du gouvernement sont, à présent, en ma-

jorité. Une grande émotion règne dans cette foule qui comprend l'enjeu de la partie qui se joue dans le palais.

Je pénètre dans le palais. A travers des salles désertes, j'arrive jusqu'à la chambre de la Presse, voisine de celle où siège la conférence. Mes confrères présents sont agités car on vient de leur interdire d'assister à la séance. Le prince Lvof et le gouvernement les avaient admis. Le Comité exécutif du conseil des députés ouvriers et soldats a protesté et les a expulsés. Décidément les membres du Comité n'aiment pas la grande lumière. Ce n'est pas la première fois que j'ai à le noter.

Assistent à la réunion onze membres du gouvernement. Kerenski, qui fait partie à la fois du gouvernement et du Comité exécutif, n'a pas cru devoir siéger.

Les dix membres du Comité exécutif de la Douma impériale et environ quatre-vingts membres du Comité exécutif, en tout une centaine de personnes, forment l'assemblée.

Nous attendons. Rien ne transpire de la salle voisine. Une heure, deux heures se passent.

Vers minuit, Chingaref traverse la chambre de la Presse. Je vais à lui. Il ne veut rien dire, mais il me confie pourtant qu'à l'heure actuelle on ne peut prévoir comment cela finira et qu'il règne une grande confusion. Il est pâle, fatigué.

Une heure plus tard, Terestchenko et Choul-

guine, membre du Comité exécutif de la Douma, paraissent. Par Terestchenko, j'apprends que Goutchkof, le premier, a fait un exposé de la situation de l'armée et du front. Après lui, a parlé Chingaref sur la question du ravitaillement ; puis Terestchenko, sur la question financière. Konovalof, ministre du Commerce et de l'Industrie, aussi, a pris la parole. Il pense que la séance peut se prolonger jusqu'à quatre heures du matin.

Un instant après, le général Kornilof me reçoit dans la grande pièce qui précède la salle des séances et me raconte ce qui s'est passé.

Dès cinq heures trente du matin, ce même jour, des agitateurs sont arrivés dans les casernes et ont commencé à échauffer les soldats et à les monter contre le gouvernement.

— Nos soldats, me dit le général, ce sont de grands enfants. J'ai été dans les casernes ce matin. J'ai vu un écriteau : « A bas Milioukof ! » J'ai demandé à deux soldats qui se promenaient dans la cour :

« — Connaissez-vous Milioukof !

« — Non, mon général.

« — Qu'est-ce qu'il est ?

« — Nous ne savons pas.

« — Qu'a-t-il fait ?

« — ? ? »

Mais d'autres soldats sont arrivés.

« — Comment, mon général, vous ne savez

pas? Ce Milioukof-là est entré à Constantinople!

« — !! »

Voilà !... Cet après-midi, les soldats sont descendus dans la rue sans même attendre la décision de leurs comités qui siégeaient alors. A quelle impulsion ont-ils cédé ? On peut l'imaginer. Un quart de la garnison environ est sorti. Les autres n'ont pas voulu quitter leurs casernes. Quand ils sont arrivés devant le palais Marie, je suis descendu, je les ai harangués. Et ils sont rentrés chez eux. Dans la journée, le 1er régiment de la garde des fusiliers marins a envoyé ses délégués me dire qu'il était prêt à se rendre en armes sur la place du palais Marie, pour défendre le gouvernement. Je n'ai pas eu à le faire venir, heureusement...

Le général me donne ensuite des détails sur la réorganisation de la garnison de Petrograd, qui n'était jusqu'ici que le dépôt des régiments de la garde sur le front. On va former une armée de Petrograd et de Finlande.

Comme nous causons, on vient le chercher. La nouvelle qu'on apporte est d'importance. La garnison de Tsarskoïé-Selo fait dire qu'elle est sous les armes depuis le matin et qu'elle entend reconnaître le gouvernement comme seul gouvernement, et le Conseil des députés ouvriers et soldats en tant qu'organe de contrôle...

Voilà un fait qui me paraît de nature à refroidir les esprits échauffés des membres du Co-

mité. On transmet la nouvelle à l'assemblée.

Et je rentre me coucher, car Dieu sait jusqu'à quelle heure la séance durera, et j'ai appris que, jusqu'à la fin de la crise, la censure ne laisse passer aucune dépêche.

Ceux de mes confrères qui sont restés là me racontent, le lendemain, que la séance finit à quatre heures, que les membres du gouvernement sont sortis accablés et mornes et que les membres du Comité avaient l'air satisfaits.

Eh bien, l'impression qu'ont eue mes confrères était loin de correspondre à la réalité, car le gouvernement, en fait, avait remporté la victoire.

Vendredi 21 avril/4 mai.

En me réveillant, je vois que le Comité a capitulé. Quel rôle a joué dans sa décision l'arrivée, à la fin de cette nuit tragique, des délégués de la garnison de Tzarskoïé-Selo? Le fait est que maintenant le Comité soutient la note du gouvernement aux alliés, admettant que les expressions qui avaient jeté le doute dans les esprits sont empruntées au vocabulaire diplomatique et n'avaient pas toute la clarté nécessaire. C'est sans doute les mots « sanctions et garanties » que l'on vise ici.

Que s'est-il passé en réalité ? Le Comité est parti en guerre avec les intentions que j'ai indiquées. Sur ce point, aucun doute n'est possible. Il prépare des manifestations, il agite les casernes, il jette ouvriers et soldats dans la rue, il convoque l'assemblée générale du Conseil à six heures du soir. Il veut effrayer le gouvernement, amener la démission de Milioukof et le retrait de la note aux alliés. Si le gouvernement résiste, il le renversera. Car à qui fera-t-on croire que ce grand branle-bas de combat est fait pour néant ? Mais voilà que le gouvernement se serre autour de Milioukof et se déclare solidaire ; et le gouvernement n'obéit pas au Comité lui enjoignant de se rendre au conseil. Le gouvernement, au contraire, invite le Comité à venir dans la soirée conférer avec lui.

A la conférence, le gouvernement expose la situation comme je l'ai dit plus haut. Cela fait, il se tourne vers le Comité et ajoute :

— Vous voulez le pouvoir ? Prenez-le. Vous voulez nous renverser ? Nous vous cédons la place. Mais, à présent, vous connaissez les conditions dans lesquelles vous aurez à gouverner. Vous savez quelle est la situation à l'extérieur, quelle est notre position vis-à-vis de nos alliés. Nous ne vous avons rien caché. Prenez le pouvoir et assumez-en toutes les responsabilités.

A ce petit discours, le Comité a senti passer un souffle froid sur ses têtes enflammées. Les

délégués sont calmés. Ceux d'entre eux qui sont capables de réfléchir ont vu soudainement les difficultés immenses devant lesquelles ils allaient, tout à coup, se trouver. L'armée serait-elle pour eux ? Et les provinces ? Et les alliés ? Voilà de quoi réfléchir. Et, à ce moment précis, au cinquième acte de la tragédie, arrivent les délégués de la garnison de Tsarskoïé.

C'en est trop. Le Comité bat en retraite. C'est fini. Il abandonne le terrain, sauvant la face du mieux qu'il peut. Le curieux est que la lutte a été si longue, si énervante, si chaude que, au moment même de la victoire, les membres du gouvernement ne comprennent pas qu'ils sont vainqueurs. Je cause avec quelques-uns d'entre eux dans cette journée de vendredi : ils ne se rendent pas compte du succès immense qu'ils ont emporté. Leurs nerfs les trahissent ; ils sont à bout de forces ; ils ne peuvent ouvrir les yeux. Ils ne voient pas la fuite de l'ennemi.

Je leur dis :

— Mais, tout de même, le comité voulait la démission de Milioukof, Milioukof est encore ministre. Il voulait le retrait de la Note. Vous l'avez maintenue.

Cette journée du vendredi, tragique elle aussi, rend enfin évidente à tous, vers le soir, la victoire du gouvernement. Après un déjeuner chez moi où j'ai eu Albert Thomas, Pilenko et d'autres, je sors vers trois heures et demie et me

dirige vers Nevski. Sur le canal Catherine, je vois de nouveau, comme aux 11 et 12 mars, une fuite éperdue de fiacres, quittant Nevski à grand coups de fouet. Je croise quelques anarchistes, sinistres, des faces de bandits, le fusil sur l'épaule, la tête baissée, qui filent... Sur la place Michel, la foule court éperdument. Que s'est-il passé ? On dit que les leninistes armés ont tiré sur la foule et qu'il y a des morts. Un peloton — la fameuse garde rouge — passe en rangs avec fusils et revolvers; il est commandé par un pâle voyou. Voilà un spectacle peu rassurant. Est-ce la fameuse descente des faubourgs sur la Perspective Nevski ? Un seul signe favorable. Ces gredins n'ont pas l'air fiers du coup qu'ils viennent de faire. Ils s'en vont, honteux. Ils ne paraissent pas de taille à conquérir la ville et à la mettre au pillage. Et pourtant, ils seraient les maîtres de l'heure. Ils sont seuls armés. Qui pourrait leur résister ? Eh bien, ils s'en vont, ils n'osent pas.

J'arrive à Fontanka et passe sur Nevski. Beau soleil, foule joyeuse et indifférente. Personne ne semble se douter de ce qui vient de se passer, de ce qui va, peut-être, se répéter dans quelques instants. Ces heures de la révolution sur l'immense Perspective Nevski sont pareilles à des giboulées de mars : une fouettée de grêle, puis un clair soleil riant, puis, de nouveau, l'averse cingle et, en quelques minutes, le ciel redevient

serein. Chacun rit sur l'avenue où, il y a un instant, sifflaient les balles et coulaient le sang.

Une heure plus tard, ce sont des manifestations enthousiastes pour le gouvernement. Des camions automobiles passent, chargés de soldats, d'officiers, de civils, portant de grandes bannières en l'honneur du gouvernement. Les passants saluent, poussent des hourrahs ; du haut en bas de l'avenue, ce n'est qu'un cri pour le gouvernement provisoire. Des cortèges se forment ; des employés, des bourgeois, des soldats, des ouvriers aussi. Tout ce monde se dirige vers le palais Marie où se déroule la plus belle des manifestations. On est tout rafraîchi à entendre crier : « Vive la guerre ! Vive le gouvernement ! Vivent les alliés ! » après les appels honteux à la trahison qui n'ont cessé de retentir à nos oreilles. Les leninistes armés ont disparu.

Les membres du Comité exécutif sont terrifiés par la nouvelle qu'il y a eu des morts sur Nevski. S'imaginaient-ils qu'on pouvait impunément distribuer fusils et cartouches ? Dans quel rêve de fraternité vivaient-ils ? Les fusils sont partis. Et, au premier coup de feu, voilà ces idéalistes exaspérés, affolés, ne sachant à qui se vouer. Leur désarroi est si grand qu'à l'assemblée générale du Conseil, il n'est plus question de mener la guerre contre le gouvernement. L'ordre, la paix civile, voilà la seule pensée que chacun

a en tête et, à une immense majorité, le Conseil vote en faveur du gouvernement.

Le Comité, dès la fin de l'après-midi, couvre Petrograd d'affiches, invitant citoyens et soldats à rester chez eux. Voici ce curieux appel :

« Citoyens !

« Au moment où le sort du pays se décide, chaque action inconsidérée peut être funeste.

« Les manifestations à propos de la note du gouvernement sur la politique étrangère ont amené des conflits dans les rues. Il y a des blessés et des tués.

« Au nom du salut de la révolution, des dangers qui la menacent, nous nous adressons à vous, avec un chaud appel. *Gardez la tranquillité, l'ordre et la discipline.*

« Le Conseil des députés ouvriers et soldats discute la situation actuelle. Ayez confiance, le Conseil trouvera les voies pour réaliser votre volonté. Pour l'instant, que rien ne trouble le paisible courant de la vie de la Russie libre !

« Camarades soldats !

« Dans ces jours alarmants, sans l'appel du Comité exécutif, ne sortez pas dans la rue, armes en main. Seul, le Comité exécutif a le droit de disposer de vous.

« Tout ordre de sortie de troupes dans la rue

(sauf les ordres ordinaires) doit être donné sur papier du Comité exécutif, porter son sceau et être signé par au moins deux des sept personnes suivantes : Tchkeidze, Skobelef, Binassik, Filipovski, Skalof, Goldman, Bogdanof.

« Chaque ordre doit être vérifié par téléphone n° 104-06.

« Camarades ouvriers et miliciens !

« Vos armes ne doivent servir qu'à la défense de la révolution. Elles sont inutiles aux meetings et manifestations. Ici, elles deviennent une menace à la liberté. Allant aux meetings et manifestations, ne prenez pas vos armes !

« Le Comité exécutif demande à toutes les organisations de l'aider à soutenir la tranquillité et l'ordre.

« Aucun acte de violence entre citoyens ne doit être admis dans la Russie libre.

« Les troubles ne sont favorables qu'aux ennemis de la révolution. Celui qui mène aux troubles est l'ennemi du peuple.

« *Comité exécutif du C. D. O. et S.*

« 21 avril 1917. »

Les temps que nous vivons sont étranges, à ce point que fort peu de gens s'étonnent de voir le Comité exécutif donner des ordres aux sol-

dats et aux citoyens. Il règne dans les casernes et est tout puissant dans les rues. Le besoin d'autorité qu'a ce grand peuple enfant et naïf, le respect du maître, le plaisir à obéir, sont si anciennement enracinés dans son âme, que c'est avec un véritable bonheur qu'on entend enfin une voix prendre le ton du commandement. Il serait plus naturel que cette voix fût celle du gouvernement. Mais, comme il se tait, on est enchanté de voir quelqu'un parler haut et fort à sa place.

A l'heure tardive où j'écris, j'apprends qu'il y a eu une nouvelle rencontre sanglante dans la rue, au coin de Nevski et de Sadovoia. Ici encore, c'est la « garde rouge » qui a tiré, et, par un curieux hasard, elle a tué quelques soldats désarmés qui ont été abattus par les balles tirées de leurs propres fusils, livrés par eux aux léninistes.

Telles sont les deux « journées » que nous venons de vivre. Nous verrons les fruits qu'elles porteront ; nous verrons si le gouvernement sait user de sa victoire.

*
* *

Au point de vue pittoresque, anecdotique, et intérêt humain, le spectacle de la rue, pendant ces deux jours, ne peut être dépassé.

Ce peuple, qui a été toujours tenu en bride, maté, réprimé, goûte une véritable volupté à user de la liberté gagnée. Se promener en cortège, derrière une bannière, peut-être avec un orchestre en tête, et sous les yeux de milliers de passants, être applaudi, est-il pour un Russe, aujourd'hui, de plus grand plaisir au monde ? La rue est à lui, et l'univers. Il fait sonner fièrement ses talons sur le pavé ; il tient la tête haute. Songez donc ! Il défile devant ses concitoyens et il a conscience qu'il porte en lui une parcelle de la Souveraineté nationale.

Mais il est une volupté plus grande encore, c'est celle de parler éperdument, à haute voix, dans les groupes, au coin des rues, de monter sur les marches d'un perron, de grimper sur un réverbère au risque de se casser le cou, de s'adresser au peuple, d'exprimer ce que l'on a d'idées, d'épancher son âme, de prêcher ses semblables. Ah ! pour cela, on donnerait sa vie ! Aussi, dans la ville, mille meetings, où l'on discute avec passion. On va de l'un à l'autre et on parle, et on parle, jusqu'à ce qu'on n'ait plus de voix. Alors, on prend un plaisir presque égal à entendre les autres discourir. Comme il est agréable d'écouter des gens qui cherchent à vous convaincre ! Le Russe se laisse convaincre sur l'heure. Le voilà enchanté d'avoir de nouvelles convictions ! C'est comme si l'on vous faisait cadeau d'une âme nouvelle, toute neuve ! Et l'on

court à vingt pas plus loin, et, là, c'est une nouvelle thèse, en contradiction avec la précédente. Mais on l'adopte aussitôt. Puis un troisième !... Et plus il y en a, et plus on est heureux !... Songez donc, quel enrichissement !

J'étais arrêté sur la Perspective avec deux jeunes femmes françaises qui me disaient leurs impressions. Des soldats viennent à nous, si gentils, si simples !

— Ces dames parlent très bien, me disent-ils; peut-être qu'elles voudraient bien nous dire quelque chose?

C'est exquis, ce désir d'apprendre ! On sent, tout de même, qu'on ignore tant de choses, maintenant qu'on est un citoyen libre et responsable ! En tout cas, ce désir d'écouter un supérieur a quelque chose de touchant... Je veux croire, ce soir, que c'est mon vieil *izvostchik* d'hier soir, si sage, que ce sont ces braves soldats, si enfants, qui finiront par avoir raison et que le bon sens, dans le tourbillon de folie où nous sommes, l'emportera...

Et je finis par le récit d'une petite scène dont j'ai été témoin sur Nevski :

Un soldat passe, la main gauche dans sa poche, d'une allure assez négligée. Il croise un général et le salue nonchalamment. Le général l'arrête et, doucement, lui dit :

— Vous savez, mon ami, que vous n'êtes pas obligé de me saluer. Mais, puisque vous le faites,

il serait peut-être mieux de saluer plus correctement.

Le grand soldat rougit un peu. Il porte vivement la main à sa casquette et répond selon la tradition abolie :

— Cela, exactement, Votre Haute Excellence.

Et, virant sur le pied droit, il rapproche la jambe gauche de la droite, fait claquer ses deux talons et exécute le plus beau salut prescrit, naguère, pour les généraux.

Pendant ce court incident la foule s'est assemblée.

— Qu'est-ce qui se passe ?...

— Un officier qui maltraite un soldat.

Et l'on appelle la milice.

Le milicien arrive. C'est un petit juif qui met la main sur le bras du général.

— Qu'est-ce qu'il y a ? qu'est-ce qu'il y a ?...

Le général, sur un ton uni, lui raconte ce qui s'est passé. Le soldat reste au port d'armes. Lorsque le général a fini, le soldat qui a regardé le milicien avec impatience, met la main à sa casquette et dit :

— Si Votre Haute Excellence le permet, je vais lui en flanquer par la gueule à ce juif-là !

La foule éclate de rire et applaudit.

Voilà le soldat russe. Si l'officier sait le prendre, il le ramènera de loin.

*
* *

Je note encore ici un des traits caractéristiques de la vie russe pendant les premières semaines de la Révolution.

Notre cher Russe libéré, qui défile dans les rues et court les meetings, n'a pas épuisé toutes les joies de la liberté. Il lui reste à former un Comité !

Former un Comité, voilà proprement la fonction d'un citoyen libre de la Russie nouvelle. A soi tout seul, on reste un isolé sans action. En se groupant avec d'autres isolés et en formant un Comité, on devient une force, on peut parler de haut, comme représentant d'une collectivité. « M. le Président du Comité », « M. le Secrétaire du Comité » ! Comme cela sonne bien ! Et quelle belle carte de visite ! Et songez au poids dont on pèse sur les affaires publiques ! Il faut être trois pour former un Comité ; un Comité se compose, essentiellement, d'un président, d'un secrétaire, et de membres..., mais un membre suffit. Chacune des trente mille maisons de Petrograd a son comité de locataires qui a élu un président. Toute la ville est divisée en comités. L'agrément infini des comités est qu'ils ne sont pas exclusifs. On peut appartenir à un nombre illimité de comités et cumuler les présidences. Quel est l'homme assez humble pour n'être pas président, au moins, d'un comité ?

On va ainsi, au cours dès jours tumultueux de la Révolution, de Comité en Comité, la conscience heureuse à se sentir un citoyen responsable et qui remplit son devoir envers le pays.

22 avril/5 mai.

Je sors de chez le général Kornilof avec qui, pendant une heure, nous avons causé des deux journées tragiques que nous venons de vivre et de la situation qui en est issue.

Je lui demande comment il se fait que, hier soir, vendredi, le Comité a pu, dans son appel aux citoyens et aux soldats, dire que les soldats ne devaient sortir des casernes que sur un ordre écrit de lui et que, s'ils recevaient d'autres ordres, ils devaient téléphoner au Comité pour vérifier la provenance de ces ordres.

. . . .

Il me raconte le conflit qui a éclaté entre lui et le Comité dans l'après-midi du 5 mai, alors qu'il avait donné l'ordre à des troupes fidèles de venir sur la place du Palais d'hiver et, finalement, la décision prise par le Comité de se substituer à lui et de faire aux troupes l'appel que nous avons lu sur les murs de la capitale...

. . . .

Tout cela ne sort-il pas du fameux *Prikase aux soldats* publié par le Conseil le 15 mars ?

Le général continue :

— Je sortis sur Nevski. On manifestait pour le gouvernement. Des camions automobiles chargés de soldats, d'étudiants, d'officiers, passaient avec des bannières en l'honneur du gouvernement provisoire. On me reconnut et on m'acclama. Comme j'étais là, on vint me dire que, sur le Champ de Mars, des soldats et les leninistes étaient assemblés et qu'ils avaient des mitrailleuses. Je résolus d'y aller aussitôt. Je n'avais pas ma voiture. Nous décidâmes de partir avec deux camions et des bannières. En passant par la Millionaia, devant la caserne des Préobrajenski, des soldats me reconnurent et nous arrêtèrent.

— N'allez pas là-bas, mon général, dirent-ils. Il y a du mauvais ; les leninistes y sont et on tirera.

Mais je donnai l'ordre de continuer. Au coin du Champ de Mars, je vis, en effet, quelques centaines de soldats et de civils près des tombes. Le camion automobile, avec les bannières en l'honneur du gouvernement, avança encore un peu, puis s'arrêta et je descendis. Je m'avançai vers les soldats, leur adressai la parole.

— Eh ! bien, mes frères, dis-je, que faites-vous ?

Mais, aussitôt, les civils me coupèrent la parole et l'un d'eux cria :

— C'est un provocateur !

— Comment ! dis-je, je suis un général russe et tous les soldats qui sont là me connaissent, et je leur parlerai.

Les soldats firent taire les civils. Je leur parlai. Ils m'écoutèrent, se dispersèrent et rentrèrent les mitrailleuses dans les casernes. Le soir, comme vous savez, on a tiré encore sur Nevski et tué d'autres soldats.

Je demande au général si le Comité a de l'autorité sur la troupe.

— Oui, me répond-il, ces messieurs ont de l'autorité. Ils sont les élus des soldats. Ils font de la propagande. J'ai quelques bons régiments, mais il y en a d'autres sur lesquels je n'ai d'action que quand je suis là, personnellement. Ma position est intenable... J'étais heureux sur le front... J'avais un beau corps d'armée... Et me voici à Petrograd, en pleine anarchie, avec l'ombre du pouvoir. Combien de fois ai-je donné ma démission !... Jamais on n'a voulu l'accepter. Le gouvernement veut me garder et le Conseil n'admet pas que je m'en aille. J'ai dit au Comité exécutif :

« Messieurs ! comment voulez-vous que je reste ? Je donne un ordre. Vous donnez un contre-ordre. Et c'est vous qui êtes obéis !... Que devient mon autorité ? Que suis-je ?... La

seule solution, je vais vous la dire. Vous voulez commander l'armée de Petrograd ? Eh bien ! nommez l'un d'entre vous chef de cette armée. Il aura le pouvoir et la responsabilité. Et moi, je m'en irai avec joie sur le front. »

Mais ces messieurs du Comité ne m'ont pas écouté. Ils sentent l'anarchie monter... Je n'ai presque aucune autorité. Tout de même, ils comprennent que ce semblant d'autorité est nécessaire et que, sans un général à la tête des troupes, il n'y aura plus qu'anarchie. Et ils ne veulent pas me laisser partir !... J'ai supporté beaucoup, mais pourrai-je supporter davantage ?... Non, je m'en irai... Ces messieurs voient qu'ils ne sont déjà plus les maîtres du mouvement qu'ils ont déchaîné ; leur autorité même est violemment discutée. Une propagande anarchiste intense est menée. Beaucoup d'ouvriers ne leur obéissent pas. Il n'y a pas d'ordre, d'organisation sérieuse dans le parti socialiste. Lenine travaille ; il a de l'argent, beaucoup d'argent, il agite les éléments violents. Dans des casernes même, on l'écoute. J'ai de bons régiments qui ont fermé leur porte aux agitateurs leninistes, les Volintzi, par exemple. Mais chez d'autres, au 180e, chez les Pavlovtzi, ailleurs encore, on les reçoit et la situation est pire chaque jour... Quand je suis dans un régiment, même mauvais, les soldats m'entourent, m'écoutent, m'acclament ; mais quand je suis

parti, ils écoutent tout aussi bien les agitateurs... Les officiers ne sont pas tous à la hauteur de leur tâche. Sur le front, quand l'officier est bon, le soldat l'écoute et le suit.

Malheureusement, deux ans de guerre ont fait de terribles ravages dans les rangs des officiers de carrière ; combien en reste-t-il ? Les meilleurs sont morts depuis longtemps. Alors, comme officiers de rang, nous avons les *praporstchiks* ; ce sont des étudiants, des jeunes gens des classes libérales qui ont fait quelques mois d'Ecole de guerre. Ce ne sont pas de véritables officiers. Les soldats ne s'y trompent pas. Ils voient en eux des civils. Ils ne reconnaissent pas des chefs. Notre armée est une armée de *praporstchiks*. Et la discipline baisse, baisse... Oui, la situation est grave.

Nous parlons de la question des armes aux mains des ouvriers. Je dis :

— Général, n'avez-vous pas, dans ce qui vient de se passer, des moyens nouveaux d'agir, et sur les soldats, et sur le Comité exécutif ? Ne pouvez-vous pas dire aux soldats : « Comment ! les ouvriers tirent sur vous ! Et c'est vous qui leur avez donné la liberté ! Et, pour tirer sur vous, ils se servent des fusils qu'ils vous ont pris ! » Il faut que les ouvriers rendent les armes qu'ils ont et que vous trouviez des soldats ayant compris ce simple raisonnement pour vous appuyer par la force, si c'est nécessaire.

Et au Comité, vous pouvez dire : « Vous voyez ce qui s'est passé. Souvenez-vous de vos terreurs quand vous avez appris qu'on avait tiré ! C'est vous qui avez le pouvoir ; laisserez-vous trente mille fusils aux mains des pires ouvriers, des anarchistes et des leninistes ? Si vous ne les désarmez pas, attendez-vous à voir des jours sanglants dans Petrograd. Et sur qui la responsabilité retombera-t-elle ? Sur vous, sur vous seuls, les chefs élus du prolétariat de la capitale. »

Il est vrai que sur ce point, vous devriez être soutenu par toute la presse, sauf trois ou quatre journaux. Toute la presse devrait demander au Conseil le désarmement des ouvriers et le mettre en face de sa responsabilité, si le sang coule dans Petrograd. Voilà une question qui serait bien posée et de façon à faire réfléchir le Comité, de façon à être comprise de tout ce qui a une tête sur ses épaules dans la capitale. Mais votre presse, mon général, n'est pas plus organisée que les partis politiques. Il n'y a aucune entente, aucun groupement ; chacun mène la guerre en tirailleur. Ce n'est pas ainsi qu'on gagne des victoires.

Le général me répond :

— J'ai déjà posé la question de la reddition des armes prises par les émeutiers. Je l'ai posée au Conseil, et, à ce que vous me dites, j'ai ajouté que j'avais besoin de ces armes pour les

soldats. Le Comité hésite. Il craint de désarmer le parti de la révolution qu'il représente. Ensuite, et surtout, de n'être pas obéi s'il demande les fusils. Le Conseil, je vous l'ai dit, se sent débordé. Dans plusieurs quartiers, il ne commande pas, il transige, il louvoie, quand il n'obéit pas. Ces messieurs ne voient pas que, si demain, ils ont le pouvoir, comme c'est probable, les mêmes problèmes se poseront devant eux qui se posent devant le gouvernement, qu'ils se heurteront aux mêmes difficultés, et que la plus grande de toutes sera de désarmer les anarchistes, qui grâce à leurs fusils, sont maîtres de la capitale.

Dimanche, 23 avril/6 mai.

Le Comité exécutif dément qu'il ait fait de l'agitation dans les casernes, le jeudi, pour faire sortir les soldats contre le gouvernement.

Mais, ce même dimanche, paraît dans la *Nouvelle Vie* de Maxime Gorki un article du citoyen Linde, membre du Comité exécutif pour le quartier de Vilborg, qui raconte comment, dès le matin du 3 mai, il s'est rendu dans les casernes pour ameuter les soldats et les amener à soutenir le Comité dans sa lutte contre le gouvernement. Le Comité exécutif a, évidemment, oublié de prévenir le camarade Linde

que, après l'échec subi, il se décidait à nier toute agitation faite par lui dans les casernes.

Comment le gouvernement utilise-t-il sa victoire ? Rien, silence, néant. Pas un acte, même pas une proclamation.

Cette fois-ci, je comprends que le gouvernement a, comme la jument de Roland, toutes les qualités, mais qu'il est mort.

Je rencontre D***. Il me parle des gens du gouvernement avec lesquels il est anciennement lié. Il me dit :

— Ce ne sont pas des hommes politiques. Ce sont des gens qui ont fait leur carrière dans les *zemstvos*. Au propre, ils sont d'excellents intendants, industrieux, honnêtes et organisateurs dans la mesure où on laisse une initiative à son intendant. Mais, au-dessus de l'intendant, il faut un maître. Où est le maître ? Où est celui qui commande et qui est obéi ? Je ne le vois pas.

Le Ministère de Coalition.

27 avril/10 mai.

Le Gouvernement ne peut plus gouverner. Dès hier, il a fait une déclaration demandant la

participation au pouvoir des membres du Comité exécutif. Aujourd'hui, à la séance solennelle des membres des quatre Doumas, les ministres se sont entendus traiter « d'autocrates ». Pauvres autocrates qui ont pieds et poings liés et sont comme marionnettes aux mains des chefs irresponsables du Conseil des députés, ouvriers et soldats !

Cette fois-ci, le prince Lvof adresse une lettre à Tchkeïdzé et à Rodzianko. Les socialistes sont appelés au pouvoir.

Ce n'est pas la première fois.

A la formation même du Gouvernement provisoire, au premier jour de la Révolution, on leur a offert des portefeuilles. Les camarades ont refusé. Nous avons eu, sur ce point, des aveux intéressants de l'un d'entre eux (Stieklov) qui a raconté dans un discours notable combien le parti social-démocrate avait été surpris par la révolution (ce qui prouve une fois de plus ce que j'ai dit plus haut : que la révolution a éclaté à l'improviste et n'a été préparée par aucun parti) et qu'il s'était vu dans l'impossibilité de prendre le pouvoir dont, hier encore, il se croyait à cent lieues. Les social-démocrates ont préféré rester dans l'ombre favorable de la coulisse. Ils sont devenus maîtres du Conseil des députés ouvriers et soldats, et ont commencé à exercer leur tyrannie sur le gouvernement.

Leur rôle était agréable. Ils avaient la réalité

du pouvoir sans en avoir la responsabilité. Ils étaient les maîtres occultes, et gardaient ce droit à la critique qui est peut-être plus cher encore aux Russes que l'exercice du pouvoir. Aujourd'hui, il faut prendre parti. Le gouvernement invite le Conseil à participer à la direction des affaires. Un refus mettra le parti social-démocrate en mauvaise posture. Voilà une crise désagréable pour les irresponsables du conseil.

La presse bourgeoise est favorable au ministère de coalition. Plekhanof dans l'*Edinstvo* l'appuie ; mais les Tchkeidzé, Tzeretelli, Dann, considèrent avec méfiance l'offre qui leur est faite. Quant aux maximalistes, ils répètent leur formule connue : « Tout le pouvoir doit être aux mains du Conseil des députés ouvriers et soldats. »

28 avril/11 mai.

Les social-démocrates ne se décident pas. Je crois savoir que celui d'entre eux qui oppose la plus vive résistance est Tzeretelli. C'est aussi le plus intelligent. Cet homme qui a passé dix ans en Sibérie, ancien membre de la seconde Douma, ce Géorgien à la figure allongée et pâle d'un Greco, semble être la meilleure tête du conseil. Il y a, dans ses discours, quelque chose de

net, de décidé, bien éloigné du pathos confus de ses collègues.

Prenons un Tzeretelli. Supposons-le doué du caractère et d'une intelligence d'homme d'État. Mais d'où sort-il? de Sibérie, où il a passé dix ans. Il n'a de savoir que livresque. Il connaît Karl Marx et les écrivains. D'expérience directe des hommes et des choses, il n'en a aucune. Théoriquement, il vient du Zimmervaldisme le plus bas. Quelle notion a-t-il de la patrie ? Il est Caucasien, appartient à une race antique, mais qui a connu l'adversité et qui, au dix-septième siècle, était soumise aux Chahs Séfévis de Perse. La Georgie est russe depuis un peu plus d'un demi-siècle. Tzeretelli est sans attaches russes. Peu importe, un internationaliste voit la société et le monde à travers des formules. La lutte des classes est un dogme; l'Internationale en est un autre.

Le voilà sur le seuil du pouvoir.

Ce n'est pas de formules qu'il s'agit aujourd'hui. Il est en face de réalités redoutables. Devant lui, l'Empire russe. Cent soixante-dix millions d'habitants de races diverses et mal fondues encore dans le creuset impérial, une masse « obscure », à peine instruite, ayant vécu dans le servage jusqu'à l'avant-dernière génération, une classe ouvrière naissante à peine, faible, peu nombreuse, pas organisée, mal disciplinée, une classe paysanne immense et amorphe, sans

cadres, sans chefs. Et c'est ce prolétariat inculte et inorganique à qui l'on va prêcher la lutte des classes et qui, suivant le dogme, doit prendre et exercer le pouvoir!

La vive intelligence d'un Tzeretelli voit clairement que la classe ouvrière et paysanne est incapable de diriger l'Empire, même si les conditions actuelles étaient favorables, même si la Russie était en paix. Mais la Russie est en guerre. Cela est un fait, et il n'est au pouvoir d'aucun social-démocrate du monde de supprimer ce fait.

La guerre! Oui, il y a l'Internationale, il y a le rêve de la fraternisation universelle, la vieille romance dont les socialistes de tous pays ont bercé leurs fidèles et à laquelle le canon a donné une terrible et brève réponse. Sans doute, aux premiers jours de la Révolution, le seul cri qu'a poussé la Russie a été : la paix! Le désir passionné de la paix a envahi toutes les âmes. Les souffrances endurées, les sacrifices de vies humaines, les difficultés innombrables amenées à l'intérieur par l'état de guerre, le ravitaillement insuffisant, la crise des transports, la hausse folle des prix pour les objets de première nécessité, la disette dans les grandes villes, tout ce qui a causé l'effondrement de l'autocratie a fait naître aussitôt dans les cœurs l'espérance que la Révolution, c'était la paix.

Mais un Tzeretelli, pour qui la fraternité uni-

verselle est un dogme, comprend bien que ce dogme doit attendre encore un peu dans l'armoire avec les livres qui le prêchent. La Russie est envahie ; elle est liée avec les puissances de l'Europe occidentale ; elle a des accords formels ; elle reçoit de l'argent et des munitions ; elle ne peut rompre avec ses alliés, sous peine de se trouver vassale de l'Allemagne.

Va-t-il prendre le pouvoir et prêcher la guerre. Sur qui s'appuyer ?

Ici, au moins, la politique du parti social-démocrate russe, si elle hésite sur les moyens, à une vue nette du but qu'elle poursuit. Elle veut la paix. Puisqu'elle ne peut l'obtenir par une paix séparée, il faut y arriver par une entente avec les démocraties de tous les pays en lutte. Elle imagine qu'elle réussira à établir une paix durable par la persuasion. Espoir chimérique, et je ne puis croire qu'un Tzeretelli le partage. Mais quelle voie est ouverte devant lui ? Même s'il voit clairement que la paix ne peut être assurée que par la défaite de l'Allemagne, comment, du jour au lendemain, cet apôtre de l'internationalisme et du pacifisme ira-t-il prêcher une guerre ardente, agressive, contre les armées du Kaiser ? Et Tzeretelli est trop intelligent pour ne pas savoir que les mêmes difficultés, qui se sont dressées devant le Tsarisme, vont se lever devant le parti révolutionnaire assurant le pouvoir. Il faudra faire régner l'ordre à l'inté-

rieur ; il faudra persuader aux paysans de donner leur pain ; il faudra nourrir la population des villes, assurer les transports. Et Tzeretelli sent aussi qu'on aura des obstacles nouveaux devant soi. La Révolution a fait naître chez les ouvriers des espérances immenses et irréalisables. La crise industrielle est inévitable ; la crise financière est aiguë, déjà. Pour mener la guerre, il faut que l'armée obéisse. Tzeretelli ne se rend-il pas compte de ce que vaut l'armée après le fameux et irréparable *Prikase aux soldats* ?

Alors, si le parti socialiste prend le pouvoir et si la Russie va à la ruine sous sa direction, c'en est fait pour longtemps des espérances anciennes. La social-démocratie ne sera plus qu'un parti qui aura montré au plein jour son incapacité foncière à diriger la Russie. Oui, et pourtant il faut entrer dans le gouvernement. Un refus des socialistes leur sera funeste. La bourgeoisie, à cette heure, pourra dire au pays : « Voyez les socialistes. Ils veulent être les maîtres, mais ne veulent pas le pouvoir. Ce sont des incapables, et ils ont conscience de leur incapacité. »

Tzeretelli réfléchit.

28/11 mai.

Un éditorial du *Den* montre aujourd'hui à quel point ce que j'ai écrit hier sur le désir de la paix est universel en Russie. Le *Den* est radical-socialiste et voici ce qu'il écrit à propos de la note de Milioukov. Il dit :

« La guerre jusqu'à la victoire ! Cependant les autorités militaires ne cachent pas qu'il est difficile de parler d'une victoire (le *Den* l'entend, sans doute, avec l'armée désorganisée par la révolution). Il faut avoir le courage de comprendre le sens exact des faits. La guerre s'est usée elle-même et la victoire tendant à la défaite du militarisme allemand pour la plus grande gloire du militarisme anglais est devenue impossible. Une seule victoire est possible, celle de la victoire révolutionnaire, mais, pour qu'elle puisse se réaliser, il faut que la Note du gouvernement provisoire du 27 mars soit adoptée, non seulement par nous, mais par nos alliés. Jusque-là, il n'y aura pas de révolution en Allemagne. »

Albert Thomas emploie sa vive intelligence politique à faire aboutir la crise politique dans le sens de la participation des socialistes au pouvoir. Bien que ses confrères socialistes russes

regardent avec méfiance ce ministre de la République bourgeoise, Albert Thomas, par la supériorité de son intelligence et la clarté de ses vues, a une autorité indiscutable. Il travaille, jour et nuit, et dans le gouvernement et au Comité.

1/14 mai.

Le ministre de la guerre Goutchkof donne sa démission. Elle était attendue. Je me souviens d'une conversation que j'ai eue avec lui, il y a un mois, et que je n'ai pu reproduire, dans laquelle j'ai senti le désespoir qui s'emparait de cet homme devant la tâche impossible que lui avaient faite les mesures prises par les socialistes pour, soi-disant, « démocratiser » l'armée.

Le départ de Goutchkof sonne un coup de tocsin. Mais il aura au moins l'avantage de faciliter les pourparlers avec le Comité exécutif.

La démission de Milioukof est réclamée par tous les socialistes. Kerenski a exercé une pression énergique sur le Comité exécutif, où il a prononcé une discours d'homme d'État. Ce Kerenski est très séduisant ; il a de l'ardeur, du courage, un ardent désir de sauver le pays. Le Comité, par 41 voix contre 19 et 2 abstentions, a

voté le principe de la participation des socialistes au gouvernement et a nommé une commission pour entrer en pourparlers avec le Gouvernement.

Tzeretelli a réfléchi. Au conseil des députés ouvriers et soldats, il montre la nécessité d'avoir une armée forte et le conseil vote un appel à l'armée. Mais Tzeretelli n'a pas soufflé mot du *Prikase aux soldats.* Tant que l'esprit de ce *Prikase* restera agissant, je ne vois pas clairement comment on aura une armée forte.

6/19 mai.

Aujourd'hui seulement, les interminables pourparlers contre le Gouvernement et le Comité exécutif prennent fin. Tzeretelli entre au ministère et prend les postes et télégraphes. Mais il est vraisemblable que son action dépassera le cadre étroit qui lui est fixé. Kerenski à la guerre et à la marine. C'est le seul homme qui ait l'autorité suffisante pour entreprendre avec quelques chances de succès de refaire l'ordre dans l'affreuse anarchie qui règne, et à l'armée et à la marine. Terestchenko prend le portefeuille de Milioukof. Chingaref passe aux finances. Les socialistes sont Tchernof, à l'agriculture, Skobelef au travail, Perevertsef à la justice, Pschéché-konof au ravitaillement.

La fraternisation...

29 avril/12 mai.

La *Pravda*, depuis quelque temps déjà, a trouvé un moyen nouveau d'arriver à la paix tant désirée. Ce moyen est la fraternisation des soldats russes avec les soldats allemands sur le front. Quitter ses tranchées, se rendre aux tranchées ennemies, embrasser ses frères allemands, boire avec eux de l'eau-de-vie et parler de la paix, voilà le touchant et honteux spectacle auquel la *Pravda* nous convie. Comme on voit, le moyen est ingénieux, pratique, direct, effectif, ne demande aucune négociation difficile, se passe des diplomaties, ignore les alliés, ne s'attarde pas en route, et va droit au fait, comme un obus.

On aurait pu croire à une machination de la *Pravda* pour inviter les soldats à déposer leurs armes, à un conseil perfide des anarchistes pour achever de désorganiser l'armée, à un appel jeté à tout hasard vers le front, mais qui n'y serait pas entendu.

Il n'en est rien.

De tous les points du front, un cri d'alarme nous arrive. Les soldats fraternisent avec les

soldats allemands. Et, voici comment cela se passe. Un drapeau blanc sur les tranchées allemandes; les soldats russes confiants, et non sans raison, sortent et passent les fils de fer barbelés. Les soldats allemands viennent à leur rencontre. Souvent, des officiers les accompagnent. Tous ceux qui parlent russe sont là. On cause. Quand on ne se comprend pas, on a des proclamations, imprimées en russe, dans un des états-major allemands. Ce qui est imprimé, ce qu'on se dit, est simple :

« L'Allemagne aime la Russie; elle aime la révolution, elle aime le soldat russe. Pourquoi continuer à se battre? Pourquoi verser encore du sang? La guerre n'a-t-elle pas assez duré? N'est-on pas fatigué de ces souffrances? Ne nous battons plus. Faisons une trève, en attendant une paix réelle que nos gouvernements vont signer demain. Ne tirez plus sur nous. Nous ne tirerons pas non plus. Embrassons-nous. Nous sommes des frères. »

Le naïf soldat russe ne résiste pas à cet appel. Comment ! ces gens qui, hier, nous massacraient, nous embrassent aujourd'hui ! Ils nous appellent leurs frères !... Ah ! nos officiers nous trompaient... Ce sont les nôtres, les socialistes, ceux qui ont fait la révolution, qui avaient raison. Oui, tous les hommes sont des frères.

Et ils se rendent aux tranchées allemandes. Par hasard, il s'y trouve de l'alcool. L'alcool,

c'est aussi un frère. Et un frère qu'on n'a pas tutoyé depuis longtemps. Et l'alcool aurait vite raison des dernières résistances, s'il y avait encore quelques inquiétudes dans le cœur du soldat russe. Mais le soldat russe n'est pas méfiant, il se donne vite ; on l'a sans beaucoup de peine.

Et plus tard, il rentre dans ses lignes, en titubant un peu, mais le cœur plein d'une joyeuse allégresse.

« Ces Allemands, tout de même !... Quels braves gens ! Quel cœur !... Il a suffi que nous fassions la Révolution pour qu'ils reconnaissent en nous leurs amis... Ils tiraient à obus sur les soldats du Tsar. Maintenant que nous sommes libres, ils nous embrassent et nous donnent de l'alcool. »

Il y a encore autre chose. Le soldat a vu les tranchées allemandes propres, sèches, boisées, planchéiées ; il a vu les réseaux de fils de fer comme une forêt inextricable ; il a vu des mitrailleuses partout dans les abris blindés. Il se dit : « Comme ils sont forts, ces gens-là ! Nous aurions été bien fous d'aller à l'assaut de cette forteresse. C'est une histoire dans laquelle il n'y a que des coups à gagner. Quelle chance que nous ayons fait la paix ! Vive la paix ! »

Le jeu des Allemands est simple. Déjà, au lendemain de la sanglante affaire du Stokhod, le gouvernement avait, par la *Gazette de l'Alle-*

magne du Nord, présenté ses excuses au gouvernement russe. Non, non, il ne voulait faire aucune peine, même légère, à ces braves Russes en révolution. Les chefs militaires avaient agi sans mesure, avaient manqué de tact; ils étaient désapprouvés. Et, en effet, le mot d'ordre nouveau avait été donné à l'armée : « Ne plus tirer et engager avec les Russes d'amicales conversations. » Sur quoi, on achemina de l'intérieur des trains chargés d'alcool sur le front oriental.

Le soldat russe est si simple qu'on le trompe facilement. Il est las de la guerre, il désire ardemment la paix ; il a rarement la notion du patriotisme. Il ne craint pas pour sa terre ; il sait qu'il faut un, deux, trois, quatre ou dix jours pour rentrer du front au village. Comment les Allemands y viendraient-ils ? Que risque-t-il ? A-t-il jamais souffert d'une invasion ? Et ce grand garçon primitif et mou a bon cœur : il ne sait pas haïr. Il a une âme pitoyable où s'ébauche confusément un grand rêve de fraternité. La pitié est le sentiment le plus profond de l'âme russe. La détestable philosophie de Tolstoï est proprement la philosophie russe. Ce peuple n'a jamais eu de Spinosa, ne l'a jamais lu, ne l'aurait jamais compris. Aussi dans l'effroyable tourmente de la guerre est-il désemparé. Il ne sait où se prendre. Et le premier appel à la fraternité trouve un écho dans son cœur.

Il ne comprend rien de plus. Il ne pense pas

aux morts innombrables qui sont tombés pour la patrie : il ne pense pas aux alliés qui meurent aussi pour la Russie; il ne comprend pas que, pour chaque baiser qu'il échange avec un frère allemand, un soldat français ou anglais tombe sur le front occidental. Il ne sait pas que trois cent cinquante mille hommes ont quitté les lignes allemandes, depuis la fraternisation, pour aller se battre en Champagne et sous Arras. Il n'imagine pas quelle sera la paix que l'Allemand vainqueur imposera à la Russie vaincue, la longue servitude où elle gémira. Il ne sait pas, il ne comprend pas... Tout cela est trop loin de lui. Il ne voit que ce qu'il a sous les yeux : ce soldat allemand, redoutable hier, est aujourd'hui son ami et lui tend un verre d'alcool.

Les officiers se cachent, effrayés. Les généraux gémissent. Les commandants d'armée publient des ordres. Le ministre de la Guerre jette un cri d'alarme. Le gouvernement rédige un appel, encore un appel, un appel de plus ; il écrit beaucoup et bien. Le Conseil des députés ouvriers et soldats lui-même s'agite et défend la fraternisation.

Mais le soldat russe continue à regarder vers les tranchées allemandes où flotte au vent un drapeau blanc et où Hans l'appelle d'un geste.

Il semble, du reste, que chacun ait perdu la tête à l'armée. Voici ce qui vient de se passer à

Dvinsk. Je rapporterai les choses avec la sécheresse d'un procès-verbal.

Des officiers allemands sortent des tranchées avec clairon, drapeau blanc et ordonnances. On les mène aux lignes russes. Ils demandent à être conduits au quartier général. Aussitôt, des automobiles sont avancées. On bande les yeux des officiers. A Dvinsk, le général commandant l'armée décide de recevoir ces messieurs. Ils convoque les Comités de soldats des régiments et des divisions et, devant l'assemblée de ces soldats, les Allemands, à qui on fournit des interprètes, prennent la parole et exposent qu'ils sont venus traiter de la paix. Ils donnent les raisons pour lesquelles la paix doit être immédiate entre Russes et Allemands et les développent. On leur demande leurs pouvoirs (il semble qu'on aurait pu commencer par là et éviter cette scène scandaleuse) ; ils n'ont pas de pouvoirs. Mais ils demandent qu'en attendant la paix qui ne va pas tarder, on fixe, entre les tranchées, une zone neutre où Russes et Allemands se rencontrent en frères. Et quand ils ont fini, on les reconduit aux lignes allemandes.

J'ai cru rêver quand un officier de l'armée de Dvinsk m'a raconté ces faits. Qu'il ne se soit pas trouvé à l'état-major de la cinquième armée un général pour empêcher cela me paraissait impossible. Je me suis dit : « Que n'invente-t-on pas, en ces jours de folie? »

J'avais tort. Deux jours plus tard les journaux publient un ordre d'Alexeïef racontant ce que je viens d'écrire ; il ajoute que les Allemands ont été reçus pour qu'on puisse montrer aux soldats qu'ils n'avaient pas de pouvoirs.

Si Alexeïef comptait convaincre ainsi les soldats, il s'est trompé. J'ai su, par ce même officier, que les soldats avaient retenu une seule chose, parce qu'elle était évidente et tombait sous le sens : que les Allemands venaient parler de paix. La question des « pouvoirs » est une question abstraite à laquelle ils n'entendent goutte.

— Cela, disent-ils, ce sont nos officiers qui nous le racontent... Nous n'en croyons rien. Mais ce que les Allemands nous ont dit, nous l'avons bien compris...

Le vocabulaire de la révolution russe.

2/15 mai.

La révolution russe a un vocabulaire assez pauvre, et d'emprunt.

Elle vit sur notre fonds à qui elle prend sans compter. Elle ne traduit même pas les mots français ; elle les emploie tels quels et ne se soucie

pas de les russifier. Elle n'a pas de mot pour « révolution »; alors elle dit « revoloutia ».

La formule de paix qu'elle a lancée dans le monde, qui est le suprême de la pensée démocratique russe, elle l'exprime par deux mots français : « Pas d'annexions, pas de contributions. » C'est, en russe : *annexii*, *contributii*. Seuls les Russes qui ont un semblant de culture peuvent la comprendre. Elle échappe aux simples soldats qui croient volontiers que : *annexii* et *contributii* sont deux villes inconnues de lui que les impérialistes veulent lui faire conquérir au prix du sang. Et ils disent : « Pas de *contributii*, pas d'*annexii*, pas de Tzarigrad (Tzarigrad étant ce Constantinople détestable aux révolutionnaires russes).

Rien de plus comique, et de plus sot, du reste, que les discours que vous tiennent à ce sujet les intellectuels du parti.

— Notre soldat, dit-il, ne veut pas se battre pour Constantinople. Quand il saura qu'il ne se bat ni pour Constantinople, ni pour la Mésopotamie aux Anglais, ni pour l'Alsace-Lorraine à la France (cela on n'ose pas trop nous le dire en face, mais, entre soi, on ne se gêne pas), il se battra comme un lion. Jusqu'alors vous ne lui ferez pas tirer un coup de fusil.

Le soldat auquel l'intellectuel prête ce raisonnement est, d'abord, incapable de le tenir, car il ignore Tzarigrad pour lequel pas un soldat

russe n'a donné sa vie. Ce sont des Anglais et des Français qui, par milliers, sont restés dans la presqu'île funeste de Gallipoli. Ensuite, le paysan russe, qui vit de son blé, acquiescerait tout de suite à la conquête de Constantinople, s'il connaissait seulement l'histoire des six dernières années. En 1911, la Turquie est en guerre avec l'Italie; les détroits sont fermés, le paysan russe ne peut exporter son blé ; en 1912 et 1913, c'est avec les Etats balkaniques que la Turquie se bat et, de nouveau, le blé russe ne quitte pas la Russie. En une minute, je me charge de faire comprendre au paysan russe le plus ignorant l'intérêt que la Russie a à être maîtresse de Constantinople et des détroits.

Mais laissons ceci, le raisonnement de l'intellectuel social démocrate a un défaut plus grave, c'est un raisonnement en l'air, qui ne s'appuie en aucun point sur la réalité : c'est le raisonnement d'un esprit qui construit dans le vide et n'a aucune notion de la réalité et de la psychologie.

Les Allemands sont en Russie, voilà un fait, et armés jusqu'aux dents; ils vont attaquer. L'intellectuel russe voit la scène ainsi. Le soldat dans la tranchée se tourne vers son officier:

— Dites donc, capitaine, c'est vrai que Milioukof veut Tzarigrad.

Si le capitaine répond oui, le soldat réplique :

— Eh bien, alors, je m'en vais faire un tour au village et embrasser ma femme.

Sur quoi, il pose son fusil et file, laissant les Allemands avancer.

Mais si le capitaine lui dit :

— Non, non, mon brave, pas d'annexions, pas de contributions, pas de Tzarigrad...

Alors le soldat brandit son fusil, sort de la tranchée et se précipite sur les Allemands qu'il anéantit.

Je n'exagère pas. Voilà les pauvretés que, chaque matin, nous apportent les journaux socialistes et que nous entendons développer, tout au long du jour, dans les mille meetings de la ville.

Continuons à parcourir le vocabulaire de la révolution russe. Elle connaît le *proletaria*, le *kapitalism*, l'*internationalism*, le *pacifism*, le *chauvinism*. Elle nous a même pris le mot bourgeois, qu'elle prononce *bourjoui*. Elle a ses *komitet*, ses *delegat*, ses *kommissair* ; elle vit de la pensée et des mots des autres.

Et pourtant le peuple russe a des forces créatrices infinies !... Faudrait-il en déduire qu'il n'a pas été appelé à collaborer à la révolution, que celle-ci ne vient pas du peuple, mais d'un petit groupe d'intellectuels européanisés, sans racines profondes dans le sol russe.

Spinoza, dans son Traité *Théologico-politique*, analysant le style des prophètes par lesquels Dieu s'est révélé au monde, établit que chaque prophète a une façon de parler qui lui est per-

sonnelle et, cherchant en vain ce qui appartient en propre à Dieu dans leurs discours et ce qui porte sa marque divine, en conclut gravement que Dieu n'a pas de style.

Et de même, s'il est permis de comparer les petites choses aux grandes, à quelles conclusions serions-nous entraînés si nous voulions juger de la pensée de la révolution russe par son vocabulaire ?

5/18 mai.

A la réunion du gouvernement, du Comité exécutif de la Douma, du Comité exécutif du C. D. O. et S., où étaient reçus le généralissime Alexeïef et les quatre généraux de groupes d'armées, ces derniers ont exposé la triste, la tragique situation où se trouve l'armée. Ils ont dit aux membres du Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats : « L'armée est en pleine anarchie ; le soldat n'obéit plus. Il ne connaît pas ses chefs. Il a ses comités de soldats qui ne reconnaissent aucune autorité. Messieurs, vous avez enlevé de nous tout le pouvoir ; l'indiscipline est générale. Si vous ne nous donnez pas le moyen de reprendre ce dont vous nous avez dépossédés, c'en est fait de l'armée et de la Russie. »

Tseretelli et Skobelef se sont fâchés et, avec vivacités, ont repoussé ces accusations. Leur réponse tient en trois lignes :

— Comment ! ont-ils dit, vous nous accusez d'avoir détruit la discipline ! Mais vous reconnaissez vous-mêmes que la seule discipline qui subsiste à l'armée est celle que nous avons imposée par nos Comités de soldats !

Admirable sophisme ! Ces messieurs socialistes ne voient pas — ou ne veulent pas voir — que la ruine même de la discipline, âme et force de l'armée, est précisément dans le fait d'avoir substitué, à l'autorité des chefs, celle des Comités de soldats, anonymes et irresponsables. Une fois cela fait, que demander de plus ? Ils ont détruit l'armée ; ils n'échapperont pas à leur responsabilité.

C'est le Conseil de Petrograd qui a donné à l'armée, au troisième jour de la révolution, le fameux *Arrêté sur les droits du soldat,* dont j'ai déjà longuement écrit. La semence jetée en ce jour a germé. On en voit les tiges drues et fortes aujourd'hui. Et le Comité lui-même est épouvanté et ne veut pas reconnaître son œuvre. Mais les faits sont là et parlent haut.

Hélas !

Maxime Gorki.

6/19 mai.

Maxime Gorki essaie de jouer un rôle dans la Révolution.

Il n'y arrive pas. Cet écrivain, qui eut tant de talent dans sa jeunesse et dans la misère, est un détestable journaliste, maintenant qu'il est directeur et propriétaire d'un grand journal. Les « considérations inactuelles » qu'il publie dans *La nouvelle vie* ne sont lues de personne. Au cœur de la révolution, il n'a pas trouvé le moyen de toucher le public, tandis que chaque article de Léonide Andreef fait tressaillir la Russie entière.

La nouvelle vie est publiée, en partie, avec des fonds que lui a fournis un de ses amis, M. Grube, homme fort intelligent, président de la Banque de Sibérie. M. Grube avait, sous l'ancien régime, donné de l'argent à Gorki pour fonder un journal littéraire et artistique. La Révolution arriva. Gorki garda l'argent de Grube, et, sans son assentiment, fit *La nouvelle vie*.

C'est un organe maximaliste qui fait campagne à côté de Lénine et, grâce à l'adroit tour de passe-passe de Gorki, l'argent de Grube se trouve

subventionner un journal qui attaque chaque matin le capitalisme et prêche la guerre civile. Il est, avec la *Pravda*, mais avec plus grands tirage et format, aux mains des extrémistes du *Soviet*. Il est pire et plus haineux que la *Pravda*.

On se souvient — non, on ne se souvient de rien en France — de l'injure que Maxime Gorki nous a jetée, il y a quelques années, alors qu'il était à Berlin : « Je crache sur la France », déclara Maxime Gorki. Ce fut alors un beau scandale... Aujourd'hui Gorki a un journal et il « crache sur la France » quotidiennement. Il fait à l'Angleterre l'honneur de la mettre au même rang que nous et, chaque jour, *La nouvelle vie* excite les Russes au mépris et à la haine des alliés occidentaux. Mais je défie qu'on trouve dans toute la collection du journal un seul mot contre l'Allemagne, une seule phrase où l'on parle de l'Allemand comme d'un ennemi. Détail comique : *La nouvelle vie* trouve « Petrograd » de consonnance trop russe et revient au nom ancien Saint-Pétersbourg, banni, au début de la guerre, comme germanique. Ah ! ne demandez pas au journal de Gorki de prêcher la guerre contre l'Allemagne ! Infliger une défaite à l'Allemagne ! une idée aussi criminelle ne peut germer que dans le cerveau d'un impérialiste occidental ! Non, *La nouvelle vie* est en guerre avec nous ; mais elle vit en paix, dans une paix heureuse et bénie, avec l'Allemagne. Étrange et

triste histoire que celle de Maxime Gorki! Jeune, sans le sou, menant une vie errante dans la vaste Russie, il écrit des pages émouvantes sur les *Ex-hommes*, sur les *Bas fonds*. Le voilà dans sa maturité. Cet homme qui n'aime que les prolétaires, qui est, du reste, comme eux, sans culture, fréquente les salons des riches banquiers. Cependant, il est socialiste internationaliste, « défaitiste », puisqu'il faut employer cet affreux mot, et toutes ses sympathies vont aux frères allemands. Curieux effet de mimétisme ; depuis qu'il est devenu germanophile, Maxime Gorki ne ressemble plus à un moujik. Il ne porte plus la blouse nationale ; il a coupé sa barbe. Avec sa longue redingote, avec ses lunettes d'or, il évoque l'image d'un *Herr Professor*...

Voyage à l'armée avec Kerenski.

10/23 mai.

Kerenski, il y a deux jours, a annoncé qu'il partait pour le front ; j'ai couru au ministère de la Guerre. J'ai frappé à une porte, la bonne. Et voici que ce mardi, à midi, j'arrive à la gare de Tzarskoïé-Selo, à l'ancienne entrée impériale, d'où part le train spécial du ministre de la

Guerre. A part quelques officiers de service qui viennent remettre leurs rapports, il n'y a là personne. Seule, une garde d'honneur, composée de vingt et un hommes des Préobrajenski et de vingt et un marins des équipages de la garde — des hommes superbes, de six pieds et demi de haut, la poitrine couverte de décorations. Le train est des plus courts. Un wagon grand-ducal, à l'arrière, pour le ministre ; un wagon de première et un de troisième pour la garde.

La suite de Kerenski, des plus simples : le lieutenant-colonel Baranovski, chef d'état-major du ministre, le colonel de la garde Kirkin, deux *praporstchiks*, deux sous-officiers et deux soldats d'un régiment que j'ignore, qui s'occupent de la comptabilité et font marcher la machine à écrire. Nous avons encore avec nous deux délégués de la flotte de la mer Noire, un lieutenant de marine, à la voix assez forte pour parler à dix mille personnes, et un soldat de Sébastopol. Ces deux gaillards font partie de la délégation qui est venue, au nom de la flotte de la mer Noire, faire entendre des accents enivrés et héroïques dans la fade symphonie pacifiste et pleurarde de Petrograd. Je suis seul civil. Pas un confrère ! C'est un beau coup de journalisme, car le premier voyage de Kerenski sur le front, à l'heure où nous sommes, est un événement. Ce n'est un mystère pour personne qu'il va chez

Broussilof prêcher l'offensive et essayer de galvaniser l'armée qui se dissout. Tâche surhumaine à laquelle il se précipite avec la foi joyeuse d'un prophète qui ne connaît point d'obstacles et qui veut vaincre, qui va à l'action comme un marié à ses noces : « La foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère ? » S'il réussit à souffler son âme ardente à cette masse de soldats qui ne veulent plus se battre, nous gagnons la guerre. Sinon ?...

Il a, pour lui, une popularité immense. Il est l'homme issu de la révolution, le premier citoyen de la Russie libre. Ce peuple jeune a besoin d'aimer. Il est l'idole vers qui vont les regards et les espérances... Allons, quoi qu'il arrive, ce sera le beau voyage !

Et puis, je quitte Petrograd, Petrograd où il neigeait hier, Petrograd où nous avons grelotté de froid, six mois durant, le Petrograd aussi de la révolution, de nos fièvres, de nos angoisses quotidiennes, de nos espérances si brèves, de nos soucis durables : je quitte Petrograd, je m'en vais vers le Sud, vers le soleil, les beaux ciels, l'espace, les larges horizons, les prés verts et les arbres en fleurs, vers la chaleur. Je suis heureux comme un enfant...

A midi quinze, Kerenski arrive. Il est en tenue de campagne russe, casquette d'ordonnance, veste et ceinture, leggins et bottines jaunes, sans épaulettes et sans cocarde, l'uniforme que je

porte moi-même dans mes visites sur le front et que j'ai revêtu aujourd'hui. Il passe devant la garde d'honneur et nous montons dans le train qui file.

Voici un crayon que je me suis amusé à tracer de l'homme qui, aujourd'hui, porte la Russie à bras tendu.

. . . .

Kerenski, un homme de taille moyenne, jeune, le visage rasé, les cheveux blonds, taillés courts, en brosse, le nez long et charnu, le teint pâle, et, dans la fatigue, presque de cendre, les yeux bleus, très bleus, de myope, clignotants, qui vous regardent bien droit, des yeux sans ruse, mais non sans gaîté, un sourire ouvert, confiant, joyeux, quelque chose de franc, de généreux dans l'expression, quelque chose aussi de courageux, de va-droit-son-chemin, de décidé à dire les choses sans biaiser, arrive ce qui arrive, de risquer parce que le risque, c'est viril. Et enfin, ceci est la touche dernière, quelque chose de juvénile, de délicieusement juvénile, de frais, de spontané, qui vous prend comme par surprise et vous charme par l'inattendu de le trouver chez un homme que l'on s'attendait à voir accablé sous le poids de la responsabilité qui pèse sur ses jeunes épaules : voilà Kerenski, ministre de la Guerre et de la Marine, dans le premier gouvernement de la Russie libre et révolutionnaire, l'homme issu de la tempête qui a balayé l'auto-

cratie tri-centenaire des Romanof, l'homme vers qui chacun tourne les yeux, aujourd'hui, à l'heure du danger.

Il est de santé faible. Il a subi une grave opération. Il porte la main droite enveloppée, attachée sur la poitrine. Il devrait être à se soigner, dans un beau climat tiède et ensoleillé, au bord d'une mer méridionale, et, depuis la fin de février, il lutte jour et nuit, balayé par les vagues de la tourmente révolutionnaire qui emporte la Russie vers on ne sait quel destin. Ni le désordre, ni l'anarchie ne lui font peur. Il sait que l'accouchement formidable de la jeune liberté russe n'ira pas sans quelques accès de fièvre dont un organisme sain saura triompher. Il fait confiance aux forces jeunes du peuple, à son bon sens, à la générosité inépuisable de son cœur. Il sait qu'on peut le tromper, qu'on s'y emploie et que sa naïveté crédule se laisse parfois abuser. Mais il pense que ce peuple est bon, qu'il n'écoutera pas longtemps les mauvais bergers et qu'il suffit de lui parler, d'homme à homme, et les yeux dans les yeux, pour le ramener dans le droit chemin. Il a, dans l'avenir de ce pays, qu'il aime avec passion, une confiance entière, à condition que chacun travaille à refaire l'ordre et que la bonne volonté d'aplanir les conflits, d'apaiser les différends, règne entre les hommes. Si la bonne volonté est, à elle seule, un programme de gouvernement et un moyen

d'action, Kerenski verra ses plus beaux rêves se réaliser. Personne n'est plus éloigné que lui de l'appel à la force, à la contrainte. Au lendemain de la révolution, il abolissait la peine de mort. « Je ne veux pas, disait-il, que la révolution soit sanglante. » C'est un trait caractéristique de l'histoire de ces trois derniers mois en Russie : le non-appel à la force. Le gouvernement parlemente, discute, ou avec des soldats révoltés, ou avec des ouvriers anarchistes, ou avec des villes qui se déclarent indépendantes. On discute, on essaie de persuader. L'emploi de la force est exclu. D'aucuns disent que le gouvernement n'emploie pas la force parce qu'il n'a pas de force, et qu'à l'impossible nul n'est tenu. Pour Kerenski, en tout cas, son arme préférée — en eût-il d'autres — sera la persuasion.

Ici, il a des dons les plus précieux. Il sait toucher, il sait convaincre. Peut-être son éloquence n'a-t-elle pas la belle ordonnance, la phrase longue et cadencée de notre éloquence latine. Mais Pascal l'a dit : « La vraie éloquence se moque de l'éloquence. » Kerenski sait parler à des hommes assemblés, se faire écouter d'eux, les enflammer de sa propre passion et leur faire adopter ses idées. Il procède par petites phrases hachées, directes, qui portent droit. Les deux raisons de son succès prodigieux sur les masses, je crois les avoir comprises pendant les quelques jours que j'ai passés avec lui. Kerenski est cou-

rageux. Il n'esquive pas les difficultés ; au besoin, il les provoque. Il va directement à l'obstacle. Il ne flatte pas ses auditeurs. Chacun, en Russie, se souvient de la phrase qu'il prononça au Congrès des délégués du front à Petrograd et où il demanda : « Sommes-nous un peuple d'esclaves en émeute ? » A d'autres, il dit : « Qu'avez-vous fait pour gagner cette liberté prodigieuse dont vous jouissez et dont vous n'auriez même pas osé rêver il y a deux mois ? Rien. » Kerenski n'attend pas qu'on l'attaque ; il fonce sur l'adversaire, quel qu'il soit. Le courage ! rien ne plaît davantage aux foules. Le courage, la qualité virile, par excellence, celle des conducteurs de peuple. Ici, la foule s'incline et admire. Et voilà la première qualité.

La seconde, c'est le don de soi, absolu, sans réserves, l'élan de l'âme auquel un auditoire, surtout de simples soldats, ne peut résister. Il faut avoir vu Kerenski devant un auditoire qu'il veut gagner, sa prise de contact avec la foule, le feu de son action, les regards qu'il darde sur ses auditeurs, ses gestes directs, la façon dont il capte l'attention, dont il gagne les sympathies, non par la flatterie, mais par la franchise de ses déclarations et l'accent de ses paroles, et, cela fait, la manière dont il mène son public où il veut le conduire. Un homme simplement habile et éloquent ne suffirait pas à cette tâche. Il faut plus : il faut la sincérité profonde, ce don de soi

qui anime chaque parole et la fait voler dans les âmes.

Dans un régiment, tous les soldats décorés du Saint-Georges lui ont apporté leurs décorations gagnées au prix de leur sang sur les champs de bataille, comme s'ils ne pouvaient lui rendre un plus bel hommage, comme si, dorénavant, ils ne voulaient tenir leurs récompenses que de lui. A Odessa, devant un auditoire où les femmes étaient nombreuses, elles se sont spontanément dépouillées de leurs bijoux et de leurs chaînes d'or, les lui ont donnés pour servir à libérer la patrie.

L'action d'un Kerenski est-elle aussi profonde qu'elle est vive ? Laissera-t-elle des traces durables dans l'âme de ces simples soldats ? Sera-t-elle créatrice de ces actions glorieuses qui s'inscrivent au livre de l'histoire ? Cela, c'est le grand problème de l'avenir prochain, de demain, quand, sur un ordre venu d'en haut, le soldat russe devra quitter sa tranchée et marcher, au canon, vers les fils de fer, derrière lesquels se cache l'ennemi.

. . . .

Vers deux heures, nous déjeunons chez lui, un déjeuner froid et simple. Comme boisson, du thé. La gaîté de Kerenski est charmante. Pendant la demi-heure que dure le repas, il se détend et s'amuse. On rit de bon cœur dans ce wagon qui emporte le ministre de la Guerre

vers le front redoutable. Sommes-nous à une heure tragique de l'histoire de la Russie et du monde ? Qui s'en douterait à nous voir bavarder autour d'un verre de thé, en mangeant des bonbons médiocres ?

Les manifestations commencent.

Mais, dès la première station où le train s'arrête pour prendre de l'eau, les manifestations commencent. Des milliers de gens se tassent sur les quais de la gare, envahissent les voies. Les délégations sont là, bannières rouges en tête, inscriptions dorées, exaltant dans un pittoresque désordre Kerenski, le gouvernement provisoire, le conseil des députés ouvriers et soldats, la terre et la liberté, la guerre jusqu'au bout, la paix immédiate, la république démocratique et les prolétaires de tous les pays. Il y a des paysans, des femmes, des soldats, des ouvriers, des employés de chemin de fer, des musiques militaires, serrés les uns contre les autres, à étouffer. Dès l'arrivée du train, la *Marseillaise* éclate, lente et triste, à la russe.

Ces cérémonies vont se répéter tout le long

des quinze cents kilomètres qui nous séparent de Kiev. On est obligé d'en régler le cérémonial minutieusement pour éviter, au ministre surmené, des fatigues inutiles. A l'arrivée dans une gare, un officier sort, annonce que le ministre travaille, mais qu'il va venir. Lorsque le train est prêt à partir, on avertit Kerenski. Il apparaît alors sur la plate-forme. Une immense acclamation monte de la foule qui se découvre. Des yeux naïfs et enthousiastes dévorent Kerenski qui salue. Le silence se rétablit.

— Camarades, dit Kerenski d'une voix rauque, je vous salue et suis heureux de vous voir. La patrie est en danger. Ce n'est plus de paroles qu'il s'agit. Je veux des actes... (Le train commence à s'ébranler)... Seule une discipline de fer (le mouvement s'accentue)... peut nous sauver. (Nous prenons une forte avance sur la foule qui court après nous)... Tous unis pour la liberté, tous unis pour la patrie... Hourrah !

Des milliers de hourrahs volent derrière le train, qui s'enveloppe comme Jupiter, à l'heure où il connaissait l'amour d'une mortelle, d'un nuage de poussière...

Kerenski, rentré dans le salon, y tombe, épuisé, dans un fauteuil.

Et il en est ainsi toute la journée et tard dans la nuit. Mais nous n'en sommes pas toujours quittes à si bon compte. Il est des stations où l'arrêt est long. Alors, discours des délégations ;

les ouvriers, les soldats, les employés envoient leurs députés, les femmes jettent des fleurs. La mer Noire donne et gronde.

Enfin, Kerenski répond, infatigable, exhortant les ouvriers au travail, les soldats à la guerre, réclamant l'ordre, la confiance, la discipline de tous. Je vois mille visages extatiques tendus vers lui. Ces gens, pour l'instant, le suivraient jusqu'au bout du monde. Si les Allemands étaient en face, sur le quai, ils passeraient un mauvais quart d'heure. Mais, d'ici qu'ils arrivent aux tranchées, ces beaux soldats enflammés auront le temps de se calmer...

Enfin, très tard, nous nous endormons sous la garde des marins magnifiques et des Préobrajenski qui veillent sur nous.

Et, le matin, dès cinq heures et demie, je suis réveillé par les cuivres d'une musique militaire qui nous jette l'appel connu : « *Aux armes, citoyens !* »

Je me rendors. « *Qu'un sang impur abreuve nos sillons... lons... lons... lons...* »

Quand je me réveille et que je tire le rideau de la fenêtre, un beau rayon de soleil, chaud, méridional, entre dans le wagon et me salue. Nous traversons les riches plaines de la « Terre Noire », où les champs et les forêts alternent. Les bois ont pris leur fraîche parure de printemps ; la vie éclate au bout de chacune de leurs branches. Grands arbres feuillus, vertes et gras-

ses prairies, azur du ciel, chaleur de l'air qui me pénètre et m'amollit, j'avais oublié jusqu'à votre existence dans les tristes marais glacés où je vis depuis huit mois sous les frimas et la neige.

Au premier arrêt, je veux sauter sur le quai. Trois mille camarades qui attendent Kerenski arrêtent mon élan. Comme Diogène, j'ai envie de crier à ces frères-rois prolétaires qui m'empêchent de prendre l'air : « Otez-vous donc de mon soleil ! »

Cette fois-ci, les compagnons seront privés de Kerenski. Il dort. Il faut tout de même qu'il dorme ! Le colonel Kirkin sort et explique aux délégués, à la députation, aux camarades et à l'orphéon que le ministre a travaillé jusqu'à cinq heures, qu'il n'a pas dormi vingt-quatre heures dans la semaine et qu'il doit se reposer. Mais, au retour, il se fera un devoir de recevoir les camarades qui ont bien voulu se déranger pour venir le saluer. Les camarades se retirent, non sans pousser un « hourrah » formidable, qui bercera le sommeil de Kerenski et lui fera goûter, même en rêve, les douceurs de la popularité.

A déjeuner — nous avons, cette fois-ci, un magnifique wagon-restaurant pris à la Stafka — Kerenski me raconte la charmante histoire que voici :

Au 1er mai, le gouvernement provisoire a reçu une dépêche d'une petite ville de Sibérie où sont

internés beaucoup d'officiers allemands et autrichiens faits prisonniers. Or, le conseil des ouvriers et soldats a invité ces officiers à signer avec lui un télégramme au gouvernement provisoire, dans lequel il blâme avec sévérité la politique belliqueuse du gouvernement et l'invite à conclure au plus tôt la paix. Comment le gouvernement provisoire pourrait-il résister à l'injonction péremptoire de ces officiers allemands et autrichiens désireux de revoir leur patrie ?

Toute la journée, nous allons de gare en gare et d'ovations en ovations, parmi les fleurs et les discours. Le wagon-salon s'emplit de bouquets aux rubans rouges. Parfois nous faisons des haltes imprévues sur notre horaire et, lorsqu'on en demande la cause, on nous répond simplement :

— Le conseil des députés ouvriers et soldats désirait voir le camarade Kerenski. Alors, malgré le chef de gare, il a baissé le disque pour obliger le train ministériel à s'arrêter.

Echange de discours et nous repartons. C'est le jour de l'Ascension : les femmes ont vêtu leurs habits de fête, jupes de couleurs vives, tabliers et blouses brodés, fichus bariolés. C'est un bouquet éclatant de fraîcheur sous le bleu profond du ciel.

Dans une petite station, sous les arbres de la gare, des femmes de village sont assises sur un banc, mâchant des grains de tournesol, et chan-

tant des airs populaires. Nos beaux soldats de l'escorte ont vite fait de descendre leur faire un doigt de cour. Ils les prennent par la taille et les embrassent. Ce sont des petits cris indignés, des menaces et des rires, puis les chants recommencent.

Au crépuscule, nous traversons le Dnieper gonflé d'eau et, sur les falaises escarpées et verdoyantes, nous apercevons les couvents blancs, les coupoles dorées des églises, les premières lumières de la mère des villes russes, Kiev.

Dans la gare provisoire, une foule immense attend le train. Kerenski est amené dans un tumulte d'acclamations jusqu'à la grande salle, puis sur le perron. Cent mille personnes sont descendues à la gare, emplissent la place et les avenues qui y conduisent. Une rumeur, comme d'une mer agitée, monte de cette cohue oscillante. Un grand silence et Kerenski parle. Quelques centaines de personnes seules entendent les chaudes paroles qu'il adresse à la population de Kiev, mais cent mille poussent des hourrahs assourdissants lorsqu'il a terminé. On enlève le ministre sur un fauteuil et, porté par la foule, il regagne son wagon-salon. Là les fortes poitrines des Préobrajenski et des marins forment un rempart infranchissable où vient se briser le flot des manifestants.

Nous partons enfin. Il était temps. Notre garde allait être emportée dans un assaut enthousiaste.

A Kiev, on a accroché à notre train le wagon qui amène de Moscou Albert Thomas, le général Walsh, le colonel Langlois. Albert Thomas a passé la journée à Kiev. Il a prononcé cinq discours. Dans une réunion, il a été attrapé de la façon la plus vive par une femme venue de loin pour lui dire sa pensée. Elle l'a traité de bourgeois et d'impérialiste. Soyez donc socialiste unifié ! Mais Albert Thomas est patriote, et c'est un crime que l'on ne pardonne pas dans certains milieux internationalistes de la Russie nouvelle. Il est patriote, il veut la guerre jusqu'à une paix honorable, assurant l'avenir. Il veut que les alliés abattent l'impérialisme allemand et qu'on puisse respirer enfin, dans une Europe assainie. Ici, ces moutons deviennent enragés quand on leur parle de guerre. Ils ne supportent pas l'idée qu'on veuille nuire à l'Allemagne, patrie du socialisme, berceau du Marxisme, à ces chers frères allemands pour lesquels ils se sentent une tendresse sans borne, où entre, sans doute, la peur des coups qu'ils craignent naturellement.

Aussi Albert Thomas est-il traité sans politesse, dans une assemblée, par cette camarade irascible et, dans une autre, par deux extrémistes. Mais le ministre français a de la défense : il fonce sur ses adversaires et les terrasse aux applaudissements quasi unanimes de ses auditeurs.

Malgré la fatigue de la journée, on chiffre et

déchiffre des télégrammes jusqu'à cinq heures du matin, dans le wagon du ministre français.

12/25 mai, vendredi.

Notre train a fait des miracles, cette nuit, pour rattraper son retard. A huit heures et demie du matin, il nous met en gare de Kamenetz-Podolsk.

Sur le quai, brillant spectacle. Une garde d'honneur est alignée, contenant une foule innombrable. Le commandant en chef des armées sud-ouest, général Broussilof, est là, avec son état-major, et l'inévitable députation du Comité des soldats. Kerenski sort, suivi d'Albert Thomas. *Marseillaise*, acclamations. Présentation du général Broussilof. C'est un homme maigre, plutôt grand, moustache blanche, nez busqué, à la figure fine d'un officier de cavalerie française.

Dans une énorme bousculade, nous gagnons nos automobiles et partons pour le quartier général. Il fait une belle journée de fin de printemps méridional, où, par instants, on sent déjà la chaleur de l'été prochain. Sous le ciel lumineux de la Podolie, dans la grande lumière, sèche et légère, comment croire que nous sommes à deux jours des brumes glacées de Petrograd ? Et Petrograd, c'est la Russie, et à deux jours au nord de Petrograd, c'est Arkhangel et encore la Rus-

sie, et à cinq jours d'ici, au sud, Tiflis et toujours la Russie, et partout on parle russe, et ces immenses pays contrastés et séparés par des milliers de lieues reconnaissaient un seul maître, l'empereur, qui faisait l'unité, si faible qu'elle fût, de tant de contrées différentes, leur imposait une seule langue, une seule loi... Cela, c'est hier. Que sera demain ?

Au quartier général, Kerenski entre en conférence avec le général Broussilof. Puis Albert Thomas est introduit. Quand il sort du cabinet du général, on annonce le plan de nos journées prochaines. Albert Thomas et ses officiers partent à six heures, par automobile, pour Czernovitz. Demain, ils iront sur le front, dans les Carpathes boisées. Kerenski va sur les lignes, plus au nord. Il nous retrouvera avec le train spécial à Czernovitz. De là, nous nous rendrons à Jassy, soit en automobile, soit en train .Je fais ce soir partie de l'équipe Albert Thomas. Pour l'instant, nous allons à la dernière séance du congrès général des députés officiers et soldats du front sud-ouest, où Kerenski doit prononcer un grand discours.

Le but de Kerenski.

Le but que poursuit Kerenski dans ce voyage n'est un mystère pour personne. Le gouvernement est décidé à ordonner une offensive. La Russie ne peut rester passive au moment où nous sommes et laisser les alliés supporter le poids entier de l'armée allemande. Il sait qu'une paix durable ne peut être obtenue que par la défaite de l'Allemagne et qu'il faut mener la guerre, coûte que coûte, jusqu'à la victoire. Il faut faire une offensive qui, si elle réussit, peut avoir un succès décisif, car, escomptant les effets de l'anarchie qui se développe dans l'armée et les tendances pacifistes qui se manifestent partout en Russie, l'Allemand envoie ses meilleures divisions en France, l'Autrichien sur le Carso. Devant eux, les Russes ont le vide. Ils sont à quatre contre un. L'artillerie lourde a été transportée en Champagne et en Artois. Restent des fils de fer, des mitrailleuses, l'artillerie de campagne. Mais les Russes, eux-mêmes, sont riches en obus, ayant fait de longues économies depuis l'automne dernier, époque depuis laquelle toute ac-

tivité a cessé sur le front. Et personne ne peut savoir, à moins de l'avoir constaté soi-même, ce que peut être le calme sur le front russe, quand on ne se bat pas. Je me souviens de longues journées passées sur les lignes dans les plaines immenses et glacées de Baranovici ou dans les marais devant Riga. A perte de vue, le calme. Pas un coup de canon n'est tiré ; pas un bruit ne trouble le silence de ces vastes étendues où les soldats veillent l'arme au pied ; les Russes ont eu le temps d'amasser des munitions. Leurs magasins sont pleins. Ils ont, à l'heure actuelle, plus de ... millions d'obus. Il n'en faut pas tant pour enfoncer le faible front qu'ils ont devant eux. Oui, mais il faut que l'armée sorte des tranchées. Sortira-t-elle ? Avec l'ancienne armée dressée par le tsarisme, un ordre venu de haut déclenchait cette masse énorme. L'armée obéissait. L'an dernier, en six semaines, Broussilof récoltait sur les champs de Galicie cinq cent mille prisonniers et avançait jusqu'au jour où les Allemands, accourus au secours de leurs alliés, bloquaient les divisions russes et les fixaient sur place. Alors même, l'armée de l'empereur tentait des efforts désespérés et inutiles. Sur le Stokhod, la Garde, mal engagée par des chefs ignares et stupides, se faisait décimer.

Aujourd'hui, les commandants en chef sont meilleurs. Au moins, on veut l'espérer, malgré le départ d'Alexeief, de Gourko, de Rousski, de

Letchitski. Mais l'armée, l'armée révolutionnaire, l'armée telle que l'a faite l'*ordre aux soldats*, jeté dans la tourmente et la folie des premiers jours de liberté, l'énorme armée russe, laissée à ses instincts anarchiques, tout enfiévrée par l'idée d'une paix prochaine dont certains chefs socialistes lui ont persuadé qu'on l'obtiendrait, non par les armes, mais je ne sais par quels moyens de propagande démagogique, par une conférence d'internationalistes doctrinaires réunis autour d'une table à Stockholm ; cette armée de paysans « sombres », comme ils se désignent eux-mêmes, qui rêvent obscurément d'un paradis communiste où tous seront égaux et sans chefs ; cette armée d'hommes sans instruction, sans patriotisme profond, sans unité d'origine, sans intérêts communs, incapables de séparer l'idée du pouvoir de l'homme en qui il s'incarnait ; cette armée, privée du jour au lendemain de ce qui était le symbole concret de la patrie et de l'autorité ; armée dans laquelle, par un coup inouï et quasi criminel, la discipline ancienne est comme par miracle supprimée, où l'officier placé, hier, au-dessus du soldat, est, aujourd'hui, abaissé à son niveau, dépouillé de ses prérogatives anciennes, privé du droit de punir, corollaire nécessaire de celui de commander ; où toute discipline est remise aux mains des soldats eux-mêmes, qui l'exercent par des comités de compagnie et de régiment, élus par eux, et

renvoyés dès qu'ils se montrent trop sévères ; où les questions politiques sont discutées librement, où des associations se forment, selon la loi, entre soldats et prennent parti, au grand jour, sur tous les problèmes de l'heure présente ; cette armée envahie par les agitateurs civils et les provocateurs à la solde de l'étranger, inondée de proclamations et d'appels venus des centres anarchistes ; où les thèses les plus dangereuses sont soutenues, à toute heure, par des émissaires gagés ; armée affaiblie matériellement et moralement par le libre départ de milliers de déserteurs ; armée, où chaque jour, sur un point ou l'autre de l'immense front, les ordres sont discutés, où des mutineries éclatent, où des soldats refusent de prendre la garde et des régiments la relève aux tranchées, où des officiers sont congédiés par leurs soldats ou emprisonnés, voire tués : cette armée révolutionnaire de la Russie libre, lorsque l'heure sera venue de l'offensive ou de la résistance, par quel moyen lui fera-t-on une âme nouvelle, par quels procédés lui soufflera-t-on l'esprit de discipline, d'abnégation, par quel vertu amènera-t-on le soldat d'aujourd'hui à sortir de la tranchée, quel idéal dressera-t-on devant lui assez haut pour qu'il reconnaisse la nécessité de lui sacrifier librement sa vie ?

Voilà le problème que Kerenski, ministre de la Guerre, a devant lui. Il ne se dissimule au-

cune des difficultés. Il sait que, pour l'instant, il ne peut faire appel qu'à la persuasion, qu'il faut convaincre ces hommes, leur souffler le feu qui dévore son âme ardente, les amener à comprendre que la discipline est nécessaire et que l'idée de patrie est assez belle pour qu'on meure pour elle. Il sait que ces grands enfants de soldats sont sensibles, qu'ils se laissent vite toucher, qu'on peut les attendrir, les faire pleurer, mais il n'ignore pas non plus qu'ils sont changeants comme la face de l'eau, et agités par tous les vents, d'où qu'ils soufflent...

La tâche du ministre de la Guerre ne sera pas terminée lorsqu'il aura persuadé les soldats. Au-dessus d'eux, ou à côté d'eux, on ne sait plus, il y a les officiers. Le corps des officiers aujourd'hui ne vaut pas le corps des officiers de carrière qui ont commencé la guerre. L'éducation professionnelle n'était pas très développée chez ces derniers. Elle l'était pourtant davantage que chez les jeunes *praporchtchiks* (aspirants officiers), qui, de l'université, des écoles spéciales et de tous les rangs de la bourgeoisie sont venus combler les vides faits dans les cadres par trois ans de guerre. Le *praporchtchik* n'est pas un officier de carrière. Il n'a jamais eu beaucoup d'autorité. Les soldats, qui sentent le besoin d'un chef, voient en lui un civil. Quelques-uns d'entre ces *praporchtchiks*, emportés par le flot révolutionnaire, ont manqué de ce sens de la mesure

qui, peut-être, est plus rare en Russie qu'ailleurs. Ils ont pris les idées nouvelles et, les portant à l'extrême, sont tombés dans la démagogie. Les voilà extrémistes, pacifistes, internationalistes. D'une façon générale, le corps des officiers subit, à la suite de la révolution, une crise aiguë.

Ces hommes n'étaient pas préparés à la tâche nouvelle et formidable qui, soudain, leur est imposée. Ils formaient une classe et une caste ; ils avaient avec les soldats des rapports parfois excellents, j'en ai eu personnellement mille exemples, de supérieurs à inférieurs. Cela, et rien de plus. Du jour au lendemain, on leur supprime l'autorité matérielle dont ils avaient toujours joui, et on leur demande de la remplacer par une autorité morale qu'ils n'ont pas, qu'ils doivent gagner, on ne sait comment. La plupart d'entre eux ont échoué dans cette entreprise qui demandait, non seulement une vive intelligence, mais des qualités morales de l'ordre le plus rare et qu'on ne peut s'étonner de ne pas trouver dans une collectivité d'hommes que leur existence antérieure n'a pas préparés à ce rôle, le plus difficile de tous : l'éducation du peuple. Aussi, parmi eux, à l'heure actuelle, un sombre découragement. Combien de centaines d'officiers sont venus nous demander d'entrer au service de la France et de se faire tuer sur notre front, en commandant des hommes disciplinés ! Ils sont las, ils n'osent plus élever la voix, ils at-

tendent, en bons fatalistes qu'ils sont, on ne sait quoi, venu on ne sait d'où.

Chez les grands chefs, un sentiment nouveau. La crainte des responsabilités, non vis-à-vis des supérieurs et du pays, mais vis-à-vis des soldats : « Une offensive ? Sommes-nous prêts ? Avons-nous assez d'artillerie lourde ? Les pertes seront énormes. Attendons !... »

Car, aujourd'hui, les soldats discutent. Ils ont toujours discuté et jugé leurs chefs, mais, autrefois, à voix basse et se cachant. Aujourd'hui, ces discussions se font au grand jour et se traduisent dans des résolutions votées par un régiment, une division. Les soldats disent : « Une offensive, c'est bel et bon. Filer vers les fils de fer et les mitrailleuses de l'ennemi, sans une sérieuse préparation d'artillerie comme on en voit en France, merci, nous ne marchons plus. »

L'état d'esprit des chefs reflète l'état d'esprit ouvertement exprimé des soldats.

Et Kerenski, sachant tout cela, va livrer bataille à la dernière séance où sont réunis les délégués, officiers et soldats du front Sud-Ouest.

En séance.

Avec le général Broussilof, sa suite et Albert Thomas nous arrivons à la salle du congrès. C'est une grande chambre, longue, rectangulaire, avec un étage de galeries et une scène sur laquelle est installé le bureau élu. Le président est un simple soldat, petit, brun, intelligent. Autour de lui d'autres soldats, des sous-officiers, des officiers. Dans la salle, six ou sept cents délégués. Rien de plus curieux que de voir l'autorité du président sur cette assemblée. Au moindre bruit, il lève la main et un silence magique s'établit. Le général Broussilof donne à mi-voix des ordres à un de ses aides de camp. Un simple soldat du bureau s'approche et dit :

— Vous êtes prié de garder le silence. Les conversations particulières ne sont pas autorisées.

Et le général Broussilof se tait.

Une immense acclamation accueille Kerenski, auquel le président souhaite la bienvenue ; puis il lui donne la parole. Voici le résumé de ce discours haché, vibrant, direct, que Kerenski dé-

bite avec une action incroyable, le bras tendu, les yeux dardés sur les milliers d'yeux qui le regardent :

« Camarades, dit-il, je ne m'adresse pas à vous comme ministre de la Guerre, mais comme citoyen libre de la Russie libre. Je ne suis pas venu ici pour vous féliciter des libertés qui sont vôtres aujourd'hui. La liberté dont vous jouissez, vous n'auriez pas osé la rêver, il y a trois mois, dans vos rêves les plus aventureux. Je ne suis pas venu ici pour me réjouir avec vous du renversement du tsarisme. Je ne suis pas venu pour vous dire : vous êtes libres, rentrez chez vous pour y jouir de la liberté et de la terre qui vous sont données. Non, j'ai le droit et le devoir, par mon passé révolutionnaire, par les luttes dangereuses que j'ai menées dans les temps d'oppression, de vous tenir un autre langage. Je vous dis : citoyens, attention à vos armes ! Notre mère, la Russie, est en danger. Vous seuls pouvez la sauver. Si l'armée meurt, mourra aussi la liberté. Un ennemi perfide la menace. Vous laisserez-vous égarer ? Irez-vous fraterniser avec lui, quand nos frères anglais et français meurent sur le front occidental, pour le salut de notre liberté ?

« Comme ministre de la Guerre, je dis que cela est impossible. Il vous appartient de montrer au monde que la révolution est une grande force morale et, à l'ennemi, qu'elle est une puis-

sante force matérielle au service du droit. L'ancienne armée du tsar a accompli des prouesses, dont la Russie est ennoblie à jamais. Laisserez-vous dire que l'armée libre de la révolution lui est inférieure, qu'elle n'est plus qu'une cohue désorganisée et anarchique, incapable de se battre, incapable de mourir ? Camarades, songez à vos femmes, à vos enfants, songez à la terre russe infinie. La liberté que nous venons de vous gagner, c'est à vous de la défendre et de la leur assurer. Combien de mes camarades socialistes révolutionnaires sont morts dans la lutte implacable contre l'ancien régime ! Si vous êtes décidés à vous battre, si vous êtes prêts à mourir d'une mort glorieuse, appelez-moi, et, un fusil à la main, je marcherai devant vous à l'ennemi...

« Non, je ne peux croire que la Russie débarrassée du tsarisme maudit puisse mourir. Je crois à la victoire. (*Se tournant vers le général Broussilof.*) Et vous, commandant en chef, soyez tranquille, tous ces hommes iront avec vous, où vous leur commanderez d'aller... Oui, c'est un grand sacrifice que la liberté vous demande. Mais elle a le droit de l'exiger de vous. Un citoyen libre doit savoir mourir pour sa patrie. Ah ! sans doute, il est plus facile de rêver à une paix générale où vivraient tous les peuples frères. Mais cette paix, comment l'obtenir? Et, lorsque vous écoutez les pacifistes sans honneur, êtes-vous bien certains qu'au fond obscur de vous-mêmes,

vous n'entendez pas aussi la voix de la peur, mauvaise conseillère? N'est-ce pas elle qui vous invite à laisser là les armes ? N'est-ce pas elle qui vous appelle à trahir, et la liberté, et la patrie? Citoyens, à l'heure tragique où nous sommes, il faut vous vaincre vous-mêmes, il faut vous dépasser. Il faut que, en sortant d'ici, je sois assuré que le jour où je vous demanderai de me donner votre vie, vous me la donnerez. (*Tous les auditeurs se lèvent et crient :* « Nous le jurons ! ») Et cela, je vous le demanderai demain ! »

Tel est le thème que développe pendant plus d'une demi-heure Kerenski devant les délégués du front. Il est difficile d'imaginer l'effet de cette chaude parole sur les soldats qui l'écoutent. Elle les fouette comme le vent soulève les flots de la mer. Chaque phrase est coupée par les réponses des soldats. « Nous sommes avec toi, disent-ils, oui, nous mourrons ! » La scène est merveilleusement animée et dramatique. Pas une voix discordante n'ose se faire entendre ; Kerenski, brisé par l'effort soutenu, tombe sur une chaise aux trois quarts évanoui.

Voilà un spectacle nouveau et magnifique. Il faut remonter à l'antiquité pour trouver un exemple d'un chef haranguant ses soldats avant la bataille, discutant avec eux la situation, leur montrant pourquoi ils vont se battre, pourquoi ils vont mourir. Mais que les conditions étaient différentes ! Dans les petites démocraties grec-

ques, le général s'adressait à quelques milliers, voire à quelques centaines d'hommes. Il les tenait sous son regard et, descendant de la tribune, il engageait la bataille avec une poignée de soldats électrisés par sa parole. Mais ici, par ces six cents délégués, Kerenski essaye d'atteindre et d'animer une masse de plus d'un million d'hommes épars sur cent lieues de front. Et l'offensive ne se déclenchera pas demain, ni dans une semaine, ni dans deux. D'ici le jour de l'heure H..., que se passera-t-il ? Quelle contre-propagande ouverte viendra combattre la parole du ministre? Quelles discussions dans les tranchées et dans les cantonnements énerveront ces soldats impressionnables, crédules, incertains, et pour qui le dernier qui parle a toujours raison ?

Mais l'effort d'un Kerenski est grand et noble. La révolution, dont il a été un des premiers chefs, l'a dépouillé d'autorité matérielle, a ruiné la discipline ancienne, soutien de l'immense armée russe. Il prend la seule arme qu'il ait sous la main: la persuasion. Il essaie d'atteindre le cœur des soldats de la Russie. Il se dépense sans compter. Les qualités d'un chef, il les a. Sera-t-il suivi ?

Une fois calmée l'émotion soulevée par son discours, Albert Thomas prend la parole. Bien qu'il soit traduit, bien qu'à chaque groupe de phrases il soit obligé de s'arrêter pour laisser la

parole au traducteur, son succès est presque aussi vif que celui de Kerenski. Une immense acclamation salue le discours passionné du ministre français ; les soldats l'empoignent et Kerenski, et les portent en triomphe à leurs automobiles.

Nous nous rendons à une autre salle de réunion, où nous attend le conseil des députés ouvriers et soldats et la population de Kamenetz-Podolsk. Là, dans une atmosphère surchauffée, nouveaux discours, nouvelles ovations et, enfin, vers deux heures, nous arrivons à déjeuner au grand quartier. Deux cents convives y assistent. Broussilof parle, Kerenski parle, Thomas parle, la mer Noire parle. Je note la fin singulièrement dramatique du délégué de la flotte de Sébastopol :

— Nous avons l'autorisation de venir nous mettre au premier rang avec vos soldats, au jour où ils sortiront des tranchées, et nous avons aussi la permission de ne pas reprendre notre place dans la flotte de la mer Noire.

Après déjeuner, nous allons visiter, entre Français, la pittoresque capitale de la Podolie et son antique forteresse. Sur ce point extrême sud oriental de l'ancienne Pologne, aux confins de l'empire turc, la lutte a été vive entre la Croix et le Croissant. Pendant trente années, Kamenetz-Podolsk a été turc. Les églises polonaises sont ornées des statues pathétiques et agitées de leurs saints, mais sur la cathédrale, du quinzième siè-

cle, pointe un aigu et sec minaret musulman. La rivière au lit creusé entre de hautes falaises, embrasse étroitement, de toutes parts, la petite ville, à laquelle on accède par un pont. Dans les murs de la forteresse aux tourelles pointues, d'énormes boulets de pierre sont encore enchâssés. Nous passons une heure charmante à errer dans les ruines parmi les herbes folles, le long des remparts immobiles du fort, puissant à l'époque où les canons n'envoyaient pas d'obus explosifs.

Vers la fin de l'après-midi, nous partons en automobile pour Czernovitz. Admirable pays aux larges horizons, aux grands mouvements de terrain dont nous goûtons avec volupté la douçeur de l'air, la beauté de la lumière, étendue sur ces vastes paysages variés, et le charme du crépuscule dans lequel s'endort la terre heureuse de la Podolie. Les paysans que nous croisons ont la longue chemise blanche et brodée, et souvent une veste de peau. Leur type est des plus curieux. Figure allongée, pommettes saillantes, nez long et mince, teint cuivré, ils ressemblent à des Sioux. Ce sont des Ruthènes. Nous gagnons la rive gauche du Dniester qui roule ses eaux brunes entre des rives en talus élevés de terre et, comme les ombres du soir commencent à nous envelopper, nous traversons un pont de bois récemment construit par les Russes pour remplacer le pont de pierre qu'ont fait sauter dans leur retraite les Autrichiens l'an passé.

Nous suivons le même chemin que l'armée russe dans son avance victorieuse de l'année dernière. Elle a débordé Czernovitz au nord et est descendue, du nord au sud, sur la capitale de la Bukovine. Auprès de la route, de place en place, des lignes de tranchées. Parfois un village ruiné. Mais plus nous approchons de Czernovitz, moins on voit des traces de batailles. Les Autrichiens ont évacué la ville qui n'a pas souffert.

Nous y arrivons entre neuf et dix heures. Czernovitz est brillamment éclairé à l'électricité. Ses rues sont propres, bien pavées. Les maisons modernes et aisées. Nous passons à la civilisation occidentale, nous rentrons en Europe. Au palais du gouvernement, où est installé le quartier général, nous avons le plaisir de trouver le général Kornilof.

Il est arrivé à la huitième armée avant-hier soir, quittant le commandement des troupes révolutionnaires de Petrograd, les discussions avec le Comité exécutif, les manifestations anarchistes dans la rue, le faible gouvernement dont il était l'agent. Le voilà à la tête d'une armée sur le front. C'est un homme heureux.

Il nous reçoit avec la parfaite hospitalité que j'ai trouvée partout à l'armée russe. En un rien de temps, des chambres sont trouvées pour nous six, un souper est improvisé. Nous constatons qu'on ne manque de rien à Czernovitz. S'il en est partout, en Autriche, comme dans la capitale

de la Bukovine, nous ferons bien de ne pas compter sur la famine pour réduire nos ennemis. Nous avons, sur la table, du pain blanc et frais — il y a longtemps que nous n'en avons vu — des œufs, du beurre délicieux, du jambon du pays, du vin et des confitures. Et nous goûtons la joie, qui nous a rarement été accordée pendant cette guerre, de faire ce repas dans un beau palais, territoire étranger, conquis sur l'ennemi. Oublieux des sinistres formules de la révolution russe et des pacifistes, internationalistes, zimmerwaldiens et leninistes de Petrograd, nous nous écrions : « Vivent les annexions ! »

De bon matin, nous sommes sur route en automobile. Nous avons cent vingt kilomètres à faire pour aller par Smiatin et Kutti, jusque sur le front de Iablonitza, dans les Carpathes boisées. En chemin, nous verrons une division de Cosaques.

Un pneu de notre voiture crève, et comme nous n'avons pas de carte et que notre chauffeur ignore le cantonnement de la division cosaque, nous manquons la revue et filons directement sur Smiatin. La route que nous suivons est excellente ; le pays riche, bien cultivé ; les villages propres et les maisons des paysans confortables. A l'horizon occidental, les sommets boisés des Carpathes qui descendent du nord au sud. A Kossov, nous sommes au pied des montagnes. Nous nous arrêtons un instant chez

l'administrateur civil russe, qui nous donne enfin une carte. Et nous repartons. Nous passons un col élevé et retombons dans la vallée de la Tcheremosch noire. Nous la suivons jusqu'à sa réunion avec la Grande Tcheremosch. Dans les montagnes, le pays est assez désert. Nous rencontrons quelques rares paysans, aux yeux en amande, aux boucles noires, vêtus de façon éclatante, des chemises blanches et des peaux claires, brodées à la roumaine, de vives couleurs. Vers midi, nous arrivons au rendez-vous près de la rivière. Un général de division nous y attend. Mais nous sommes en avance. Albert Thomas et le général Kornilof retenus à la division cosaque, font leur apparition une heure plus tard. Dans un champ voisin, un régiment est sous les armes. C'est la première fois, depuis la révolution, que je vois des soldats sur le front. A Petrograd, qu'avons-nous ? Des troupes de dépôt, oisives et désordonnées, qui passent leur journée à flâner, à faire de la politique, à suivre les réunions publiques, mais qui ne font plus jamais l'exercice et qui ont oublié le beau pas de parade ancien.

Première surprise agréable : le régiment est à peu près au complet. Il y a là plus de trois mille soldats. Je suis tout enchanté de cette constatation, car, enfin, il est agréable de voir de ses yeux que, au moins, en figure et en nombre, l'armée est là.

Et ces soldats sont bien alignés, se tiennent droit, la tête haute, belle troupe encore. Ils répondent au salut du commandant en chef à la mode nouvelle par un : « Bonjour, monsieur le général ! » qui n'a pas la belle cadence rythmée, sonore et crépitante de l'ancien : « Nous souhaitons la santé à votre Haute Excellence. »

Le général Kornilof parle à ses soldats comme un chef, comme un père. Il leur explique — il le faut bien — pourquoi ils sont là, et ce qu'ils ont à faire. Il leur parle de la liberté gagnée, mais aussi de la patrie, des droits qu'ils ont, mais de l'ennemi qui est là, près d'eux, et qu'il faut battre, le tout en termes simples, clairs, à la portée de leur esprit de grands enfants soudainement émancipés. C'est un modèle d'éloquence militaire, sobre et convaincante.

Puis Albert Thomas s'adresse à son tour aux troupes. Un officier traduit phrase par phrase son beau discours, bien fait pour émouvoir ces âmes simples et obscures.

On joue la *Marseillaise*, on crie : *Vive la France !* Mais, avant de nous retirer, Albert Thomas demande au général s'il peut causer avec les soldats qui auraient des questions à lui poser. Et voilà le ministre français serré dans un groupe de soldats qui l'entourent de près. Là, dans l'odeur forte des bottes et du cuir, c'est une discussion bien curieuse, bien typique de l'heure et de l'armée nouvelle. Un grand sous-

officier barbu s'adresse avec une aisance parfaite au ministre et l'interroge. Je constate que la propagande leniniste est bien faite. Les agitateurs de ce funeste internationaliste à la solde de l'Allemagne ont porté, sur tous les points du front, le même catéchisme du parfait pacifiste. Ce sont partout les mêmes questions simples et perfides. Faut-il, une fois de plus, les énumérer? La guerre est une guerre d'impérialistes et de capitalistes. La démocratie russe doit réunir le prolétariat de tous les pays. Plus une goutte de sang ne doit être versée. Personne ne doit se battre pour des annexions. Et, sur le front des Carpathes, j'entends à nouveau évoquer le Maroc, l'Algérie, les Indes, l'Irlande.

Albert Thomas, avec la conviction qu'il apporte à toute chose, avec la foi qu'il a dans la vérité, répond point par point, patiemment, de façon à être compris, à ne rien laisser d'obscur derrière lui. L'auditoire est enchanté et, à la fin de ce colloque, comme on n'en a jamais vu avant cette bienheureuse révolution russe, je photographie le ministre français et le compagnon bolchévik, bras dessus, bras dessous, dans le cercle des soldats qui les entourent.

Nous repartons en automobile pour gagner le cantonnement d'un second régiment qui nous attend. Nous sommes en pleines Carpathes boisées. La route suit la vallée étroite de la Bistritza. Tout au long du chemin, des femmes

travaillent avec des enfants, des soldats et des prisonniers, à la réfection de la chaussée. Elles sont vêtues d'étoffes claires et éclatantes ; leurs jupes blanches, leurs corsages rouges, animent le paysage sévère des montagnes couvertes de tristes sapins. Elles sont souvent jolies et toutes jeunes, de grands yeux noirs et vifs, des visages ovales, au teint hâlé par le soleil, les cheveux sombres.

En chemin, nous nous arrêtons pour manger sur l'herbe quelques sandwiches, car il est près de quatre heures et nous sommes en route depuis sept heures du matin. Nous nous étendons sur l'herbe fraîche, au bord de la rivière qu nous chante une charmante chanson bukovinienne, tandis que nous trompons notre appétit du mieux que nous pouvons.

Puis, c'est un second régiment, dans une belle clairière. Ici, Albert Thomas et le général Kornilof ont un tel succès dans leurs harangues que les soldats enthousiasmés vous les empoignent et les portent en triomphe jusqu'aux voitures. Et le général, et le ministre, dix kilomètres plus haut, passent un troisième régiment en revue. Puis nous gagnons enfin, et dans le crépuscule, l'état-major d'une division où un dîner nous attend.

Ici, nous ne sommes plus dans le luxe de Czernovitz. L'état-major de la division est installé près des lignes, dans une grande et simple mai-

son de montagnard aisé. Mais nous y retrouvons le « chtchi » national russe, la savoureuse soupe aux choux et à la viande. Et, pendant le dîner, dans la salle aux murs crépis à la chaux, et mal éclairée, c'est une vive et joyeuse conversation avec nos hôtes, pour qui la venue de Français dans leurs montagnes est une fête.

Pour l'instant, le moral des officiers est bas. Ils sont jetés au milieu d'une tourmente dans laquelle ils se sentent impuissants. La tempête a fait monter à la surface des éléments inconnus qu'ils regardent avec stupeur. Ils s'arrêtent devant le tourbillon de ces forces mystérieuses qui, soudain, se sont dressées devant eux. Comment discipliner ces forces nouvelles, les amener à prendre un rythme régulier, en faire une puissance créatrice ? Ces comités de soldats parlent en maîtres, les soldats eux-mêmes... Que faire ? Où se diriger ? Où chercher le salut ? Les officiers hésitent, tâtonnent et se taisent.

Nous les quittons trop tôt. Nous aurions voulu rester avec eux une journée de plus, aller aux lignes, voir les soldats dans les tranchées, regarder les fils de fer autrichiens, au-dessus desquels flotte parfois un drapeau blanc, et d'où de traîtres appels sont jetés aux naïfs soldats russes. Mais Albert Thomas n'a jamais une minute de libre, il parcourt la Russie, les villes, l'armée, l'arrière et le front à une allure prodigieuse que, de mémoire d'homme, on n'a jamais approchée dans

ce pays, où tout se meut avec une lenteur orientale. Avant-hier, il était à Kiev, hier à Kamenetz-Podolsk, aujourd'hui au sommet des Carpathes boisées. Demain, il veut entrer en Roumanie et coucher à Jassy, où il ne fera que toucher barre, et toujours courant, suivi de son sténographe, de ses secrétaires et de ses chiffreurs de télégrammes, il regagnera Petrograd sans avoir pris le temps de souffler.

Nous repartons. Les soldats assemblés nous font une dernière ovation. Tout le long du chemin, tant qu'on y voit clair, du seuil des chaumières ils saluent les officiers qui passent. Grâce aux dieux, l'article du *prikaze* aux soldats, supprimant le salut aux officiers, n'est pas appliqué dans les Carpathes boisées. Nous sommes loin des grands soldats flâneurs de Petrograd, qui passent les mains dans les poches, la cigarette à la bouche, devant des officiers trois fois blessés sur le champ de bataille. Ici, la politesse règne encore et le respect dû au supérieur n'est pas mort.

Nous filons dans la nuit et, vers une heure du matin, nous voyons les lumières de Czernovitz. La voiture du général Walsh s'égare. Il rentre à trois heures, ce qui ne l'empêchera pas d'être exact au déjeuner à sept heures et demie.

En arrivant à Czernovitz, nous trouvons un télégramme de Kerenski, qui ne peut nous rejoindre. Il est appelé à Sébastopol, où un conflit

a éclaté dans la flotte de la mer Noire, jusqu'ici d'une si belle tenue.

Peut-être nous rejoindra-t-il à Jassy ?

Mais je puis relater ici un épisode dramatique de sa rapide apparition au front de Tarnopol, épisode qui m'a été raconté, à mon retour à Petrograd, par un témoin, et qui montrera l'action presque hypnotique que Kerenski a sur le soldat russe.

Après avoir visité une division, il arrive au cantonnement d'un régiment de soldats de derrière l'Amour.

Le régiment était en armes, mais les rangs des soldats étaient hérissés de bannières sur lesquelles on lisait :

« Tous les hommes sont des frères. »

« Nous nous battrons jusqu'à la victoire finale... sur le bourgeois. »

« Nous ne sortirons plus des tranchées. »

Kerenski pâlit. Il s'avança seul devant le front du régiment et, laissant éclater sa colère, cria à ces soldats :

— Allez-vous en !... Vous déshonorez l'armée russe ! Elle ne peut admettre des lâches comme vous dans ses rangs. Allez-vous en ! Rentrez chez vous !... Mais je ne réponds pas de la façon dont vos femmes vous recevront, la fourche à la main !

Les soldats ne bronchèrent pas. Une balle al-

lait-elle partir de leurs rangs et coucher devant eux l'homme qui leur tenait tête ?

— Allez-vous en, reprit Kerenski, jetez vos armes, vous dis-je... Je ne peux plus vous voir...

Il y eut comme un flottement dans les rangs immobiles des soldats et, soudain, ils tombèrent à genoux...

Un sous-officier vint à Kerenski, détacha la croix de Saint-Georges de sa poitrine et la lui tendit.

Kerenski la refusa et dit.

— Non, je ne la prendrai de votre main que lorsque votre chef m'aura assuré que vous l'avez gagnée dans la prochaine offensive, par une belle conduite devant l'ennemi [1].

Avant neuf heures, réunion plénière des députés soldats de la garnison, de la division, et de l'armée. Là encore, grande discussion avec les inévitables léninistes. L'argent de la propagande pacifiste se dépense sans compter. Il n'est pas de point sur le front où l'on ne trouve quelques agitateurs maximalistes qui ne vivent pas de l'air du temps. Et, partout ce sont les mêmes théories, et, partout, les mêmes objections. Le catéchisme est bien fait et les catéchumènes n'en oublient pas un article. Albert

1. Ce même régiment a pris part à l'offensive un mois plus tard et a mérité d'être cité à l'ordre du jour de l'armée dans le communiqué officiel.

Thomas, chaque fois, sans se lasser, répond point par point. Qu'on me pardonne, je n'ai pas la patience évangélique de notre ministre et je ne répéterai pas les arguments si connus des internationalistes qui opèrent à Czernovitz.

Vers dix heures, nous quittons la charmante capitale de la Bukovine qui, je l'espère bien, malgré le désintéressement des chefs actuels de la politique russe, ne redeviendra jamais autrichienne, et nous filons sur la Roumanie.

La route est excellente. Quand elle approche de la frontière roumaine, elle est bordée, sur les hauteurs boisées qu'elle traverse, d'une décuple rangée de fils de fer, défense formidable qui a été inutile. Czernovitz a été pris par le nord et pas une goutte de sang n'a été versée devant la haie barbelée de ces fils de fer.

A soixante kilomètres de Czernovitz, nous arrivons dans le village frontière de Michaileni. La moitié du village était autrichienne, l'autre est roumaine. Une simple perche de bois, tendue en travers de la rue, marque la séparation des deux royaumes.

Un fonctionnaire roumain se borne à prendre nos noms, la perche est retirée, et nous voilà dans la belle et malheureuse Roumanie. Nous suivons la route royale qui va de Bucarest à Jassy. En Moldavie, elle franchit une série de plateaux de moyenne hauteur qui, à chaque fois, nous découvrent un vaste panorama. Les riches

campagnes moldaves, les grasses prairies, les vignobles, les champs d'avoine et de blé, encore verts, frissonnants sous la brise, les forêts qui couronnent les hauteurs, les fermes, les belles maisons des grands propriétaires, les villages aisés défilent sous nos yeux dans une lumière chaude, ambrée, où l'on sent la touche magique de l'orient. Partout des postes de soldats qui se redressent à notre passage et saluent. Partout des femmes aux costumes clairs, brodés de couleurs vives.

Vers une heure et demie, nous sommes dans la ville de Botuchani ; nous y rencontrons des officiers français du corps d'instruction. Il nous mènent dans un petit restaurant et le déjeuner qu'on nous sert nous fait sentir la quasi-famine dont souffre la Roumanie. Peu de pain, peu de viande, peu de vin ; le café est remplacé par de l'orge grillée. La Roumanie a perdu les deux tiers de son territoire, les plus riches ; l'afflux de la population en Moldavie, les maladies qui l'ont accablée après la retraite, le manque de main-d'œuvre pour le travail des champs, l'insuffisance du ravitaillement par la Russie qui, elle-même, est pauvre aujourd'hui et n'a qu'une seule voie ferrée sur Jassy, ont amené la disette dans ce beau pays qui, jusqu'ici, avait vécu dans l'abondance des biens que la terre, d'elle-même, lui prodiguait. Nous couvrons rapidement les cent vingt kilomètres qui nous séparent de Jassy

et, vers six heures, nous faisons notre entrée dans la capitale ancienne de la Moldavie, capitale actuelle de la Roumanie.

Malgré la guerre, malgré les épreuves, rien de plus gai que l'aspect de ses rues étroites où se croisent soldats russes et roumains, officiers d'état-major des deux armées, et une foule animée de civils, paysans et citadins. La population de Jassy est triplée depuis que la cour, le gouvernement, les chambres et tout ce qui a pu quitter Bucarest et la Valachie s'y sont réfugiés. Se loger à Jassy est un problème difficile à résoudre ; mais, pour Albert Thomas et sa suite, le gouvernement roumain a fait le nécessaire. Albert Thomas, le général Walsh, le colonel Langlois sont les hôtes du métropolite qui les reçoit dans son beau palais.

C'est un homme encore jeune, à la figure ouverte et intelligente. Il adresse en roumain un petit discours de bienvenue au ministre et son secrétaire le traduit. Puis il l'embrasse sur les deux joues. Que n'ai-je pu prendre sur un cliché le ministre socialiste unifié dans les bras du chef de l'Eglise roumaine? Je loge à deux pas de l'hôtel Trajan, au centre de la ville, dans une vaste chambre réquisitionnée et, luxe prodigieux à Jassy aujourd'hui, j'ai une salle de bain et une douche.

Nous passons la journée de lundi à Jassy. Albert Thomas reçoit cent personnes, va chez

le roi, confère avec notre ministre M. de Saint-Aulaire, discute avec Bratiano, reçoit les rapports du général Berthelot, chef de la mission militaire, dicte des dépêches, prononce des allocutions, embrasse des évêques et des ministres, visite l'aviation, inspecte les usines, trouve un mot aimable pour chacun, et, courant la ville du matin au soir, est vu, à la fois, au levant et au ponant, au midi et au septentrion, fatigue quatre chauffeurs et change trois fois de chemise.

Je retrouve mes amis anciens. Voici la quatrième fois que, pendant la guerre, je suis en Roumanie. La dernière fois, j'étais à Bucarest quelques jours après l'entrée de la Roumanie en campagne. C'était le moment où, par les plus belles nuits de commencement de septembre, claires, chaudes, parfumées et lumineuses, un zeppelin venait chaque soir de la rive bulgare sur Bucarest et nous jetait quelques bombes. Mille obus cherchaient en vain le dirigeable caché dans les étoiles. C'était un fracas assourdissant qui ne m'empêchait guère de dormir. Heureuse époque où, malgré la perte inquiétante de Turtu Kaya, les troupes roumaines avaient passé les cols des Carpathes, occupaient Brascho, Friedrichstadt, la vallée de l'Olt, et semblaient devoir arriver sans coup férir dans la plaine hongroise.

On vivait dans des rêves, on se nourrissait de chimères.

Les Autrichiens étaient incapables de réagir, les Allemands occupés en France, les Bulgares devant Monastir. Ah! que les premiers jours de la guerre étaient enivrants à Bucarest par ces tièdes soirées d'avant automne! La Roumanie qui, depuis longtemps avait eu une vie facile et riche, qui avait gagné la Dobroudja sans perdre un homme, s'imaginait qu'elle allait, une fois de plus, remporter la victoire par une belle promenade militaire!... Les revers sont venus. Les troupes roumaines, mal aguerries, insuffisamment outillées, médiocrement commandées, ont été ramenées bien vite sur la frontière. Puis l'ennemi a envahi la Valachie; la bataille de Bucarest, où un instant on a pu croire au succès, a été perdue, la capitale évacuée; la population civile a gagné, dans un horrible désordre, la Moldavie; l'armée épuisée, en proie aux plus affreuses épidémies, a été décimée; et je retrouve ce pays charmant, où la vie était molle et voluptueuse, réduit au tiers de son territoire et ayant traversé, en six mois, les plus cruelles épreuves qui puissent accabler un peuple.

Les troupes russes sont arrivées un peu tard au secours de la Roumanie. Je pense ne pas manquer à la vérité en disant que les troupes qui ont été envoyées en tête n'étaient pas les meilleures de l'armée russe. Les alliés de l'Orient qu'on attendait avec tant d'impatience ont souvent déçu les Roumains. Il y a eu beaucoup de

pillage... Et aussi les troupes russes se sont peu battues. Il est certain que, pendant la bataille de Bucarest, alors que la fortune hésitait, les corps Russes n'ont pas marché au canon. Ils étaient là, à quinze kilomètres, mais n'ont pas quitté leurs cantonnements, alors que leur intervention aurait peut-être changé la face de la bataille et fait passer la victoire dans notre camp.

Ils se sont retirés peu à peu sans engager le combat ; ils ont exécuté une de ces belles retraites stratégiques dans l'ordonnance desquelles les généraux russes sont incomparables et où ils montrent toutes les ressources de leur art militaire ; la retraite stratégique ! peut-être le fonds traditionnel le plus sacré du génie militaire russe, qui se justifie par l'immensité de la terre nationale, laquelle, à elle seule, use le plus terrible des conquérants ; la retraite stratégique dont la doctrine est enseignée dans les écoles et les académies, comme le fin du jeu de la guerre, où un Koutouzov finit par triompher d'un Napoléon.

Qu'est-ce, pour un général en chef de dix millions de soldats, qui sent derrière lui dix mille kilomètres de terre, que Bucarest, capitale d'un infime royaume ? Un néant, dont la possession ne vaut pas les os de trois soldats russes, un atôme négligeable dans la grande partie qui est engagée. Un Alexeiev regarde la carte et cherche une

ligne, une bonne ligne de défense. La première bonne ligne en Roumanie est formée par le Sereth. Bien, on défendra le Sereth, si l'on peut. Si non, on cherchera un autre fleuve. Bucarest est au delà de la ligne du Sereth ; tant pis pour Bucarest et pour les Roumains qui ont mal choisi l'emplacement de leur capitale.

Cinquante mille hommes lancés au moment opportun dans la bataille de Bucarest sauvaient la capitale. Peut-être; mais la ligne stratégique ne passe pas à Bucarest et un théoricien ne s'arrête pas à des arguments sentimentaux, pas même à la perte ou au gain d'une bataille. Cette fameuse conception de la ligne stratégique, que de fautes elle nous a fait commettre! de combien de mois aura-t-elle prolongé la guerre ? Périssent les pays plutôt qu'un principe ! On me raconte en Roumanie le mot admirable d'un très vieux général russe, branlant et calé sur deux cannes, qui semblait la personnification même de la retraite stratégique. C'était à Bucarest, un mois avant l'évacuation. On parlait au club de la ligne du Sereth.

— La ligne du Sereth, grogna le vieux stratège, la ligne du Sereth ? Peuh !... La ligne du Dniester. Ah ! la ligne du Dniester !... plus forte. Mais la Volga ! meilleure encore !...

Alexeiev, d'orthodoxie moins pure, a choisi la ligne du Sereth qui, par miracle ! garde la Moldavie intacte. Les troupes russes s'y sont

repliées, en se bornant à soutenir de petits engagements d'arrière-garde. Les Roumains ont vu cette retraite sans combats, ces troupes nombreuses laisser sans lutte leur terre natale à l'ennemi et, dans le désespoir, certains ont cru deviner une trahison de la Russie envers le petit allié roumain, je ne sais quels calculs machiavéliques du gouvernement de Petrograd fondés sur l'anéantissement de la Roumanie et sur l'occupation de ce riche pays par les troupes impériales. Je ne crois guère à tant de profondeur dans le calcul, à une âme si noire chez les médiocres dirigeants de l'empire. Les conceptions militaires en honneur au grand quartier suffisent à expliquer l'inaction des troupes russes en Roumanie. Les Roumains réfugiés en Moldavie, mourant de faim, leur armée décimée par le typhus exanthématique et le choléra, voyaient les Russes maîtres tout puissant de leur pays, les soldats marauder, s'emparer du bétail, brûler des chaumières, violer des femmes. Ils assistaient au passage des longs trains de ravitaillement qui portaient à l'armée russe tout le nécessaire, alors que les leurs n'avaient pas de quoi manger.

Mais les Roumains avaient une épreuve encore à subir. Ils avaient à assister à la révolution russe et au choc effroyable que l'armée éprouva et sous lequel elle faillit s'effondrer. Les effets du premier *Prikase aux soldats* furent pareils, sur

le front, à ceux de l'explosion d'un obus de quatre cent vingt éclatant au milieu d'une troupe marchant en ordre serré. D'une discipline lâche, mais, malgré tout, solide, on passe soudainement à un néant de discipline. Les soldats révolutionnaires tuèrent plusieurs officiers, en enfermèrent d'autres, ouvrirent les portes des prisons où étaient enfermés des anarchistes et criminels roumains. On craignit même qu'il ne voulussent renverser la dynastie. Au 1er mai, les craintes furent si vives à Jassy que le roi, la reine et les enfants royaux quittèrent secrètement la capitale où ils étaient sans défense, si les soldats russes avaient tenté un coup. Depuis ce jour, l'ordre est mieux assuré, l'influence du conseil des soldats de Jassy s'exerce dans un sens salutaire. Mais il n'en reste pas moins que la Roumanie ne peut attendre son salut que de la Russie, et qu'aujourd'hui on est fondé à avoir des doutes sur la valeur combative de l'armée révolutionnaire. Si les idées internationalistes chères à la révolution russe l'emportent, si la Russie est incapable d'arracher l'armée à l'affreuse propagande anarchiste qui la déchire, si la Russie manque à son devoir envers ses alliés, quel sera le sort de la Roumanie entre le Bulgare, l'Autrichien et l'Allemand ?

Plus on y pense, plus le sort de la Roumanie apparaît tragique : la guerre a été imposée à la Belgique, à la Serbie ; la Roumanie est venue

librement à nous. Elle pouvait rester neutre et s'enrichir. Elle a voulu remplir sa destinée historique, réunir les Roumains de Transylvanie ou ceux de Valachie, elle est rentrée en guerre, ayant choisi son heure. Nous exercions sur elle une pression continue depuis le début de la guerre. Pendant deux ans, nous discutions avec Bratiano, homme fort habile, qui, au point de vue diplomatique, a mené la plus belle des campagnes. Enfin Bratiano a obtenu ce qu'il voulait pour la Roumanie ; les accords sont signés. Il interroge les augures et le sang des victimes ; l'heure semble propice. Les Allemands, pendant six mois, se sont épuisés dans un effroyable effort contre Verdun. L'offensive franco-anglaise sur la Somme se développe lentement, mais on assure qu'il doit en être ainsi et que, si on ne va pas plus vite, on ne le veut pas ; les Italiens, après avoir résisté dans le Trentin, ont réagi sur le Carso et viennent de prendre Goritz ; Sarrail à Salonique occupe le Bulgare ; enfin et surtout, Broussilof a déclenché une magnifique offensive, s'est emparé de la Bukovine, ses armées sont dans les Carpathes boisées et en Galicie. Cinq cent mille prisonniers autrichiens sont envoyés en Sibérie. Il ne reste plus qu'à récolter ; la Roumanie déclare la guerre.

Si les accords diplomatiques ont été merveilleusement faits par Bratiano, la convention militaire a été l'objet de moins de soins.

Voici, pour l'homme dans la rue, la position de la question. La Roumanie a une mauvaise frontière, elle est ouverte à l'ennemi sur quinze cents kilomètres ; à l'ouest et au nord, l'Autriche ; au sud, la Bulgarie. De quelles forces dispose-t-elle ? Elle annonce plus qu'elle n'a. En réalité, elle peut mettre sous les armes quatre cent cinquante mille hommes, encadrés. Ce qu'ils valent, nous n'en savons rien. Elle a besoin de la Russie. Si lents que soients les Russes, ils ont eu le temps de préparer des troupes, depuis les mois que l'on négocie. Ces troupes, ils les ont ; malgré les pertes de Broussilof, l'arrière regorge de soldats inoccupés. Les dépôts à Petrograd ont de dix à seize mille hommes par régiment. Il n'est donc pas impossible de concentrer en Bessarabie une armée de deux cent cinquante mille hommes. La Roumanie prendra par surprise les cols des Carpathes et s'y fortifiera. Etablir un réseau de tranchées dans les sept ou huit passes qui mènent de Transylvanie en Roumanie, les occuper solidement, il semble que deux cent cinquante mille hommes suffiront à la tâche et que la Roumanie, avec cent cinquante mille hommes, et la Russie, avec deux cent cinquante mille, pourront constituer deux armées de choc.

L'objectif de ces armées : Sofia et Constantinople. Il faut jeter une armée sur Plevna, par Roustchouck ; l'autre par Silistrie et la Dobroudja, sur Varna, Bourgas, Constantinople.

Si le coup est donné vigoureusement et par surprise, si, au même instant, une sérieuse offensive de l'armée Sarrail retient les Bulgares sur le front macédonien, on a toutes les chances d'arriver sous Constantinople, avant que les Turcs aient eu le temps de faire revenir leurs divisions d'Asie Mineure et de Mésopotamie. La prise de Constantinople, voilà l'événement dans la guerre européenne, la ruine des plans des empires centraux, le ravitaillement de la Russie et de la Roumanie assuré, une véritable unité de front établie par la rapidité des communications et la possession de la mer où toutes les bases des sous-marins seront entre nos mains. Voilà, semble-t-il, ce que doit nous apporter l'entrée en campagne de la Roumanie en automne 1916.

Ce plan, s'il a été étudié, n'a pas été adopté. On a préféré lancer l'armée roumaine sur un immense front à travers la Transylvanie, avec l'espoir un peu fol qu'elle arriverait dans l'arrière de l'armée autrichienne attaqué de front par Broussilof. La tache confiée à l'armée roumaine ne pouvait être remplie que par une armée admirablement entraînée, manœuvrière, et bien commandée. L'armée roumaine a été au-dessous de la tâche qui lui a été imposée. Il y a eu, dans l'établissement de ce plan, trop d'orgueil chez les dirigeants roumains, une confiance touchant à la présomption dans la puissance de leur ar-

mée, une vue inexacte des forces d'un ennemi aguerri par plus de deux ans de guerre. Chose surprenante, la Roumanie a cru qu'elle arriverait à éviter la guerre avec la Bulgarie, qu'il lui suffirait de se garder légèrement sur le Danube et en Dobroudja, et que, pour cela, cinquante mille soldats russes lui seraient un renfort suffisant pour tenir en respect le Bulgare avec lequel on espérait négocier.

A quel point ces calculs étaient faux, l'histoire de la guerre roumaine l'a démontré. Les fautes commises, la Roumanie les a expiées cruellement. La médiocrité de l'instrument militaire qu'elle avait préparé, l'absence de travail sérieux à l'armée, l'insuffisance des officiers, le manque d'entraînement de la troupe, jointes à l'exagérée confiance, à l'excès d'orgueil qui ont dicté un plan impossible à exécuter, ont amené les désastres de l'automne, la perte du territoire national, suivis de la famine et des épidémies.

Comment la Roumanie a-t-elle supporté ces épreuves? allait-elle quitter tout espoir et s'abandonner, sans réagir, à son destin ? Trouverait-elle, en elle-même, des forces morales suffisantes pour se relever ?

Le miracle s'est produit. La Roumanie terrassée ne s'est pas avouée vaincue. Elle s'est relevée et, de toutes ses énergies nationales tendues vers un même but, silencieusement, patiemment, au milieu de difficultés inouïes, elle

s'est préparée pour la revanche. Elle s'est refaite une armée. La France lui a envoyé des cadres magnifiques ; plus de quatre cents officiers et sous-officiers, de nombreux soldats d'armes spéciales, un corps d'aviation sont arrivés en Roumanie, dirigés par le général Berthelotet. La mission française, en parfait accord avec l'état-major roumain, a reconstitué l'armée roumaine en lui apportant tous les enseignements qu'une longue guerre contre l'Allemand nous a appris. Nous verrons demain une division roumaine manœuvrer.

Mais, déjà, par une journée passée à Jassy, par mille conversations avec mes amis roumains, avec les personnages officiels, avec la Reine qui me fait l'honneur de me recevoir, avec les officiers français qui ont travaillé à côté de leurs camarades roumains, je vois, je sens que la Roumanie s'est reprise à la vie, et, dans un effort héroïque, est devenue ce qu'elle n'avait peut-être jamais été, une nation.

L'exemple du travail, de la foi dans les destinées de la patrie, est venu de haut. Le couple royal, d'origine étrangère, par son union intime avec le peuple, par les souffrances communes partagées chaque jour, par la sérénité qu'il n'a cessé de montrer, par la confiance qu'il a su inspirer à tous, est aujourd'hui une dynastie vraiment nationale. La loyauté du Roi, né Hohenzollern, n'a pas failli une minute ; pas un ins-

tant, il n'a perdu la certitude d'avoir agi pour le bien de son pays et dans le sens même des aspirations historiques et nationales de la Roumanie. Le couple royal, à l'heure où l'on manquait de tout à Jassy, où le typhus exanthématique et le choléra décimaient l'armée et la population de la capitale, a repoussé les invitations pressantes du Tzar à venir se réfugier dans un beau et calme palais du sud de la Russie. Il n'a pas quitté le peuple roumain dont il a tenu à partager les épreuves. La Reine, femme admirable d'intelligence, de courage et d'énergie, me disait :

— Je me suis prise aux tâches les plus humbles, les plus obscures, mais quotidiennes. J'allais partout où l'on avait besoin de moi, dans les hôpitaux et chez les pauvres gens, et peu à peu, nous avons senti, le Roi et moi, l'amour du peuple monter autour de nous et, aujourd'hui, nous ne formons plus qu'une seule famille.

Ce que la Reine ne m'a pas dit, ce sont les dangers qu'elle a bravés, les scènes d'horreur qu'elle a traversées sans faiblir. Elle allait, en plein hiver, à la gare, pour aider à décharger les blessés et malades arrivant dans les trains. Elle entrait dans les wagons où gisaient ces malheureux couverts des poux redoutables qui transmettent le typhus exanthématique. Elle les pansait, sans se soucier de la contagion qui fauchait tant d'infirmiers et de docteurs.

Une de ses dames d'honneur, Mme Simone Lahovary, me racontait qu'un jour, par une des plus froides journées d'un hiver qui a été terrible en Roumanie comme ailleurs, elle arriva à la gare et ouvrit elle-même un wagon de marchandises où étaient entassés des typhiques. Elle y trouva tous les soldats morts de froid, gelés, et, sur leurs cadavres grouillaient des milliers de poux blancs.

Oui, la Roumanie a gravi un terrible calvaire... Aujourd'hui, grâce à un travail intensif, l'épidémie est enrayée, le typhus exanthématique, qui fait encore des victimes dans la population civile, a disparu de l'armée. Mais que de morts, à la fin de la journée, on emmène au cimetière de la ville ! Sous les arbres frais et parfumés, les cinq premières tombes que je vois sont celles de cinq Français, le colonel Dubois, un capitaine, deux médecins et un soldat qui sont venus mourir sur la terre roumaine, victimes du typhus. Plus loin, ce sont les tombes roumaines, des milliers de petites croix de bois blanc, alignées et serrées les unes près des autres, comme les soldats d'un régiment. Il y en a, sans fin, et, derrière elles, une grande tranchée est ouverte pour l'éternel repos de ceux qui mourront demain. Ah ! l'heure émouvante que je passe sous les beaux arbres du cimetière de Jassy, dans l'enchantement d'un crépuscule, qui, au milieu de tant de tristesses, nous verse au cœur la sérénité et l'oubli.

16/29 mai.

Je suis sur la route dès cinq heures pour aller en automobile à Herlau où nous assisterons aux manœuvres d'une division de l'armée roumaine reconstituée. Nous filons sur la belle route que nous avons suivie pour arriver à Jassy. Parfois, notre course rapide est arrêtée par de grands troupeaux de bœufs et de vaches maigres que poussent devant eux des soldats russes lents à se ranger. Ils ont un peu l'air, ces soldats de la révolution, d'être en pays conquis, et je ne réponds pas que chacune des bêtes de ce troupeau ait été régulièrement réquisitionnée.

A Herlau, stationne le train qui a amené le Roi et le Prince héritier. Bientôt nous arrivent de Jassy, Albert Thomas, le général Berthelot, le général Walsh, le colonel Langlois, le premier ministre Bratiano, son frère ministre de la Guerre, le général Prézan, chef d'état-major, et toute une suite d'officiers d'ordonnance.

A huit heures, le Roi en tête, une caravane d'autos se rend à dix kilomètres de là, et nous gagnons une éminence de tous côtés au soleil exposée, d'où nous suivrons la manœuvre préparée. Le colonel Laffont nous en explique le thème. En face de nous, sur la pente d'une col-

line, les tranchées ennemies dessinées à la charrue, tracent des zigzags noirs sur l'herbe verte. Des batteries allemandes sont cachées derrière une crête. Deux avions cherchent à les repérer et transmettent leurs renseignements à l'artillerie roumaine à l'arrière. Blonds et dorés par le soleil, ils traversent lentement le ciel lumineux. Le tir roumain se rapproche. Au bout d'une heure ou deux, les obus roumains les ont réduits au silence. Puis c'est un arrosage copieux des tranchées allemandes, les obus éclatent, éventrant la terre grasse ; l'infanterie se rapproche, se masse dans les premières tranchées et, à un signal donné, se lance à l'assaut des positions ennemies. Le clairon sonne la fin de la manœuvre qui a été menée avec le souci de se rapprocher le plus possible de la réalité. Maintenant les troupes se préparent pour le défilé.

Malgré la fatigue de la journée, elles passent magnifiques et fières devant le Roi. Les soldats sont coiffés du casque français; ils portent le fusil Lebel; devant chaque régiment, nous voyons quelques officiers français. Ces belles troupes marchent la tête haute, l'allure virile, conscientes de l'effort magnifique qu'elles ont fait depuis six mois. C'est à la résurrection de l'armée roumaine que nous assistons.

Au jour venu, et si l'armée russe qui les entoure est encore capable d'avancer, ces soldats roumains montreront qu'ils ont grandi dans les

épreuves et qu'ils sont aujourd'hui capables de se mesurer avec n'importe quel ennemi. Le spectacle auquel nous assistons est plus encore émouvant pour nous, puisque c'est par les soins de nos officiers français que l'armée roumaine s'est reconstituée. Malgré l'énormité des distances, malgré les obstacles de la route, la France a envoyé à sa sœur latine de l'Orient la fleur de son armée sous la direction du général Berthelot qui s'est gagné, par sa vive intelligence, l'estime de tous, et, par son caractère, par son inaltérable confiance dans le succès final au cours des jours les pires, la sympathie du Roi, du Gouvernement et de l'armée entière.

Il est une heure et demie ; nous sommes, depuis huit heures du matin, au grand soleil de l'Orient. Nous sommes couverts d'une fine poussière. Nous nous rendons au déjeuner champêtre qui nous attend, à une dizaine de kilomètres, dans une belle forêt, sous les ombrages épais d'une tonnelle que le vent agite mollement. Ah ! le beau déjeuner que nous avons fait là ! Et le plaisant vin de Cotnari qu'on nous amenait en petits tonneaux ! Et l'eau-de-vie moldave anisée ! Et les soldats tziganes qui nous chantaient des airs tristes pleins de langueur, tout brûlés de soleil, ou voluptueux comme une nuit orientale. Le Roi porta un toast à la France et à sa sympathie désintéressée. Albert Thomas, dans une chaude improvisation, parla du spectacle émouvant

auquel nous venions d'assister et, évoquant les revanches prochaines, fit monter les larmes aux yeux de ceux qui l'écoutaient. Sur le terrain de manœuvre, le Roi donna l'accolade au général Berthelot, et lui remit l'étoile de l'ordre de Michel le Brave.

Nous regagnons Jassy au soir. Albert Thomas, le colonel Langlois et moi, dînons chez le premier ministre qui a eu l'aimable idée de faire venir le prince des tziganes, Ciolak, que tout Paris a applaudi au pavillon roumain de l'Exposition de 1900. Il est mobilisé et, sous l'uniforme de soldat, ce vieil ensorceleur à la face pâle nous mène au bout de son archet bien loin de la guerre, des soucis et des angoisses de l'heure.

Albert Thomas a le courage de s'arracher à ces enchantements pour courir à une réunion du *Soviet* russe de Jassy. Ah! ces *Soviets*, il nous faut les retrouver jusque sur cette aimable terre roumaine! Le ministre français va discuter une fois de plus avec les camarades russes. Je l'admire, mais je ne le suis pas. Ce soir, je ne m'occuperai pas de politique; j'oublie les buts de guerre, l'impérialisme et l'internationalisme ; j'appartiens à Ciolak et au monde merveilleux que son archet évoque.

Je rentre à pied à travers les rues pas éclairées. Par-dessus les murs des jardins, les acacias inclinent vers moi leurs lourdes grappes de fleurs parfumées. Que la nuit d'été est douce!

Que l'odeur des acacias dans l'ombre est voluptueuse! Quels beaux rêves colorés éveillait le tzigane tout à l'heure !... Un grondement de tonnerre à côté de moi, une masse sombre qui glisse... un grand camion automobile passe, puis deux, puis trois... Ils sont chargés, chacun, d'une cinquantaine de soldats russes tassés les uns contre les autres. Ce sont les auditeurs d'Albert Thomas qui, après la séance du Soviet, regagnent leurs cantonnements.

17/30 mai.

Ma dernière journée de Jassy : visite à mes amis, longues conversations. L'avenir est sombre. Ce petit pays ne pouvait s'appuyer que sur la Russie. Voici la Russie en révolution et le premier acte de la révolution est de détruire l'armée ancienne. Quelle est la force de la Russie aujourd'hui? Comment le nouveau régime aura-t-il les moyens matériels de tenir les engagements du tzarisme. De lourdes inquiétudes pèsent sur les cœurs roumains...

Dans l'après-midi, le parlement, Sénat et Chambre, se réunit en séance extraordinaire en l'honneur d'Albert Thomas. Le ministre français prononce un beau discours et, saluant la renaissance de l'armée roumaine et l'effort de tout un

peuple qui ne veut pas périr, fait sentir à ses auditeurs l'effet de l'éloquence latine.

Nous quittons Jassy dans la soirée et regagnons Petrograd. On travaille fort dans le wagon spécial d'Albert Thomas. Ses secrétaires sont sur les dents. Je n'ai jamais vu plus résolu abatteur de besogne que l'actuel ministre des Munitions. D'une allure régulière, il va à travers les dossiers qui s'entassent, dicte notes et télégrammes, insensible à la fatigue. Sa seule distraction est de converser dans les gares avec les soldats qui accourent pour voir passer le ministre socialiste français. A chaque fois, il s'étonne du nombre prodigieux de soldats qui errent ainsi à l'arrière du front. A Schmerinka une dame arrive à percer les rangs pressés des soldats. Elle s'adresse à Albert Thomas qui, à la fenêtre de son wagon, en pyjama, regarde la foule. Il fait chaud; il est rouge; d'un geste habituel, il rejette en arrière ses longs cheveux blonds. La dame demande en excellent français :

— M. Albert Thomas est-il là ?

— C'est moi, Madame, répond le ministre.

Et la dame avec stupeur :

— Comment avec vos longs cheveux, et votre barbe, et tout votre air, je vous avais pris pour un pope!

A chaque gare, il faut qu'Albert Thomas adresse un petit discours aux délégations qui viennent le saluer. Il leur exprime brièvement,

mais avec toute la clarté désirable, qu'en ce moment leurs camarades français et anglais se font casser la tête et attirent sur le front occidental toutes les forces allemandes, mais qu'il conviendrait qu'à leur tour les Russes prissent les armes et se joignissent aux alliés. Les soldats qui l'écoutent — combien y a-t-il parmi eux de permissionnaires-volontaires? — sont enchantés de cette courte harangue et l'applaudissent. Puis, le train parti, ils recommencent à cracher des graines de tournesol sur les quais, tout en poursuivant leurs vagues rêves pacifistes...

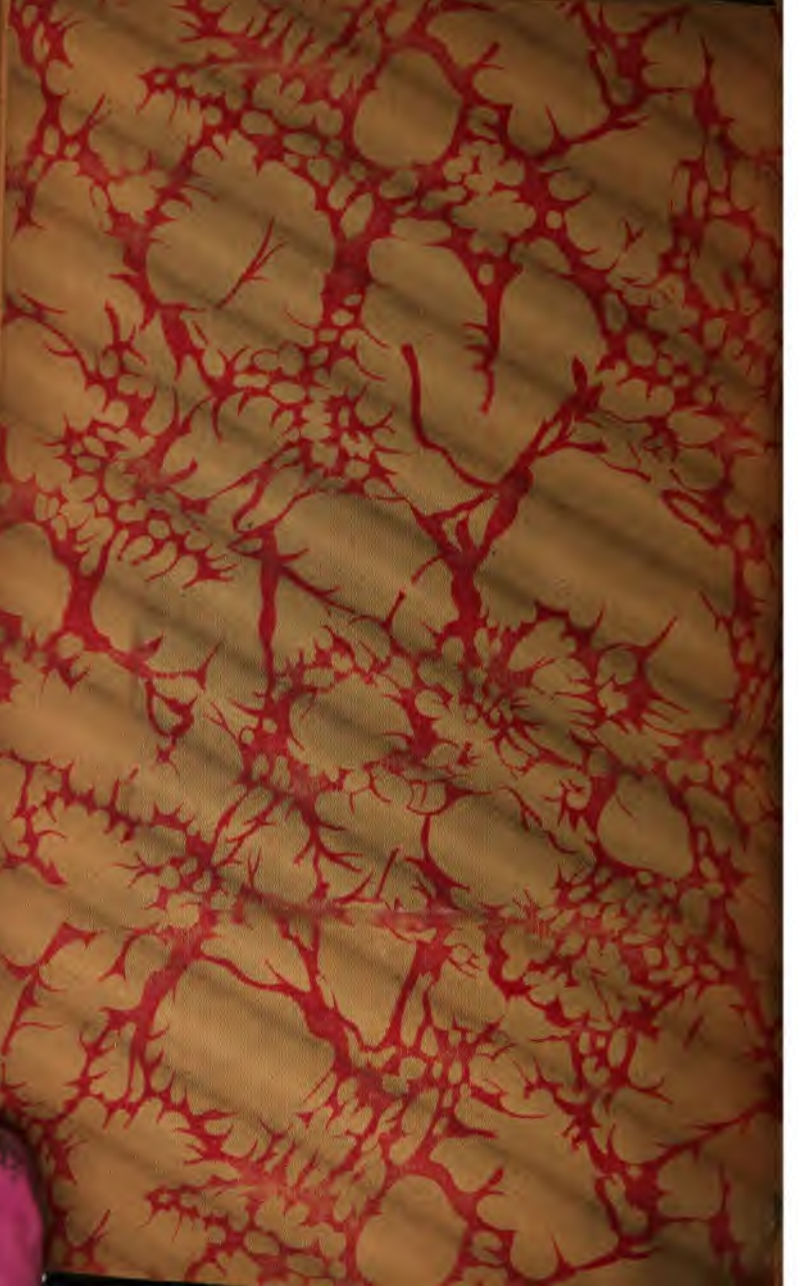
TABLE DES MATIÈRES

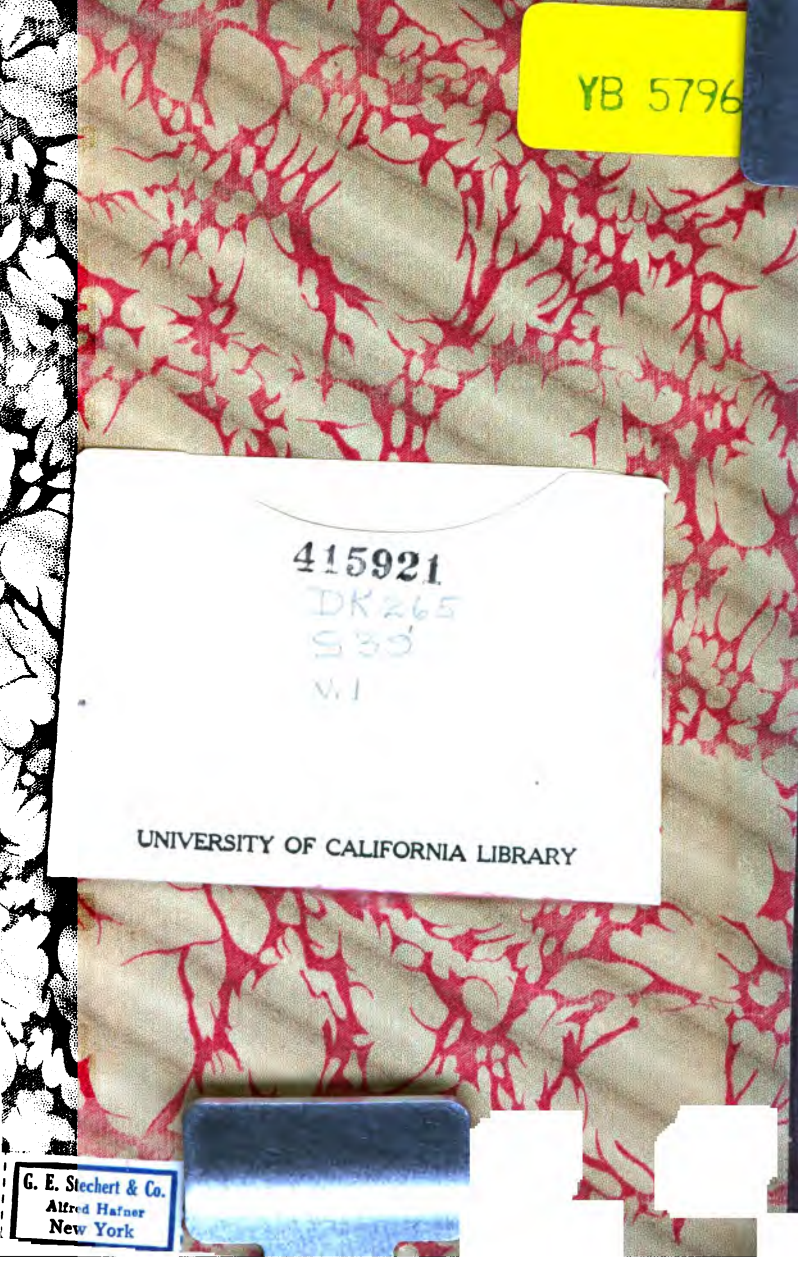
	Pages
Avant-Propos	7
A Petrograd	9
La journée de la révolution	18
Le premier journal de la révolution	27
A la Douma	32
Sturmer...	36
Les garodovoïs	52
Un décret du conseil des ouvriers et soldats	62
Le gouvernement provisoire	65
La cohue de la salle Catherine	72
L'abdication de Nicolas II	77
Une réunion des députés soldats	85
Le comité du téléphone	90
Dernières heures du règne de Nicolas II	98
Ni annexions ni contributions	150
Conversation avec Branting	153
Le ravitaillement difficile	155
Le comité exécutif en séance	156
Le soldat téléphoniste	159
La guerre...	193
Les soldats libres	198

Le Ministère de Coalition 242
La fraternisation 252
Le vocabulaire de la révolution russe 258
Maxime Gorki. 264
Voyage à l'armée avec Kerenski 266
Les manifestations commencent 274
Le but de Kerenski 283
En séance 290

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN






YB 5796
415921
DK265
S35
v.1
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
G. E. Stechert & Co.
Alfred Hafner
New York